



(N° 236)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUIN 1928.

Projets de loi :

1° contenant le Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927.

2° contenant le Budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urindi pour l'exercice 1928 ⁽¹⁾.

CONGO BELGE ⁽²⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3). P R M. SAP.

MESSIEURS,

Au cours de la première réunion de votre commission, ceux de vos membres, qui venaient de rentrer du Congo, émerveillés du voyage qu'ils avaient fait, concluaient comme suit l'exposé rapide de leurs impressions : « Soyons optimistes et sachons dépenser. Tâchons de rectifier certaines erreurs, mais appuyons le Ministre chaque fois qu'il demandera des crédits qui, sous l'une ou l'autre forme, doivent servir au développement de la colonie; celle-ci, à côté de toutes autres considérations qui peuvent nous guider, est assez riche pour rendre plus tard au centuple ce qu'on lui aura prêté à bon escient. »

(1) Projet transmis par le Sénat, n° 72.

Projet de loi, n° 45.

Amendements, n° 190.

(2) M. Mathieu a été chargé de faire rapport sur le budget extraordinaire pour 1927 et sur le budget ordinaire pour 1928 du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urindi.

(3) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée de :

1° des membres de la Commission des Colonies : MM. Tibbaut, président; Kreglinger et Pepin, vice-présidents; Mathieu et Sap, secrétaires; Beckers, Branquart, Briart, Brutsaert, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Hubin, Max, Piérard, Renken, Rubbens, Souplit, Van de Vyvere, Van Hoeylandt, Van Wallegheem,

2° de sept membres désignés par les sections : MM. Rombauts, Huysmans, Missiaen, Theelen, Standaert, Van den Corput, De Winde.

Cette note réaliste a prévalu dans vos discussions. Tous vos membres, faisant abstraction de leurs opinions politiques divergentes et avec un véritable souci de placer et de maintenir le problème colonial au-dessus de toute préoccupation de parti, se sont efforcés, après avoir constaté les magnifiques progrès qui ont été réalisés, de rechercher et de mettre en lumière, pour pouvoir les corriger, les quelques points faibles, qui existent nécessairement et les quelques erreurs, qu'on ne saurait éviter, dans une œuvre de l'envergure de celle que nous avons entreprise au Congo. La discussion ne s'est pas attardée sur des articles ou sur des chiffres, tous les postes des deux budgets ont été approuvés, mais, prenant la situation de fait, telle que nous l'ont fait apparaître l'étude des documents et l'exposé des membres qui ont été sur place, nous avons, écartant toute conception théorique nouvelle, passé en revue les différentes questions coloniales, pour en dégager les quelques idées générales qui, à l'heure actuelle et pour un temps plus ou moins long, devraient être le leit-motiv de notre action au Congo. Le grand nombre de questions posées à l'honorable Ministre des Colonies, et qui accompagnées des réponses qui y ont été faites, sont annexées au présent rapport, dispensent de développer un certain nombre de points et permettent d'en résumer brièvement d'autres.

Faisons-nous, tout d'abord, l'écho d'une observation qui a été formulée, celle notamment, que dans certaines statistiques non accompagnées de commentaires, la situation de la Colonie qui, tout le monde le sait, est excellente, apparaît à première vue, sous un aspect moins favorable.

Il a été demandé, à cette occasion, que les comptes exacts de la colonie, depuis 1912, fussent communiqués à la Commission.

La réponse à la question 2 et les explications fournies par l'honorable Ministre des Colonies, paraissent de nature à dissiper certaines appréhensions. Plusieurs membres ont aussi estimé qu'au point de vue commercial, des produits figuraient dans les tableaux de sortie pour des montants inférieurs à leur valeur réelle. Pour apprécier cette valeur, a déclaré l'honorable Ministre, il faut tenir compte du fait que, pour la plupart des produits exportés, il n'y a pas de marché dans la colonie même et qu'il est, dès lors, impossible d'établir une mercuriale. Il faut donc prendre comme prix de base le prix de vente des produits sur les marchés européens, dont il est à défalquer tous les frais, qui grèvent normalement les produits depuis leur sortie jusqu'au moment de leur réalisation. Ces frais à déduire sont considérables et sujets à des variations parfois assez importantes. Des écarts de prix peuvent, de ce fait, apparaître injustifiés alors qu'un examen détaillé les révèle comme tout à fait normaux.

Ces explications n'ont pas satisfait complètement certains membres de la Commission qui persistent à croire que l'écart est trop grand entre les prix qui figurent dans les tableaux de sortie et ceux faits sur les marchés européens. Mais ce n'est là, somme toute, qu'une question sans importance en comparaison des autres problèmes qui ont retenu l'attention de la Commission et en premier lieu, celui de la main-d'œuvre.

LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Le problème de la main-d'œuvre est grave et des mesures urgentes s'imposent. La Commission a été unanime pour déclarer que, tenant compte du stade de développement auquel est arrivé la colonie et du degré d'adaptation des populations indigènes aux conditions nouvelles d'existence, qui résultent pour elles de la

transformation rapide et constante du Congo, on a été trop loin dans la voie de l'industrialisation et qu'il est temps de marquer un certain arrêt.

Les conclusions qui viennent d'être déposées par le Comité consultatif de la main-d'œuvre, dont la mission était de mettre au point celles formulées par la commission de 1925, montrent jusqu'à quel point les appréhensions sont justifiées. Le gouvernement, qui s'est aperçu de la situation et s'en préoccupe vivement, s'il fait siennes les suggestions et conclusions du Comité, devra en fait, mettre en sommeil une partie importante de la Colonie. Dans beaucoup de régions du Congo et pour un temps plus ou moins long, il n'y aura plus place pour de nouvelles initiatives et ce qui est grave, pas même pour des initiatives agricoles. C'est ainsi par exemple que le Comité préconise pour les zones n° 4 et 6 du Katanga, de ne plus accorder, pendant un délai de cinq ans, des permis de recherches minières et, pendant le même délai, de ne plus accorder des concessions à caractère agricole « quelles que soient leurs fins ». Sur tout le territoire du Katanga, qui a été divisé par le Comité en sept zones, on ne pourra plus, pendant cinq ans, faire des prospections ou obtenir de nouvelles concessions minières ; dans une zone seulement on pourra admettre toutes formes de concessions agricoles, mais sous réserve que la balance des disponibilités en main d'œuvre ne soit pas rompue et dans deux autres zones on ne pourra admettre toutes formes de concessions agricoles, qu'à condition que la moitié des terrains soit réservée aux cultures vivrières. Des mesures véritablement draconiennes ont été proposées par le Comité pour d'autres régions du Congo et ce n'est que pour la Province orientale et le Ruanda, que toute décision a dû être postposée parce que le Comité n'était pas en possession des renseignements qui devaient lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause. L'industrialisation trop rapide a donc créé une situation difficile et personne mieux que l'honorable ministre des Colonies lui-même ne l'a compris et ne l'a fait entendre dans le discours remarquable qu'il a prononcé, le 6 janvier 1928, lors de l'installation du Comité de la main-d'œuvre.

« Le problème de la main d'œuvre reste le plus difficile et le plus pressant de tous ceux que présente notre œuvre coloniale...

» Bien que nous ne disposions pas encore de tous les éléments, permettant d'apprécier en toute connaissance de cause, l'état du problème de la main d'œuvre dans la colonie, nous devons cependant admettre d'ores et déjà que la situation s'est plutôt aggravée et compliquée depuis 1926, en raison du développement économique particulièrement rapide qui s'est manifesté depuis.

» J'ai été contraint d'adopter une attitude de réserve systématique en matière d'octroi de concessions. Pareille ligne de conduite ne peut constituer qu'une solution d'attente, risquant entre autres inconvénients, de tenir en sommeil des régions prêtes peut-être à prendre leur part de l'activité générale. D'autre part, à se montrer trop large, on s'expose à des suites plus graves encore. Ainsi, si dans une région on tolère la création d'établissements dont les besoins en main-d'œuvre sont supérieurs aux possibilités de la population, celle-ci sera sollicitée au delà de toute mesure et la concurrence des employeurs fera croître les salaires dans des proportions exagérées.

» Cette concurrence se doublera d'une recherche de main-d'œuvre au loin, dont on connaît les conséquences fâcheuses tout autant pour les indigènes qui

» en sont l'objet, que pour les entreprises établies dans les régions ou s'effectuent ces recrutements ».

Si pénibles que soient les mesures proposées, il semble bien qu'il n'y ait pas moyen de se soustraire à leur application stricte et immédiate.

Abstraction faite de ce qui précède, toute la question de la main-d'œuvre doit être dominée par ces trois considérations qui sont émises dans le rapport de la Commission : « Le pays colonisateur a le devoir d'élever le niveau physiologique, moral, intellectuel et social du peuple qu'il administre ; les sociétés indigènes ne peuvent pas être amenées à fournir un effort qui les atteindrait aux sources de leur vie ; il faut assurer le développement de l'activité commerciale, agricole et industrielle qui constitue l'une des raisons d'être de notre œuvre coloniale ». Cette troisième considération doit être subordonnée aux deux premières. Le principe de la liberté du travail et, par conséquent, l'interdiction de toute contrainte proprement dite, a été, une fois de plus, confirmée par la Commission de la main-d'œuvre et il ne peut être fait exception qu'en cas de réelle nécessité et seulement en faveur des travaux d'utilité publique. On doit se rallier à cette exception, car il est évident, que l'achèvement des grands travaux publics entrepris par l'État, ne pourrait être mis en danger faute d'une main-d'œuvre suffisante. Mais lorsque, dans l'hypothèse qui vient d'être émise, il faut recourir à une certaine contrainte, il faut que toutes les précautions soient prises pour qu'elle ne dégénère pas, du fait des recruteurs, en abus comme il est arrivé à plusieurs reprises et que les ouvriers trouvent, là où ils doivent travailler, des installations suffisantes, ce qui parfois laisse à désirer.

L'interdiction de la contrainte n'implique cependant pas, et ne peut pas impliquer, celle de sollicitations de l'autorité. Malheureusement, la limite entre la première et la seconde est difficile à tirer et il serait désirable que le Gouvernement précise encore davantage, à ce sujet, les instructions qu'il a déjà données. La Commission, qui a pris connaissance du rapport de la Commission de la main-d'œuvre et en connaît les conclusions, s'est même demandée s'il ne fallait pas aller au-delà. Plusieurs membres ont déclaré de la façon la plus formelle qu'ils ne pouvaient admettre qu'on écarte de nouvelles initiatives agricoles, comme on le propose pour certaines régions du Katanga. Ils estiment, au contraire, qu'on doit encourager ces initiatives partout où elles se produisent et qu'il faut, au besoin, restreindre l'activité minière et libérer de cette façon une main-d'œuvre, qui en saine politique, doit être appliquée d'abord à l'agriculture.

Approuvant complètement les considérations qui viennent d'être émises, un membre insiste particulièrement sur la nécessité de faire de l'indigène un collaborateur libre et efficace du blanc. Il a fait à ce sujet la communication suivante :

« Pour faire de l'indigène un collaborateur libre et efficace du blanc, il faut lui donner un attrait suffisant du travail. Or, le plus souvent, chez les peuplades primitives du Congo, la société est établie sur des bases anti-économiques et parfois antifamiliales qui s'opposent à la constitution de la richesse et à son utilisation rationnelle pour le bien-être familial. Elle est plutôt organisée en vue de la destruction de la richesse et le premier devoir du colonisateur est d'étudier, dans les diverses régions, les institutions indigènes qui s'opposent à la pénétration de l'activité européenne et à la pratique du travail libre.

Nous ne pouvons citer ici qu'un exemple.

Les Bantoues du Bas-Congo ne connaissent pas le patrimoine de famille transmissible à la femme et aux enfants ; ils ne connaissent même pas la famille basée sur l'autorité maritale et paternelle, ils sont constitués en clan qui est proprié-

taire des biens et des personnes, qui pratique le régime matriarcal et qui enlève à la famille ses éléments essentiels : l'unité, l'indépendance, l'autorité maritale et paternelle, le patrimoine héréditaire. Aussi le clan reste propriétaire de la femme dont il a intérêt à garantir la sécurité. Il intervient en cas de maladie : il la reprend lorsque le mari vient à décéder.

Il enlève aux parents les enfants dès qu'ils sont adultes et s'en approprie la valeur s'il les vend comme esclaves ou s'il les donne en mariage contre une dot.

Les enfants n'héritent pas de leurs parents ; l'avoir du père est détruit sur sa tombe à l'exception du bétail, des esclaves et des femmes qui sont la propriété du clan matriarcal.

Dans ces conditions, le mariage est abaissé au niveau d'une association momentanée qui travaille au profit du clan au détriment de la famille ; et l'on se demande quel intérêt un indigène peut trouver dans la création de la richesse, dans la pratique de la prévoyance, dans la constitution d'un patrimoine de famille, dans l'habitude d'un travail régulier et soutenu.

La satisfaction de besoins immédiats limite d'ordinaire la durée de son travail, d'autant plus que la nature lui donne aisément les aliments nécessaires à sa subsistance, et c'est ainsi que surgit chez le blanc l'idée de la contrainte directe, indirecte ou morale,

Pour la rendre inutile, il faut augmenter l'attrait du travail, par la substitution de la famille au clan, par l'organisation juridique de la famille sur la base de l'indépendance, de l'unité, de l'autorité maritale et paternelle, du patrimoine héréditaire.

Cette réforme a été réalisée à Kisantu par une réunion générale des chefs de famille qui, suivant l'exemple des plaids mérovingiens, a donné à la société indigène la conception juridique de la société chrétienne de l'Europe.

Elle pourrait s'étendre à d'autres régions.

Le clan n'a plus de raison d'être depuis que la sécurité est assurée dans la Colonie.

Jadis, au temps de l'insécurité générale et des guerres de pillages, il dominait tous les intérêts privés et familiaux ; il représentait la force dans la défense collective, et il devait veiller à ce que le nombre de ses membres ne diminuât pas. C'est pourquoi il revendiquait jalousement la propriété des femmes et des enfants qui en naissaient.

La richesse était l'accessoire ; elle pouvait même être un danger parce qu'elle éveillait l'idée de pillage ; aussi, comme chez les peuples semi-nomades, n'était-elle représentée que par le cheptel vivant ; les esclaves et les femmes. La monnaie qui la représente et qui la rend mobile, n'était pas encore créée.

Aujourd'hui ces conditions sont changées et l'institution clanique et matriarcale n'a plus de raison d'être.

La substitution de la famille au clan mérite toute l'attention du Gouvernement.

Cette thèse, toutefois, ne rencontre pas l'adhésion de tous les membres dont quelques uns ont exprimé à ce sujet des réserves expresses.

LA NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER L'AGRICULTURE.

La grande cause du mal qui ronge la Colonie, c'est le véritable déséquilibre qui s'est créé dans l'économie, du fait que l'agriculture n'a pas suivi le progrès, que nous constatons dans toutes les autres industries. Les nègres sont sous-alimentés, l'agriculture manque de bras, l'industrie et les grands travaux exigent une main d'œuvre de plus en plus abondante et provoquent, en maints endroits, la désorganisation de la vie indigène. La Commission estime donc, de l'avis conforme d'ailleurs de l'honorable Ministre des Colonies, qu'il convient de fermer cette période de développement trop rapide de l'activité industrielle, qui pourrait devenir mortelle, et même s'il faut gêner pour cela l'exploitation des entreprises minières existantes, qu'il faut mettre l'agriculture, facteur de richesse, d'ordre, de stabilité et de moralité, à la place qui lui revient et qu'elle aurait dû occuper dès le début, c'est à-dire la première. La Commission a été unanime, pour marquer à ce sujet, sa volonté nettement arrêtée et elle estime que la mère-patrie et la Colonie ne peuvent reculer devant aucun sacrifice pour redresser la situation. Sans doute, l'agriculture est une industrie qui évolue lentement et qui ne donne des rendements qu'à longue échéance ; mais les sacrifices qui devront être consentis, ne sont rien en comparaison du résultat qui doit être atteint. C'est en effet, tout le problème de la population qui se pose, c'est la mission civilisatrice que nous avons assumée, la mise en valeur rationnelle et le sort final de la Colonie qui sont en jeu. La première mission que nous avons assumée au Congo, la plus belle aussi, c'est d'élever la race noire à la civilisation. C'est un travail de longue haleine qui, pour réussir, doit être poursuivi dans des conditions spéciales. La transition entre la vie actuelle du noir et celle que le développement de la Colonie lui prépare pour demain, ne peut être trop brusque. Avant de chercher à l'adapter aux conditions nouvelles et fiévreuses créées par l'établissement de grandes exploitations industrielles, il faut passer par le stade plus calme et plus lent de l'agriculture.

Mais le problème qui est ainsi posé, n'est guère facile à résoudre parce que l'on se heurte tout d'abord aux énormes frais, sans récupération rapide, que le stade agricole comporte, parce que l'on se heurte aussi à la situation de fait, créée par le manque de besoins et l'indolence naturelle du nègre. L'indigène a si peu de besoins, il trouve si aisément de quoi se nourrir, il gagne dans la plupart des endroits si facilement l'argent nécessaire au paiement de l'impôt et à l'acquisition de quelques marchandises européennes, qu'il n'a aucun désir d'augmenter la surface de ses plantations alimentaires, l'importance de ses élevages de bétail et de volailles, l'étendue de ses cultures d'exportation. Jusqu'ici et malgré tout ce qui a été fait, même dans les endroits où la proximité d'exploitations minières rend l'écoulement des produits facile et rémunérateur, on est toujours ramené à la constatation que l'indigène est un grand enfant imprévoyant et indolent. Il ne cultive spontanément que le strict minimum, n'étend ses cultures et ses élevages que si l'autorité territoriale le lui ordonne formellement. Il faudra donc une propagande agricole intense dans toutes les régions de la colonie et une certaine contrainte, pour imposer partout aux indigènes un minimum de cultures et d'élevages. Il faudra aussi partout où les circonstances actuelles le permettent, subordonner le développement industriel au développement agricole et créer, dans la mesure des possibilités, des zones consacrées à l'agriculture dans de telles conditions que l'industrie minière qui existerait à côté,

ne puisse en rien entraver son développement mais n'en soit que le complément utile. C'est à cette dernière considération que l'honorable Ministre des Colonies a obéi en créant le Comité Nationale du Kivu.

LE COMITE DU KIVU.

La création du Comité du Kivu a fait l'objet de longues discussions au sein de la Commission. Tous les membres n'en étaient pas également enthousiastes, des objections d'une certaine gravité ont été formulées, le pour et le contre ont été soigneusement examinés.

Exposons la question et résumons les débats aussi objectivement et aussi complètement que possible. L'adhésion que certains membres de la Commission ont finalement donné à la nouvelle formule n'en acquiert que plus de valeur. Dans l'exposé des motifs du projet de décret qui le constitue, l'objet du Comité est défini de la façon suivante :

« L'objet principal du Comité du Kivu est d'étudier et d'aménager la région du Kivu au point de vue des voies de transports et de communications, du développement de l'agriculture et des industries qui s'y rapportent, ainsi que de la mise en valeur des mines. »

L'article 3 du projet l'exprime en termes presque identiques et fait, en outre, allusion à la colonisation agricole européenne.

« Art. 3. L'association a pour objet

» a) D'étudier et d'aménager la région dite du Kivu, au point de vue des voies de transports et de communications, du développement de l'agriculture, de la colonisation agricole tant européenne qu'indigène et des industries agricoles et diverses.

» b) De mettre en valeur, dans ladite région, les terres faisant partie du domaine privé de la colonie et les mines non encore concédées. »

Des buts ainsi définis, en termes nécessairement généraux, on ne pourrait conclure que la colonisation agricole européenne ait été à l'avant-plan des préoccupations ministérielles, mais la pensée de l'honorable Premier Ministre est précisée et complétée dans une étude publiée au mois de février par la *Revue Economique Internationale*.

« Beaucoup de nos jeunes agriculteurs, dit-il, notamment dans les Flandres, ne trouvent plus le moyen de s'établir sur la terre natale qui a fait vivre leurs ancêtres. Ce n'est pas le goût du travail qui leur fait défaut, c'est le sol de la patrie qui, dans l'état de culture actuel, pourrait devenir trop étroit pour retenir tous ses enfants. De là, le mouvement périodique d'exode d'émigrants ou de « saisonniers » se dirigeant sur divers pays et notamment vers la France. Dans ce dernier pays, au cours de la seule année 1926, ont passé plus de 22.000 ouvriers agricoles et ce mouvement, tout l'annonce, n'est pas près de se ralentir dans les années qui viennent. Plusieurs milliers d'agriculteurs belges se sont fixés en France. Il est donc naturel que l'attention se tourne une fois de plus vers le Congo où les intéressés trouveraient à exercer leurs aptitudes dans une mesure plus large et avec de plus vastes perspectives. »

Plus loin, étudiant les conditions dans lesquelles le Comité pourra concéder les terres, il continue :

« Il faudra d'ailleurs se montrer fort économe de ces terres et limiter l'extension des concessions à des chiffres raisonnables qui, pour cette région,

» seront sensiblement inférieurs à ceux que l'on pratique au Congo belge.
 » Il en est nécessairement ainsi partout où l'on veut établir une colonisation
 » européenne : les grands domaines doivent y être l'exception; la colonisa-
 » tion agricole est, avant tout, une colonisation de moyens et de petits agri-
 » culteurs. »

Enfin, résumant son étude et précisant la mission agricole du Comité, l'honorable Premier Ministre ajoute :

« Le Congo belge si vaste, si riche en possibilités agricoles, ne compte
 » jusqu'ici qu'un nombre insignifiant de colons belges. Sur 18,000 personnes
 » de race blanche qui s'y sont établies, il n'y a guère plus de 300 colons
 » agriculteurs; de ce nombre la moitié seulement est de nationalité belge.

» Au Kivu, dans la seule région où ces colons sont établis, c'est-à-dire
 » sur les rives du lac, il n'y en a encore qu'une bonne centaine et 80 p. c.
 » d'entre eux n'occupent que de petites concessions de 100 à 500 hectares,
 » quelques-uns seulement ont demandé plus de 1,000 hectares.

» La colonisation que nous envisageons, non pas seulement pour la région
 » du lac, mais pour toute l'étendue du territoire du Kivu, sera, évidemment
 » d'une bien autre importance. »

La Commission a été unanime pour estimer qu'on ne saurait assez secon-
 der l'effort qui tend à créer dans la merveilleuse région du Kivu, un do-
 maine agricole qui soit le digne pendant et le complément indispensable du
 magnifique domaine minier du Katanga.

Les critiques qui ont été formulées portaient sur les trois points suivants :

1° Pour atteindre le but indiqué par l'honorable Ministre des Colonies, fal-
 lait-il constituer le Comité National?

2° La création du Comité National n'amointrit-elle pas les droits de l'Etat
 au profit de tiers?

3° Sera-t-il possible de réaliser le programme du gouvernement tel qu'il
 est défini par l'honorable Ministre?

I. — POUR ATTEINDRE LE BUT INDIQUÉ PAR L'HONORABLE MINISTRE DES COLONIES, FALLAIT-IL CONSTITUER LE COMITÉ NATIONAL?

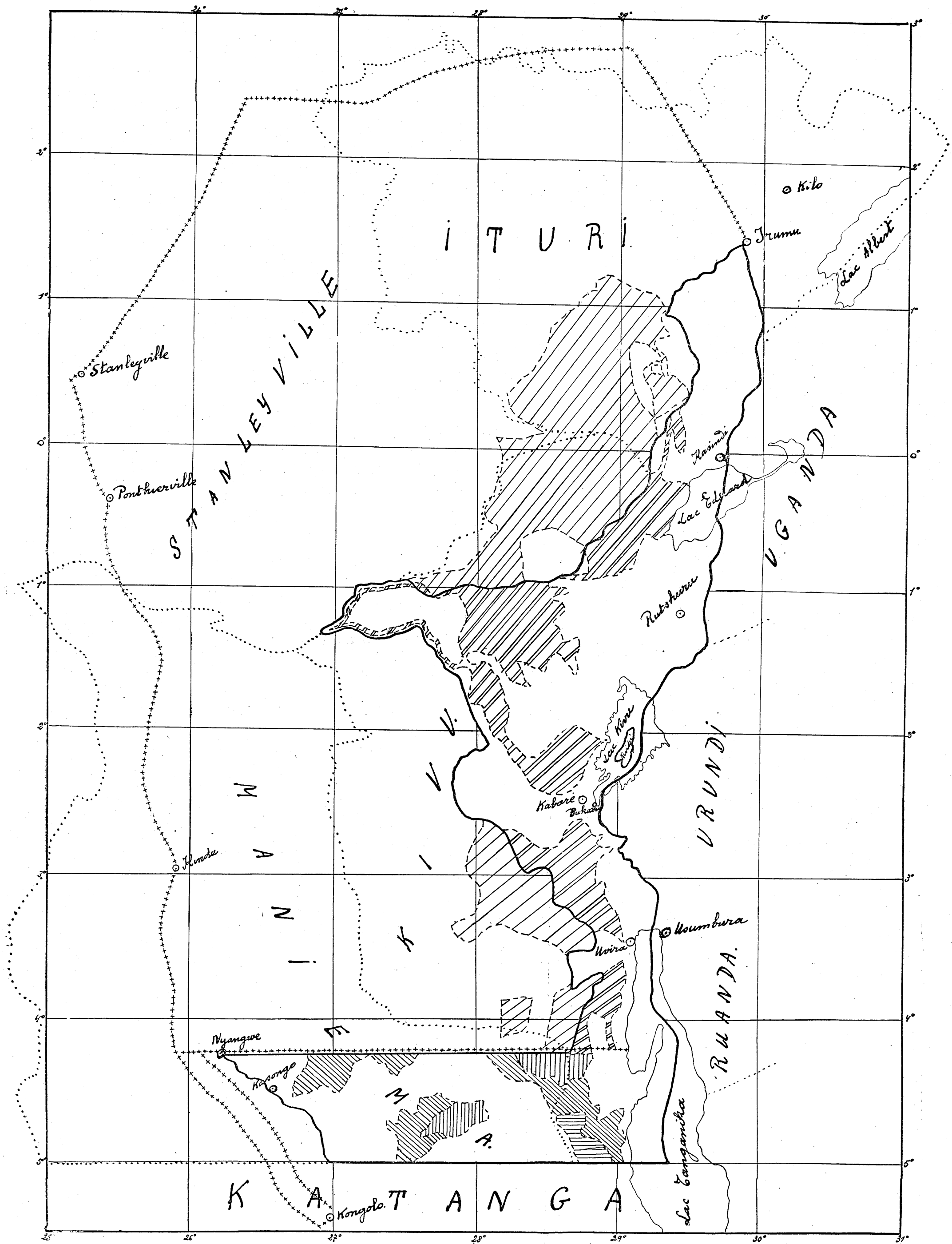
L'honorable Ministre des Colonies invoque, en faveur de la création du
 Comité, trois raisons principales; la première d'ordre financier, la seconde
 d'ordre juridique, la troisième d'ordre pratique. Les deux premières sont
 exposées dans l'étude publiée par la *Revue Economique Internationale*.

« Ce programme, dit-il, et les détails que nous possédons sur les frais en-
 » trainés par la colonisation agricole dans d'autres pays, montrent que
 » l'aménagement du Kivu exigera, pendant plusieurs années, des dépenses
 » considérables avant même qu'on puisse songer à y accueillir des colons.
 » Et quand ceux-ci s'y installeront, il faudra organiser le crédit et l'ensemble
 » de l'outillage économique et sanitaire indispensable à leur existence. Or,
 » le Trésor colonial supporte dans les autres régions de la Colonie des tra-
 » vaux si multiples et si coûteux qu'il ne lui est guère possible de faire face,
 » en ce moment, à ce nouvel effort. »

Vient ensuite l'argument juridique qui est développé comme suit :

« Les conventions passées en 1902 entre l'Etat Indépendant et la Compa-
 » gnie des Grands Lacs, permettaient à celle-ci d'occuper des surfaces de ter-
 » rains croissant avec les dépenses entraînées par la construction du chemin

Territoire géré par le "Comité Du. Kivu."



- Cie Minière Gr. Lacs.*
id
Belgique
Forminière
Synkin.
- Concessions Minières de la Cie Minière des Grands Lacs, se trouvant dans le Territoire du Comité National du Kivu.
 - Autres Concessions Minières de la Cie Minière des Grands Lacs.
 - Concessions Minières de la Belgique.
 - Concessions Minières de la Forminière.
 - Concessions Minières de la Synkin.
 - Limites du Comité National du Kivu.
 - Limites de District.
 - Limites du Territoire dans lequel la Cie des Grands Lacs pourrait choisir 400.000 Ha de Terre. (Convention de 1927.)

» de fer des Grands Lacs. Les extensions successives de cette voie ferrée
» attribuaient à la Compagnie 12 millions d'hectares ou quatre fois la super-
» ficie de la Belgique et un vingtième de la superficie totale du Congo.

» En 1921, fut conclu un nouvel arrangement, plus conforme aux intérêts
» de la Colonie.

» La Compagnie des Grands Lacs, en échange des 12 millions d'hectares
» que lui attribuait la première convention, avait obtenu le droit de choisir
» pour les posséder en pleine propriété, 400,000 hectares de terres. Elle pou-
» vait les choisir à son gré dans toute la moitié Sud de la Province Orientale,
» donc aussi dans le territoire du Kivu. Ce droit fut accordé à partir de 1922
» et ne devait prendre fin que quinze ans plus tard : il devait donc encore
» durer pendant près de dix ans.

» Dans ces conditions, jusqu'en 1937, toute colonisation agricole impor-
» tante devait être impossible, car la Compagnie des Grands Lacs pouvait
» s'établir sur les terres vacantes les plus fertiles et les mieux situées au point
» de vue des voies de communication.

» La Compagnie avait déjà, d'ailleurs, commencé son choix, et comme il
» fallait s'y attendre, elle ne manqua pas de choisir les terres vacantes qui
» auraient convenu le mieux pour les colons agricoles. Certes, elle aurait
» cherché à les vendre ou à les louer à ceux-ci, mais à des conditions de ces-
» sion beaucoup moins avantageuses que si les terres avaient encore appar-
» tenu à la Colonie.

» Il fallait donc négocier pour obtenir de la Compagnie des Grands Lacs
» qu'elle renoncât à choisir des terres dans la région du Kivu.

» Cette négociation pouvait être d'autant moins aisée que la Compagnie
» était en droit d'espérer que tout l'aménagement de la région du Kivu allait
» automatiquement donner à ses propriétés, dans un avenir assez rapproché,
» une plus-value importante.

» Pour sortir de ces difficultés financières et juridiques il importait de
» trouver une nouvelle formule, assez souple à la fois pour sauvegarder les
» droits de la Colonie et assurer le développement rapide de la région.

» C'est cette formule que réalise la création du Comité National du Kivu.
» Celui-ci constitue une association d'intérêts entre l'Etat, la Compagnie des
» Grands-Lacs et des groupes d'hommes d'affaires. »

La 3^{me} raison, d'ordre essentiellement pratique, fut exposée au cours d'une des
réunions de la Commission. Après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles
surgit assez brusquement le projet de cette nouvelle institution, l'honorable
Premier Ministre exposa qu'on aurait certes pu entreprendre l'aménagement de
la région du Kivu par les moyens ordinaires de l'administration, mais que l'expé-
rience a démontré que les méthodes administratives sont toujours entachées de
lenteur. Il ajouta :

« Deux problèmes nouveaux venaient de se poser dans les environs du Lac et
» intéressaient les populations et l'avenir économique de toute la région. Des
» disettes et parfois même des famines meurtrières se répétaient dans certaines
» parties du Ruanda-Urundi et rendaient souhaitable le développement rapide
» des transports et de l'agriculture dans tout le massif montagneux du Kivu-
» Ruanda-Urundi. D'autre part, faute d'industrie, et de la possibilité de gagner
» un peu d'argent dans leur pays, 50.000 indigènes du Ruanda Urundi ont pris
» l'habitude d'aller travailler dans les plantations de café et de coton des colonies
» anglaises voisines ; il était certainement désirable de créer au plus tôt dans la

» région du Kivu, une situation économique et agricole qui puisse attirer, au moins
 » en partie, le surplus, grandissant d'année en année, des populations du Ruanda-
 » Urundi. Dans ces deux questions, comme pour l'établissement des voies de com-
 » munication, l'aide aux colons agricoles, l'organisation de services hospitaliers et
 » médicaux, il n'était possible, de progresser avec la rapidité voulue, qu'en
 » plaçant la direction et l'exécution de cet ensemble de travaux entre les
 » mains d'un organisme ayant plus de liberté d'action qu'une administration
 » publique, tout en étant placée sous le contrôle direct du gouvernement de la
 » Colonie ».

Plusieurs membres de la Commission ont estimé que l'affirmation de l'honorable Ministre, que le Trésor Colonial ne pouvait faire face en ce moment au nouvel effort demandé pour le Kivu, était trop absolue et qu'il aurait été possible de trouver assez facilement l'argent dont on avait besoin. Mais ils ont reconnu que l'apport fait par les groupes financiers intéressés dans le Comité, de 150 millions pour lesquels la Colonie n'a aucun intérêt à payer et qui seront à rémunérer éventuellement au moyen des bénéfices réalisés, n'était pas à dédaigner. L'argument financier n'est donc pas à leurs yeux un argument décisif mais il mérite de retenir l'attention.

A l'argument d'ordre juridique, on a opposé la situation de fait telle qu'elle se présentait à la fin de l'année dernière, c'est-à-dire au moment où les nouveaux accords entre la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et la Colonie ont été conclus. Juridiquement, la Compagnie des Grands Lacs avait le droit de choisir dans le territoire indiqué, une partie ou même la totalité des 400.000 hectares qui lui ont été attribués par la Convention du 9 novembre 1921. Pratiquement cependant, la Compagnie des Grands Lacs était restée dans la région du Kivu dans l'inaction la plus absolue. Elle s'était consacrée aux travaux de prospection et de délimitation des zones minières qui lui convenaient, mais elle avait négligé complètement de choisir son domaine foncier.

Le Gouvernement aurait parfaitement été en droit d'opposer aux revendications éventuelles de la Compagnie des Grands Lacs, qui auraient pu le gêner dans son œuvre de colonisation, les raisons d'ordre supérieur qui nécessitaient la mise en valeur du pays. La Compagnie aurait dû s'incliner. Mais on peut admettre que le Gouvernement, en raison même du fait qu'il détient en portefeuille la moitié des actions de la Compagnie, se trouvait dans une situation assez délicate pour imposer cette manière de voir aux autres actionnaires et que, dans ces conditions, il était peut être préférable de réaliser un accord à l'amiable.

A l'argument d'ordre pratique, il fut opposé que de nombreuses régions du Congo ont pu se développer d'une façon merveilleuse sans l'intervention de Comités Nationaux. C'est une question de personnel et de moyens. La Province Orientale, dans laquelle se trouve la région du Kivu, a pris sous l'impulsion des Vice-Gouverneurs généraux De Meulemeester et Moeller, un développement que tout le monde doit admirer et la région du Kivu même change rapidement d'aspect. Si les travaux n'avancent pas plus vite, c'est parce que les autorités responsables, se trouvant sur place, ne disposent pas des moyens nécessaires. Le rapporteur, au Nord de Katana, a vu construire une route gouvernementale par des nègres qui manquaient des instruments de travail les plus indispensables.

L'application de cette théorie pourrait, en dernière analyse, aboutir à déposséder partout l'Administration de ses fonctions essentielles au profit de comités. Certains membres de la Commission, ont toutefois été d'avis que, si la constitution

du Comité n'était pas indispensable, elle peut cependant être de nature à faciliter la réalisation du but poursuivi par l'honorable Ministre.

II. — LA CRÉATION DU COMITÉ NATIONAL NE DIMINUE-T-ELLE PAS LES DROITS DE L'ÉTAT AU PROFIT DE TIERS ?

La Commission a examiné ensuite si la création du Comité National ne diminuait pas les droits de l'Etat au profit de la Compagnie des Grands Laes.

En vertu des accords intervenus, lors de la création du Comité National du Kivu, la Compagnie des Grands Laes a renoncé au droit de choisir dans la partie des territoires déterminés ci-dessus, littéra *a*, et pour autant qu'elles se trouvent dans la région placée sous l'autorité du Comité, les terres qui lui sont attribuées en toute propriété par l'article 3 de la Convention du 9 janvier 1921. Elle réduit en outre, à un total de 200,000 hectares, la superficie des terres qu'elle a le droit de choisir dans les régions autres que la région du Kivu.

En compensation de cet abandon, elle obtient 30 p. c. des bénéfices répartis par le Comité et qui restent après prélèvement d'une quote-part pour constituer le fonds de réserve et de la somme nécessaire pour attribuer un dividende de 7 p. c. récupérable au capital versé en espèces.

La Compagnie des Grands Laes, en renonçant au droit de choisir des terres dans la région placée sous l'autorité du Comité du Kivu, obtient donc en compensation 30 p. c. des bénéfices qui, éventuellement, seraient distribués par le Comité. Mais ces bénéfices du Comité, dans lesquels la Compagnie intervient pour 30 p. c., comprennent le produit de la vente et de la location de terrains d'une superficie de beaucoup supérieure au triple de celle dont la compagnie a fait abandon. Ils proviennent aussi en partie de la mise en valeur d'un territoire étendu, dépendant du district du Maniema et sur lequel la Compagnie n'a jamais eu le moindre droit. Il y a donc là évidemment un avantage pour la Compagnie. Elle reçoit plus qu'elle ne cède.

L'honorable Ministre a fait valoir ici que la Compagnie cède d'autres droits et que, si avantage il y a, il profitera en premier lieu à l'Etat. Ce dernier, en effet, garantit aux actionnaires de la Compagnie l'intérêt du capital au taux de 4 p. c. ce qui correspond à une charge actuelle et annuelle de cinq millions. L'Etat a déjà déboursé de ce chef plus de 50 millions. Dans une note, communiquée à la Commission, le Département des Colonies explique que les recettes de la Compagnie des Grands Laes couvrent les dépenses d'exploitation sans plus et ajoute :

« Il en sera longtemps, peut être toujours ainsi, car le chemin de fer est d'intérêt local, à trafic relativement réduit et nécessairement à tarif modéré. Les recettes supplémentaires du Comité du Kivu ne viendront qu'aider le gouvernement dans l'exercice de son obligation de garantie d'intérêt. A ce point de vue, on peut regretter que la part faite à la Compagnie des Grands Laes dans le Comité du Kivu ne soit pas plus belle. Même si les profits des Grands Laes devaient aller au delà des perspectives, ce serait encore le gouvernement qui en bénéficierait puisqu'il possède dans cette société la moitié des actions de dividende de la Compagnie, ce qui lui donne la moitié des bénéfices ».

Dans la même note, le Gouvernement expose en outre, que les bénéfices du Comité seront très restreints et que, par conséquent, la part de la Compagnie sera peu importante.

« La seule rémunération normale que le Comité peut donc attendre est l'inté-

» rêt annuel de 7 p. c. Ce point a tellement frappé les promoteurs de l'entreprise
» qu'ils ont fait inscrire dans la convention le mot « récupérable » à côté de l'in-
» térêt de 7 p. c.

» En plein rendement le bénéfice annuel à distribuer ne dépassera pas avant
» longtemps le chiffre de sept millions. Encore faut-il tenir compte que pendant
» cinq ans au moins le Comité ne donnera rien. Il y aura donc une somme de
» 35 millions à récupérer ».

En présence des déclarations si précises du Gouvernement, qui réduisent sensiblement l'avantage obtenu par la Compagnie des Grands Lacs, la Commission n'a pas insisté sur ce côté de la question.

III. — SERA-T-IL POSSIBLE DE RÉALISER LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT, TEL QU'IL EST FIXÉ PAR L'HONORABLE MINISTRE ?

La Commission a entendu exprimer à ce sujet des craintes sérieuses. Sans doute, le climat du Kivu est excellent, bien meilleur que celui auquel nous sommes habitués en Belgique, la terre y est fertile, généreuse et pleine de promesses et, dans ses parties accessibles, elle récompense déjà par d'abondantes et riches récoltes, ceux qui ont pris la courageuse initiative de la cultiver.

La construction d'un réseau de routes carrossables, l'établissement de services de transports routiers, faciliteront plus tard, la mise en valeur de terrains qui, à l'heure actuelle, sont inaccessibles et inhabités, mais il est à craindre que le manque de main-d'œuvre y rebutera rapidement les plus courageux. Ce ne serait pas là un motif suffisant pour ne pas applaudir à un effort généreux qui, à côté de mesures importantes en vue de relever le niveau moral et intellectuel de la population indigène, tend à donner un caractère essentiellement agricole à l'une des régions les plus saines du Congo Belge. En effet, à côté de cette colonisation belge qui sera peut-être plus difficile qu'on ne le croit, il y a la colonisation indigène qui, bien dirigée, est peut-être plus nécessaire et sera certainement encore plus utile à la Colonie que la colonisation européenne. Les appréhensions viennent d'un autre côté et, avant tout, de la délimitation du territoire placé sous l'autorité du Comité et de l'énorme superficie qui y est déjà réservée à l'exploitation minière.

Ce territoire, en effet, n'emprunte qu'une partie du district du Kivu, une petite partie de l'Ituri et une partie du Maniéma. La partie empruntée au Maniéma n'appartient pas à ce que l'on pourrait appeler le bassin économique du Kivu pas plus d'ailleurs, que certaines parties du district du Kivu. L'examen de la carte du territoire attribué au Comité national a fait poser par certains membres la question de savoir si, dans ce territoire, on ne sera pas amené à s'occuper davantage d'industrie minière et moins de colonisation agricole. En effet, la plus grande partie de la frontière Ouest traverse la région minière déjà prospectée et concédée à la Compagnie Minière des Grands Lacs où elle se confond avec les limites mêmes de certaines concessions importantes, dont l'exploitation est commencée ou envisagée à bref délai. La partie du district du Maniéma, placée sous l'autorité du Comité, est aussi, avant tout, très riche en gisements miniers qui ont été concédés à la Forminière, à la Belgika et à la Synkin. Et des membres se sont demandés si, dans ces conditions, l'agriculture ne sera pas réduite au rôle d'industrie complémentaire et ne se trouvera pas aux prises avec

les difficultés les plus terribles, difficultés de main-d'œuvre et autres, dès qu'elle voudra s'affranchir de la tutelle de l'industrie minière et faire autre chose que des cultures vivrières.

Le développement de l'industrie minière favorisera, sans aucun doute, le développement de l'agriculture indigène qui, l'exemple du Katanga le prouve, produira la plupart des vivres consommés sur place, mais il est à craindre qu'il entravera dans leur activité les colons belges, qui se sont installés ou voudraient s'installer au Congo, pour faire des cultures de rapport.

La Commission a demandé à ce sujet des explications à l'honorable Ministre des Colonies qui, tout d'abord, dans la note suivante, a exposé les caractères généraux du Comité et les précautions prises par le Gouvernement, pour empêcher que des mesures seraient prises qui iraient à l'encontre de l'intérêt de l'Etat, des indigènes et des colons :

NOTE DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE.

« Le Comité National du Kivu reflète, dans sa composition, son caractère nettement national. Ce ne sont, tout d'abord, pas seulement les sociétés proprement coloniales qui ont été appelées à en faire partie, mais les grandes firmes industrielles et commerciales du pays, intéressées à l'expansion nationale, s'y retrouvent groupées.

» Soixante neuf firmes sont intervenues à la souscription du premier capital de 100 millions. Ce chiffre lui-même démontre qu'il n'y a pas accaparement d'influences par l'un ou l'autre organisme. C'est aux fins d'étendre encore ce caractère général du Comité que le capital, primitivement fixé à 100 millions a été porté à 150 millions, ce qui a permis d'accepter tous les concours qui s'offraient et d'agréer, le 8 mai 1928, 19 nouveaux membres dont 18 ne sont certainement pas soumis aux directives des grands établissements financiers aujourd'hui concentrés ; ils disposent de 26 parts. Enfin, 11 parts sont souscrites lors de l'augmentation du capital par des firmes déjà agréées mais indépendantes des établissements, qui peuvent être considérés comme ayant des liens avec le groupe des Grands Lacs. Ainsi, sur les 39 nouvelles parts souscrites, 37 peuvent être considérées comme attribuées à des groupes sans attaches particulières avec les Grands Lacs.

» Le caractère national du Comité apparaît encore par la tendance politique diverse des groupes représentés car on y rencontre à la fois des organismes émanant des associations ouvrières socialistes et catholiques, des sociétés financières et coopératives fondées à l'initiative de nos différents partis politiques (Boerenbond, Banque du Travail, Volksspaarwezen, Banque Agricole de Belgique etc...) Aucune demande de souscription émanant de tels organismes n'a été refusée. Tous ceux qui ont exprimé le désir de participer au Comité dans les délais prévus ont été agréés. De plus, le Comité ne comprend aucune société étrangère.

» Des 88 sociétés participantes, 57 ont leur siège social ou administratif à Bruxelles, 14 à Anvers, 7 à Gand, 6 à Liège, 1 à Verviers, 1 à Louvain, 1 à Turnhout, 1 à Charleroi.

» D'après leur objet général, les firmes participantes peuvent être classées comme suit :

» Banques et sociétés financières	39
» Sociétés coloniales	28

» Cuir et peaux	1
» Filatures et Textiles	6
» Sociétés de crédits agricoles, coopératives	5
» Sociétés d'alimentation et d'hôtels	3
» Transport et métallurgie	6

88

» Les droits qu'exerce le Gouvernement dans les votes lui donnent le pouvoir de s'opposer à toutes mesures qui compromettraient l'intérêt général ou national. De plus, le Comité National du Kivu est tenu à publier des rapports sur son activité et l'opinion publique sera à même ainsi d'exercer un contrôle efficace.

» En ce qui concerne le Comité de Gérance il est composé de vingt membres dont dix nommés par le Gouvernement et dont le Président a voix prépondérante, trois par la Compagnie des Grands Lacs et sept nommés par les souscripteurs du Comité.

» Le Ministre a eu soin de faire figurer dans le Comité de Gérance l'ensemble des personnes du Département qui s'occupent spécialement des formes d'activité qui ressortissaient de l'objet social du Comité National du Kivu.

» Des compétences leur ont été adjointes notamment M. Frateur, spécialiste en élevage et agriculture, M. Rodhain, ancien médecin en chef de la Colonie dont la compétence est connue et M. Arthur Wauters dont les études spéciales ont déjà attiré l'attention.

» Le Ministre a envisagé une formule nouvelle, qui, tout en évitant à la Colonie, pendant une longue période, des dépenses certainement élevées, conservait pour la colonisation toutes les terres favorables et disponibles et plaçait l'exécution des travaux entre les mains d'un comité exempt des entraves administratives, pouvant étudier et décider rapidement et comprenant dans son sein des personnes expertes dans les procédés de travail rapide et économique qui font le succès des entreprises privées.

» Mais dans l'application de ce système nouveau, il fallait non seulement maintenir intacte l'autorité de l'État sur tout le territoire du Kivu, mais aussi, et de la manière la plus absolue, sur toutes les décisions du nouveau Comité.

» Ce résultat est pleinement atteint, ainsi que l'expose le rapport du Conseil Colonial dû à M. le Professeur Dupriez, par les dispositions du décret, qui assure aux représentants de l'État la majorité au sein du Comité, et accorde de plus au Ministre des Colonies la possibilité d'influencer les décisions par son droit de veto à l'égard de toute résolution prise ou projetée par ce Comité.

» Mais le Ministre ne s'est pas même contenté de ces garanties ; il a placé l'action du Comité en Afrique sous l'autorité du Gouverneur de la Province Orientale, qui sera au Congo le Représentant du Comité ; le Conseil de gérance et le Comité de direction sont présidés par un ancien Gouverneur Général de la Colonie, en contact fréquent avec le Ministre ; enfin, le Comité de direction comprendra, aussi longtemps que le Ministre le jugera utile, les fonctionnaires qui traitent au Ministère des Colonies, les questions relatives aux concessions agricoles et minières, ainsi qu'à tout ce qui concerne l'agriculture et la colonisation.

» Par ces mesures, rien ne pourra être fait ou projeté, ni en Afrique, ni en Europe, sans que le Ministre des Colonies en soit averti et puisse l'approuver ou y faire opposition. Aucune mesure qui irait à l'encontre des intérêts de l'État.

des indigènes ou des colons ne peut échapper à ce contrôle. Mais celui-ci s'exercera de manière à laisser au Comité la rapidité de décision et d'exécution qui est le but principal de sa constitution ».

* * *

Certains membres ont formulé bien des réserves au sujet de cette note de l'honorable Premier Ministre. Ils ont fait observer tout d'abord que la plupart des grands souscripteurs sont précisément ceux qui ont de très gros intérêts, directs ou indirects, dans les concessions minières qui avant la constitution du Comité ont été accordées au Kivu et qu'il est donc à craindre qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour détourner l'activité du Comité à leur profit. Ils ont ajouté qu'il ne faut guère s'étonner du grand nombre de souscripteurs qui sont intervenus pour une ou pour 2 parts. Dans l'état actuel du marché financier, il suffit que de grands organismes bancaires donnent un mot d'ordre ou prêchent par l'exemple, pour que immédiatement toute initiative de ce genre soit couronnée de succès. Il n'est cependant un mystère pour personne que la constitution du Comité ait rencontré au début de grosses difficultés et que des souscripteurs qui se sont méfiés du but poursuivi par la création du Comité, se sont retirés ou ont réduit leur participation. Les journaux d'ailleurs s'en sont fait l'écho et dans plusieurs on a pu lire à ce sujet la note suivante :

MINIÈRE DES GRANDS LACS.

« Le *Bulletin Officiel du Congo Belge* du 27 décembre dernier, publie une série d'arrêtés royaux en date des 20 et 27 décembre accordant à la Minière des Grands Lacs le droit d'exploiter, dans les montagnes de l'Est du Congo :

» a) 129 mines contenant toutes de l'or et de l'argent ; mines d'une superficie totale de 1,135,252 hectares ;

» b) 3 mines, contenant toutes les trois, de l'or, de l'argent et du platine, mines couvrant ensemble 27,727 hectares ;

» c) 2 mines, contenant toutes les deux, de l'or, de l'argent et du fer, mines d'une contenance globale de 18,736 hectares.

» Vu la situation géographique de ces mines, sises dans les hautes montagnes et loin de toute voie de communication, il s'écoulera encore de nombreuses années avant qu'on puisse en entreprendre l'exploitation, tout, absolument tout, étant à créer dans ces régions. C'est ce à quoi s'attellera, notamment le Comité National du Kivu, dont la constitution rencontre maintenant de sérieuses difficultés, la plupart de ses souscripteurs s'étant retirés ou ayant fortement réduit leur souscription, maintenant qu'ils connaissent un peu mieux ce qu'en fait sera cet organisme.

» Les uns estiment, en effet, qu'en constituant le Comité, le Gouvernement de la Colonie a trouvé le moyen de se procurer cent millions pour lesquels il ne leur paiera aucun intérêt et qu'il emploiera comme bon lui semblera.

» Les autres, sachant que le Comité du Kivu va donc faire le nécessaire pour, notamment, faciliter la mise en valeur des richesses minières de la région, richesses concédées à la Minière des Grands Lacs, jugent que tous ces travaux doivent être accomplis par ceux à qui ils profiteront ou tout au moins à leur compte et comme ils ne possèdent aucun intérêt dans la Minière des Grands Lacs, ils se sont donc purement et simplement retirés du Comité du Kivu ou y ont considérablement réduit leur participation ».

» Quant aux précautions prises par l'Etat pour rester le maître du Comité, plusieurs membres, se basant sur leur propre expérience et sur la pratique courante des affaires, en ont contesté l'efficacité. Ils ont en outre invoqué ce qui a été dit, à ce sujet, au Conseil Colonial par M. le Conseiller Louwers, lors de la discussion du projet de décret créant le Comité du Kivu :

« Je reconnais et je l'ai dit au début de cet exposé, que des précautions juridiques ont été prises pour qu'en effet, il en soit ainsi. Mais entre la théorie et la pratique, il y a de la marge, et on peut affirmer, à la lumière de l'expérience déjà réalisée, que quelque précaution que prenne le projet, le Gouvernement ne sera pas le maître de l'activité de la nouvelle institution. L'expérience démontre, que dans la vie pratique, le Gouvernement n'exerce qu'une influence très limitée au sein des sociétés où il s'est assuré une part même prépondérante. La vie courante est abandonnée fatalement aux représentants des intérêts particuliers. Les administrateurs, nommés par le Gouvernement, s'identifient bientôt avec les intérêts particuliers. Ce n'est que dans des circonstances particulières, pour des décisions sur des cas d'espèce, que le Gouvernement arrive à imposer, ce n'est même souvent que temporairement, sa volonté. Pour qu'il en soit autrement, il devrait user constamment de sa force et faire tous les jours des coups d'Etat, ce qu'on ne peut lui demander.

» Ce que je dis là n'est rien de nouveau, ces idées ont déjà été mises en relief dans de précédentes discussions. Qu'on se souvienne de la Convention de 1921 avec le Chemin de fer du Congo. M. Franck, qui n'avait pas voulu de la reprise de ce chemin de fer qui est l'organe essentiel de la vie économique de la Colonie, crut que tous les intérêts seraient saufs, grâce à une combinaison par laquelle l'Etat aurait dans la Société une influence absolument prépondérante.

» Au cours de la discussion, qui s'éleva sur cette convention à la Chambre, M. Renkin lui représenta que ses pronostics à cet égard seraient déjoués. Il invoqua son expérience de dix années de direction des affaires coloniales et il montra que même dans la Société où l'Etat est juridiquement maître, l'Etat finit toujours par être dominé par les intérêts particuliers.

» M. Franck lui répliqua : « J'ai la majorité : Que voulez-vous de plus ? Mon autorité est sauve ».

» Les faits ne tardèrent pas à montrer que les prévisions de M. Renkin étaient fondées. On vit, en effet, il n'y a pas si longtemps, cette Compagnie où l'Etat a donc la majorité, où théoriquement, il peut faire ce qu'il veut, s'insurger contre le Gouvernement et réclamer, d'une manière presque insolente, une augmentation de tarif que le Gouvernement lui refusait. Cette augmentation de tarif fut finalement accordée. »

La Commission a entendu, ensuite, l'honorable Ministre qui, tout d'abord, s'est efforcé de justifier la forme du territoire. Ce dernier n'a pas été étendu vers le Nord plus loin qu'Irumu, a-t-il déclaré, parce qu'il n'est pas possible de faire de la colonisation dans la région des mines d'or; la main-d'œuvre disponible pour celle-ci étant à peine suffisante à une exploitation normale. Le territoire n'aurait guère pu être étendu vers l'Ouest où règne la grande forêt équatoriale.

Deux extensions cependant, dans la direction du fleuve, ont été ajoutées. L'une s'allonge vers Masisi-Walikali; elle annexe au Kivu un vaste plateau riche en pâturages et s'étend vers Ponthierville. Il est probable, a ajouté l'honorable Ministre, que le tracé du chemin de fer, joignant le Kivu à

Kirundi ou Ponthierville et Stanleyville, pourra suivre cette extension et y permettre des exploitations forestières et agricoles. La seconde extension comprend la partie Sud du Maniéma, traversée par la route de grande communication en construction, qui partira du lac Kivu et d'Uvira, longera le lac Tanganyika et se dirigera par Baraka, Kalembe-Lembe et Kabambare vers Kasongo et le chemin de fer des Grands Lacs. Cette partie du Maniéma dit l'honorable Ministre est bien distincte de la partie forestière; elle produit actuellement du coton et des vivres : des gisements miniers de réelle importance y furent découverts récemment. Elle est riche, mais assez isolée et demande comme le Kivu un aménagement; il a paru rationnel de la confier au Comité National du Kivu.

D'autres précisions ont été demandées par la Commission et notamment la suivante : La région du Kivu restera-t-elle, avant tout, une région agricole comme la Commission l'entend et comme le Gouvernement déclare le vouloir, ou l'exploitation minière passera-t-elle, tôt ou tard, à l'avant-plan comme l'examen de la carte permettrait de le craindre. C'est le nœud de toute la question. L'honorable Ministre a donné à ce sujet les assurances les plus formelles. La région du Kivu, affirma-t-il, est et restera une région à caractère nettement agricole et l'industrie minière ne pourra s'y développer que dans la mesure où elle peut devenir le débouché des produits de la terre et faciliter la réalisation du but qui a été poursuivi par la création du Comité National.

Ces déclarations de l'honorable Ministre, malgré leur netteté, n'ont cependant pas satisfait tous les membres de la Commission et certains parmi eux n'ont pu se résoudre à marquer leur accord à l'initiative prise par le Gouvernement.

LA QUESTION DE L'HYGIENE AU CONGO.

L'épidémie de fièvre jaune qui s'est déclarée à Matadi, à la fin du mois de novembre dernier, a attiré l'attention spéciale de la Commission sur les mesures d'hygiène qui doivent être prises pour améliorer l'état sanitaire de la Colonie. Dans sa réponse à une question posée par la Commission (voir annexes, question 16) le Gouvernement expose que, pour combattre la fièvre jaune et pour éviter sa réapparition, il n'y a pas de mesures thérapeutiques prophylactiques ou curatives. La seule méthode prophylactique est celle basée sur la destruction des larves et sur la défense mécanique de l'homme malade ou bien portant. Le Gouvernement ajoute que, dès l'apparition de la fièvre jaune, les autorités locales ont fait procéder au nettoyage approfondi de Boma et de Matadi et de toutes les autres localités qui se trouvent le long de la ligne du chemin de fer du Bas-Congo. Le Gouverneur général a, en outre, été invité à prendre les mesures les plus rigoureuses dans les limites des nécessités.

Ces mesures, malheureusement, n'ont pas donné le résultat espéré puisque deux nouveaux cas de fièvre jaune viennent d'être signalés, à quelques kilomètres de Matadi, le long de la voie. La question doit donc rester au premier plan de nos préoccupations. Des membres ont signalé qu'en Amérique on a assaini les villes qui étaient désolées par cette maladie, telles la Havane et Rio de Janeiro en détruisant méthodiquement les moustiques. Rien n'empêcherait d'appliquer à Matadi les méthodes qui ont réussi en Amérique et que l'on avait, paraît-il, décidé, en 1925, de réaliser à Elisabethville dans la lutte contre la malaria : ces méthodes doivent être appliquées par des équi-

pes spécialisées, affectées exclusivement à ce service et moralement responsables. Les mesures que l'on doit prendre pour guérir le mal coûtent infiniment plus que celles qui sont destinées à le prévenir. On peut chiffrer par des dizaines de millions la perte indirecte subie récemment par la fermeture des ports de Boma et de Matadi et par la suspension du service des trains entre Matadi et Léopoldville. Une telle situation ne peut se renouveler et la Commission insiste par conséquent très vivement pour que le Gouvernement de la Colonie entreprenne la destruction méthodique des *stygomia*, comme aussi celle des rats qui pullulent à Matadi et qui deviendraient de dangereux propagateurs de la peste si jamais un navire y apportait un pestiféré.

Il faut reconnaître que la Colonie a fait, depuis la guerre, un réel effort pour renforcer son organisation hygiénique. Les crédits accordés, de 4 millions 65,930 francs qu'ils étaient en 1919, sont devenus 70,615,583 francs dans le budget de 1928 en augmentation de 20,500,000 sur l'année 1927 et de 40 millions sur l'année 1926. Même en tenant compte de la dépréciation monétaire, la progression est imposante. Il faudrait y ajouter les dépenses relatives à la construction des hôpitaux maternités et les ressources très importantes que certains organismes privés affectent également à ces services. L'effort, si considérable qu'il soit, n'est pas encore suffisant. Comme le disait l'honorable Premier Ministre dans un discours prononcé à l'occasion de l'ouverture de la semaine de la Croix-Rouge : « Quand on n'a pas tout » fait en cette matière, on n'a rien fait. Un grand effort reste encore à accomplir et il appartient à l'administration sous la forme budgétaire de favoriser » cette action préventive. » La prospérité de la Colonie dépend de son état sanitaire et on ne peut reculer devant aucune dépense pour améliorer ce dernier dans toute la mesure du possible. Il faudrait, en premier lieu, que tous les grands centres soient dotés, dans le plus bref délai, d'installations sanitaires suffisantes qui manquent aussi bien à Kinshassa qu'à Boma et Matadi. Kinshassa, ville importante qui prend une extension de plus en plus considérable, n'a même pas d'eau potable. Il faut ensuite que l'on apporte de plus en plus au cœur même des populations indigènes, les bienfaits de la médecine européenne. L'augmentation des dépenses prévues au budget résulte, dans une mesure appréciable, du relèvement des émoluments du personnel médical mais aussi de l'acquisition de quantités de plus en plus grandes de médicaments. Malheureusement, la crise des médecins n'est pas conjurée et bien des missions qui, dans leurs postes, apportent à l'Etat une assistance précieuse dans les soins médicaux aux indigènes, ne disposent pas toujours des médicaments nécessaires. Il reste à remplir par l'Etat dans le domaine de l'hygiène une tâche formidable, mais l'appui qu'il trouve à cet effet dans le Parlement et dans le pays lui permet de marcher de l'avant et de ne reculer au besoin devant les moyens les plus énergiques pour assainir les régions insalubres et de faire bénéficier la Colonie, dans un délai rapproché, d'une énorme transformation hygiénique.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le budget pour 1928 prévoit un crédit de 17,002,509 francs en augmentation de 5,089,111 francs sur les crédits sollicités pour l'année 1927. Dans ce montant figure la partie du crédit utilisé autrefois à subsidier la fondation d'écoles libres nouvelles. L'effort fait par le Gouvernement, annoncé dans l'exposé des motifs du budget pour l'année 1926, commence à donner ses pre-

niers résultats. L'expérience, certes, n'a pas encore été poursuivie pendant assez longtemps pour pouvoir émettre sur la nouvelle organisation de l'enseignement, un jugement définitif, mais il semble bien que l'innovation a été des plus heureuses et les constatations déjà faites permettent de bien augurer de l'avenir. L'intensification de l'instruction est une des conditions essentielles de la réussite de notre œuvre civilisatrice. Mais pour obtenir des résultats, qui répondent à l'effort tenté et au but qu'on poursuit, il faut que toute l'organisation scolaire soit adaptée avec soin au milieu spécial dans laquelle elle doit fonctionner. Il serait vain de vouloir, dans les centres reculés du Congo, donner à l'enfant noir une instruction basée sur le programme de nos écoles de Belgique ; avant de l'instruire il faut l'éduquer et ce n'est que lorsque, par un enseignement avant tout éducatif et moral, il sera parvenu à une condition sociale qui dépasse le niveau du milieu dans lequel il vit, que l'on pourra songer à placer l'instruction proprement dite au même plan que l'effort éducatif, qui devra cependant rester primordial. Dans n'importe quel endroit d'ailleurs on ne devra, pendant bien longtemps encore, dépasser dans l'enseignement, les notions qui sont d'une application immédiate et locale. L'effort immense, qui doit être fait sous ce rapport, serait voué à un échec certain si le Gouvernement devait se contenter des seules écoles officielles qui ne peuvent être organisées que dans les centres d'une certaine importance et où l'école précisément est fréquentée par des enfants sortant d'un milieu déjà moins fruste. Ce sont les missions nationales qui, à l'intérieur du pays, ont surtout à fournir l'effort et qui s'acquittent avec un dévouement auquel tout le monde rend hommage, d'une tâche toujours difficile et ingrate. Avant l'organisation actuelle de l'enseignement libre, le Gouvernement se contentait de donner aux missions un subside pour la fondation d'écoles libres nouvelles. Le système présentait deux grands inconvénients. Les différentes congrégations religieuses avaient, tout d'abord, chacune leur programme spécial et n'étaient pas soumises à l'inspection officielle. Elles ne pouvaient ensuite échapper parfois à la critique, justifiée ou non, d'employer à d'autres fins le subside destiné à favoriser la diffusion de l'instruction. Dans l'organisation actuelle, le subside est de droit dès que l'école répond à l'un des trois types créés par le Gouvernement, est fréquentée par un certain nombre d'élèves et se soumet à l'inspection officielle. C'est l'unification des programmes, pour autant qu'elle puisse se faire, et la garantie de l'emploi rationnel des subsides. Dans l'exposé des motifs du budget il est dit, que les missions nationales adaptent rapidement leurs écoles au nouveau régime. A l'heure actuelle cette adaptation doit être à peu près achevée. Dans les missions, que nous avons eu l'occasion de visiter au cours de notre voyage au Congo, elle était faite depuis quelque temps déjà et dans certaines on attendait avec impatience et avec fierté pour les résultats obtenus, la première visite des inspecteurs officiels. Le développement progressif de l'enseignement au Congo se heurte, cependant, à une très grave difficulté. Le personnel blanc, laïc ou religieux, est trop réduit pour desservir les nombreuses écoles qui existent déjà et qui doivent être multipliées rapidement. Il ne serait guère possible, d'ailleurs, de créer au Congo un corps enseignant complètement européen pour lequel on ne trouverait pas assez de candidats et qui grèverait le budget de la Colonie d'une charge trop lourde. Ce ne serait non plus pas souhaitable. L'instituteur noir, suffisamment éduqué et formé, peut rendre des services considérables et, s'il est bien encadré et dirigé, ses prestations, comme effet utile, dépassent de

beaucoup celles du personnel blanc. La formation de ces instituteurs est poursuivie méthodiquement dans les sections normales des écoles spéciales. Les résultats obtenus sont des plus encourageants mais l'expérience a déjà montré dans les écoles spéciales des grands centres, comme Stanleyville, etc., que la carrière d'instituteur attire de moins en moins les jeunes gens qui préfèrent un emploi dans les maisons de commerce ou dans l'administration de l'Etat et qui se résignent difficilement, après un séjour plus ou moins prolongé dans la ville, à retourner à l'intérieur du pays. Il conviendrait, peut-être, comme la suggestion m'en a été faite au Congo, de créer plus de sections normales à l'intérieur du pays et loin des grands centres urbains. Malheureusement, les subsides actuellement alloués aux écoles normales, déjà trop réduits pour les écoles existantes qui sont soumises à des obligations nombreuses entraînant des frais considérables, ne permettent pas de les agrandir ou d'en construire d'autres. La question d'un subside spécial pour l'agrandissement, la construction ou l'installation d'une école mérite d'être examinée car il est probable que les sections normales des grands centres seront de moins en moins suivies au profit des sections professionnelles, qui dans certains endroits du moins, paraissent attirer spécialement les jeunes gens, et des sections de candidats-commis.

Dans l'ensemble, et pour autant qu'on puisse déjà se baser sur les résultats atteints, la nouvelle organisation remplace très avantageusement celle qui lui était antérieure. Il suffira, éventuellement, de la compléter pour en obtenir un rendement meilleur.

La Commission a aussi examiné la question de l'exploration scientifique de la Colonie. Elle a été unanime pour insister sur la nécessité d'inscrire au budget un crédit suffisant pour l'organiser d'une manière systématique. Elle y voit la possibilité d'utiliser les services de nos jeunes savants sortant de nos universités et de mieux affirmer les efforts de la science belge.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Le budget extraordinaire a été examiné en même temps que le budget ordinaire. Certaines observations de caractère général, qui ont été formulées au cours des discussions, pourraient donc être reproduites ici. Deux points ont spécialement retenu l'attention de la Commission : la composition et l'importance du portefeuille de la Colonie, la politique des transports.

Le portefeuille de la Colonie est très important et dépasse notablement la dette totale de la Colonie. La Commission ne s'est pas arrêtée à un calcul, basé sur les cours de bourse actuels, pour en déterminer la valeur théorique. Celle-ci importe peu. Ce qui importe, ce sont les revenus de ce portefeuille qui, évalués pour 1928 à 125 millions, deviendront de plus en plus importants et le nombre de titres, grâce auquel la Colonie a voulu se réserver le contrôle effectif et une situation prépondérante dans la plupart des grandes sociétés congolaises.

Les valeurs qui composent le portefeuille sont d'origine très différente. Les unes ont été remises gratuitement à la Colonie en échange des concessions accordées; d'autres proviennent de souscriptions en espèces lors de la constitution ou de l'augmentation du capital de certaines sociétés coloniales; d'autres enfin, qui n'ont aucun rapport financier avec la mise en valeur du Congo belge, proviennent du partage qui a été fait entre la Colonie et la Belgique de l'ancienne Fondation de Niederfullbach. Il faut ajouter à cela les créances ou obligations de sociétés de

chemins de fer, représentatives des avances en numéraire consenties en exécution des conventions passées avec ses sociétés.

La Commission ne voit aucun inconvénient à ce que le gouvernement réalise dans des conditions qui excluent toutes possibilités de spéculation, les quelques valeurs qui n'ont aucun rapport avec le Congo belge et qui pourraient encore se trouver dans le portefeuille.

Quant aux autres titres que le Gouvernement s'est fait attribuer pour s'assurer le contrôle des grandes voies de communication et de quelques grandes entreprises, la Commission est d'accord avec lui pour que nulle atteinte ne soit portée à l'intégralité de cette participation.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi contenant le budget extraordinaire, le Gouvernement déclare que les crédits demandés assurent la continuation du programme des grands travaux d'utilité générale dont l'exécution a été autorisée par les lois des 21 août 1921 et du 8 janvier 1926 ; ces crédits sont importants et se rapportent surtout à l'achèvement de la construction ou de la reconstruction de chemins de fer et la mise en état des ports de Kinshasa, de Matadi, Boma, etc... La Commission a marqué son accord complet au programme tracé par le Gouvernement et insiste pour que les travaux, notamment au port de Matadi, soient poussés avec vigueur. La pénurie de nos moyens de transport, résultant surtout de l'insuffisance des installations dans les ports, continue, en effet, à hypothéquer notre colonie. Certes, de notables progrès ont été réalisés mais trop souvent encore on trouve dans les centres importants des marchandises qui attendent leur évacuation. Enfin, la Commission a insisté sur la nécessité de poursuivre une politique de transports qui s'inspire uniquement de l'intérêt général. Au point de vue des transports, la Colonie, par suite de sa configuration géographique, se trouve dans un état d'infériorité qu'on ne peut racheter que par les bas tarifs.

LA CONCENTRATION BANCAIRE ET LE CONTROLE PARLEMENTAIRE.

A. — La Fusion de la Société Générale et de la Banque d'Outremer.

La Commission s'est occupée également de la fusion de la Société Générale et de la Banque d'Outremer. Cet événement considérable, mais qui toutefois n'est qu'une manifestation naturelle du mouvement de concentration financière qui, depuis de nombreuses années, se développe dans tous les pays, a fait naître bien des appréhensions. On s'en occupe et l'on s'en préoccupe et, dans certains milieux, on n'est pas loin de prétendre que cette fusion, qui concentre entre les mains de quelques hommes la plupart des affaires congolaises, peut présenter pour la conduite de notre politique coloniale un danger dont on ne pourrait pas surévaluer l'importance. Soyons pratiques et n'exagérons rien. Ne nous laissons surtout pas entraîner dans une discussion théorique et stérile des avantages incontestables et des inconvénients, voire même des dangers, non moins réels que comporte toute concentration industrielle ou bancaire quand elle atteint un certain degré d'importance, mais considérons la fusion des deux plus fortes banques du pays, en tant qu'elle concerne la Colonie, avec calme et objectivité. Constatons tout d'abord, qu'effectivement le nouveau groupe dirige et contrôle, directement ou indirectement, la plupart des entreprises coloniales. Est-ce un mal ? A considérer le rôle très important que les deux banques fusionnées ont

joué dans l'histoire coloniale de la Belgique, il faut reconnaître en toute sincérité qu'elles ont bien mérité du pays. On pourrait regretter, mais on ne peut pas leur reprocher la situation qu'elles occupent dans la Colonie, car elles la doivent aux initiatives qu'elles ont prises au début de la colonisation africaine et au fait que d'autres n'ont pas eu la puissance voulue et l'audace pour prendre une place qui était libre, mais qu'on ne pouvait occuper alors sans risques et sans dangers.

Dans un pays neuf comme le Congo, où tout était à créer, il fallait voir grand et dans la première période de mise en train il n'y avait pas place pour les faibles. Seuls ceux, individus ou sociétés, qui étaient assez forts pour affronter les risques et les dangers inhérents à la réalisation de grandes conceptions, pouvaient être utiles et rendre des services. Et si, dans le domaine purement matériel, le Congo a atteint son degré de développement et de prospérité actuels, il faut bien le dire, parce que c'est la vérité, c'est en grande partie à l'action conjuguée de la puissance des deux sociétés fusionnées qu'il le doit. La situation qu'elles occupent est ainsi le résultat et la récompense légitime des sacrifices consentis au début. Aujourd'hui la route est tracée et, dans beaucoup d'endroits, on n'a qu'à venir et se mettre au travail, pour récolter les fruits de l'effort gigantesque fourni par les artisans de la première heure.

Au fur et à mesure cependant que la mise en valeur de la Colonie progresse, une divergence entre la conception de l'Etat et celle des financiers qui l'ont si puissamment aidé, apparaît et s'accroît. L'Etat dans son œuvre colonisatrice, voit et défend avant tout l'intérêt général; le rendement éventuel des affaires coloniales dans lesquelles il est intéressé le préoccupe, sans doute, mais à titre accessoire, et encore ne s'en préoccupe-t-il que parce qu'il compte y trouver des ressources nouvelles qui doivent lui permettre de continuer, dans de meilleures conditions et d'achever la tâche qu'il a assumée. Le financier par contre, et en le disant je ne le diminue en rien, voit surtout ses intérêts particuliers. Dans la première période de mise en train, l'intérêt général de l'Etat se confondait presque toujours avec l'intérêt particulier des financiers qui l'aidaient, leur action se conjugait, leurs efforts étaient parallèles.

Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. C'est ici qu'apparaît le danger, que redoutent ceux qui se sont effrayés de la fusion des deux puissants organismes bancaires. Et la question suivante a été posée :

Comment l'Etat pourra-t-il résister aux prétentions éventuelles d'un groupe qui commande en maître dans la plupart des entreprises coloniales ? Et comment pourra-t-il, pour la mise en valeur de la Colonie, faire prévaloir ses conceptions désintéressées contre celles de financiers, aux services desquels il doit constamment recourir et qui, très légitimement d'ailleurs, se préoccupent du rendement des affaires qu'ils dirigent au Congo et qui, en grande partie conditionnent la prospérité des affaires dont ils ont la responsabilité ici ?

Plusieurs membres ont estimé que le danger ne peut être écarté ou diminué que par le renforcement du contrôle parlementaire et par une collaboration plus intime entre le Ministère et le Parlement.

B. — Le Contrôle Parlementaire

Lors de l'annexion il est apparu, à juste titre d'ailleurs, que le Parlement ne pouvait, à raison de la lenteur de son action, légiférer régulièrement pour la Colonie. Dans un pays neuf la législation doit se faire rapidement et malgré les progrès immenses qui ont été réalisés et le développement très rapide du Congo,

on commettrait une grave erreur en voulant retoucher sur ce point la charte coloniale. Mais le législateur de 1908 a, par contre, été dominé par la préoccupation de soumettre la gestion du Ministre des Colonies au contrôle attentif, régulier et efficace du Parlement. Sur ce point sa volonté n'a pas été respectée car, en fait, le contrôle de la Chambre n'existe que sur une très faible échelle et il s'affaiblit de plus en plus.

L'honorable M. Vandervelde, dans un discours, à la Chambre, le 12 mars 1914, disait :

« Sous le régime de la loi coloniale actuelle, les Chambres doivent contrôler
 » la gestion coloniale. C'est de Bruxelles que le Ministre gouverne le Congo
 » et il a, à 6,000 kilomètres de distance, de hauts fonctionnaires sous ses ordres.
 » Comment se fait le contrôle du Parlement ? Il suffit d'assister aux réunions
 » actuelles pour se rendre compte de son insuffisance et je ne crois rien dire qui
 » soit de nature à choquer mes collègues, en affirmant que pour l'immense majorité
 » d'entre eux, le Congo n'est qu'une expression géographique, une tache
 » sur la carte ».

Et, sept années plus tard, après la guerre, l'honorable M. Renkin constatait à son tour :

« Le contrôle des Chambres s'affaiblit de plus en plus et c'est un grand mal.
 » Je sais très bien pour l'avoir éprouvé, moi-même, que de continuelles discussions
 » au sein des Chambres sur des détails quelquefois fastidieux, que les
 » critiques parfois peu éclairées sont désagréables pour le Ministre et l'obligent
 » à un travail dont il aimerait autant se dispenser. Mais ces désagréments ont
 » leur utilité et quelles qu'aient été la violence des discussions coloniales et
 » parfois l'injustice des critiques qui me furent adressées, je dois avouer que
 » même dans les plus injustes critiques, j'ai parfois trouvé la lumière et que
 » ceux qui attaquaient mon administration et qui, peut-être, ne désiraient point
 » faciliter ma tâche, ont quelquefois attiré mon attention sur des questions que
 » j'aurais pu perdre de vue et qu'il était utile d'étudier de près ».

La situation en 1928 est celle qui existait en 1914 et en 1921. Elle est peut-être même plus grave car le régime de l'Union Sacrée, sous lequel nous avons pratiquement vécu depuis l'armistice, a gêné les velléités de contrôle qui, de temps en temps, se sont manifestées. Il faut reconnaître que le contrôle parlementaire sur la gestion coloniale est difficile à exercer. Le gouvernement lui-même, à cause des distances, éprouve parfois des difficultés à suivre de près l'exécution des ordres qu'il transmet. Les membres du parlement n'ont pas toujours à leur disposition la documentation nécessaire pour se faire sur les problèmes coloniaux une opinion en toute connaissance de cause. Leur intervention de chef doit être prudente.

Il convient donc de rechercher les moyens pour faciliter cette mission de contrôle de telle sorte qu'elle puisse s'exercer sans gêner l'action du gouvernement tout en étant pour ce dernier le plus précieux des soutiens.

LA PART DE L'ÉTAT DANS LES BÉNÉFICES MINIERES ET LES SOCIÉTÉS COLONIALES.

Au cours des débats, il a été longuement question des droits que possède l'Etat dans certaines sociétés coloniales et de la part dans les bénéfices qui lui revient. Ces droits sont considérables et la part assez élevée. D'une façon générale, la Colonie, sans intervenir dans la souscription du capital social, touche directement

50 p. c. des bénéfices miniers distribués, ou bien elle reçoit directement des redevances qui vont de 12 à 50 p. c. ou à 60 p. c. des mêmes bénéfices ; elle a droit aux 2/3 des bénéfices réalisés par le Comité Spécial du Katanga dans la gestion et l'exploitation des territoires qu'il gère ; elle se réserve généralement 50 p. c. des avantages qu'une société-mère reçoit lors de la constitution de sociétés filiales, etc. Il n'en est pas ainsi dans les bénéfices miniers de la Compagnie des Grands Laes. Les droits de l'Etat dans cette compagnie ont été modifiés à plusieurs reprises, mais ils l'ont été par décret d'après la législation coloniale en vigueur.

Plusieurs membres ont critiqué vivement l'application de la dernière convention, celle du 9 novembre 1921. Il ont tout d'abord résumé de la façon suivante les droits que les différentes Conventions avec la Compagnie des Grands Laes ont conférés à l'Etat.

En vertu des accords existant au moment de la reprise du Congo, l'Etat Indépendant — et partant son successeur, la Colonie — avait droit à la moitié des bénéfices nets de toute exploitation minière entreprise par la Compagnie des Grands Laes. Il intervenait en outre pour 47 1/2 p. c. dans les bénéfices distribués aux actionnaires de la Compagnie.

L'article 5 de la Convention du 4 janvier 1902 et les articles 37 et 38 des statuts de la Compagnie, le stipulaient dans les termes suivants :

Art. 5 de la Convention :

» L'Etat autorise la Compagnie à faire des recherches minières dans le sous-sol des terres et forêts désignées ci-après...

.

» En cas de découvertes de gisements miniers, l'Etat lui en concède l'exploitation.

» Cette exploitation sera faite soit par la Compagnie, soit par des sociétés filiales à constituer. Dans le cas d'exploitation par la Compagnie, la moitié des bénéfices nets de l'exploitation reviendra à l'Etat.

» Dans le cas d'exploitation par des sociétés filiales, la moitié des apports et des avantages généralement quelconques, attribués à la Compagnie, appartiendra à l'Etat ».

Art. 37 et 38 des Statuts :

« Sur le bénéfice net il est prélevé :

» 1° 5 p. c. pour la constitution d'un fonds de réserve.

» 2° La somme nécessaire pour amortir à concurrence du capital versé les actions de capital en 90 ans.

» 3° La somme nécessaire pour attribuer un intérêt de 4 p. c. l'an sur le capital versé des actions de capital.

» Le surplus des bénéfices sera réparti comme suit :

» 47 1/2 p. c. aux actions de capital et de jouissance, 47 1/2 p. c. aux actions de dividende (appartenant à l'Etat), 5 p. c. au conseil d'administration, aux commissaires et aux délégués de l'Etat Indépendant du Congo. »

L'article 41 stipulait en outre :

« La répartition des bénéfices, telle qu'elle résulte des bénéfices ci-dessus, ne pourra jamais être altérée ni directement ni indirectement, par voie de modification aux statuts ou autrement ».

Dans l'esprit des auteurs de la Convention de 1902, la moitié des bénéfices miniers de la Compagnie devait donc être attribué à l'Etat. Sur un bénéfice minier net de 20.000.000 par exemple, l'Etat devait recevoir directement 10 mil-

lions, la Compagnie recevait les 10 millions restants et l'Etat intervenant alors une seconde fois, en qualité d'actionnaire, prenait 47 1/2 de la totalité des bénéfices distribués.

En réalité donc, l'Etat, dans l'hypothèse la plus favorable, intervenait pour environ 70 p. c. dans les bénéfices miniers de la Compagnie.

Cette convention fut modifiée en 1921.

L'article 5 de la nouvelle convention, règle de la façon suivante les droits miniers de la Compagnie et la part des bénéfices réservés à l'Etat.

Article 5 :

« Sous réserve des droits acquis par des tiers, la Colonie accorde à la Compagnie ou à des sociétés filiales à créer par elle, mais dont les statuts doivent être approuvés par la Colonie, le *droit exclusif* de faire des recherches minières pendant une période de 5 ans à partir de l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie, dans les territoires délimités comme suit ...

» En cas de découvertes de gisements miniers dans la zone susdite, endéans le délai stipulé, la Colonie en concède l'exploitation à la Compagnie ou à une des sociétés filiales à créer par la Compagnie, pendant toute la durée de la cession des chemins de fer, prévue à l'article 1.

» A l'expiration des droits exclusifs de recherches minières prévus ci-dessus, les territoires dont il s'agit seront ouverts à la prospection publique et gérés, dès lors, suivant les mêmes règles que celles suivies par le Comité Spécial du Katanga...

» Les recherches et exploitations minières seront faites conformément aux dispositions de la législation minière du Katanga telles qu'elles existent ou telles qu'elles seront ultérieurement déterminées, la Compagnie remplaçant le Comité spécial pour l'exécution de ces diverses dispositions...

» Les redevances minières, droits de recherches, d'exploitation, de cession, etc., *seront versés intégralement à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains* ».

En vertu de ce nouvel accord, l'Etat n'a plus aucun droit direct à une part des bénéfices miniers de la Compagnie. Son droit est limité aux 47 1/2 p. c. des bénéfices, de quelque nature qu'ils soient, et qui sont « distribués ». Dans l'hypothèse donc d'un bénéfice minier de 20.000.000, ces 20.000.000 restent acquis à la Compagnie ; si la Compagnie les distribue complètement, l'Etat en aura 47 1/2 p. c., mais l'Etat ne recevra rien si la Compagnie, pour l'un ou l'autre motif, ne procède à aucune distribution.

Il faut, en outre, remarquer que la Convention règle de façon différente les droits de la Compagnie pendant la première période privilégiée de cinq ans, la période des recherches exclusives, et ceux qu'elle aura à l'expiration de cette période.

Pendant la première période, la Compagnie est maîtresse absolue et les mines qu'elle découvre doivent lui être concédées. Elle pourra les exploiter soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales.

A l'expiration de cette première période elle n'est plus maîtresse absolue, d'autres peuvent venir prospector à côté d'elle, et s'ils trouvent des mines

dont l'exploitation leur est ensuite concédée, l'intervention de la Compagnie et sa part dans les bénéfices est réglée automatiquement par la législation minière du Katanga. Elle n'aura plus que le droit de souscrire 20 p. c. du capital de toute société qui sera constituée et elle devra se contenter des redevances qui varient, d'après les cas, de 12 à 50 p. c. ou de 12 à 60 p. c. des bénéfices distribués.

Au mois de décembre 1923, un groupe financier a constitué, au capital de 10 millions, la Compagnie minière des Grands Lacs. La Compagnie des Grands Lacs, avec l'assentiment préalable du gouvernement, lui a cédé une partie de son avoir social et les statuts de la Compagnie minière où les conditions de la cession sont énumérées à l'article 5, ont été approuvés par arrêté royal.

Article 5 des Statuts :

« 1° La Compagnie des Grands Lacs, dûment autorisée par le Gouvernement de la Compagnie du Congo Belge, apporte à la Compagnie Minière des Grands Lacs les droits exclusifs de recherches minières et les droits de concession d'exploitation, en cas de découverte de gisements miniers, ainsi que les droits, facultés et avantages concernant la recherche et l'exploitation des mines tels qu'ils sont énoncés dans la convention intervenue le 9 novembre 1921.

» Cet apport est fait sous la charge de remettre à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, les actions série B, prévues aux articles 6, 7, et de lui reconnaître le droit prévu à l'article 7 de souscrire 20 p. c. de toute augmentation de capital.

» 2° La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs apporte également à la Compagnie Minière des Grands Lacs, le bénéfice des recherches minières qu'elle a faites jusqu'à présent sous les réserves ci-dessus, et les rapports de ses prospecteurs

» En rémunération de cet apport la Compagnie Minière des Grands Lacs remboursera à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs :

1° Les sommes dépensées par elle depuis le 1^{er} janvier 1923 pour les missions de prospection en cours.

» 2° Tous les frais généraux quelconques, effectués antérieurement à cette date, et évalués à une somme de 500,000 francs. »

Il faut ajouter à cela que la Compagnie a souscrit, dans les mêmes conditions que tous les autres souscripteurs, 20 p. c. du capital de la nouvelle société. Disons aussi, pour donner au texte de l'article 5 toute la clarté voulue, que la part dans les bénéfices qui revient aux actions Série B, dont il est question dans cet article, correspond exactement aux redevances fixées par la législation minière du Katanga.

Les critiques faites par certains membres sont les suivantes : La Compagnie des Grands Lacs a cédé à une filiale, sans aucune rémunération spéciale, les bénéfices des droits exclusifs qu'elle possédait. La part de l'Etat dans les bénéfices réalisés par cette société, à la suite des conditions dans lesquelles cette dernière fut constituée, est inférieure à celle qu'il touche dans n'importe quelle autre société. Si l'on suppose, par exemple, un bénéfice net de 100 millions, égal à un capital social de 100 millions, l'Etat ne toucherait en dernière analyse, du chef des redevances payées à la Compagnie mère, c'est-à-dire donc sans qu'un capital quelconque soit engagé, pas

même la moitié de ce que reçoivent les parts de fondateur et moins que les 15 p. c. à répartir entre les membres du Conseil d'administration ou mis à leur disposition pour le personnel. La création de 5,000 parts de fondateur qui ont droit à 50 p. c. du superdividende et qui ont donné lieu à une folle spéculation de Bourse dont les conséquences pèseront peut-être lourdement sur l'avenir de la Colonie, fut également critiquée.

A cet exposé des droits de l'Etat, dans la Compagnie des Grands Lacs et aux critiques relatives à la constitution de la Compagnie Minière des Grands Lacs, l'honorable Ministre des Colonies a répondu par la note suivante :

NOTE DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE.

« Les questions foncières et minières de la Compagnie des Grands Lacs ont fait l'objet de différentes conventions, passées à des époques différentes, et qui toutes trahissent les préoccupations du Gouvernement de la Colonie, de réduire les trop grandes concessions données à l'origine.

La convention de 1902 donnait aux Grands Lacs des droits fonciers et miniers qui s'étendaient sur des superficies considérables, et qui étaient fonction de l'importance du capital de la Société. Ainsi, par tranche de 25 millions de capital, la Société avait le droit à 4 millions d'hectares de terres et de mines.

On pouvait espérer au moment de la signature de cette convention, que les capitaux nécessaires pour l'établissement des lignes resteraient dans les limites relativement restreintes et qu'on pouvait évaluer à 75 millions pour la ligne des Lacs, et peut-être à 100 millions pour la ligne de l'Uélé.

Dans ces conditions, l'exercice de droits fonciers et miniers pouvait encore s'exercer dans des limites qui pouvaient paraître raisonnables à cette époque, mais la chose devenait tout à fait impossible, si l'on envisage les capitaux qui sont actuellement nécessaires pour achever les travaux.

En effet, la dévalorisation de notre monnaie a agi pour augmenter l'importance des capitaux, mais n'aurait pas réduit la superficie à accorder par tranches de 25 millions.

On peut donc estimer à environ 125 à 130 millions d'hectares le droit foncier et minier qui aurait dû être accordé à la Compagnie des Grands Lacs en vertu de la convention de 1902 si des arrangements ultérieurs n'étaient pas intervenus pour modifier les conditions de concession soit plus de la moitié de la superficie du Congo (2,382,000 kilom. carrés).

Déjà en 1911, alors que la Compagnie ne disposait encore que de 8 millions d'hectares de terres et de mines, lors de la troisième augmentation de capital, la Colonie n'y a consenti que sous la réserve que la Compagnie abandonne son droit à 4 millions d'hectares nouveaux sur les terres domaniales. Mais l'Etat qui avait droit à 50 p. c. des bénéfices de l'exploitation des terres a consenti à réduire cette participation de moitié. Une politique était donc déjà tracée : abandon par l'Etat d'une partie de ses bénéfices, pour obtenir la réduction dans l'octroi des concessions de terres.

En 1911, les droits miniers continuaient à s'exercer sur des superficies sans cesse croissantes, et d'après le rythme prévu.

Le Gouvernement allait dans la suite être admis à poursuivre cette politique, c'est-à-dire au fur et à mesure de l'augmentation de capital, il avait abandonné sa participation directe dans les entreprises minières et foncières

pour éviter de devoir disposer au profit de la Compagnie des Grands Lacs de superficies de terres de plus en plus importantes.

Mais il n'aurait pas fallu longtemps pour épuiser complètement ce moyen de transaction, puisque avec un capital de 75 millions de francs, le Gouvernement ne disposait déjà plus que de 25 p. c. dans le bénéfice des terres. Et l'on voit combien la limite eût été vite atteinte quand on songe que les capitaux qu'on doit réunir dans la suite seront peut-être de l'importance de 600 à 700 millions.

Le Gouvernement se devait de trouver une formule de transaction plus harmonieuse et qui soit mieux en rapport avec la nature et l'importance des concessions que l'on avait instaurées dans le nouveau régime foncier et minier qui avait suivi celui de l'Etat Indépendant du Congo.

Aussi, en 1913, la Colonie voulut reprendre ses droits fonciers et miniers qu'elle détenait. Un projet de convention fut signé, mais n'eut pas de suite, n'ayant pas été soumis au pouvoir législatif.

La question a alors été reprise en 1921; elle a été résolue par la convention du 9 novembre.

On a alors repris la politique d'abandon des participations bénéficiaires, politique instaurée par la loi du 7 avril 1911 et on a admis le principe compensatoire de la pleine propriété de terres et des droits exclusifs de recherches de mines qui était à la base de la législation minière en vigueur.

Le droit d'exploitation sur 8 millions d'hectares a été transformé en une pleine propriété de 400,000 hectares, et celle-ci ne pouvait être acquise que si les conditions de mise en valeur et dans les délais prévus, avaient été réalisées par la Compagnie.

Le droit de rechercher les mines pendant nonante-neuf ans, s'est transformé en un droit de recherches exclusif pendant une période de trois et cinq ans qui était suivie d'une phase d'exploitation, modalité en tous points conforme aux concessions accordées dans le Congo et dans le Katanga.

Il ne différait que dans le fait qu'il n'y avait pas de limitation de surface à l'exploitation.

Au surplus, la Compagnie devait ouvrir à la libre prospection ce qu'elle ne retenait pas pour elle; et les redevances minières lui étaient attribuées. Mais elle avait en échange, l'obligation d'assurer les services généraux des mines.

La Compagnie des Grands Lacs recevait, en vertu du décret, l'autorisation de confier à des filiales l'exploitation de son domaine minier. Il lui appartenait de déterminer les avantages de cette cession. Quand elle a cédé les mines à sa filiale, la Minière des Grands Lacs, elle a demandé en compensation de ses apports, 2 millions d'actions de capital; soit 1/5 de celui-ci, des actions de série B représentatives de redevances minières; la Compagnie des Grands Lacs s'est réservée également un droit de souscription de 20 p. c. dans toutes les augmentations de capital.

La somme de 2 millions était représentative de dépenses faites par la Compagnie des Grands Lacs pour les études. A ce moment, celle-ci n'avait apporté aucune donnée précise sur lesquelles il eût été possible de se baser pour augmenter la valeur de l'apport.

La Minière des Grands Lacs avait donc besoin de tous ses capitaux pour faire une étude méthodique de la région dans laquelle pourrait s'exercer son choix.

Actuellement, l'entreprise n'est encore qu'à une phase d'essai et il lui faudra pour démarrer accomplir encore de très sérieux efforts, non seulement dans la

recherche de gisements exploitables, mais encore dans l'organisation des voies de transport et des service auxiliaires.

Pour le surplus, l'honorable Membre qui a formulé les critiques fait erreur dans l'établissement de son calcul de la rentabilité de la Mine des Grands Lacs pour un capital de 100 millions.

L'erreur porte :

1° En supposant qu'un capital de 100 millions rapportera 100 millions ;

2° En estimant que la participation de la Compagnie des Grands Lacs restera toujours de 20 p. c.

En effet :

1° Si nous prenons le cas des deux sociétés, la Forestière et Minière et Kilo-Moto, nous voyons que le capital de travail de ces entreprises est pour la première de 100 millions environ ; pour la seconde de 200 millions après l'augmentation du capital récemment autorisée.

La première a donné pour l'exercice 1926, un bénéfice de 17 millions et la seconde a donné un bénéfice de 36 millions. Bénéfice qui ne sera pas fortement augmenté dans l'avenir. Les dépenses actuelles étant nécessaires pour l'achat d'un outillage destiné à exploiter des gisements pauvres. Nous voyons donc que l'ordre de grandeur de rémunération est de 17 à 18 p. c. et nous pouvons raisonnablement le fixer à 20 p. c. pour la Mine des Grands Lacs.

2° A l'origine, c'est-à-dire, pour un capital de 10 millions, la Compagnie des Grands Lacs intervenait dans les bénéfices à raison de : 1° sa souscription initiale dans la proportion de 20 p. c. du capital; 2° des redevances minières.

Lorsque le capital a été porté à 20,000,000, la Compagnie des Grands Lacs usant de son droit supplémentaire de souscription a porté sa participation à 26 p. c.

Au surplus, la Colonie a manifesté en juin 1927, son intention de faire exercer par la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs le droit de souscription de 20 p. c. qui avait été prévu en faveur des actions de la Compagnie des Grands Lacs, mais sans qu'il résulte aucun droit pour celle-ci.

Le Ministre a fait savoir par lettre N° 883 du 2 juin 1927 qu'il entendait faire exercer ce droit par la Compagnie et subordonner à cette condition l'autorisation d'augmenter le capital de la Mine des Grands Lacs.

De cette façon, la Compagnie des Grands Lacs aura, quand le capital sera de 100 millions, une participation dans les bénéfices de : 1°) 52 p. c. dans la part afférent au capital; 2°) 20 p. c. des dividendes afférents aux parts de fondateur; 3°) les redevances minières.

Si on applique la répartition des bénéfices prévue dans les statuts de la Compagnie Minière des Grands Lacs, nous arrivons au résultat suivant :

Réserve 1.000.000.

7 p. c. au capital : 7.000.000 (et 840.000 francs de redevances aux Grands Lacs).

<i>Reliquat :</i>	11.160.000. —
Conseil :	558.000. — à répartir entre 13 membres.
Comité de direction :	558.000. — à répartir entre 6 membres.
Personnel d'Afrique :	558.000. —
<i>Solde :</i>	<u>9.486.000. —</u>

à partager :	
aux actions série B :	fr. 2.280.714. —
aux parts de fondateur :	3.602.142. —
aux actions de capital :	3.602.142. —

Si nous reprenons tout ce qui revient aux Grands Laes, nous voyons que cette somme s'élève à 9.355.255 francs ;

Les parts de fondateur, autres que celles appartenant aux Grands Laes, auraient 2.880.714 francs et les actions de capital autres que celles appartenant aux Grands Laes auraient 5 089.029.

En conséquence, en partant de bases normales et non de chiffres fantaisistes, nous arrivons à cette conclusion que la Compagnie des Grands Laes, dans laquelle le Gouvernement est intéressé pour 50 p. c. recevra dans la répartition des bénéfices de la Minière une somme égale à 47 p. c. environ, dont 23 1/2 p. c. à l'Etat, c'est-à-dire le double de ce que recevront les parts de fondateur, réservées aux souscripteurs autres que la Compagnie des Grands Laes et trois fois plus que ce que les membres du Conseil d'administration reçoivent pour être réparti entre eux ou être affectés, par eux, au personnel. »

*
* * *

Les explications contenues dans la note ci-dessus de l'honorable Ministre des Colonies, n'ont pas satisfait certains membres de la Commission. Il a été répondu tout d'abord que les personnalités les plus autorisées ont estimé qu'à chaque nouvelle convention, la Compagnie des Grands Laes avait obtenu des droits plus considérables. L'honorable M. Franck, lors de la discussion à la Chambre, en 1911, du projet de loi autorisant la Compagnie des Grands Laes à porter son capital de 50 à 75 millions, disait :

« Voyez donc combien la convention, au point de vue de son exécution, s'est
» modifiée au profit de la compagnie des Grands Laes ! Les actionnaires de celle-ci
» recevaient jadis des titres garantis par l'État indépendant du Congo, avec tous
» les risques d'avenir et toutes les incertitudes attachées au sort de cet État : elle
» reçoit aujourd'hui des titres qui sont infiniment mieux garantis puisque le
» Congo est devenu une colonie belge, dont la rente est au pair. Le paiement
» régulier des intérêts et l'amortissement sont aujourd'hui plus certains qu'ils
» ne l'étaient autrefois.

» Mais, par contre, les avantages pour l'État ont disparu pour des motifs de
» politique générale, c'est-à-dire d'ordre public. L'État indépendant se réservait
» 50 p. c. dans les bénéfices d'exploitation. Aujourd'hui, cette contre-valeur
» a pratiquement cessé d'exister pour la colonie : elle se réduit à zéro,
» puisque la colonie, ou bien n'exploite plus, ou bien ne peut plus retirer de
» cette exploitation les bénéfices sur lesquels l'État indépendant comptait.

» Dans ces conditions, y a-t-il quelque déloyauté à ce que nous disions à nos
» contractants : Il est de convention entre nous que nous ne vous donnons
» une autorisation que si nous le voulons bien ; or, les conditions de l'affaire
» sont aujourd'hui beaucoup plus favorables pour vous qu'elles ne l'étaient jadis.
» Dès alors, il importe, si vous voulez obtenir l'autorisation, de nous faire les
» concessions sans lesquelles l'affaire devient pour nous si onéreuse que nous ne
» serions pas excusables si nous la poursuivions ! Ainsi armé, M. le Ministre des
» Colonies est fort. Il peut faire modifier la convention honnêtement, équitablement.

» Messieurs, M. le Ministre des Colonies ne l'a pas fait. J'aurais voulu qu'il
» eût négocié et nous eût apporté les concessions obtenues. Il n'apporte rien.
» Nous devons donc attendre une nouvelle émission pour que, si ces promesses
» n'étaient pas réalisées de bon gré, leur réalisation soit imposée.

» Je suis convaincu que des hommes d'affaires aussi expérimentés que ceux qui
» dirigent la compagnie des Grands Lacs se rendent parfaitement compte qu'il
» est des arguments d'équité et de bon sens devant lesquels il faut céder. »

Dans l'exposé des motifs du projet de décret, ratifiant la convention du 9 novembre 1921, on trouve, d'autre part, ce qui suit :

« La concession faite à la Compagnie de vastes étendues de terres qui doivent,
» sauf convention contraire, être exploitées par la Colonie et dont les bénéfices
» sont à partager entre elle et la Compagnie, a perdu la plus grande partie de sa
» valeur depuis que le caoutchouc de forêt et de lianes se trouve déprécié sur le
» marché. »

Et au cours des débats au Conseil colonial, le vice-président, M. le professeur Dupriez, qui d'ailleurs n'a pas approuvé la convention et s'est abstenu au vote final, déclara :

« Je constate que si la Compagnie renonce à quelque chose en théorie, en fait
» elle ne renonce à rien. Et cependant on lui assure des avantages très réels. »

» La Compagnie des Grands Lacs affecte de dire qu'elle nous fait de grandes
» concessions. Ramenons les choses à la réalité : il est exact que la Compagnie
» abandonne ses droits sur d'immenses territoires qui lui étaient attribués, ces
» droits n'avaient rien de pratique. On peut dire qu'ils deviennent pratiques et
» effectifs dans la mesure où les territoires concédés sont réduits.

» En ce qui concerne les concessions minières, la Compagnie ne cède rien du
» tout. Son droit de recherche n'était pas exclusif, mais la convention présente
» lui accorde trois avantages qui ont bien leur valeur : elle lui reconnaît un droit
» exclusif de recherches minières sur des étendues immenses, pendant trois ou
» cinq années, avec concession immédiate de l'exploitation sur tous gisements
» miniers qu'elle aura découverts pendant cette période. Je fais ici une paren-
» thèse. Il importera de s'entendre sur le sens des mots : découverte de gise-
» ments miniers. Suffira-t-il d'une simple déclaration faite par la Compagnie
» pour que celle-ci puisse bloquer immédiatement et indéfiniment des territoires
» considérables ? Il me paraît nécessaire d'insérer à cet égard une disposition
» très nette dans la convention.

» La Compagnie acquiert, en second lieu, des droits importants sur les
» recherches minérales dans la Province Orientale, la Compagnie est presque
» sûre de retirer des bénéfices appréciables, sans engager ni travail ni capital. Si
» les redevances sont fixées ici, comme elles le sont au Katanga, il y a là pour la
» Compagnie des possibilités énormes.

» Enfin, troisième avantage que nous lui accordons : la part des action-
» naires privés, dans les bénéfices miniers sera dorénavant doublée. Elle était
» d'un quart, elle sera de la moitié. Notez que je ne critique pas ces avantages,
» mais il importe, avant toute discussion, d'établir nettement la situation exacte
» des parties et de démontrer que la Compagnie n'est guère fondée à parler de
» droits qu'elle nous abandonne. En réalité, elle abandonne des droits théoriques
» sans valeur pratique ».

En ce qui concerne maintenant les conditions dans lesquelles a été constituée la Compagnie des Grands Lacs, certains membres n'admettent pas qu'il appar-

tenait à la Compagnie des Grands Lacs de déterminer seule les avantages de la cession d'une partie de son avoir social. L'État, qui est intéressé pour la moitié dans les bénéfices de la Société, avait, à leur avis, le devoir d'intervenir. Ils ne peuvent pas admettre, non plus, que la Compagnie des Grands Lacs, au moment de la cession, n'avait aucune donnée précise quant à la valeur de ses concessions minières et sur laquelle il eut été possible de se baser pour augmenter la valeur de l'apport. En effet, déclarent-ils, on trouve déjà des précisions dans l'exposé du budget de 1914 où l'on peut lire ce qui suit :

« La Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs a envoyé plusieurs missions de prospection. Celles-ci ont découvert, à l'ouest du lac Kivu, de grands amas d'hématite et en certains endroits de graviers aurifères. »

Ces premières précisions ont été confirmées, après la guerre, par la Compagnie elle-même qui, au mois de novembre 1922, décida d'envoyer en Afrique quatre missions dont deux « pour commencer l'exploitation des divers placers découverts par les missions géologiques de 1913 et 1914 ». Enfin, dans le premier rapport du Conseil d'administration de la Compagnie minière des Grands Lacs, il est dit qu'un premier camp permanent a été établi dans le bassin de la Haute Lindi « où une série de placers intéressants avaient été signalés en 1914 ». Tout cela, déclarent-ils, aurait dû empêcher la Compagnie de céder ses droits sans obtenir des avantages spéciaux et surtout d'abandonner les 4/5 des parts de fondateur.

Ces membres ne peuvent pas se rallier non plus aux considérations et aux calculs qui se trouvent dans la note de l'honorable premier ministre et qui se rapportent à la part de l'État dans les bénéfices de la Société. A leur avis, un calcul établi sur la base d'un bénéfice de 20 p. c. du capital social, n'améliore guère la part de l'État. A l'appui de leur affirmation, ils ont reproduit l'exemple suivant :

Capital : 400,000,000.

Bénéfice net supposé : 20,000,000 20 p. c. du capital .

Répartition :

Réserve légale 5 p. c.	fr. 1,000,000
Conseil d'Administration et Comité de Direction	1,116,000
A la disposition du Conseil	558,000
Actions de capital	10,854,400
Parts de fondateur.	3,854,400
Redevances à la Compagnie des Grands Lacs	2,617,200

En tenant compte de la diminution de minimum 5 p. c. que ces redevance perdent en passant par la Compagnie des Grands Lacs (Conseil d'Administration) et en supposant que la Compagnie puisse distribuer tout, l'État toucherait 1,243,170 francs. Si l'on y ajoute 20 p. c. de ce que reçoivent les parts de fondateur — puisque la Compagnie en possède 1,000 sur 5,000 — on arrive à 1,609,338 francs contre 3,083,520 francs attribués aux 4,000 parts de fondateur, remis au groupe financier et 1,674,000 francs au Conseil d'Administration ou mis à sa disposition pour le personnel. Sur 8,145,600 francs distribués à divers, « sans mise de capital », c'est l'État qui reçoit le moins. En prenant comme base un bénéfice de 20 p. c., cette proportion se maintient quel que soit le capital de la société.

Dans l'hypothèse, prise par l'honorable Premier Ministre, d'un bénéfice net

de 20 p. c. du capital social, la part de chacun dans les bénéfices distribués « sans mise de capital et sans risques » serait donc la suivante :

Etat : 8,05 p. c. des bénéfices nets (sa part dans les redevances et dans le dividende attribué à 1000 parts de fondateur, appartenant à la Compagnie des Grands Lacs). Il convient de faire remarquer toutefois que l'Etat ne touchera ces 8,05 p. c. qu'à la condition que la Compagnie des Grands Lacs puisse distribuer tout.

Conseil d'Administration, Comité de Direction. Personnel 8,37 p. c. *Groupe financier* 15.42 p. c. (dividende distribué aux 4000 parts de fondateur, remis au groupe financier).

Les calculs, qui précèdent, ont été faits sur la base de la législation du Katanga « telle qu'elle est appliquée à l'heure actuelle ». Cette législation est l'objet d'autres interprétations, plus favorables à l'Etat. Un procès est engagé, à ce sujet, entre une société et le Comité spécial du Katanga et de l'issue de ce procès dépend l'application de l'autre interprétation.

L'honorable Ministre, préjugant l'issue du procès, base déjà ses calculs sur la seconde interprétation.

Admettons-le. Dans cette hypothèse, la part de chacun dans les bénéfices distribués : « sans mise de capital et sans risques » serait la suivante :

Etat : 9.12 p. c. des bénéfices nets (au lieu de 8.05 p. c.) ;

Conseil d'Administration, etc., 8.37 p. c. ;

Groupe financier 14.41 p. c. (au lieu de 15.42 p. c.)

Les mêmes membres ont fait observer, en outre, que dans les calculs reproduits dans la note de l'honorable Ministre des Colonies, on suppose une participation de 52 p. c. dans le capital de la Compagnie Minière des Grands Lacs, c'est-à-dire donc sur un capital de 100 millions, une mise de fonds de 52 millions. Le dividende attribué à ces 52 millions ne peut être mis sur le même pied que celui attribué aux parts de fondateur ou comparé au produit des redevances. Ils ont ajouté que ce placement éventuel, à cause de l'existence des parts de fondateur qui ont 50 p. c. de superdividende, ne leur paraît nullement avantageux. En effet, prenant comme base un bénéfice net de 20 p. c., le capital ne touchera que 10,85 p. c. Mais avant que ce résultat puisse être atteint, il faudra de longues années, de sorte que, tenant compte des intérêts perdus, ces 10,85 p. c. seront ramenés en fait à 6 ou 7 p. c. et peut être encore à moins. Pour apprécier la part de l'Etat, on ne peut tenir compte que de ce qu'il touchera « sans mise de fonds », comme il en est dans les autres sociétés qui lui abandonnent, sous l'une ou l'autre forme, une part de leurs bénéfices.

Ces membres ont conclu, qu'à leur avis, les intérêts de l'Etat, lors de la constitution de la Compagnie Minière des Grands Lacs, ont été gravement lésés. Il leur paraît aussi évident, que la part de l'Etat dans les bénéfices miniers de la Compagnie des Grands Lacs, aurait été plus grande si le Parlement avait exercé régulièrement et efficacement son devoir de contrôle et avait suivi de plus près les affaires de la Colonie.

* * *

Un autre fait a retenu l'attention de la Commission. Les questions 6, 6bis et 6ter, annexées au rapport, fournissent déjà des éléments suffisamment précis pour nous permettre d'être bref. A la fin de 1922, le Parlement a été saisi d'un projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de

la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. Ce projet de loi, tant à la Chambre qu'au Sénat, a été voté sans que des observations sérieuses aient été présentées.

Le projet a été déposé sur le bureau de la Chambre le 30 novembre 1922. Le rapport fait par l'honorable M. Tschoffen, au nom de la Commission des Colonies, a été déposé le 15 décembre, celui fait par l'honorable M. Leyniers, au nom de la Commission du Sénat, l'a été le 22 décembre, le vote a eu lieu à la Chambre le 20 décembre et au Sénat le 28. L'honorable M. Tschoffen commença par constater dans son rapport que « l'exposé des motifs du projet de loi soumis à la Chambre est d'une concision et d'une discrétion telles qu'il est impossible de s'y référer sans donner à la Chambre d'autres éclaircissements ». Les explications qui suivent sont le résumé d'un exposé fait à la Commission par l'honorable Ministre des Colonies. Le rapport de l'honorable M. Leyniers, non plus, ne prête à aucune observation.

Les réponses faites par l'honorable Ministre des Colonies aux questions 6, 6bis, 6ter, permettent maintenant de fournir une documentation plus complète que celle produite en 1922 aux Commissions de la Chambre et du Sénat.

Pendant la guerre, il a été fait à la Compagnie du Chemin de fer du Katanga des avances en livres pour un montant de liv. 4,216,135-16-6 et en dollars pour un montant de dollars 2,509,902.30. Ces avances ont été converties au 31 décembre 1922 en une somme fixe de 44 millions sur lesquels (voir réponse à la question 6) la Compagnie paie un intérêt annuel de 5.5 p. c. en attendant le remboursement. Le rapport de l'honorable M. Tschoffen ne fait pas mention de cette conversion; dans celui de l'honorable M. Leyniers nous trouvons ce qui suit :

« Les avances en livres sterling et en dollars, eu égard à la difficulté de *fixer*
» *actuellement un cours équitable pour la Compagnie et pour la Colonie*, feront
» l'objet d'une régularisation ultérieure, au moment du remboursement par la
» Colonie des emprunts étrangers contractés par elle. »

Dans cette période d'instabilité des changes, il était indiqué de ne pas fixer un cours qui, en cas de hausse du cours de la livre et du dollar, aurait causé un préjudice à la Colonie ou inversement, en cas de baisse, un préjudice à la Compagnie. Il résulte du texte cité que dans l'idée du Rapporteur et des membres de la Commission, le règlement ultérieur, au moment du remboursement de la dette anglaise, devait être tel que les charges de la Colonie en francs, résultant du cours des changes, fussent exactement compensées par un remboursement équivalent de la Compagnie. Dans la réponse à la question 6, il est dit que « cette différence sera alors bonifiée à la Colonie par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, par la remise à due concurrence d'actions ordinaires à créer à ce moment ».

Et de la réponse à la question 6 bis, il résulte que la différence qui sera bonifiée à la Colonie ne concerne que la différence en capital mais non pas celle en intérêts. Or, la Colonie reçoit maintenant un intérêt de 5 1/2 p. c. sur 44 millions, mais paie elle-même l'intérêt sur 308 millions (44×7). La différence calculée au taux de 5 1/2 p. c. représente une somme « annuelle » de 14,520,000 francs, dont 20 p. c., c'est-à-dire 2,904,000, répartis entre les actions privilégiées, sont pour la Colonie une perte sèche.

Cette convention du 15 décembre 1922 est très diversement appréciée.

Retenons simplement le fait que nulle part dans les documents de 1922, on ne peut trouver la trace que ces divers arrangements aient été portés à la connaissance du Parlement et que, par conséquent, ce dernier paraît avoir été insuffisamment documenté.

A cet exposé, l'honorable Premier Ministre a répondu par une seconde note :

NOTE DE M. LE PREMIER MINISTRE.

« Le rédacteur du rapport signale que les accords qui sont intervenus pour la consolidation de la créance de l'emprunt, de 1 million 216,135 livres et de 2 millions 509,902 dollars ont été onéreux pour la Colonie.

» Voici l'opération et sa justification

» Avec les livres et les dollars mentionnés ci-dessus, la Compagnie a acheté du matériel et effectué des travaux. Elle a fait cette opération, pressée par le Gouvernement, qui désirait que le Chemin de fer continue à s'outiller pour les besoins militaires et économiques.

» La Colonie était d'ailleurs pour la presque totalité de son capital, actionnaire de cette société. Il est probable que si la Compagnie n'avait groupé que des intérêts privés elle n'aurait pas, en pleine guerre, contracté un emprunt de cette importance, et si elle l'avait fait elle se serait couverte immédiatement en francs belges ou congolais.

» Les hostilités terminées, de nouveaux besoins de capitaux se sont fait sentir et la Compagnie a demandé la consolidation de sa dette.

» L'emprunt fait par l'Etat, non seulement pour les besoins du chemin de fer, mais pour d'autres nécessités de la Colonie, était à long terme et les taux de remboursement ne pouvaient en être établis qu'au moment du remboursement.

» En conséquence, la dette de la Compagnie, vis-à-vis de la Colonie, a été divisée en deux parties :

» 1° La contre-valeur en francs, la livre étant cotée à 25 francs environ et le dollar à la même parité (44 millions).

» 2° Un montant laissé indéterminé et qui serait fixé au moment de la fixation du taux de remboursement de l'emprunt.

» Seul le premier montant pouvait être inscrit comme charge sociale; une charge plus lourde aurait écarté tous les souscripteurs du nouveau capital devenu nécessaire pour le développement de l'entreprise et l'Etat était incapable de le faire à cette époque, d'autant plus qu'il avait déjà investi, en dehors de la créance prémentionnée, 139,600,000 francs dans le Chemin de fer.

» Le second montant allait être converti en titres de second rang, qui allaient intervenir dans la répartition des bénéfices après ceux du nouveau capital.

» Il ne faut pas perdre de vue que nous étions à une époque où les emprunts à revenu fixe, même garantis par l'Etat, avaient peu de chance de succès étant donné l'abaissement du pouvoir d'achat de notre monnaie.

» En conséquence, le nouveau capital a été introduit au point de vue de sa rémunération entre la charge sociale afférente aux 44 millions, et la rémunération des actions ordinaires de la Société. Le rapport critique cette position des actions privilégiées, parce que comme le solde va entièrement aux actions de second rang, quel qu'en soit le nombre, la somme à partager est toujours la même, et par conséquent le Gouvernement semble s'être laissé payer de mots.

» Evidemment, on aurait évité les critiques, si on avait immédiatement arrêté le nombre des actions ordinaires.

» L'opération eut apparu alors comme une opération normale, à laquelle nous

n'eussions pas pu nous soustraire, étant donné le besoin d'argent et la situation du marché monétaire.

» Pour le surplus, tous les investissements de l'emprunt de l'Etat, et ceux du capital privilégié, réapparaissent dans l'actif avec une considérable plus-value, et en fin de concession, la Colonie retrouvera la contre-partie de ses sacrifices. Mais en attendant, dit-on, l'Etat doit, pour *assumer le service de son emprunt, payer un intérêt qu'il ne récupère pas par les profits de l'exploitation*.

» Les bénéfices actuels couvrent cependant une grande partie des charges de l'emprunt et les conditions d'exploitation s'améliorent sans cesse, de sorte que l'on peut dire que d'ici quelques années, la charge sera entièrement assurée.

» Actuellement, la part allant à l'Etat pour la rémunération de ses actions ordinaires est de 14,500,000 francs en ron, pour rémunérer un capital investi de 139,600,000 francs et une créance de 264,000,000 de francs, soit une somme de 400,000,000, environ.

» En admettant une rémunération au taux de 5 p. c., nous voyons que 280 millions sont actuellement rémunérés. Il reste donc 120,000,000 à rémunérer. Ce qui représente une insuffisance de 6,000,000 de francs. On peut, sans être taxé d'optimisme, conclure que la situation sera consolidée de ce côté d'ici peu.

» Et puis ne le serait-elle pas, il n'y a pas mal de cas de sociétés dont les capitaux ne sont pas rémunérés. Mais ici pour l'Etat, il y a le grand avantage d'avoir créé avec des collaborateurs privés un outil économique de premier ordre qui a servi à l'ouverture et au développement de la région du Katanga, et si on chiffre l'importance des recettes qui en est résulté en droits de douane, sur les produits locaux et notamment sur la production de l'Union Minière, et le mouvement du commerce, on sera stupéfait qu'il ait pu germer une critique dans l'esprit de certains membres de la Commission. »

*

Ces explications n'ont pas convaincu certains membres de la Commission. Ils ont tout d'abord fait observer, qu'en 1922, tout le monde croyait à la hausse du franc et non pas à la baisse. Pour en être convaincu, il suffit de relire ce qui a été dit et écrit à cette époque. Contrairement à ce qui est affirmé dans la note de l'honorable Premier Ministre, un emprunt de 75 millions, 6 p. c., garanti par l'Etat aurait, déclarent-ils, été d'un placement très facile. Nous avons en 1922, l'emprunt à lots 5 p. c. d'un montant d'un milliard de la Fédération des Coopératives pour Domages de guerre. Il y avait, d'autre part, pour des milliards de Bons du Trésor en circulation. La situation au point de vue des placements était si favorable que l'Etat ne savait que faire de l'argent qu'on mettait à sa disposition et que le taux des Bons du Trésor, qui était de 4 1/2 p. c. l'an, fut ramené à 4 p. c. à partir du 1^{er} juin 1922. C'est en 1922, aussi au mois de septembre, qu'on a eu l'émission de 750 millions de Bons du Trésor 5 p. c., à dix ans, au cours de 99 francs. Le cours de l'emprunt 5 p. c. intérieur 1919 était au 31 décembre 1922 de fr. 86.80. L'emprunt 6 p. c. intérieur 1921 était également au dessus du pair. L'emprunt de 100 millions 6 p. c. de la Ville d'Anvers, émis au pair au mois d'avril 1922, cotait au 31 décembre 101.80. Ces exemples pourraient être multipliés. Ce n'est donc pas l'état du marché financier qui peut être invoqué. Par suite des arrangements de 1922, le bénéfice de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga est gonflé artificiellement de 14.520.000 francs, dont 20 p. c. sont répartis entre les actions privilégiées. Ce n'est pas la Compagnie

qui paie ces 20 p. c., c'est la Colonie. La part qui va à l'Etat, pour la rémunération de ses actions ordinaires est payée, en totalité ou en grande partie, par l'Etat lui-même. C'est ainsi que l'Etat a reçu pour l'année 1925 une somme de 7 millions 500.000 francs, montant inférieur à la différence d'intérêts qu'il paie, et pour l'année 1926 une somme de 15.165.000 francs dans laquelle, par suite de la différence d'intérêts qu'il paie, l'Etat intervient lui-même pour 14.520.000 fr. Quelle que soit d'ailleurs, la façon dont on apprécie, à l'heure actuelle, ces arrangements, la critique essentielle, celle notamment qu'ils n'ont pas été révélés au Parlement, reste entièrement debout.

Ces quelques exemples permettent de tirer une conclusion. Il faut que le Parlement, dont la mission principale est d'exercer sur toute la question coloniale un contrôle régulier et attentif, fasse un effort pour suivre de plus près les différentes affaires qui touchent directement ou indirectement à la colonie, mais il faut aussi qu'on lui facilite sa tâche dans toute la mesure du possible et que chaque fois qu'il est appelé à faire œuvre de législateur ou qu'il doit exercer sa mission de contrôle, il soit documenté de telle façon que jamais on ne puisse supposer plus tard que son vote ait été surpris ou que certains aspects des questions qui lui ont été soumises ou qu'il examine, n'aient pas été complètement révélés. Certaines mesures d'ordre pratique devraient donc être prises. Lesquelles? La matière est trop délicate et trop complexe pour que la Commission s'autorise à faire des suggestions improvisées mais certains de ses membres, qui étudient la question de plus près, comptent la saisir, dans un délai rapproché, de propositions qu'elle ne transmettra éventuellement au Gouvernement qu'après les avoir soumises à un examen approfondi.

En attendant et comme mesure transitoire, la Commission demande, contrairement à une décision qui a été prise autrefois par le Bureau de la Chambre, que tous les documents émanant du Conseil colonial, et le bulletin officiel du Congo, soient communiqués directement aux membres du Parlement.

Elle a demandé en outre qu'un répertoire soit fait de toutes les concessions qui ont été accordées au Congo. Le Gouvernement s'est montré favorable à ces suggestions.

Le budget ordinaire du Congo et du Ruanda-Urundi pour 1928 ainsi que les budgets extraordinaires pour 1927 ont été approuvés à l'unanimité.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

GUSTAVE SAP.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

Annexes

QUESTION 1.

Quelles ont été, par chapitre, les recettes approximatives réalisées en 1926?

RÉPONSE :

	Europe	Afrique	TOTAUX
Chap. I. Impositions et taxes	5,443,516.38	71,086,339.24	76,529,855.62
Chap. II. Recettes domaniales et administratives.	98,077,252.90	99,233,188.55	197,311,441.45
Chap. III. Capitaux et revenus	30,260,915.89	—	30,260,915.89
	133.781,685.17	170,319,527.79	304,101,212.96

N. B. — Les opérations relatives à la liquidation des dépenses et au recouvrement des produits de l'exercice 1926 ont été prorogées jusqu'au 31 octobre 1927. Tous les éléments comptables d'Afrique, relatifs à cet exercice, ne sont pas encore en possession du département. Il manque quelques mois de comptabilité de l'année 1927.

QUESTION 2.

La Commission désirerait connaître les résultats des comptes antérieurs à 1926.

RÉPONSE.

Exercice.	Recettes.	Dépenses.	Excédent des dépenses.	Excédent des recettes.
1908	29,728,828.09	35.206,935.24	5,4 8,107.15	»
1909	33,639,232.81	37,148,834.84	1,509,602.03	»
1910	44,487,085.47	37,916,872.60	»	6,570,212.85
1911	56,565,140.28	46,526,492.67	»	10,038,642.61
1912	44,956,080.81	50,330,833.93	5,374,753.11	»
1913	44,368,844.77	54,407,192.17	10,038,347.40	»
1914	26,298,334.06	46,929,671.45	20,631,337.39	»
1915	30,898,880.19	48,932,433.48	18,033,553.29	»
1916	40,871,493.78	49,574,464.82	8,682,971.04	»
1917	51,618,362.93	52,353,166.11	734,806.18	»
1918	20,692,698.52	36,487,002.03	15,794,303.51	»
1919	30,890,313.12	36,784,323.73	5,894,010.61	»
1920	60,712,132.19	57,276,427.27	22,015,526.74	3,435,704.92
1921	47,994,454.62	70,009,981.36	31,908,691.94	»
1922	52,236,316.18	84,145,003.12	31,908,691.94	»
1923	53,343,829.24	103,883,671.19	50,539,831.85	»
1924	138,639,056.89	176,048,054.03	»	12,591,002.86
1925	249,348,166.22	218,621,789.58	»	30,726,376.64
Totaux	1,109,309,250.17	1,242,583,162.61	196,635,382.34	63,361,939.90

Excédent total des dépenses 133,273,212.49

N. B. Les chiffres des exercices 1918 à 1923 ne comprennent pas les produits nets ni les subventions relatifs aux budgets annexes. Les

Les comptes de ceux-ci ne sont pas établis actuellement. L'ensemble de leurs opérations afférentes aux années 1918 à 1923 fera apparaître un boni approximatif de

45,500,000.»

87,773,912.44

(Voir tableau ci-après.)

SERVICES SPÉCIALISÉS

Années 1918 à 1923.

	Excédent-Recettes.	Excédent-Dépenses.
Bonanes	128,413,581.70	»
Mines (1918-1919)	21,525,403.41	»
Sections agricoles	»	252,017.08
P. T. T.	»	9,239,951. »
Transports	»	6,573,827.06
Imprimerie	»	77,739.98
Scieries 5	»	28,441.44
Rizeries	»	683,793.15
Conférences populaires	»	493,206.65
Portefeuille	45,517,128.68	»
Dette	»	103,562,048.52
	165,456,113.73	119,911,024.88
Excédent de recettes	»	45,545,088.85
	165,456,113.73	165,456,113.73

QUESTION 3.

Le projet de budget prévoit de fortes augmentations de recettes, mais ne donne aucune explication à ce sujet. La Commission désirerait connaître les raisons qui, d'après l'Administration, justifient ces augmentations?

RÉPONSE :

Ainsi qu'il est dit dans l'Exposé des motifs, les recettes du Congo Belge pour l'exercice 1928 sont en progression de 1927 sur 1926 de fr. 78,534,367.41 de 1928 sur 1927, de 126,321,017.59

Soit une plus-value de 1928 sur 1926 de fr. 204,855,385.00

Les principales augmentations de recettes portent sur les articles suivants :

1. Impôt indigène	fr. 13,335,790
2. Id. sur le revenu	22,000,000
3. Douanes.	60,695,000
4. Revenus nets du portefeuille	81,570,000

Soit au total. . . . fr. 187,600,790

Les causes de ces quatre groupes d'augmentations sont développées dans l'Exposé des motifs du budget, pages 5 et 6, et pour l'impôt indigène, dans les considérations particulières, pages 19 et 20.

La plus-value espérée en 1928 des revenus nets du Portefeuille et chiffrée à 81,750,000 francs en comparaison de 1926 se justifie, d'une part, par l'augmentation des dividendes échéant aux titres et participations détenus par le Portefeuille et, d'autre part, au fait que les intérêts des avances ou prêts consentis par la Colonie à des sociétés coloniales, prévus antérieurement à un autre article de recettes, sont maintenant compris dans le présent article.

La ventilation détaillée du produit du Portefeuille figure aux développements du budget des voies et moyens et se justifie comme suit :

1° Les revenus du portefeuille (actions et participations) ayant atteint 90 millions en 1927, sont évalués à 106 millions en 1928, la différence, 16 millions, provenant de l'élévation de certains dividendes et participations que la Colonie espère encaisser en 1928 ;

2° La différence entre ces 106 millions et la prévision du crédit total, soit 20,420,000 de francs, représente les intérêts nets des prêts ou avances consentis à des sociétés coloniales dont le produit était prévu antérieurement aux « Recettes diverses de la Trésorerie et des Finances », produit qui a été incorporé en 1928, à l'article 32 dont le libellé a été modifié en conséquence.

Les autres augmentations de recettes se décomposent comme suit :

Art. 1. — *Impôts sur les quatre bases* : 2,790,300 francs résultant de l'augmentation des éléments imposables en 1928. De nouveaux centres commerciaux se sont créés tandis que de nombreuses exploitations existantes ont pris de l'extension.

Art. 4. — *Patente de trafiquants* : 2,664,000 francs résultant du relèvement de la taxe et du développement progressif du trafic dans l'ensemble de la Colonie.

Art. 5. — *Taxe de navigation* : plus-value fr. 500,000

Art. 6. — *Taxe de statistique* : — — 350,000

Art. 8. — <i>Permis de récolte :</i>	—	—	102,250
Art. 10. — <i>Recrutement des travailleurs :</i>	—	—	73,100
Art. 12. — <i>Licences d'importation et de vente de boissons :</i>	—	—	158,000
Art. 13. — <i>Taxes de licence pour achat de coton :</i>	—	—	388,200
Art. 21. — <i>Recettes du Contentieux :</i>	—	—	181,775

augmentations normales espérées par les autorités locales en égard aux résultats des exercices antérieurs.

Art. 7. — *Permis de chasse, port d'armes, etc. :* 1,778,800 francs résultant de l'application du décret du 10 août 1925 qui est publié après l'exposé des motifs du budget de 1928 (page 32).

Art. 9. — *Permis de coupe de bois :* 1,106,600 francs résultant de l'application du décret du 17 juin 1927 qui est publié après l'exposé des motifs du budget de 1929 (page 39).

Art. 14. — *Taxes d'enregistrement :* 1,547,950 francs résultant de l'extension prise par les transactions immobilières.

Art. 16. — *Location de terrains, d'immeubles, etc. :* 1,564,800 francs résultant de l'augmentation des taux locatifs et du développement de l'occupation commerciale.

Art. 19. — *Recettes du service de l'hygiène :* 2,685,800 francs résultant de l'extension des services médicaux.

La recette pour vente de médicaments est en augmentation, des instructions ayant été données pour contrôler sérieusement le recouvrement des sommes dues.

Une recette nouvelle de 150.000 francs a été prévue pour le bateau-hôpital « Belgique ».

Les frais d'hospitalisation seront mis en harmonie avec le coût réel de la vie, ce qui permet de majorer sensiblement la recette prévue pour ce poste en 1928.

Art. 20. — *Recettes du service judiciaire :* 1,764,650 francs résultant du nombre croissant des affaires judiciaires dans la Colonie.

Art. 23. — *Recettes du service de l'Agriculture :* 823.325 francs résultant du développement des services agricoles.

Une recette supplémentaire de 650.000 francs est prévue pour le produit net du coton provenant des stations de sélection et bénéfices de vente de coton aux compagnies cotonnières.

Art. 26. — *Recettes du service de la Trésorerie et des Finances :* deux millions 638.900.

La plus-value résulte de bénéfices à espérer en 1928 par le rapatriement des pièces d'argent de l'Union latine, détenues par le Caissier colonial et retirées de la circulation, ce qui procurera au Trésor un bénéfice probable de 9,410 000 fr.

En outre, la Colonie peut espérer une recette de 3 millions par suite de l'attribution au Trésor colonial d'une partie du bénéfice résultant de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, comme conséquence de la dénonciation de l'Union latine.

Par contre, les intérêts bonifiés par les sociétés coloniales sur les avances ou prêts consentis par le Trésor Colonial ont été rattachés au produit du Porte-feuille, ainsi qu'il est dit ci-avant : il en résulte une diminution.

La plus-value nette est réduite à 2,638.900 francs.

Art. 28. — *Postes, Télégraphes et Téléphones :* 7,715.000 francs, résultant de la progression normale des recettes postales et télégraphiques depuis les dernières prévisions établies en 1926.

ART. 29. — *Services divers* : 962.710 francs, résultant de la progression normale des recettes administratives depuis les dernières prévisions établies en 1926.

ART. 30. — *Produit net des stations agricoles en régie* : 186.000 francs, augmentation basée sur les résultats probables de l'exploitation des stations en régie, au cours de l'année 1928.

QUESTION 4.

Quel est le montant des Bons du Trésor négociés en 1927 ?

A quel taux ont-ils été placés ?

Chez qui ont-ils été placés ?

RÉPONSE.

a) Le montant en y comprenant les renouvellements successifs des Bons du Trésor négociés en 1927, s'élève à : 298,620.600 francs.

b) et

c) Voir ci-contre le relevé des Bons du Trésor négociés en 1927 avec indication du taux de l'intérêt et des souscripteurs.

QUESTION 4 (suite).

Relevé des Bons du Trésor de la Colonie négociés en 1927

SOUSCRIPTEURS.		Montant des bons.	Dates		Intérêt.	Paiement de l'intérêt.
			d'émission.	d'échéance.		
Banque du Congo belge	.	30,000,000	22-4-1927.	22-10-1927	P. c.	à l'échéance.
Société Générale de Belgique	.	25,000,000	25-4-1928.	25-7-1927.	6	Id.
Id.	.	25,000,000	9-5-1927.	9-8-1927.	5.75	Id.
Exposition de Bruxelles de 1935	.	120,000	1-6-1927.	1-6-1929.	5.75	par semestre.
Banque Commerciale Roumaine à Bucarest	.	300	1-6-1927.	1-6-1934.	5	annuellement.
Berov-Raymond à Binche	.	500	1-6-1927.	1-6-1934.	5	Id.
Société Générale de Belgique	.	20,000,000	25-6-1927.	30-12-1927.	5.50	à l'échéance.
Banque de Bruxelles	.	17,000,000	25-6-1927.	28-12-1927.	5.50	Id.
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	.	15,000,000	25-7-1927.	25-10-1927.	5	Id.
Société Générale de Belgique	.	20,000,000	9-8-1927.	9-11-1927.	5	Id.
Id.	.	25,000,000	9-8-1927.	9-11-1927.	5	Id.
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	.	15,000,000	12-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Id.	.	5,000,000	28-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Id.	.	17,000,000	30-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Trésor belge	.	20,000,000	30-12-1927.	1-3-1928.	5	Id.
Banque du Congo belge	.	15,000,000	29-12-1927.	29-3-1928.	4.50	Id.
		29,000,000			4.50	à l'escompte.
Total.	fr.	298,620,600				

RÉCAPITULATION

Souscripteurs principaux.

	Montant.
Banque du Congo belge	79,500,000
Société Générale de Belgique	115,000,000
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	72,000,000
Banque de Bruxelles	17,000,000
Trésor belge	15,000,000
Divers	120,620,600
Total.	fr. 298,620,600

Taux moyen de l'intérêt : 5.32 p. c.

QUESTION 5.

A l'article 151 du budget des dépenses figure un emprunt de 230,073,683 frs. à 8 p. c.

Comment se décompose ce capital ?

Par qui a-t-il été prêté ?

RÉPONSE.

La loi du 6 mars 1925 a autorisé le Gouvernement à rétrocéder à la Colonie du Congo belge un capital de 25 millions de dollars au maximum, prélevé sur le ou les emprunts qu'il contractera à l'étranger en vertu des lois de budgets, sans que ce capital puisse dépasser 50 millions de dollars ou leur équivalent.

La part rétrocédée à la Colonie, en exécution de la Convention avenue le 24 avril 1925, avec la Trésorerie belge, s'est élevée à la somme de frs. 234,951,183.71 remboursables en 30 ans, au moyen d'annuités égales à 8 p. c. (intérêts et amortissement compris).

La somme de 230,073,683 francs, reprise à l'article 151 du Budget des Dépenses Ordinaires représente le solde au 31 décembre 1927 restant à rembourser à la Belgique.

QUESTION 6.

A combien se sont élevées les avances en dollars, en livres sterling et en francs faites à la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, soit pendant, soit depuis la guerre ?

A quel taux ces avances ont-elles été consenties ?

Quels remboursements la Compagnie a-t-elle opérés ?

RÉPONSE.

I. Avances en livres (effectuées pendant la guerre) : £ 1,216,135.16.

Avances en dollars (effectuées pendant la guerre) : \$ 2,509,902.30.
arrêtées au 31 décembre 1922, intérêts à 5 p. c., 4 p. c. compris (jusqu'au 30 juin 1917, l'intérêt était de 5 p. c.).

Ces avances ont été converties en une somme fixe de 44 millions de francs belges sur lesquels la Compagnie paye un intérêt annuel de 5.50 p. c. en attendant le remboursement; la différence du change entre la somme convertie en francs belges et les avances en dollars et en livres sera calculée au jour du remboursement de l'emprunt britannique. Cette différence sera alors bonifiée à la Colonie par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, par la remise à due concurrence d'actions à créer en ce moment.

Ces accords ont été exposés à la Section centrale des Chambres lors de la discussion du projet de loi autorisant la garantie d'intérêt aux actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. Le rapport de la Commission du Sénat du 22 décembre 1922 (doc. n° 4) fait allusion à ces arrangements.

II. Avances en francs effectuées en 1921 et 1922 : frs. 77,304,919.62 arrêtées au 31 décembre 1922, intérêts à 5.50 p. c. compris.

Ces avances ont été remboursées en 1923 au moyen des fonds provenant de l'émission des actions privilégiées.

QUESTION 6bis.

I. — Dans la réponse à la question 6, il est dit que les avances de £ 1,216,136.6 et de \$ 2,509,902.30, faites à la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, ont été converties en une somme fixe de 44 millions de francs belges, et que la différence du change, entre la somme convertie en francs belges et les avances en livres et en dollars sera calculée au jour du remboursement de l'emprunt britannique.

M. le Premier Ministre voudrait-il avoir l'obligeance de nous dire :

a) Quelles ont été les raisons qui, en 1922, ont justifié cette opération ?

b) Si cette différence du change qui sera bonifiée à la Colonie par la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, comprend aussi la différence en intérêts ? Eventuellement, à quels taux ces intérêts seront calculés ?

RÉPONSE.

I. — La Colonie succédant à l'Etat Indépendant du Congo était engagée par la Convention du 5 novembre 1906 à fournir les fonds nécessaires à la construction du chemin de fer du Katanga, dont elle était pratiquement la seule propriétaire.

L'emprunt de 150 millions, créé à cet effet, par le décret du 3 juin 1906 fut insuffisant pour assurer la construction de ce chemin de fer.

Il était remis à la Colonie, en échange des fonds versés par elle dans ladite Compagnie de Chemin de fer, des actions ordinaires à leur valeur de pair.

Pendant la guerre, la Colonie fit sur sa trésorerie des avances à la Compagnie en livres et en dollars, et après l'armistice des avances en francs.

Ces dernières avances en francs ont pu être remboursées à la Colonie, partie en actions ordinaires de la Compagnie, et partie sur le produit de l'émission de 100 millions d'actions privilégiées de ladite Compagnie, émises en vertu des lois des 9 janvier 1923 et 27 mars 1924.

Mais, pour que cette émission d'actions privilégiées ait pu se réaliser et la Colonie être mise à même de rentrer dans ses avances en francs, il fallait évidemment que le sort des avances consenties par la Colonie, en livres et en dollars, pendant la guerre, fut, tout au moins provisoirement, fixé vis-à-vis des nouveaux actionnaires privilégiés (voir doc. n° 63 du 15 décembre 1922) (Chambre) et n° 40, du 22 décembre (Sénat).

Il fut donc décidé que, provisoirement, cette conversion serait opérée sur les bases suivantes : les livres à frs. 25.41 et les dollars à frs. 5.5628.

Le montant des avances, avec intérêt, au 31 décembre 1922, s'élevait à :

$$\begin{aligned} \text{£ } 1,182,129.26 \text{ à } 25.41 &= \text{frs. } 30,037,880.47 \\ \$ 2,509,992.30 \text{ à } 5.5628 &= \text{frs. } 13,962,119.53 \end{aligned}$$

Total. . . frs. 44,000,000.—

Les cours de 25.41 pour la livre et 5.5628 pour le dollar, correspondent à des cours moyens du temps de la guerre pendant laquelle, on s'en souviendra, la Colonie avait stabilisé le change congolais à 25.45.

Il n'y avait pas de raisons pour que les avances en livres et dollars, faites durant la guerre, à une société construisant un chemin de fer, dont la Colonie

était, en réalité, la propriétaire, soient comptabilisées à un change autre que celui appliqué à toutes les autres opérations effectuées avec des tiers.

Cependant, comme les livres et les dollars avaient été prélevés sur l'emprunt contracté par la Colonie auprès du Gouvernement anglais, le Ministre des Colonies fit un arrangement aux termes duquel les avances en livres et en dollars restaient considérées comme prêt à 5.5 p. c. l'an à concurrence de 44 millions de francs et que la Colonie obtiendrait, comme pour toutes ses avances antérieures à la guerre, des actions ordinaires au pair, à concurrence de la différence de change entre les taux de conversion adoptés et le coût en francs du remboursement de l'emprunt anglais.

Cet arrangement a donc été à la base des engagements qui ont permis l'émission de 100 millions d'actions privilégiées.

Comme la Colonie continue à détenir 80 p. c. du superdividende du Chemin de fer du Katanga, après paiement de 6 p. c. aux actions privilégiées, c'est donc à la Colonie, en ordre principal, que reste acquise cette différence de change, qui, comme il était à prévoir, se traduit *pratiquement* par une élévation des bénéfices de la Compagnie et par conséquent des dividendes attribués à la Colonie dans l'entreprise.

Comme la différence de change est réglée par la remise d'actions ordinaires de la Compagnie, ainsi qu'il a été pratiqué avant la guerre, pour toutes les avances de la Colonie, ce règlement exclut évidemment la possibilité de faire produire un intérêt à cette différence de change, dont le montant ne pourra, d'ailleurs, être déterminé qu'au moment du remboursement de l'emprunt anglais.

QUESTION 6ter.

II. Le rapport de la Commission du Sénat du 22 décembre 1922 (doc. 40) qui fait allusion à ces arrangements, ne permet pas d'en comprendre la portée. M. le Premier Ministre voudrait-il avoir l'obligeance de nous communiquer le texte de ces arrangements ?

RÉPONSE.

II. La lettre du Ministre des Colonies, du 15 décembre 1922, arrêtant cet arrangement est annexée à la présente.

Bruxelles, le 15 décembre 1922

A la Compagnie du Chemin de fer du Katanga, Bruxelles.

Messieurs,

« Comme suite aux pourparlers que j'ai eu l'honneur d'avoir avec M. Lambert Jadot, Administrateur de votre Société, je vous confirme les décisions arrêtées entre nous relativement à la situation financière du Chemin de fer du Katanga :

» 1° Le capital de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga sera porté de 80 à 225 millions de francs par la création :

» a) d'actions de capital pour un montant de 70 millions de francs.

» Ces nouvelles actions seront remises à la Colonie en remboursement d'une partie de ses avances.

» b) d'actions de capital privilégiées pour un montant de 75 millions de francs.

» Ces actions privilégiées seront émises au pair avec un intérêt de 6 p. c. garanti par la Colonie; elles participeront en outre dans le superbénéfice à concurrence de 20 p. c.

» Le montant des actions privilégiées pourra être porté à 100 millions de francs sans augmentation de cette participation.

» La garantie de la Colonie comprend également l'amortissement des actions privilégiées qui se fera en 70 ans par voie de tirage au sort. La Compagnie aura la faculté de rembourser les actions privilégiées par anticipation, à partir de 1937. Dans l'un et l'autre cas, les actions privilégiées ainsi remboursées, auront droit au capital de 500 francs, plus une action de jouissance qui conservera le bénéfice de la part de 20 p. c. dans le superbénéfice.

» L'impôt à charge du porteur sur l'intérêt de 6 p. c. est limité actuellement et pour l'avenir à 2 p. c.

» Je suis d'accord également pour considérer le remboursement des actions privilégiées comme une charge sociale au même titre que les autres amortissements.

» Sur la somme produite par l'émission des actions privilégiées, il sera remis à la Colonie un montant égal aux sommes restant dues sur le total des avances faites en francs à votre Compagnie. Le restant du produit de cette émission, soit environ neuf millions, restera à la disposition de la Compagnie, pour faire face aux engagements qu'elle a contractés et pour l'exécution du programme de parachèvement du chemin de fer approuvé antérieurement par le Gouvernement.

» 2° Les avances faites en dollars et en livres sterling, qui se montent à 1,200,000 livres sterling et 2,400,000 dollars, seront remboursées ultérieurement, en espèces, au cours du jour où ces avances ont été faites, soit, avec les intérêts échus au 31 décembre 1922, par une somme de 44 millions de francs; mais il est entendu que la différence du change calculée au jour où le Gouvernement remboursera lui-même le crédit dont il s'agit, lui sera remboursée en actions de capital au pair de la Société.

» La somme de 44 millions de francs portera intérêts à 5 1/2 p. c.

» 3° La Société Générale s'engage à prendre ferme au pair une tranche de 50 millions de francs des actions privilégiées reprises au 1°, littera B; de plus elle a un droit d'option pour les 25 millions restants. Je joins, sous ce pli, copie de la lettre que j'adresse à ce sujet à M. le Gouverneur de la Société Générale de Belgique.

» 4° La Colonie déclare que le remboursement des 100 millions d'actions privilégiées se fera par préférence aux avances des 44 millions de francs dont il est question sous le 2°.

» 5° La répartition des bénéfices, après apurement des charges sociales et après les amortissements nécessaires, y compris l'amortissement en 70 ans des actions privilégiées, sera faite comme suit :

» a) 5 p. c. au moins pour constituer la réserve ordinaire;

» b) 1 p. c. au Conseil d'administration et Collège des Commissaires, avec maximum de 50,000 francs;

» c) La somme nécessaire pour payer un premier dividende de 6 p. c. aux actions privilégiées non amorties.

» Le coupon de dividende ainsi qu'éventuellement le superdividende seraient payables immédiatement après l'assemblée générale ordinaire annuelle qui pourra avoir lieu en juillet;

» d) La somme nécessaire pour payer à la Colonie du Congo belge l'intérêt à 5 1/2 p. e. l'an sur ses avances à la Société (44,000,000 de francs);

» e) 20 p. e. de l'excédent pour être répartis également entre les actions privilégiées et de jouissance à titre de superdividende.

» Si une partie seulement des actions privilégiées, visées à l'article 5 ci-dessus était mise en circulation, la part leur revenant dans le superbénéfice serait réduite proportionnellement.

» f) La somme nécessaire pour payer aux actions ordinaires un dividende de 5 p. e. du montant dont elles sont libérées;

» g) 10 p. e. du surplus pour constituer un fonds de renouvellement du matériel et de réfections extraordinaires;

» h) Le solde sera réparti également entre toutes les actions ordinaires.

» Je joins aussi un projet de modification des statuts de votre société sur lequel je marque mon accord et qui devra, éventuellement, être approuvé par arrêté royal.

» Les deux millions versés au compte de construction par la B. C. K. seront considérés comme affectés exclusivement aux études et travaux concernant les lignes relevant exclusivement de cette société, mais je ne vois d'objection à ce que les services que rend la B. C. K., en exploitant pour votre compte le chemin de fer du Katanga, soient rémunérés par votre Compagnie à concurrence d'une somme maximum de 80,000 francs l'an, suivant accord à réaliser entre les deux sociétés intéressées.

» Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

» *Le Ministre,*

» Louis FRANCK. »

QUESTION 7.

A combien s'est élevé le produit net pour le trésor colonial, de l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, d'une valeur nominale de 200 millions de francs, cédées à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga?

RÉPONSE.

L'émission des actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, n'a rien produit et ne devait d'ailleurs rien produire en faveur du Trésor colonial. En effet, le produit de l'émission des actions privilégiées que la Compagnie du Bas-Congo au Katanga, en vertu de la convention du 23 juillet 1927, avait l'obligation de souscrire au pair, a une affectation bien déterminée : construction, extension, amélioration des chemins de fer prévus par la convention (voir art. 26 de cette convention). Le produit de la prime d'émission est allé intégralement au fonds de construction du B. C. K., ce qui réduit d'autant l'importance des sommes ultérieurement nécessaires pour l'achèvement des lignes prévues à la convention.

QUESTION 8.

A combien se sont élevées, en 1925-26, les sommes payées aux chefferies pour

l'exécution de travaux d'intérêt général et les traitements et indemnités aux chefs et sous-chefs indigènes (dépenses de la nature de celles qui sont prévues à l'art. 108, litt. B. du budget pour 1928)?

RÉPONSE.

Exercice 1925. art. 106, A. à F.	fr. 2,505,742,27
Exercice 1926, art. 108, B.	fr. 2,859,852,32

QUESTION 9.

La Commission désirerait avoir la liste des sociétés ou autres personnes juridiques dans lesquelles la Colonie est représentée au sein du Conseil d'administration par un ou plusieurs mandataires :

- a) Commissaires du Gouvernement ;
- b) Administrateurs ou Commissaires au comptes désignés par la Colonie ;
- c) Nom et pouvoirs de ces mandataires ;
- d) Composition du Portefeuille de ces sociétés.

RÉPONSE :

I. Comité spécial du Katanga

La Colonie est représentée par quatre membres sur six au sein du Comité de Direction. Il n'y a pas de Conseil d'administration ni de Collège des Commissaires.

Ces mandataires sont : M. H. Droogmans, ancien secrétaire d'État de l'État Indépendant du Congo ; M. N. Arnold, administrateur général honoraire des Colonies ; le lieutenant général Gillain ; M. E. De Keyser, directeur général honoraire au Ministère des Colonies.

Le Comité de Direction jouit des pouvoirs les plus étendus d'administration et de disposition sur le domaine ressortissant au Comité spécial du Katanga.

Le Portefeuille du Comité spécial du Katanga comprend :

Union Minière :

Actions de capital	48,137	
Valeur nominale 100 francs.		
Actions de dividende	179,372	
Obligations 4 1/2 p. c.	99,093	(certificat nominatif).
Valeur nominale 100 francs.		

Géomines :

Actions de capital	3,200	
Valeur nominale 250 francs.		
Actions série B	32,000	id.

Charbonnages de La Luena :

Actions de capital	8,030	id.
Valeur nominale 500 francs.		

Cie Foncière du Katanga :

Actions série A	5,500	id.
Valeur nominale 500 francs.		
Actions série B	650	id.

Tanganika Concession Ltd. :
 Actions de capital 250
 Valeur nominale de 1 livre.

Société des Forges Hydro-
 Electriques du Katanga :
 Actions de capital 25.278 (certificat nominatif)
 Valeur nominale 500 francs

II. - Société Internationale Forestière et Minière du Congo

La Colonie désigne trois administrateurs en vertu des statuts. Ceux-ci sont :
 M. Whytelem, Ancien Consul de l'Etat Indépendant du Congo aux Etats-Unis, le
 Baron Carton de Wiart et M. de Groote.

Ceux-ci jouissent des mêmes pouvoirs que les autres administrateurs.

Le Ministre des Colonies désigne le Président. Celui-ci est M. Jean Jadot.

Le Portefeuille de la Société est composé comme suit :

Congo 1906, 4 p. c., 50,000 obligations à	fr.	100
Bons du Trésor 10 ans, 1 titre à		7.000 000
Dette Publique Belge, 1 titre à		32.400
id. 1 titre à		7.900
id. 1 titre à		2.800
Société Minière de la Télé, 8.994 actions à		500
Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 5.994 actions à		500
Bourse du Travail du Katanga, 5 parts à		1.000
Compagnie « Pema », 16.668 actions à		25
Compagnie « Diamang », 147.035 actions à	livre	1.—
Compagnie « Angoil », 17.851 actions à	fr.	25
Bourse du travail du Kasai, 300 parts à		1.000
libérées de 50 p. c.		
Société de Colonisation agricole du Mayumbe, 14.694 actions à		500
Société Minière du Kasai, 45 actions à		500
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge, 20 000 actions à		250
Union Nationale des Transports Fluviaux (Unatra), 4.000 actions à		500
Chambre de Commerce de Kin, 10 parts à		5.000
Office Central du Travail au Katanga, 50 parts à		1.000
libérées de 20 p. c.		

Comité National du Kivu.

La Colonie désigne dix Administrateurs sur vingt : MM. Rutten, Gouverneur Général honoraire du Congo, Leplae, Camille Camus, Van Leeuw, Rodhain, Frateur, Wauters, Gohr, Charles, de Renette de Villers Perwin.

Le Président est désigné par la Colonie. Il a voix prépondérante.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs d'administration et de disposition dans les limites fixées par le décret organique.

Il n'existe pas de portefeuille.

Régie des plantations.

La Colonie désigne tous les administrateurs : MM. Leplae, Artus, Fallon,

Geerineckx, Godding, de Meulemeester, Claessens, Huffman. Ceux-ci administrent sous le contrôle du Ministre.

Il n'existe pas de portefeuille.

Régie du Mayumbe.

MM. Camille Camus, Van Leeuw, Cito, Célestin Camus.

Ces mandataires administrent le chemin de fer sous le contrôle direct du Ministre des Colonies.

Il n'existe pas de portefeuille.

Compagnie du Chemin de fer du Katanga.

La Colonie désigne trois administrateurs qui sont : MM. Wendelen, Dutilleux et Carton de Wiart.

La Colonie désigne également un Commissaire aux comptes qui est M. Van Bogaert.

Il n'existe pas de portefeuille.

QUESTION 10.

Quelles sont les sociétés, etc., visées au 9° qui, avec l'assentiment préalable du Gouvernement, ont cédé une partie de leur avoir ou de leurs droits à d'autres sociétés ou à des particuliers.

Epoques et conditions de ces concessions ?

Droits du Gouvernement dans les sociétés qui en ont bénéficié ?

RÉPONSE.

American Congo Company.

L'American Congo Company a été autorisée à céder :

a) En 1925, 50,000 hectares à la Société d'Elevage et de Cultures au Congo Belge. Il lui a été remis 3,000 actions de capital entièrement libérées d'une valeur nominale de 250 francs chacune, les terres étant calculées au prix de 15 fr. l'hectare. Les titres remis à l'American Congo Company sont nominatifs et incessibles sauf autorisation expresse du Ministre des Colonies, mais la Colonie a exigé le droit de désigner un délégué auprès de la Société d'Elevage et de Cultures.

b) En 1926, du droit de choisir 9,000 hectares à la Société de Colonisation Agricole au Mayumbe, contre remise de 450 actions de 500 francs, les terres étant calculées à raison de 25 francs l'hectare.

Les titres remis sont nominatifs et incessibles sauf autorisation expresse du Ministre des Colonies.

La Colonie désigne un délégué avec voix consultative auprès de la Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.

c) En 1926, la société a été autorisée à céder 6,323 hectares répartis en plusieurs blocs respectivement aux sociétés Minière du Kasai, Minière du Beceka et Minière du Luebo.

La cession s'est faite à raison de 30 francs l'hectare. La Société est représentée auprès des sociétés minières par des délégués avec voix consultative.

La Colonie a également des actions dans les sociétés minières, conformément à la législation générale sur les mines.

d) En 1925, l'American Congo Company a cédé à la Forminière, au prix de 10 francs l'hectare, 3,000 hectares répartis en deux blocs respectivement de 1,000 hectares à Dombi et de 2,000 hectares à Tshikapa. La Colonie a des intérêts et des représentants dans la Société Forestière et Minière.

e) En 1927, l'American a été autorisée à céder 1,000 hectares à la Société Equatoriale Congolaise. Ce bloc est situé à Bolombo (Province de l'Equateur). Les sociétés négocient encore cette cession, autorisée en principe.

Toutes les sociétés qui ont repris des droits de l'American Congo Company ont reconnu expressément l'obligation d'accomplir des charges de mise en valeur ou autres qui grèvent les terres à raison du titre originaire de l'American Congo Company.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

La Société Internationale Forestière et Minière a été autorisée à céder :

a) En 1925, un terrain de 500 hectares situé aux environs de Kanda-Kanda, à la Société d'Elevage et de Cultures au Congo. Elle a apporté également des stations d'élevage établies dans cette région (fermes de Lulamba et de Dibaya) contre remise de 20,000 actions de 250 francs.

Comme il est dit ci-dessus, la Colonie a un délégué avec voix consultative auprès de la Société d'Elevage et de Cultures.

b) En 1926, à la Société de Colonisation Agricole du Mayumbe, la station de Ganda Sundi, soit 1,000 hectares, et environ 46,000 hectares de terres situés au Mayumbe au Nord du 5° parallèle contre remise de 44,400 actions de capital de 500 francs, libérées. La Colonie est représentée par un délégué auprès de la société de Colonisation Agricole au Mayumbe.

La Société Internationale Forestière et Minière a constitué, en 1912, avec le groupe Ryan, la Mutualité Coloniale, MM. Empain, Solvay, etc., la Société Forestière et Commerciale du Congo qui est chargée de l'exploitation de son domaine dans les districts du Lac Léopold II et de l'Equateur, mais sans qu'il y ait eu transfert de propriétés.

Le capital de cette société est de 3 millions divisés en 6,000 actions de 500 frs.

La Forestière et Minière a reçu 2,000 actions de capital libérées de la Forescom et elle a droit, en outre, à la moitié du solde du superbénéfice après attribution de 6 p. c. aux actions de capital.

La Colonie a un délégué auprès de la Société Forestière et Commerciale du Congo avec voix consultative.

QUESTION 11.

Quelles sont les sociétés dans lesquelles la Colonie, sans être représentée au sein du Conseil d'Administration par un ou plusieurs mandataires, a le droit de déléguer un fonctionnaire pour assister aux réunions du Conseil d'Administration, sans voix consultative ni délibérative ?

RÉPONSE.

Il n'existe aucune société dans laquelle les délégués désignés par la Colonie n'ont ni voix consultative, ni délibérative. Tous les délégués ont voix consultative.

QUESTION 12.

Quelles sont les sociétés dans lesquelles la Colonie n'est pas représentée au sein du Conseil d'Administration, mais qui ne peuvent céder une partie de leur avoir qu'avec l'assentiment préalable du Gouvernement.

RÉPONSE.

J'entends la question comme demandant la liste des sociétés dans le Conseil d'Administration desquelles la Colonie n'a pas de mandataires désignés par elle, et qui ne peuvent céder leur avoir qu'avec l'assentiment préalable du Gouvernement.

L'honorable membre trouvera cette liste ci-après :

I. — *Sociétés concessionnaires de terres domaniales.*

CONGO BELGE.

Société Anonyme des Pétroles au Congo.
 Société Anonyme des Huileries du Congo Belge.
 Compagnie Cotonnière Congolaise.
 Compagnie du Congo Belge.
 Compagnie du Kasai.
 La Belgika, Société Anonyme.
 Compagnie du Katanga.
 Banque de Bruxelles.
 Compagnie du Lomani et du Lualaba.
 Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.
 Compagnie Coloniale Belge, alias « Plantations et Elevage de Kitobola ».
 Société des Plantations Jules Van Lancker.
 Palma, Société Anonyme.
 Plantations de la Lukula.
 Plantations de Lukolela.
 Plantations Congolaises.
 Les Palmeraies Congolaises.
 Société Anonyme de Cultures au Congo Belge.
 Société Commerciale et Industrielle Africaine (Socomina).
 Société d'Elevage et de Cultures du Congo.
 Société d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Synkin).
 Société Agricole du Mayumbe.
 Société Générale des Plantations au Congo (Soplanco).
 Société Textile Africaine.
 Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.
 Compagnie de Linéa.
 Compagnie Sucrière Congolaise.
 Compagnie des Produits du Congo.
 Société Plantations de l'Equatoriale.
 Union Minière du Haut-Katanga.

RUANDA-URUNDI.

Société Coloniale des Produits Tannants et Agricoles.
 Compagnie de la Ruzizi.

II. — *Sociétés concessionnaires de droits miniers.*

CONGO BELGE.

Compagnie Minière des Grands Lacs.
 Société Minière de l'Aruwimi-Ituri.
 Société Minière du Beccka.
 Société Minière du Kasai.
 Société Minière du Luebo.
 Société Minière de la Lueta.
 Société Minière du Surongo.
 Société Minière du Maniema.
 Société Commerciale et Minière (Communière).
 Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo (Syukin).
 Crédit Général du Congo.
 Société de Recherches Minières en Afrique (Remina).
 Société Cominex.
 Société Colomines.

RUANDA-URUNDI.

Banque de Bruxelles.
 Société Générale de Belgique.
 Société Intertropical Comfina.
 Société Minière de la Télé.
 Compagnie du Kivu.

QUESTION 13

Quels sont les droits de contrôle du Gouvernement dans les sociétés minières visées ci-dessus et de quelle façon les exerce-t-il ?

RÉPONSE.

Les droits de contrôle du Gouvernement sont exercés dans toutes les sociétés minières citées ci-dessus, par un délégué de celui-ci auprès de la société. Ce délégué assiste aux assemblées générales et aux séances du Conseil d'administration, du Collège des Commissaires et même pour certaines sociétés, aux réunions du Comité de direction. Il a voix consultative et fait rapport au Gouvernement.

Lorsqu'il s'agit de société s'occupant d'autres affaires que de concessions minières accordées par le Gouvernement, le délégué assiste seulement aux réunions de l'organisme, comité d'études ou syndicat, chargé d'organiser la mise en valeur de la concession minière.

Il a voix consultative à ces réunions.

. * *

Quant aux sociétés concessionnaires de terres *domaniales*, la Colonie n'y a des délégués avec voix consultative que dans les sociétés ci-après :

Société Anonyme des Huileries du Congo Belge,
 Compagnie Cotonnière Congolaise,
 Compagnie du Katanga,
 Compagnie du Lomami et du Lualaba,

Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains,
 Plantations de la Lukula,
 Plantations Congolaises,
 Société Anonyme de Cultures au Congo Belge,
 Société d'Élevage et de Cultures au Congo,
 Société Textile Africaine,
 Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.
 Compagnie de Linéa,
 Compagnie Sucrière Congolaise,
 Société des Plantations de l'Équatoriale,
 Les Palmeraies Congolaises.

Le Gouvernement du Ruanda-Urundi a des délégués, avec voix consultative, auprès de la Société Coloniale des Produits Tannants et Agricoles (Protanag) et de la Compagnie de la Ruzizi.

Que le Gouvernement ait ou non des délégués dans les sociétés concessionnaires de terres domaniales, les autorités locales sont chargées de faire des rapports sur l'accomplissement des conditions de mise en valeur ou l'exécution des charges spéciales qui grèvent les concessions de terres.

QUESTION 14.

Quelles sont les sociétés visées ci-dessus, qui, avec l'assentiment préalable du Gouvernement ont cédé une partie de leur avoir ou de leurs droits à d'autres sociétés ou à des particuliers :

- a) Époque et conditions de ces concessions?
- b) Droits du Gouvernement dans les sociétés qui en ont bénéficié?

RÉPONSE.

I — Transferts de Concessions Foncières.

La Société agricole du Mayumbe.

Cette société avait obtenu, par une convention du 12 décembre 1924, le droit de choisir 20,000 hectares dans les districts du Bas-Congo, du Moyen-Congo, de l'Équateur et du Lac Léopold II. (B. O. 1925, page 185.)

Cette concession avait été accordée à raison des droits de la Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe qui a fusionné avec l'Agricole du Mayumbe en 1922.

En 1925, la Société agricole du Mayumbe a été autorisée à faire apport de son droit à 20,000 hectares à la Compagnie du Congo belge, contre remise de mille parts sociales de cette Compagnie. Il était entendu que les mille parts sociales seraient bloquées et ne pourraient, éventuellement, être employées qu'en vue d'immobilisation à faire au Congo.

En 1927, l'Agricole du Mayumbe a acquis une propriété privée de 5,000 hectares au Mayumbe (La Luki), pour le prix de 3,250,000 francs et qui appartenait à la Compagnie du Congo belge. L'Agricole du Mayumbe a été autorisée à consacrer le produit des parts sociales de la Compagnie du Congo belge au paiement du prix de cette propriété.

La Colonie n'a aucun droit à exercer auprès de la Société Agricole du Mayumbe.

Compagnie du Congo belge.

Par une convention du 10 février 1922, la Compagnie du Congo belge obtenait le droit d'occuper 25,000 hectares dans le district des Bangala, 34,000 hectares dans le district de la Lulonga et une propriété de 300 hectares à Waka, en compensation de renonciation à des droits antérieurs que la Société détenait, parce qu'elle avait été constituée par la fusion des Sociétés Abir et Anversoise, qui avaient des droits de récolte à exercer dans la région du Loporé et de la Maringa.

En 1926, la Compagnie du Congo belge a été autorisée à apporter les 34,000 hectares du district de la Lulonga à la Société des Huileries de la Maringa, ainsi que la propriété de 300 hectares située à Waka.

Le capital de la Société des Huileries de la Maringa était à la constitution de 16,960,000 francs, représentés par :

4,200 actions privilégiées de 250 francs;

42,400 actions ordinaires, série A, de 250 francs;

21,200 actions ordinaires, série B, de 250 francs.

A raison de son apport, la Compagnie du Congo belge a reçu les 21,200 actions, série B, de 250 francs et une somme de 6,500,000 francs en espèces.

La Compagnie du Congo belge, qui avait repris les droits de la Société Agricole du Mayumbe sur les 20,000 hectares cédés par la convention du 12 décembre 1924, a été autorisée à céder ses droits sur 2,000 hectares à la Compagnie des Produits du Congo.

Ces 2,000 hectares sont situés sur la rive gauche de la Lubuzi au Mayumbe.

La Compagnie des Produits du Congo qui reprenait en même temps d'autres propriétés que la Compagnie du Congo belge possédait au Mayumbe et qu'elle avait acquises de particuliers, a versé à la Compagnie du Congo belge une somme d'environ 12 millions de francs. L'ensemble des cessions faites à la Compagnie des Produits du Congo par la Compagnie du Congo, comportait une superficie d'environ 14,500 hectares.

La Colonie n'exerce pas de droits auprès de la Compagnie du Congo belge, ni auprès de la Compagnie des Produits du Congo.

La Société anonyme des Huileries de la Maringa a reconnu comme obligations personnelles, les charges qui grèvent la concession des 34,000 hectares dans le district de la Lulonga.

La Compagnie des Produits du Congo a reconnu comme obligations personnelles, les charges qui grèvent la concession de 2,000 hectares sur la rive gauche de la Lubuzi au Mayumbe.

Banque de Bruxelles.

La Banque de Bruxelles a acheté de la Colonie, par une convention du 25 juin 1920, 5 plantations de l'Etat, situées dans la province de l'Equateur, d'une superficie de 704 hectares, pour la somme de 315,000 francs, payables en dix annuités.

Elle a obtenu, en outre, par une convention du 13 septembre 1926, le droit d'occuper 259 hectares situés à Lonoli, comme terres d'extension de la plantation de Lonoli, acquise par la convention du 25 juin 1920.

Le 24 août 1921, la Banque de Bruxelles a constitué une filiale, la Société des

Plantations congolaises, au capital de 2 millions de francs pour l'exploitation des plantations. Mais cette constitution n'impliquait pas le transfert des propriétés de la Banque de Bruxelles.

NOTE

Au cours de l'année 1926, la Société des Plantations congolaises et la Banque de Bruxelles ont constitué une nouvelle filiale, la Société de l'Equateur pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture (Secia), au capital de 30 millions. Le Gouvernement a autorisé le transfert de la propriété de 5 plantations à la Société Secia, à condition que celle-ci reconnaisse comme obligations personnelles toutes les charges qui grevaient les propriétés à raison, de la convention originaire de 1920. De plus, la Banque de Bruxelles a versé, intégralement, le solde des annuités du prix qui restait à payer.

Les actionnaires de la Société des Plantations congolaises ont pu exercer un droit de préférence à la souscription, des titres de la Secia.

Les Plantations congolaises ont obtenu des droits à l'occupation de 6.000 hectares de terres dans la région de l'Inkisi par une convention du 26 janvier 1928, conclue spécialement en vue de développer les cultures en collaboration avec les indigènes et approuvée par un décret du 20 mars 1928.

Cette Société avait également obtenu, par un contrat conclu sur place, le droit d'occuper 180 hectares environ dans la région de Luvu.

La Société des Plantations congolaises a été autorisée à transférer ses droits sur la concession de Luvu à la Société Soploma, constituée en 1927, au capital de 15 millions de francs.

Le Gouvernement a marqué son accord sur le transfert des droits résultant de la convention du 26 janvier 1928, à une société à constituer, Société des Plantations de l'Inkisi, à condition que cette société reconnaisse comme obligations personnelles, toutes les charges qui grèvent la concession de l'Inkisi.

La Colonie a un délégué avec voix consultative auprès de la Société des Plantations congolaises; elle aura un délégué avec voix consultative, auprès de la Société des Plantations de l'Inkisi.

Cette dernière société sera constituée par les actionnaires de l'ancienne société des Plantations Congolaises qui entrera en liquidation.

Palmeraies Congolaises.

Cette société a obtenu :

a) Par convention du 24 juin 1922 (B. O. 1923, p. 105) une concession de 20.000 hectares dans la province de l'Equateur. Elle n'a choisi dans les délais prévus, que 6.000 hectares.

Elle a été autorisée, en janvier 1925, à renoncer à 2.000 hectares situés à Kumba au profit de la Société Anonyme de Cultures au Congo Belge qui a compris les 2.000 hectares parmi les terres qu'elle pouvait occuper à raison de sa concession du 20 décembre 1913 (B. O. 1913, p. 515). Ces terres sont donc mises au régime de cette dernière concession.

Les Palmeraies Congolaises ont été autorisées, en 1927, à céder leurs droits sur les 4.000 hectares restants et situés à Makengo à la « Société Plantations de l'Equatoriale » dont le capital est de 10 millions. La dernière société a reconnu, comme obligations personnelles, toutes les charges qui grèvent le droit d'occupation à raison de la convention originaire intervenue avec les Palmeraies Congolaises; la cession des droits sur le bloc Makengo s'est faite pour environ deux

millions de francs représentant les immobilisations faites par les Palmeraies Congolaises.

La Colonie nomme un délégué avec voix consultative auprès de la Société Anonyme des Cultures au Congo Belge et auprès de la « Société Plantations de l'Equatoriale. »

b) Par convention du 6 janvier 1928, les Palmeraies Congolaises ont obtenu une cession de 800 hectares et une concession de 1.000 hectares au Mayumbe.

Les droits dérivant de cette convention ont été transférés aux « Plantations de la Lukula » avec lesquelles les Palmeraies Congolaises viennent de fusionner contre remise de 65,000 parts sociales Lukula. La Société Lukula a reconnu comme obligations personnelles les charges spéciales qui grèvent la concession de terres du Mayumbe. Le Ministre des Colonies nomme un délégué avec voix consultative auprès de cette société.

*La Compagnie du Chemin de fer du Congo Supérieur
aux Grands Lacs Africains.*

Par la convention du 9 novembre 1921, la Compagnie des Grands Lacs tenait les droits à la propriété de 400,000 hectares à choisir dans la Province Orientale, en compensation de renonciation à des droits antérieurs. Par une convention du 7 novembre 1927, la Compagnie des Grands Lacs a renoncé à exercer le choix de ces terres dans la région, constituant le domaine régi par le Comité National du Kivu, constitué par un décret du 13 janvier 1928. La Compagnie consentait, en outre, à réduire à un total de 200,000 hectares la superficie des terres qu'elle a le droit de choisir dans les régions autres que celle du Kivu.

La Compagnie des Grands Lacs a obtenu le droit de désigner trois membres du Conseil de Gérance du Comité National du Kivu et le droit aux 3/10^e du superdividende dans le Comité National du Kivu, 3/10^e étant réservés à la Colonie et 4/10^e aux souscripteurs du Comité.

La Colonie possède les 425,000 actions de dividende de la Compagnie des Grands Lacs et nomme deux délégués auprès de cette société.

II. — Transferts de Concessions Minières.

Les sociétés suivantes ont cédé des droits avec l'autorisation du Gouvernement :

La Compagnie du Congo Belge.

a) Elle a cédé à la Société Minière de la Lueta la concession minière qu'elle avait acquise du Comptoir Commercial Congolais. Celui-ci l'avait obtenue par le décret du 1^{er} février 1920. Cette concession comportait le droit d'exploiter 100,000 hectares de mines. 100,000 hectares de mines de diamant furent découvertes.

La cession a eu lieu lors de la constitution de la Société Minière de la Lueta, en 1926. L'Arrêté Royal du 14 novembre 1926 a approuvé la constitution de cette dernière société ainsi que la cession des droits précités.

La Compagnie du Congo Belge a exercé un droit de souscription, de même que les autres apporteurs qui ont constitué la Société Minière de la Lueta.

b) La Société Minière de la Lueta paiera à la Colonie les redevances que la Compagnie du Congo Belge devait payer à la Colonie, soit 50 p. c. des bénéfices.

Compagnie du Kasai.

a) Elle a cédé à sa filiale, la Société Minière de l'Aruwimi-Ituri la concession minière qu'elle avait obtenue dans le bassin de l'Aruwimi par les décrets des 25 mai 1914 et 1^{er} février 1920.

Cette concession comportait le droit d'exploiter 200,000 hectares de mines.

La Compagnie du Kasai a souscrit 6,580 actions des 10,000.

Elle a cédé à une autre filiale, la Société Minière du Kasai, la moitié de la concession minière qu'elle avait obtenue dans le bassin du Kasai par les décrets des 1^{er} février 1920 et 8 décembre 1924. Elle a souscrit 8,030 actions sur 10,000 existant. Cette moitié de concession comportait le droit d'exploiter 100,000 hectares de mines.

Cette cession a eu lieu lors de la constitution de la Société Minière du Kasai, en 1920. Les statuts de celle-ci et la cession des droits précités ont été approuvés par l'Arrêté Royal du 1^{er} septembre 1920.

La Compagnie du Kasai a cédé à la Société Minière de la Lueta la moitié de la concession minière qu'elle tenait des décrets des 1^{er} février 1902 et 8 décembre 1924. La cession comportait le droit d'exploiter 100,000 hectares de mines.

La Compagnie du Kasai a exercé un droit de souscription comme les autres porteurs.

La constitution de la Société Minière de la Lueta et la cession précitée ont été autorisées par l'Arrêté Royal du 14 novembre 1926.

b) Les sociétés qui ont acquis les droits miniers de la Société Minière du Kasai paient à l'Etat les redevances que la Compagnie du Kasai devait payer, c'est-à-dire 50 p. c. des bénéfices pour l'exploitation du diamant; dans les autres cas, les redevances établies par la législation minière du Katanga.

Société Belgika.

a) Cette société a cédé à sa filiale, la société Minière du Maniema, la concession minière qu'elle a reçue en vertu du décret du 25 février 1926.

La Société Minière du Maniema a obtenu ainsi le droit exclusif de rechercher les mines dans 500,000 hectares et d'exploiter éventuellement 100,000 hectares de mines si elle les découvre.

La cession a eu lieu en 1928. La Société Belgika a souscrit la majorité des titres et s'est fait rembourser ses frais de recherches.

b) La Société Minière du Maniema paiera à la Colonie les redevances que devait payer la Belgika (Redevances légales établies par la législation du Katanga).

La Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains

a) Celle-ci a cédé à la Compagnie Minière des Grands Lacs, en 1923, le droit exclusif de rechercher les mines, en vertu du décret du 30 juin 1922.

La Compagnie du Chemin de fer aura droit aux redevances légales établies par la législation minière du Katanga (redevances progressives). Elle a reçu en représentation de ce droit aux redevances 7,500 actions spéciales appelées actions B qui ont chacune une voix. Le nombre de ces actions devra être augmenté en cas d'augmentation de capital, de manière qu'elles représentent tou-

jours un tiers de tous les titres. Ces nouvelles actions B doivent être remises à la Compagnie du Chemin de fer.

Cette dernière a souscrit 2,000 actions de capital sur 10,000 lors de la constitution de la Compagnie Minière.

b) La Compagnie Minière ne peut céder ses droits sans l'autorisation du Gouvernement. Les redevances de la Compagnie Minière iront à la Compagnie du Chemin de fer et serviront à payer à celle-ci un intérêt de 4 p. c. plus l'amortissement du capital en 99 ans. La Colonie qui a garanti cet intérêt et cet amortissement verra sa charge s'alléger ou même disparaître. Si les redevances payées à la Compagnie du Chemin de fer dépassent les sommes nécessaires pour supporter ces charges, la Colonie, propriétaire de toutes les actions de dividende de la Compagnie du Chemin de fer, recevra de ce chef la moitié de ce capital.

c) La Compagnie du Chemin de fer a, en outre, cédé au Comité National du Kivu ses droits miniers dans une zone du Kivu. Elle recevra les redevances prévues par la législation du Katanga, mais les autres profits iront au Comité du Kivu. La Compagnie du Chemin de fer a reçu des avantages dans le Comité du Kivu (voir plus haut page 55).

La Société Intertropical Comfina.

a) Celle-ci a cédé à sa filiale la Société Minière du Surongo le droit exclusif de rechercher les mines dans 500,000 hectares et d'exploiter éventuellement 100,000 hectares; si elle les découvre. Ces droits découlent du décret du 21 août 1925.

La Société Intertropical Comfina s'est fait rembourser ses frais de recherches et a exercé un droit de souscription dans la Société Minière du Surongo. Elle a la majorité des titres.

b) La Société Minière du Surongo paiera à la Colonie les redevances que la Société Intertropical Comfina devait payer (Tarif des redevances établi par la législation minière du Katanga).

Compagnie du Katanga.

a) La Compagnie du Katanga a cédé à la Colonie par la convention du 9 mai 1896 les concessions de terres et de mines qu'elle avait reçues au Nord du 5^e parallèle, en vertu de la convention du 12 mars 1891; elle a reçu en échange des droits d'une superficie équivalente sur les terres et les mines de la vallée du Lomami.

La Compagnie du Katanga a créé, en 1898, une filiale, dénommée Compagnie du Lomami; elle lui a ensuite cédé 50,000 hectares. Elle a reçu des actions en rémunération.

Cette filiale a cédé son avoir en 1920 à la Compagnie du Lomami et du Luabala, filiale de la Compagnie du Katanga et s'est dissoute.

La Compagnie du Katanga a cédé, en 1920, à la Compagnie du Lomami et du Luabala, le droit exclusif de rechercher les mines dans ses terres pendant dix ans. Ces cessions ont été faites contre remise d'actions.

b) La Colonie a 10 p. c. des actions de la Compagnie du Katanga et doit recevoir 10 p. c. des nouvelles actions qui seraient créées. Elle n'a pas d'intérêt direct dans les filiales.

QUESTION 15.

La Commission désirerait avoir la liste des concessions minières accordées à des sociétés, dans le Conseil d'administration desquelles siège un ou plusieurs membres de la Direction de la Société Générale de Belgique ou du Conseil d'administration de la Banque d'Outremer.

RÉPONSE.

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto. — Concession accordée par décret du 8 février 1927 — B. O. 1926 — pages 249-443. La société a obtenu le droit d'exploiter jusqu'en 1976 l'or et les autres substances précieuses dans une surface de 81.000 kilomètres carrés. Situation de la concession : Nord-Est de la Colonie.

Société Minière du Beceka. — Concession accordée par la convention du 5 novembre 1905 à la Compagnie du Chemin de fer du Beceka, dans laquelle la Société Générale était représentée (voir annexe au Traité d'Annexion du Congo par la Belgique). Cette concession a été cédée à la Société Minière du Beceka dans laquelle la Société Générale est également représentée. — Cette société a également reçu une concession minière dans le Ruanda-Urundi (décret du 10 juin 1927).

La concession qu'elle possède au Congo Belge comporte les droits suivants.

La Société a le droit exclusif de rechercher les mines jusqu'en 2005 dans une région située dans le bassin du Kasai et couvrant 200,000 kilomètres carrés. Elle peut exploiter pendant 99 ans toutes les mines qu'elle découvre.

Jusqu'à présent la Société a été autorisée à exploiter des mines de diamant, 4326 hectares.

Nom des mines.	Surface.	Substance.	Arrêté royal du	Région.
Sasatchye	330 hectares	Diamant.	28-5-1920	Bassin du Kasai.
Lukelenge	605 —	»	6-7-1922	
Kegne-Kegne	205 —	»	26-12-1922	
Lomuele	532 —	»	31-5-1927	
Pania-Mutombo	209 —	»	16-9-1926	
Bakwanga	1,350 —	»	31-5-1927	
Divindji	691 —	»	»	
Lombello	177 —	»	»	
Tshifudu	327 —	»	»	

La concession reçue au Ruanda Urundi confère à la Société le droit de réserver à ses recherches une surface de 250.000 hectares et d'exploiter ensuite cinquante mille hectares de mines si elle les découvre.

Comité National du Kivu. — Décrets du 13 janvier et 13 février 1928 (B. O. 1928, pages 845 - 869).

Le Comité National du Kivu a reçu le droit exclusif de rechercher les mines

pendant 10 ans dans la région du Kivu. S'il découvre des mines, il pourra les exploiter jusqu'au 31 décembre 2011.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo. — Décret du 6 novembre 1906. (Voir annexe au Traité d'Annexion du Congo par la Belgique). Décrets du 30 novembre 1912 (B. O. 1913, page 14) et du 1 février 1920 (B. O. 1920, pages 206 à 243).

La Société a reçu le droit d'exploiter 3.716.700 hectares de mines. Celles-ci sont indiquées au tableau suivant :

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
	Hectares.			
Mayumbe (bloc I).	400,000	Or, cuivre, bitume, pétrole, fer.	2-6-1913	Bas-Congo.
— (bloc II.)	137,000	Or, argent, platine, cuivre, fer, rutile.	»	
— (bloc III.)	2,500	Or.	»	
— (bloc IV.)	625	Fer.	»	
— (bloc V.)	136,000	Or, argent, cuivre, fer.	26-5-1919	
— (bloc VI.)	4,050	Or, argent, cuivre, plomb.	»	
Kasai (bloc I).	1,018,000	Or, diamant, fer.	2-6-1913	Kasai.
— (bloc II.)	122,000	Diamant.	»	
— (bloc III.)	300	Fer.	»	
— (bloc IV.)	174	»	»	
— (bloc V.)	190	»	»	
— (bloc VI.)	25	»	»	
— (bloc VII.)	150	»	»	
— (bloc VIII.)	180	»	»	
— (bloc IX.)	3,200	»	»	
— (bloc X.)	196	»	»	
— (bloc XI.)	60	Or et fer.	»	
— (bloc XII.)	1,000	Or et argent.	»	
— (bloc XIII.)	100	Fer.	»	
— (bloc XIV.)	1,650	Or.	»	
— (bloc XV.)	11,800	Or, fer, mo, azite.	»	
— (bloc XVI.)	8,400	Or, sulfure de manganèse, monazite et zircon.	»	
— (bloc XVII.)	2,600	Or et fer.	»	
— (bloc XVIII.)	2,500	Or.	»	
— (bloc XIX.)	1,550	Or et fer.	»	
— (bloc XX.)	2,500	Or.	»	
Moakeshi.	10,000	Diamant.	13-1-1927	Nord-Est de Stanleyville.
Tele.	20,000	Or, magnétite, hématite, diamant.	27-2-1911	
Gayu.	100,000	Or, argent, diamant, fer.	2-7-1920 5-7-1920	
M'Boro.	110,000	Or, argent, diamant, fer.	26-8-1925	Aruwimi.
Sili-Ziro.	475,000	Or, argent, diamant, fer, disthène, cuivre, graphite, corindon, zircon et monazite.	14-4-1926	Uele.
Télé-Dinda	9,000	Or, argent, diamant, fer.	19-5-1926	
Api.	33,000	Or, argent, diamant, fer.	»	
Uere.	20,000	Or, argent, diamant.	»	
Mayumbili	8,000	Or, argent, diamant, fer.	14-6-1926	
Poko.	36,000	Or, argent, diamant, fer.	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
	Hectares.			
Beo.	27,000	Or, argent, diamant, fer, étain.	14-6-26.	Uele.
Bima.	42,000	Or, argent, diamant, fer.	»	»
Likati.	700,000	Or, argent, diamant, zircon, monazite, zinc.	15-12-26.	»
Yoko-Aketi.	27,100	Diamant.	»	»
Loeka.	4,700	»	»	»
Tele.	30,700	»	»	»
Babeyru (extension)	21,000	Or, argent, diamant, fer.	»	No d-Est-de Stanleyville.
Aruwimi-Nepoko-Gayu.	38,000	Or, argent, diamant.	»	»
Gombo.	7,400	Diamant.	21-12-26.	Aruwimi.
Madi.	11,500	»	»	Uele.
Makupwe.	3,500	»	»	»
Kaniama.	1,050	Or.	29-12-1913.	»
Lukulu.	60,000	Or, argent, fer, nickel, étain, cuivre, graphite, mica.	15-12-1926.	Entre le fleuve Congo et le lac Tanganika.
Luiko	73,000	Or, argent, fer, nickel, étain, cuivre, graphite, mica.	»	

Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains.
 — Conventions du 4 janvier 1902 — 22 juin 1903 — 11 novembre 1921.
 (Décret du 30 juin 1922).

La Société a reçu la concession de toutes les mines situées dans une région s'étendant entre les limites suivantes : au nord, le Chemin de fer de Stanleyville à Kilo, puis la limite nord du bassin de l'Aruwimi-Ituri en aval d'Irumu ; à l'est, une droite reliant Irumu au point où la frontière rencontre le méridien 30°, puis la frontière orientale ; au sud, le parallèle 5° ; à l'ouest, le fleuve Congo, puis le chemin de fer de Stanleyville à Ponthierville.

La Société a cédé au Comité National du Kivu une partie de cette concession, elle a ouvert à la prospection publique une autre partie et a accordé une concession à la Compagnie Minière des Grands Lacs. La Compagnie du Chemin de fer des Grands Lacs s'est réservée le bassin de schistes bitumineux qu'elle a découvert près de Stanleyville. La superficie de ce bassin est d'environ 1 million d'hectares.

COMPAGNIE MINIÈRE DES GRANDS LACS AFRICAINS.

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Tayna I.	4,275 hect.	Or, argent, étain, titane, monazite.	19-7-1926	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Tayna II.	6,574 »	» »	»	
Mohanga.	8,652 »	» »	»	
Lutunguru I.	7,380 »	» »	»	
Lutunguru II.	7,980 »	» »	»	
Lutunguru III.	5,858 »	» »	»	
Bilati I.	9,582 »	Or, argent, titane, monazite.	23-8-1926	
Bilati II.	7,367 »	» »	»	
Bilati III.	8,979 »	» »	»	
Bilati IV.	8,030 »	» »	»	
Bilati V.	5,627 »	» »	»	
Tatako I.	8,615 »	» »	»	
Tatako II.	8,478 »	» »	»	
Tatako III.	6,616 »	» »	»	
Mambi I.	9,725 »	» »	»	
Mambi II.	7,674 »	» »	»	
Lubereri.	9,874 »	Or, argent, titane, grenat.	27-10-1926	
Lubebe.	9,204 »	» »	»	
Lusonga.	7,676 »	» »	»	
Luofu.	9,354 »	» »	»	
Doluma.	9,788 »	» »	»	
Binga I.	9,536 »	» »	»	
Binga II.	9,645 »	» »	»	
Binga III.	9,945 »	» »	»	
Luholu I.	9,864 »	» »	»	
Luholu II.	8,542 »	Or, argent, titane, grenat et fer.	»	
Luholu III.	9,974 »	» »	»	
Dihira I.	8,848 »	Or, argent.	26-11-1926	
Dihira II.	7,326 »	» »	»	
Dihira III.	9,910 »	» »	»	
Talia I.	8,962 »	» »	»	
Talia II.	8,796 »	» »	»	
Talia III.	9,960 »	» »	»	
Talia IV.	9,033 »	» »	»	
Talia V.	7,909 »	» »	»	
Lac Edouard I.	6,407 »	» »	»	
Lac Edouard II.	7,381 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Lac Edouard III.	7,288 hect	Or, argent.	26-11-26	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Lac Edouard IV.	3,551 »	» »	»	
Monobo.	9,643 »	Or, argent, platine, fer.	14-1-27	
Makuku.	8,941 »	» »	»	
Kabiro I.	5,814 »	» »	»	
Kabiro II.	9,632 »	» »	»	
Lubero I.	9,835 »	Or, argent, platine.	»	
Lusasiku.	8,512 »	» »	»	
Lubero II.	9,318 »	» »	»	
Luato I.	7,540 »	» »	»	
Luato II.	9,525 »	» »	»	
Lulemo.	8,399 »	» »	»	
Luato III.	9,852 »	» »	»	
Lumua.	9,962 »	» »	»	
Lubero III.	9,697 »	» »	»	
Luwalia.	8,034 »	» »	»	
Lenda-Ouest I.	7,837 »	Or et argent.	23-2-27	
Lenda-Ouest II.	9,463 »	» »	»	
Lenda-Ouest III.	8,260 »	» »	»	
Lenda-Ouest IV.	8,757 »	» »	»	
Lenda-Ouest V.	8,417 »	» »	»	
Dobikoka.	9,570 »	» »	»	
Boka.	8,313 »	» »	»	
Malinkanga.	9,690 »	» »	»	
Inanu.	8,957 »	» »	»	
Oeko.	7,597 »	» »	»	
Makumbo.	8,383 »	» »	»	
Motokalea.	8,990 »	» »	»	
Biacongo I.	9,220 »	» »	»	
Biacongo II.	9,213 »	» »	»	
Mobissio I.	8,053 »	» »	»	
Bilolo.	9,643 »	» »	»	
Bulumu.	6,677 »	» »	»	
Mobissio II.	9,733 »	» »	»	
Ibina VII.	9,247 »	» »	13-4-27	
Maturada.	8,440 »	» »	»	
Mirandua.	9,837 »	» »	»	
Ibina VIII.	8,300 »	» »	»	
Biakalo.	9,153 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	A. r. royal du	Région.
Ibina IX.	7,933 »	Or, argent et fer.	13-4-1927	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Ibina X.	9,807 »	» »	»	
Miambili.	9,440 »	» »	»	
Mangubo.	8,783 »	» »	»	
Tahi.	9,860 »	» »	»	
Mkaka.	8,157 »	» »	»	
Sisko.	5,973 »	» »	»	
Kingatu.	8,483 »	» »	»	
Mabasi.	9,427 »	» »	»	
Mangana.	9,437 »	» »	»	
Biabune I.	9,900 »	» »	»	
Biabune II.	9,927 »	» »	»	
Kotu.	7,437 »	» »	»	
Ekombo.	9,537 »	» »	»	
Eho I.	6,433 »	» »	»	
Eho II.	9,463 »	» »	»	
Birumba.	3,807 »	» »	»	
Souma I.	9,027 »	» »	»	
Souma II.	, 450 »	» »	»	
Mangadi.	9,370 »	» »	»	
Loshi.	9,290 hect.	» »	13-4-1927	
Ita.	9,353 »	» »	»	
Biakiti I.	8,110 »	» »	»	
Biakiti II.	7,247 »	» »	»	
Ibina XI.	8,987 »	» »	»	
Ibina XII.	4,553 »	» »	»	
Etembo I.	6,387 »	» »	»	
Etembo II.	8,137 »	» »	»	
Etembo III.	9,417 »	» »	»	
Etembo IV.	6,063 »	» »	»	
Lekar I.	9,030 »	» »	»	
Lekar II.	7,963 »	» »	»	
Dundua	9,357 »	Or et argent.	17-9-1927	
Lungulu.	9,267 »	» »	»	
Alongolo.	9,567 »	» »	»	
Lianza.	9,547 »	» »	»	
Sésé.	9,587 »	Or, argent, platine.	»	
Tayna III.	9,563 »	Or et argent.	»	
Mangongo.	9,653 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Tayna IV.	9,493 heet.	Or, argent.	17-9-1927	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Mukuku I.	9,373 »	» »	»	
Mukuku II.	6,043 »	» »	»	
Mukuku III.	5,057 »	» »	»	
Mwaimi.	9,313 »	Or, argent et fer.	3-11-1927	
Kirwa.	9,737 »	» »	»	
Luiko I.	9,937 »	» »	»	
Luiko II.	9,363 »	» »	»	
Luiko III.	7,850 »	» »	»	
Mengeziba.	9,363 »	» »	»	
Malungoti.	5,060 »	» »	»	
Luiko IV.	8,620 »	» »	»	
Lomobwe I.	9,053 »	» »	»	
Lomobwe II.	8,283 »	» »	»	
Muswaga.	9,117 »	Or, argent.	»	
Eye I.	8,247 »	» »	»	
Eye II.	9,210 »	» »	»	
Eye III.	7,393 »	» »	»	
Ela I.	9,797 »	» »	»	
Ela II.	9,773 »	» »	»	
Kalumbi.	9,543 »	» »	»	
Masiki.	9,953 »	» »	»	
Pumbui.	9,097 »	» »	»	
Mobussa.	9,527 »	» »	»	
Ehumu I.	8,833 »	» »	»	
Ehumu II.	9,840 »	» »	»	
Katcherewa.	9,710 »	» »	»	
Ehumu III.	9,340 »	» »	»	
Ehumu IV.	9,513 »	» »	»	
Ibulu I.	9,897 »	» »	»	
Ibulu II.	9,830 »	» »	»	
Lenda I.	9,183 »	» »	»	
Lenda II.	9,963 »	» »	»	
Lumo.	9,867 »	» »	»	
Biartalo.	8,940 »	» »	»	
Atelia.	9,920 »	» »	»	
Amandani.	8,800 »	» »	»	
Mohendo.	8,820 »	» »	»	
Matongo.	9,413 »	» »	»	

Noms des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Mahiki I.	7,500 hect.	Or, argent.	3-11-1927	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Mahiki II.	8,217 »	» »	»	
Mabikisogo.	7,917 »	» »	»	
Langi.	9,070 »	» »	»	
Konguate.	9,047 »	» »	»	
Egivol.	9,297 »	» »	»	
Egolo.	9,297 »	» »	»	
Budjukana.	9,483 »	» »	»	
Lenda III.	9,730 »	» »	»	
Lenda IV.	9,937 »	» »	»	
Lenda V.	9,800 »	» »	»	
Lenda VI.	7,430 »	» »	»	
Mulila.	8,880 »	Or, argent, grenat.	29-10-1927	
Bangasiwa.	9,693 »	» »	»	
Mutambala.	8,587 »	» »	»	
Kabembe.	9,917 »	» »	»	
Mutambala II.	8,783 »	» »	»	
Mutambala III.	9,397 »	» »	»	
Ulindi I.	8,920 »	Or, argent, étain, titane, corindon, zircon, grenat.	10-11-1927	
Kokumba I.	9,730 »	» »	»	
Kokumba II.	8,907 »	» »	»	
Zugigi I.	9,677 »	» »	»	
Zugigi II.	9,630 »	» »	»	
Lutukulu I.	9,977 »	» »	»	
Lutukulu II.	9,733 »	» »	»	
Sasa I.	8,053 »	Or, argent, grenat.	»	
Lushanja.	9,560 »	» »	»	
Sasa II.	7,057 »	» »	»	
Sasa III.	8,383 »	» »	»	
Gombo I.	9,023 »	» »	»	
Becho I.	7,773 »	» »	»	
Becho II.	9,167 »	Or, argent, grenat, fer.	»	
Gombo II.	8,603 »	» »	»	
Gombo III.	9,367 »	Or, argent, grenat.	»	
Tchibandaka.	9,437 »	» »	»	
Mohembo.	8,757 »	» »	»	
Tuembe.	9,907 »	» »	»	
Mufwi.	9,270 »	» »	»	
Limbake.	9,160 »	Or, argent, grenat, fer.	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Lubokwe.	8,337 hect.	Or, argent, grenat.	10-11-27	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Lucheke.	9,703 »	Or, argent, grenat, fer.	»	
Modubwe.	8,660 »	Or, argent, grenat.	»	
Keongutwa I.	9,350 »	» »	»	
Keongutwa II.	7,000 »	Or, argent, grenat, fer.	»	
Leongutwa III.	8,390 »	» »	»	
Nzoke I.	9,063 »	» »	»	
Nzoke II.	9,887 »	» »	»	
Ullindi II.	9,363 »	Or, argent, étain, titane, corin- don, zircon, grenat.	»	
Nakapunga.	8,850 »	» »	»	
Lu shigi I.	6,733 »	Or, argent, grenat, fer,	»	
Lu shigi II.	9,243 »	» »	»	
Lu shigi III.	9,027 »	» »	»	
Lu shigi IV.	6,647 »	» »	»	
Lu shigi V.	9,530 »	» »	»	
Lu shigi VI.	9,800 »	» »	»	
Kaslolo.	9,917 »	» »	»	
Mukamba.	9,923 »	» »	»	
Musondja.	9,447 »	» »	»	
Kifumbo.	8,693 »	» »	»	
Molanga.	9,843 »	» »	»	
Lualatshi.	8,063 »	» »	»	
Meeke.	9,697 »	» »	»	
Lushigi VII.	8,473 »	» »	»	
Lushigi VIII.	9,480 »	» »	»	
Makasay.	9,863 »	Or, argent, étain, titane, corin- don, zircon, grenat.	»	
Belakeli.	9,603 »	» »	»	
Lulimugnu.	8,310 »	» »	»	
Ulindi III.	7,493 »	» »	»	
Milwuna.	9,353 »	» »	»	
Ulindi IV.	7,703 »	» »	»	
Kibilokwa.	9,753 »	» »	»	
Tchoka.	9,593 »	» »	»	
Malambuze I.	9,537 »	» »	»	
Malambuze II.	9,597 »	» »	»	
Kiloboze I.	9,893 »	» »	»	
Edambo I.	9,867 »	» »	»	
Edambo II.	8,233 »	» »	»	
Kiloboze II.	7,237 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Ituri I	9,850 hec.	Or et argent.	10-11-1927	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Botatori	9,767 »	» »	»	
Ituri II.	5,833 »	» »	»	
Ituri III	9,247 »	» »	»	
Ituri IV	9,677 »	» »	»	
Ituri V	8,780 »	» »	»	
Mulumo I	6,853 »	» »	»	
Mulumo II	8,760 »	» »	»	
Ituri VI	8,483 »	» »	»	
Ituri VII	5,013 »	» »	»	
Ituri VIII	2,647 »	» »	»	
Ituri IX	5,340 »	» »	»	
Luhule III	8,507 »	» »	»	
Tanisa I	5,623 »	» »	»	
Tanisa II	9,940 »	» »	»	
Bialube I	9,507 »	» »	»	19-11-1927
Bialube II	9,503 »	» »	»	
N'Doma	6,713 »	» »	»	
Mumunsi	6,617 »	» »	»	
Lubena	8,660 »	» »	»	
Malondo	9,717 »	» »	»	
Luhule II	2,873 »	» »	»	
Ingobo I	5,120 »	» »	»	
Ingobo II	9,290 »	» »	»	
Luhule I	4,507 »	» »	»	
Luhule IV	7,893 »	» »	»	
Talia Nord I . . .	7,416 »	» »	21-11-1927	
Talia Nord II . . .	7,523 »	» »	»	
Talia-M'Dako . . .	5,387 »	» »	»	
Miserua	2,907 »	» »	»	
Muchira	9,750 »	» »	3-12-1927	»
Luzinzi II	9,523 »	» »	»	
Luzinzi III	7,240 »	» »	»	
Niakaumbira . . .	4,063 »	» »	»	
Luzinzi I	3,420 »	» »	»	
Nyanza	3,387 »	Fer.	»	
Kitagaho	9,747 »	Or, argent, platine.	20-12-1927	
Ibina I	7,950 »	Or, argent.	»	
Kitaye	9,493 »	Or, argent, platine.	»	

Noms des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Lubusu.	7,900 hect.	Or, argent.	20-12-1927	le long de la frontière orientale de la Colonie.
Lubaya I.	9,127 »	» »	»	
Karombo.	8,487 »	Or, argent, platine.	»	
Mutinga.	8,930 »	Or, argent.	»	
Lubugi I.	8,850 »	» »	»	
Lubugi II.	8,000 »	» »	»	
Ibinal II.	6,377 »	» »	»	
Masosa I.	9,588 »	» »	»	
Ubilo III.	9,477 »	» »	»	
Lindi VII.	9,693 »	» »	»	
N'Getu.	9,140 »	» »	»	
Wanassambo.	8,033 »	» »	»	
Mekano.	9,733 »	» »	»	
Okoletchi.	9,710 »	» »	»	
Etafu.	8,330 »	» »	»	
Etabone I.	7,677 »	» »	»	
Etabone II.	9,500 »	» »	»	
Etabone III.	8,800 »	» »	»	
Mandaye I.	9,440 »	» »	»	
Utatitu I.	9,067 »	» »	»	
Madolo.	7,800 »	» »	»	
Utatitu II.	9,850 »	» »	»	
Utatitu III.	9,517 »	» »	»	
Lubili I.	9,917 »	» »	»	
M'Panda.	9,500 »	» »	»	
Lubili II.	9,207 »	» »	»	
Lubili III.	9,160 »	» »	»	
Ukata.	9,873 »	» »	»	
Lubili IV.	9,450 »	» »	»	
Mandaye II.	8,347 »	» »	»	
Mandaye III.	9,427 »	» »	»	
Endeka.	6,187 »	» »	»	
Katonga.	6,647 »	» »	27-12-1927	
Mpake.	9,057 »	» »	»	
Bulombulo.	9,570 »	» »	»	
Bilati VI.	6,470 »	» »	»	
Bilati VII.	9,033 »	» »	»	
Luato.	9,077 »	» »	»	
Libati.	8,247 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Ruerno I.	9,903 hect.	Or, argent.	27-12-1927.	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Ruerno II.	8,713 »	»	»	
Lulenga I.	9,223 »	»	»	
Lulenga II.	9,940 »	»	»	
Masosa II.	9,333 »	»	20-12-1927	
Ibina III.	7,560 »	»	»	
Itubia.	9,470 »	»	»	
Losege II.	8,307 »	»	»	
Manga.	9,360 »	»	»	
Kikutu.	9,797 »	»	»	
Lukalia I.	9,933 »	»	»	
Liaklia II.	9,743 »	»	»	
Ikbango.	9,373 »	»	»	
Mapunda I.	9,083 »	»	»	
Mapunda II.	9,870 »	»	»	
Njila.	9,957 »	»	»	
Bwasasa.	7,603 »	»	»	
Lunjia I.	9,393 »	»	»	
Lunjia II.	8,530 »	»	»	
Ekulu.	7,033 »	»	»	
Ibina VI.	8,517 »	»	»	
Lungobo.	4,150 »	»	»	
Ibina IV.	5,720 »	»	»	
Ibina V.	4,692 »	»	»	
Lindi I.	7,060 »	»	»	
Lindi II.	6,740 »	»	»	
Lindi III.	8,007 »	»	»	
Lindi IV.	7,853 »	»	»	
Lindi V.	8,343 »	»	»	
Lofali I.	9,900 »	»	»	
Lofali II.	9,830 »	»	»	
Lindi VI.	9,697 »	»	»	
Luhio I.	8,693 »	»	»	
Luhio II.	8,763 »	»	»	
Lulinga.	8,220 »	»	»	
Ubiilo I.	7,503 »	»	»	
Luiso I.	7,850 »	»	»	
Luiso II.	7,230 »	»	»	
Ubiilo II.	8,657 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Matodo.	8,593 hect.	Or, argent.	27-12-27	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Kanda.	9,237 »	»	»	
Mangobo.	9,603 »	»	»	
Kitupu.	9,077 »	»	»	
Oso I.	9,110 »	»	»	
Mendiona.	9,210 »	»	»	
Kevu.	9,597 »	»	»	
Oso II.	9,650 »	»	»	
Oso III.	9,407 »	»	»	
Oso IV.	8,053 »	»	»	
Mukusu.	8,670 »	»	»	
Uku.	9,737 »	»	»	
Niawavu I.	9,587 »	»	»	
Niawayu II.	9,790 »	»	»	
Singi.	9,880 »	»	»	
Kilu.	9,963 »	»	»	
Beruce.	8,090 »	»	»	
Lubonga I.	9,253 »	»	»	
Tchaburi.	9,547 »	»	»	
Lubonga II.	9,373 »	»	»	
Kasuka.	9,930 »	»	»	
Banza.	9,380 »	»	»	
Mokassa.	9,933 »	»	»	
Mamba.	9,260 »	»	»	
Logue.	9,623 »	»	»	
Bitui.	8,543 »	»	»	
like.	9,900 »	»	»	
Miniange I.	9,400 »	»	»	
Miniange II.	9,893 »	»	»	
Tomaguru.	8,237 »	»	»	
Bilosa.	8,490 »	»	»	
Hunde.	5,087 »	»	»	
Oso V.	8,620 »	»	»	
Kalumia I.	8,650 »	»	»	
Kalumia II.	8,180 »	»	»	
Midzemba.	9,893 »	»	»	
Magembe I.	9,887 »	»	»	
Magembe II.	9,800 »	»	»	
Kahama IV.	7,750 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances	Arrêté royal du	Région.
Malingi.	9,357 hect.	Or, argent, fer.	27-12-27	Le long de la frontière orientale de la Colonie.
Kahama V.	8,843 »	»	»	
Malumu.	9,893 »	»	»	
Kahama VI.	9,523 »	»	»	
Kiletsho I.	9,537 »	»	»	
Kiletsho II.	9,797 »	»	»	
Kandja I.	9,420 »	»	»	
Kandja II.	9,603 »	»	»	
Matengania.	9,237 »	»	»	
Djokwa.	9,593 »	»	»	
Kandja III.	7,823 »	»	»	
Lubondja.	9,220 »	»	»	
Kalombia.	9,897 »	»	»	

D'autres mines ont été découvertes et notifiées au Gouvernement dans les délais prévus; elles feront l'objet d'Arrêtés Royaux prochainement.

La Compagnie Minière des Grands Lacs tient ses droits de la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains. Les actes officiels qui ont accordé une concession minière à cette dernière sont : la convention du 4 janvier 1902 conclue entre l'État Indépendant du Congo et la Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains. (Voir annexes au traité de cession du Congo à la Belgique); le décret du 30 juin 1922. (B. O. 1922, p. 697).

American Congo Company. — Décret du 5 novembre 1906 et Décrets du 9 juin 1921 et 10 août 1926.

Cette société a le droit exclusif de rechercher les mines dans une superficie de 1.000.000 d'hectares qu'elle a choisis dans la région du Sankuru.

Si elle y découvre des mines, elle pourra exploiter des gisements s'étendant sur 200.000 hectares.

Société Minière du Kasai. — Exploite une concession accordée à la Compagnie du Kasai, dans laquelle la Banque d'Outremer était représentée. La Société Générale est aujourd'hui représentée dans le Conseil d'Administration de la Société Minière du Kasai (Concession accordée par décrets du 1^{er} février 1920 et du 31 décembre 1925).

La Société a été autorisée à exploiter les mines de diamant suivantes:

Nom des mines.	Surface.	Substance.	Arrêté royal du	Région.
Mulamba	495 hect.	Diamant.	25-11-1920	Kasai
Tshikulula	925 »	»	6-4-1922	
Lufoka	1,240 »	»	22-1-1923	
Basanga	1,480 »	»	12-1-1923	
Kasoba	1,830 »	»	5-4-1923	
Lokulu	1,253 »	»	12-4-1923	
Basse-Luenda	8,850 »	»	14-4-1924	
Katubalale	1,825 »	»	29-7-1924	
Kakongula	9,210 »	»	21-4-1927	
Lunkolongo	4,540 »	»	14-8-1927	
Haut-Luenda	5,300 »	»	17-8-1927	
Mboy	3,525 »	»	17-9-1927	
Haute-Mishanga	6,770 »	»	17-9-1927	

La Société a le droit d'obtenir encore la concession d'autres mines.

Le total des mines que la Société pourra obtenir en concession ne peut dépasser 100.000 hectares, y compris les mines déjà concédées.

Société Minière de la Lueta. — Exploite des concessions minières accordées à divers concessionnaires parmi lesquels la Compagnie du Kasai dans laquelle la Société Générale était représentée. Celle-ci est représentée dans le Conseil d'Administration de la Société Minière de la Lueta (décrets du 1^{er} février 1920 et du 8 décembre 1924).

La Colonie s'est engagée à accorder l'autorisation d'exploiter 850.000 hectares de mines. En vertu de ce droit la Société a demandé la concession de mines couvrant cette surface. Les demandes sont à l'examen.

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri. — Cette société a acquis une concession accordée à la Compagnie du Kasai par les décrets du 25 mai 1914 et du 1^{er} février 1920.

Cette société a été autorisée à exploiter les mines suivantes.

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Buka	3,250 hect.	Or, argent, diamant.	31-12-1925	Au Nord de l'Aruwimi (Nord-Est de Stanleyville).
Gombodi	3,810 »	Or, argent, diamant, fer.	»	
Kolu	369 »	Or, argent, diamant.	»	
Zodi	481 »	» »	»	
Londo	553 »	» »	»	
Nebula	4,250 »	Diamant, or, argent, fer, bauxite.	18-7-1925	
Nebuda	8,715 »	Or, argent, diamant, fer.	31-12-1925	
Nangida	9,470 »	» »	»	
Mandopia	9,640 »	» »	»	
Amba-Kindjele.	4,637 »	» »	»	
Guale-Guale	6,550 »	» »	»	
Monjinji	1,750 »	» »	»	
Botitangwe.	1,970 »	» »	»	
Yambenda	1,700 »	» »	18-7-1925	
Haute-Ohbujungu	2,149 »	» »	31-12-1925	
Bogbuo	2,104 »	» »	2-2-1926	
Apoya	3,400 »	Or, argent, fer.	2-2-1926	
Kongo	2,400 »	» »	»	
Ko I.	3,900 »	» »	18-7-1925	
Maika-Mopwo	2,050 »	» »	»	
Haute-Gada	4,600 »	» »	»	
Mont Kondili.	10,000 »	Or, argent, diamant, fer.	2-2-1926	
Gayu	6,650 »	» »	18-7-1925	
Mont Andatata	7,000 »	» »	2-2-1926	
Yindi	5,350 »	» »	18-7-1925	
Ulima	4,360 »	» »	2-2-1926	
Giri.	4,300 »	» »	»	
Ituri	7,350 »	Or, argent, diamant.	6-4-1926	
Mauba	3,490 »	Or, argent, diamant, fer.	»	
Angabu.	3,100 »	» »	»	
Atzamane.	1,750 »	» »	»	
Eturu	3,600 »	» »	»	
Avurama	2,300 »	» »	»	
Tadji	8,800 »	» »	»	
Boro Mande	6,900 »	» »	»	
Haute-Belue	8,050 »	» »	»	
Basse-Belue	6,500 »	» »	18-7-1925	
Seguli	6,700 »	» »	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal. du	Région.
Malingbwa . . .	5,700 hect.	Or, argent, diamant, fer.	18-7-1925	Au Nord de l'Aruwimi (Nord-Est de Stanleyville).
Maba a.	4,000 »	» »	»	
Tokoleko	3,000 »	Or, argent, diamant.	»	
Efay Efidi	8,700 »	Or, argent, diamant, fer.	6-4-1926	
Wowu	4,300 »	» »	»	
Otoando	3,300 »	Or, argent, diamant, fer.	»	

Société minière du Surongo. — Cette société a acquis une concession qui avait été accordée à la Société Intertropical Comfina. La Société Générale est représentée dans cette dernière et la Banque d'Outremer dans la Minière du Surongo. (Voir décret du 21 août 1925.)

La Société Intertropical Comfina a reçu, en outre, une concession minière dans le Ruanda-Urundi. (Décret du 17 septembre 1927.)

La Société minière du Surongo a le droit exclusif de rechercher les mines dans des terrains couvrant 500,000 hectares. Elle pourra exploiter 100,000 hectares de mines si elle les découvre.

La Compagnie du Katanga. — Concession accordée par les conventions du 18 mars 1891 et du 9 mai 1895.

Cette société a reçu le droit exclusif de rechercher les mines dans le bassin du Lomami en aval de Bena-Kamba. Elle pourra exploiter jusqu'en 1990 tous les gisements qu'elle découvrira.

La région formant la concession couvre environ 1,400,000 hectares.

La Compagnie du Lomami et du Lualaba — Exploite une concession reçue de la Compagnie du Katanga. (Voir ci-dessus.)

La concession reçue de la Compagnie du Katanga permet à la Compagnie du Lomami et du Lualaba d'exercer les droits de recherches de la Compagnie du Katanga dans toute la concession de celle-ci.

Union minière du Haut Katanga. — Concession reçue du Comité spécial du Katanga. (Voir décrets du 20 octobre 1906, 14 janvier 1922 et 2 juin 1923.)

La société a reçu du Comité spécial du Katanga le droit d'exploiter des mines de cuivre, couvrant 345,770 hectares ; des mines d'étain couvrant 744 hectares ; des mines de radium couvrant 9,975 hectares ; des mines de charbon couvrant 8,000 hectares ; des mines d'or d'une superficie de 4,3000 hectares ; des mines de fer et de métaux divers couvrant 2,500 hectares.

La société a, en outre, des droits exclusifs de recherches couvrant environ 3,000,000 d'hectares.

La Société Générale de Belgique a reçu du Comité spécial du Katanga une concession de mines. (Voir décrets du 20 novembre 1919 et du 8 décembre 1924.)

En vertu de cette concession, la société a le droit d'exploiter des mines de diamant couvrant 64,982 hectares.

La Société minière de la Tele. — Cette société a reçu une concession minière dans le Ruanda-Urundi. (Voir décret du 17 septembre 1927.)

Cette concession a donné à la société le droit de réserver 250,000 hectares à ses recherches et d'exploiter ensuite 50,000 hectares de mines si elle les découvre.

La Société Intertropical Comfina. — Cette société a reçu une concession minière dans le Ruanda-Urundi. (Voir décret du 17 septembre 1927.)

Cette concession a donné à la société le droit de réserver 250,000 hectares à ses recherches et d'exploiter ensuite 50,000 hectares de mines si elle les découvre.

SOCIÉTÉ MINIÈRE DU LUEBO.

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Wedi.	495 hect.	Diamant.	4-12-1922	Kasai
Dibon lo.	54 »	»	20-9-1923	
Kabelekesse.	41 »	»	»	
Bisele.	22 »	»	17-4-1924	
Tshapembe.	25 »	»	24-4-1924	
Kabissekelele.	24 »	»	26-4-1924	
Kampeshe.	217 »	»	3-5-1924	
Lugupa.	119 »	»	14-5-1924	
Lunkulayla.	716 »	»	29-7-1924	
Tskimina.	274 »	»	9-9-1924	
Lubudi.	1,724 »	»	12-12-1925	
Lutemba.	266 »	»	9-11-1926	
Lupemba.	70 »	»	6-7-1927	
Dicole.	392 »	»	»	
Komo.	182 »	»	»	
Kalundunda.	50 »	»	»	
Mulamba-Bilou.	6 »	»	»	
Tshamulumba.	5 »	»	»	
Kassangallala.	10 »	»	»	
Tshoka.	15 »	»	»	
Tshibote.	32 »	»	»	
Tshela.	171 »	»	»	
Lumballa.	306 »	»	»	
Basanga Lungoka.	631 »	»	14-10-1927	
Minonga.	959 »	»	»	
Sukunke.	85 »	»	»	
Milombo.	3,169 »	»	»	
Kasamba.	237 »	»	»	
Shindea.	136 »	»	»	
Tshibinda.	895 »	»	»	
Lufundi.	52 »	»	»	
Kagnishi.	147 »	»	»	
Kasunga.	281 »	»	»	
Kapinga.	22 »	»	»	
Lobumbula.	234 »	»	»	
Dungele.	181 »	»	»	
Tshimatabala.	170 »	»	»	
Kampeshe - Kasadi-Sadi.	40 »	»	»	
Kampeshi-Kasai.	348 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Kasambula.	398 hect.	Diamant.	14-10-1927	Kasai.
Plimbi.	88 »	»	»	»
N'damilomba.	17 »	»	»	»
Kalomina.	21 »	»	»	»
Kalembe I.	3 »	»	»	»
Kalembe II.	32 »	»	»	»
Tshitako.	6 »	»	»	»
Kamakonda.	2 »	»	»	»
Kambundji.	149 »	»	»	»
Bualualakwilu.	1 »	»	»	»
Kungo.	36 »	»	»	»
Bangue-Bangue.	2 »	»	»	»
Kasale.	4 »	»	»	»
Kamisambai.	8 »	»	29-10-1927	»
Kasaweji.	44 »	»	»	»
Kasamu.	12 »	»	»	»
M'Bundu.	2 »	»	»	»
Budi.	8 »	»	»	»
Lusulule.	26 »	»	»	»
Bapapa.	11 »	»	»	»
Tshikadji.	6 »	»	»	»
Kamishi.	50 »	»	»	»
Moandonkongolo.	33 »	»	»	»
Kabishunga.	3 »	»	»	»
Kasongolo.	23 »	»	»	»
Shamankula.	388 »	»	»	»
Luvula.	109 »	»	»	»
Lubamba.	21 »	»	»	»
Luhumbudi.	50 »	»	»	»
Tshimania I.	1,477 »	»	»	»
Tshimania II.	979 »	»	»	»
Dengele.	53 »	»	»	»
Sibakashi.	78 »	»	»	»
Kabango.	64 »	»	»	»
Katshina.	170 »	»	»	»
Kamabua.	85 »	»	»	»
Tshina.	610 »	»	»	»
Kalengale.	15 »	»	»	»
Mulanga.	3 »	»	»	»

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Kamidu.	4 hec.	Diamant.	29-10-27	Le long de la frontière orientale de la colonie.
Kabualolo.	61 »	»	»	
Munsunsa.	403 »	»	»	
Manji.	282 »	»	»	
Saseji.	53 »	»	»	
Tshasu.	121 »	»	»	
Tshampembe- Kasadi-Sadi.	41 »	»	»	
Kabikusa.	146 »	»	»	
Katula.	141 »	»	»	
Kentu Lungeka.	677 »	»	»	
Kamuluunda.	7 »	»	3-11-27	
Dibumba.	6 »	»	»	
Kabusenu.	138 »	»	»	
Kasalla.	69 »	»	»	
Basanga-Lutshimo.	509 »	»	»	
Kalamashiba.	235 »	»	»	
Kasansa.	51 »	»	»	
Tshibila.	231 »	»	»	
Kamapanda I.	26 »	»	»	
Kanfofo.	32 »	»	»	
Bombo.	8 »	»	»	
Lutela.	705 »	»	»	
Kanku-Lutshimo.	102 »	»	»	
Kalulungu.	45 »	»	»	
Bumba.	407 »	»	»	
Kamabua-Lutshimo.	85 »	»	20-11-27	
M'Bututa.	245 »	»	»	
Tshilembo.	204 »	»	»	
Bumpa I.	81 »	»	»	
Tshisejibo.	81 »	»	»	
Kangulungu.	91 »	»	»	
Kolobo.	134 »	»	»	
Kaloia.	45 »	»	»	
Kamindu.	17 »	»	»	
Bondo-Bondo.	13 »	»	»	
Tshisasabella.	48 »	»	»	
Chimba.	275 »	»	»	
Tshiballa.	97 »	»	»	
Kanleshi.	24 »	»	»	

Noms des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Kansango.	121 hect.	Diamant.	20-11-1927.	Kasai.
Bangu.	597 »	»	12-12-1927.	
Luenga.	295 »	»	»	
Moaba.	125 »	»	»	
Kabingo.	5 »	»	»	
M'Buluku.	7 »	»	»	
Kandubuka.	10 »	»	»	
M'Bulasengu.	14 »	»	»	
Katuba.	4 »	»	»	
Kamuele.	6 »	»	»	
Kalumoinika.	2 »	»	»	
Kabanshi.	9 »	»	»	
Tshitshibi.	3 »	»	»	
Kambinda.	8 »	»	»	
Bumpa II.	7 »	»	»	
Thiole.	18 »	»	»	
Tshibombo.	694 »	»	»	
Kamanga.	141 »	»	»	
Basanga-Lutshimbo.	1,156 »	»	14-12-1927	
Tshikoba.	257 »	»	»	
Katshadi.	1 »	»	»	
Muelele.	644 »	»	»	
Mupanda.	214 »	»	»	
Luiji.	618 »	»	27 12-1927	
Mukulu.	206 »	»	»	
Lubanzi.	181 »	»	»	
Luambamba.	294 »	»	»	
Mikesse.	707 »	»	»	
Tshitataon.	920 »	»	»	
Mulodi.	5,310 »	»	»	
Bembele.	27 »	»	»	
Kalambo.	16 »	»	»	
Musango.	16 »	»	»	
Kampokolo.	18 »	»	»	
Tshianda.	6 »	»	»	
Lupandu.	8 »	»	»	
Kalupandu.	11 »	»	»	
Luesaka.	666 »	»	»	
Kasengaye.	176 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
Kasango.	22 hect.	Diamant.	27-12-1927	Kasai.
Muladila.	64 »	»	»	
Kabuadi.	141 »	»	»	
Kalunganji.	40 »	»	»	
Kangashi.	14 »	»	»	
Missololo.	144 »	»	»	
Tshikody.	26 »	»	»	
Tshimatabala II.	77 »	»	»	
Kabisenga.	70 »	»	»	
Lumiama.	1,893 »	»	»	
Lutoka.	194 »	»	»	
Lubudi-Mufike.	134 »	»	»	
Salamba.	11 »	»	»	
Kabua.	13 »	»	»	
Muena-M'Bumba.	119 »	»	»	
Bifufua.	166 »	»	»	
Tshinbundu.	50 »	»	»	
Kamapanda II.	53 »	»	»	
Kakubilaschi.	37 »	»	»	
Kagnefu.	37 »	»	»	
Kadibumba.	10 »	»	»	
Matumba.	8 »	»	»	
Kawawa.	27 »	»	»	
N'Gala.	5 »	»	»	
Kampia.	6 »	»	»	
Sanga.	876 »	»	»	
Tshitotshi.	280 »	»	6-1-1928	
Mandalolo.	128 »	»	»	
Kamutshobo.	32 »	»	»	
Kamukunda.	45 »	»	»	
Muluka.	2,860 »	»	»	
Kongolo.	387 »	»	»	
Kadima.	6 »	»	»	
Kansunga.	27 »	»	»	
Kandambo.	16 »	»	»	
Kansumbi.	24 »	»	»	
Kamisaya.	2 »	»	»	
Lubi.	1,139 »	»	16-1-1928	
Mishegna.	11 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arr. royal du	Région.
Tshishimbipata.	21 hec.	Diamant.	16-1-1928	Kasai
Katubingu.	37 »	»	»	
Bukumai.	11 »	»	»	
Wedi II.	536 »	»	»	
Biza.	212 »	»	»	
Katokamai.	63 »	»	»	
Bimbe.	310 »	»	»	
Kagno.	110 »	»	»	
Kamisho.	91 »	»	»	
Kabambaie.	308 »	»	17-1-1928	
Kamoshindi.	41 »	»	»	
Kamituonkamba.	29 »	»	»	
Katondo.	125 »	»	»	
Komisoba.	53 »	»	»	
Shalongo.	62 »	»	»	
Dikadi.	384 »	»	»	
Lubambi.	475 »	»	»	
Kansenda.	303 »	»	»	
Subunga.	632 »	»	»	
Damoubila.	162 »	»	»	
Kapoko.	46 »	»	»	
Kampangu.	58 »	»	»	
Kapia-Ngashi.	35 »	»	»	
Kondimba.	82 »	»	»	
Tshimbaie.	9 »	»	»	
Kabilongu.	128 »	»	»	
Ditadi-Tadi.	19 »	»	»	
Tshibunene.	127 »	»	»	
Ngulungu.	235 »	»	»	
Yombe.	1,715 »	»	»	
Kabilulu.	8 »	»	»	
Komme.	184 »	»	»	
Paseji.	1,305 »	»	23-2-1928	
Koubadi.	272 »	»	»	
Isukuiji.	332 »	»	»	
Mugagote.	230 »	»	»	
Kakungu.	172 »	»	»	
Tombo.	115 »	»	»	
Mulamba-Mesadi.	338 »	»	»	

Nom des mines.	Surface.	Substances.	Arrêté royal du	Région.
M'Pika.	822 hect.	Diamant.	23-2-28	Kasai
Lienji.	134 "	"	"	
Kauakangandu.	98 "	"	"	
Lusumu.	105 "	"	"	
Kaunga.	82 "	"	10-2-28	
Nisang.	58 "	"	"	
Tshimashiba.	130 "	"	"	
Mufang.	96 "	"	"	
Mbenze.	324 "	"	"	
Kasao.	82 "	"	"	
Tombua.	549 "	"	"	
Mushinji.	1,548 "	"	"	
Mulamba-	206 "	"	11-2-28	
Kamakondi.				
Musajeji.	2,127 "	"	"	

La Société Minière du Luebo a découvert d'autres mines; elle sera autorisée prochainement par Arrêté Royal, à les exploiter. Elle pourra exploiter ainsi un total de 100.000 hectares de mines. Nous indiquons les 100.000 hectares sur la carte ci-jointe.

Cette concession avait été accordée à M. Goldschmidt par le décret du 1^{er} février 1920. (B. O. 1920, p. 224). M. Goldschmidt l'a cédée à la Société Minière du Luebo.

QUESTION 16.

a) Cause de l'épidémie amarile.

Il semble que l'apparition de cette maladie dans les ports du Bas-Congo est due à des navires qui, bien que ayant touché des ports contaminés des colonies voisines avaient une patente nette de santé et de ce chef ont été admis à la libre pratique.

b) Etendue de l'épidémie.

A BOMA. — L'épidémie se borna à trois cas chez les Européens, dont deux décès. Rien chez les Noirs.

Dès le 17 janvier 1928, le port fut déclaré indemne.

Un nouveau cas mortel a été signalé le 3 mars dernier.

A MATADI. — De fin décembre au 6 février, il y eut chez les Européens 19 cas, dont 8 décès. Chez les Noirs 20 cas et 15 décès.

A partir du 3 février 1928, aucun cas nouveau ne fut constaté et le port de Matadi fut déclaré indemne le 19 février 1928.

Cependant un nouveau cas européen suivi de décès s'est produit le 23 février. Ce seul cas n'est pas suffisant pour replacer Matadi sous l'application des mesures rigoureuses prévues par la réglementation.

A ANGO-ANGO. — Il y eut un malade européen suivi de décès le 9 février 1928.

Aussi longtemps que les ports de Boma et de Matadi ont été déclarés contaminés, les navires ont dû être maintenus à quatre cents mètres au moins de la rive et les embarcations employées en service entre la terre et les navires étaient soumises à la sulfuration préalable et ne pouvaient faire la liaison qu'entre le lever et le coucher du soleil.

Ces mesures ont naturellement été la cause de grands retards dans les opérations de déchargement et de chargement.

De plus, le département sait qu'à Matadi, la montée des trains vers Léo a été suspendue à partir du 23 décembre approximativement jusqu'au 3 janvier. Le 8, une nouvelle suspension a été ordonnée, exception faite pour les trains de ravitaillement.

Encore les trains autorisés à circuler étaient-ils soumis à des inspections et les wagons au soufrage; les locomotives avec le personnel des trains étaient remplacés à la halte de Mpozo par du personnel et du matériel amené de Songololo.

La réduction du nombre des trains expédiés vers Léo a par contre-coup ralenti les expéditions de Léopoldville vers Matadi.

D'autre part, pour éviter l'encombrement des ports du Bas-Congo, le Gouverneur général a, le 24 janvier, pris une ordonnance défendant le débarquement dans des ports, de toutes marchandises amenées par cargo et n'autorisant les paquebots qu'à débarquer des vivres, des médicaments et des objets d'approvisionnement pour les services d'intérêt public.

Ces dispositions ne s'appliquaient qu'aux cargos et paquebots qui avaient quitté leur port d'attache ou effectué leur chargement après le 31 janvier. Je conserve la faculté d'accorder des dérogations à ces dispositions.

D'un autre côté, pour prévenir un afflux de marchandises dans ces ports, dès que le trafic normal sera rétabli, le Roi a, le 14 janvier dernier, pris un décret autorisant le Ministre des Colonies, à étendre au port de Matadi comme aux autres ports du Bas-Congo le régime des licences introduit, en 1926, pour l'expédition vers le Haut, de marchandises débarquées à Matadi.

Par un arrêté ministériel, en date du 14 février, j'ai étendu ce régime au port de Matadi lui-même.

c) Mesures prises pour combattre la fièvre jaune et pour éviter sa réapparition.

Il n'y a pas de mesures thérapeutiques prophylactiques ou curatives. Les espoirs fondés sur l'emploi du serum Noguchi sont fallacieux.

La seule méthode prophylactique est celle basée sur la destruction des larves et des imagos de stégomya et sur la défense mécanique de l'homme malade ou bien portant.

C'est l'application de cette méthode qui a réussi à débarrasser Rio-de-Janeiro et d'autres centres importants de l'Amérique du fléau amarilien.

Dès l'apparition de la fièvre jaune, les autorités locales ont fait procéder au nettoyage approfondi de Boma et de Matadi. Ces mesures ont été étendues ultérieurement à toutes les autres localités, spécialement à celles qui se trouvent le long de la ligne du chemin de fer du Bas-Congo.

En même temps, le Gouvernement local édictait des dispositions destinées à assurer d'une façon plus effective l'exécution des mesures prophylactiques.

Je n'ai pas cessé de me préoccuper des mesures à prendre pour enrayer l'épidémie. De nombreux télégrammes pressants ont été envoyés par moi au Gouverneur général pour l'inciter à prendre les mesures les plus rigoureuses dans les limites des nécessités.

Comme la prophylaxie anti-amarile est très bien connue, nous pouvons espérer

que l'application rigoureuse des mesures usitées pour combattre l'épidémie, en empêchera sa réapparition et surtout son extension à d'autres centres.

QUESTION 17.

Quelle est la situation des ouvriers noirs transportés dans les pays industriels, notamment dans les mines et travaux de chemins de fer, au point de vue :

- a) Du ravitaillement et des cultures vivrières;
- b) Du logement (construction de villages nègres avec terres et cultures)?

RÉPONSE.

Au point de vue légal, la matière est réglée, d'une part, par le décret du 16 mars 1922 (Codes Louwers, p. 1725) sur le contrat de louage des services et, d'autre part, par le décret du 15 février 1921 sur la sécurité et l'hygiène des travailleurs.

Le décret du 16 mars 1922, au chapitre « des obligations du maître », article 13, dispose que, « sauf stipulation contraire, le contrat comporte de droit l'obligation pour le maître de fournir à l'engagé, outre la somme prévue comme salaire, une nourriture saine et suffisante, un logement convenable et les objets de couchage nécessaires ». Le même article 13 prescrit que « la nourriture en nature ou sa valeur en argent doit être fournie par anticipation. La nourriture en nature au moins deux fois par semaine avec un intervalle qui ne sera pas supérieur à quatre jours; la valeur, hebdomadairement ».

L'art. 32 du même décret crée des obligations analogues au recruteur depuis le jour où le travailleur quitte le lieu où il est recruté jusqu'au jour où il est engagé.

Ces mêmes articles permettent au Gouverneur de province de fixer les conditions à observer en ce qui concerne le logement et la nourriture, pour qu'au point de vue du contrat civil, le maître puisse être considéré comme ayant satisfait à ses obligations dans ces domaines.

D'autre part, le décret du 15 juin 1921 (Code Louwers, p. 1754) donne au Gouverneur général et aux Gouverneurs de province, auxquels il a délégué ses pouvoirs, le droit de fixer, même en dehors de toute clause contractuelle, les conditions qui doivent être observées pour le logement et la nourriture des travailleurs.

De nombreuses ordonnances des Gouverneurs de provinces, prises en exécution des décrets du 16 mars 1922 et du 15 juin 1921, ont réglé ces divers points. Notamment, la composition de la ration alimentaire est nettement définie pour chaque province.

Pour faciliter le ravitaillement des centres industriels, une propagande intense a été faite dans les milieux indigènes par le personnel chargé de l'administration des territoires, afin de les amener à développer la production de vivres indigènes.

Les rapports annuels soumis aux Chambres par le Gouvernement de la Colonie donnent, à cet égard, des renseignements (voir notamment le rapport de 1925, pp. 131, 147, 185, 216).

Bien qu'il n'ait pas paru possible, jusqu'à présent, d'imposer, d'une manière générale, aux employeurs de main-d'œuvre, l'obligation d'organiser, pour leur propre compte, des cultures vivrières et d'installer leurs travailleurs dans des villages indigènes, avec terres et cultures, des initiatives ont cependant été prises

en ce sens par un certain nombre d'entreprises importantes. C'est ainsi que des organismes tels l'Union Minière, la Géomines, la Forminière, la Compagnie des Grands Lacs, les Huileries du Congo belge, etc..., exploitent des cultures vivrières pour le ravitaillement de leur main-d'œuvre.

Certaines sociétés mettent à la disposition de leurs travailleurs des semences et des instruments aratoires, pour leur permettre de créer, en dehors de leurs heures de travail, des cultures vivrières auprès des camps.

En ce qui concerne la création de villages indigènes avec terres et cultures, certaines sociétés, telles les Huileries du Congo belge et la Géomines, ont également pris l'initiative d'installer leurs travailleurs dans des villages plutôt que dans des camps.

QUESTION 18.

La Commission désirerait savoir ce que le Gouvernement a fait :

- a) au point de vue de la construction de maisons pour fonctionnaires;
- b) pour assainir les régions insalubres.

RÉPONSE :

a) De 1921 à 1927 il a été accordé au Gouvernement de la Colonie, en dehors des ressources du Budget ordinaire, plus de 64 millions pour l'amélioration des habitations destinées aux fonctionnaires. Cette somme se répartit comme suit :

1921	1,118,561
1922	7,928,415
1923	4,965,425
1924	4,574,310
1925	13,661,525
1926	10,246,699
1927	21,853,350
TOTAL	64,348,285

De plus, il est inscrit au projet de Budget pour 1928, à soumettre incessamment aux Chambres Législatives, un nouveau crédit s'élevant à 14,043,692 fr., ce qui portera à plus de 78 millions le chiffre accordé pour les habitations des agents coloniaux.

Il a été paré à la crise de logement, qui a sévi dans la Colonie, surtout en 1927, par l'envoi urgent de 100 maisons à carcasse métallique.

b) Les travaux d'assainissement sont compris sous la rubrique des travaux d'hygiène détaillés par année dans l'Exposé des motifs du Budget ordinaire de 1926.

Nous reprenons ces chiffres :

	Hygiène Hôpitaux etc.	Eau Voirie-Egouts.
1921	1,682,190	693,900
1922	5,245,720	6,658,900
1923	4,328,850	3,289,217
1924	2,460,259	13,712,941
1925	6,255,691	3,716,000
1926	8,340,486	5,086,460
1927	12,335,267	21,056,674
TOTAL	40,648,553	54,214,097

Pour 1928, il est prévu au Budget, à soumettre aux Chambres, plus de 25 millions de travaux d'hygiène, dont 6,823,000 pour hôpitaux, 16 millions pour travaux de voirie d'assainissement et 3 millions pour travaux antimalariens.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JUNI 1928.

Wetsontwerpen

- 1^o houdende de Buitengewone Begrooting van Belgisch Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927.
- 2^o houdende de Begrooting van de gewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo en van het Algemeen Vice-Gouvernement van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928 ⁽¹⁾.

BELGISCH CONGO ⁽²⁾

Verslag

NAMENS DE COMMISSIE 3, UITGERRACHT DOOR DEN HEER SAP.

MIJNE HEEREN.

Op de eerste vergadering van uwe Commissie, hebben de leden die zoo pas, opgetogen over hunne reis, van Congo waren teruggekomen, de korte uiteenzetting van hunne indrukken besloten met de woorden : « Laten wij optimist zijn en beslist alle noodige uitgaven te doen. Trachten wij sommige fouten te verbeteren, maar steunen we den Minister telkens hij credieten zal vragen

(1) Ontwerp door den Senaat overgemaakt, n^o 72.

Wetsontwerp, n^o 43.

Amendementen, n^o 490.

(2) De heer Mathieu werd belast met het opmaken van het verslag over de buitengewone begrooting voor 1927 en over de gewone begrooting voor 1928 van het algemeen Vice-Gouvernement van Ruanda-Urundi.

(3) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

1^o de leden van de Commissie voor de Koloniën : de heeren Tibbaut, voorzitter, Kreglinger en Pepin, ondervoorzitters; Mathieu en Sap, secretarissen; Beckers, Branquart, Briart, Brutsaert, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Hubin, Max, Piérard, Renkin, Rubbens, Souplit Van de Vyvere, Van Hoeylandt, Van Wallegghem.

2^o zeven leden door de afdeelingen benoemd : de heeren Rombauts, Huysmans, Missiaen, Theelen, Standaert, Van den Corput, De Winde.

die, onder een of anderen vorm, moeten dienen tot de ontwikkeling van de Kolonie; deze is, naast al de andere beschouwingen die ons kunnen leiden, rijk genoeg om later honderdvoudig te vergelden wat men haar goedwillig heeft geleend ».

Deze realistische toon heeft in uwe besprekingen overheerscht. Al uwe leden, buiten de verschillende politieke meeningen om, en met den oprechten wil het Koloniaal vraagstuk boven alle partijbekkernissen te plaatsen en te handhaven, hebben getracht, na den schitterenden bloei van de Kolonie te hebben vastgesteld, de enkele zwakke punten die noodzakelijkerwijze moeten bestaan, en de enkele fouten die niet te vermijden zijn in een zoo grootsch en veel omvattend werk als dit door ons in Congo ondernomen, op te zoeken en in het licht te stellen. De bespreking is niet blijven hangen bij enkele artikelen of cijfers, alle posten van beide begrootingen werden goedgekeurd, maar wij hebben den toestand genomen zooals hij is, zooals hij zich aan ons heeft voorgedaan uit de studie van de documenten en uit de uiteenzetting verstrekt door van de leden die ter plaatse zijn geweest, en wij hebben, met ter zijde-lating alle nieuwe theoretische opvattingen, de verschillende koloniale vraagstukken in oogenschouw genomen, om er enkele algemeene gedachten uit te halen die op dit oogenblik, en voor eene min of meer lange periode, het leitmotiv zouden moeten zijn van onze actie in Congo. Het groot getal vragen, die aan den achtbaren Minister van Koloniën, werden gesteld, en die, met de antwoorden die er werden op gegeven, bij dit verslag zijn gevoegd, ontslaan ons van de uiteenzetting van een zeker getal punten en laten ons toe andere beknopt samen te vatten.

Wij willen ons eerst de tolk maken van eene opmerking die werd uitgebracht, namelijk deze : dat volgens sommige statistieken, die van geene verklaringen zijn vergezeld, de toestand van de Kolonie, die uitstekend is zooals iederen weet, op het eerste gezicht als minder gunstig voorkomt.

In verband daarmee, werd gevraagd dat de juiste rekeningen van de Kolonie, sedert 1912, aan de Commissie zouden worden medegedeeld.

Het antwoord op de tweede vraag, en de uitleggingen van den heer Minister van Koloniën schijnen ons van aard, zekere bekommernissen te doen verdwijnen. Vele leden dachten evenzoo dat, onder handelsopzicht, zekere producten op de uitvoertabellen voorkwamen voor bedragen die beneden de werkelijke waarde stonden. Om over die waarde te oordeelen, verklaarde de heer Minister, moet men rekening houden met het feit dat, voor het meerendeel van de uitgevoerde producten, er geene markt in Congo zelf bestaat, en dat het dienvolgens niet mogelijk is eene mercuriale vast te stellen. Men moet dus als basisprijs nemen den verkoopprijs van de producten op de Europeesche markten, waarvan men moet aftrekken al de onkosten die normaal op de producten wegen van af hun uitvoer tot op het oogenblik van den verkoop. Deze onkosten zijn aanzienlijk en onderhevig aan vaak zeer belangrijke schommelingen. Prijsafwijkingen kunnen op die wijze als ongerechtvaardigd voorkomen, dan wanneer uit een aandachtig onderzoek blijkt dat ze heel en gansch normaal zijn.

Deze verklaringen schonken geen geheele voldoening aan sommige leden van de Commissie, die van oordeel blijven dat de afwijking te groot is tussehen de prijzen die op de uitvoertabellen voorkomen en deze welke worden gesteld op de Europeesche markten. Maar, dit is op stuk van zaken slechts eene kwestie zonder belang in vergelijking met de andere vraagstukken waaraan de Commissie hare aandacht heeft gewijd, en in de eerste plaats het arbeidersvraagstuk.

HET ARBEIDERSVRAAGSTUK.

Het arbeidersvraagstuk is ernstig, en dringende maatregelen zijn noodzakelijk. De Commissie was het eens om te verklaren dat, — in aanmerking nemende den ontwikkelingsgraad waartoe de Kolonie gekomen is en de mate waarin de inboorlingen zich aan de nieuwe levensvoorwaarden aanpassen, die voor hen voortvloeien uit de snelle en voortdurende verandering van Congo, — men te ver gegaan was in de richting der industrialisatie en dat het tijd is om wat stil te blijven staan.

De besluiten ingediend door het Raadgevend Comité voor de arbeidskracht, waarvan de taak was deze op peil te brengen der Commissie van 1925, toonen aan hoezeer de vrees gegrond is. De Regeering die zich rekenschap geeft van den toestand en er ten eerste om bekommerd is, zal zoo zij de voorstellen en besluiten van het Comité overneemt, feitelijk een aanzienlijk deel van de Kolonie moeten laten rusten. In vele streken van Congo en dit voor een min of meer langen tijd, zal er geen gelegenheid meer zijn voor nieuw initiatief; er zal zelfs, wat heel erg is, geen gelegenheid meer zijn voor initiatief op landbouwgebied. Het Comité stelt bijv. voor, in de streken n^os 4 en 6 van Katanga, gedurende 5 jaren, geen verloven tot mijnopzoeken te verstrekken; het stelt ook voor, gedurende eene zelfde periode geene concessies meer te verleenen die op den landbouw betrekking hebben, « wat ook haar doel zij ». Op het geheele gebied van Katanga, dat door het Comité in zeven streken verdeeld werd, zal men gedurende vijf jaren, geene opzoeken meer mogen doen noch mijnconcessies verkrijgen; in eene enkele strek zullen al de vormen van landbouwconcessies kunnen toegelaten worden, doch onder voorbehoud dat het evenwicht tusschen de beschikbare arbeidskracht en de vereischen van het bedrijf niet verbroken worde; in twee andere streken zal men slechts al de vormen van landbouwbedrijven toelaten op voorwaarde, dat de helft van de gronden gebruikt worde voor de levensmiddelenproductie. Er werden voor andere streken van Congo, echt draconische maatregelen voorgesteld door het Comité; voor de Oostelijke provincie en Ruanda alleen heeft men elke beslissing moeten uitstellen, daar het Comité niet in het bezit was van de inlichtingen welke moesten toelaten met kennis van zaken uitspraak te doen. De al te snelle industrialisatie heeft dus een moeilijken toestand geschapen. De achtbare Minister van Koloniën heeft dit, beter dan wie ook, begrepen. Hij heeft het gezegd in de merkwaardige redevoering die hij, op 6 Januari 1928 uitsprak, bij de aanstelling van het Comité voor de arbeidskracht.

« Het arbeidersvraagstuk blijft het moeilijkste en het meest dringende van al » de vraagstukken onzer koloniale taak...

« Alhoewel wij nog niet beschikken over al de gegevens die ons moeten toelaten, met kennis van zaken, den stand te beoordeelen van het vraagstuk der » arbeidskracht in onze Kolonie, toch moeten wij van nu af aannemen dat de » toestand, sedert 1926, eerder erger en ingewikkelder geworden is en dit » wegens de buitengewoon snelle economische ontwikkeling die zich sindsdien » voordeed.

» Ik werd er toe verplicht, op stelselmatige wijze eene afwachtende houding » aan te nemen in zake verleenings van concessies. Dergelijke gedragslijn kan » slechts eene voorloopige oplossing zijn die, onder andere nadeelen, het gevaar

» oplevert, dat streken die misschien rijp zijn om deel te nemen in de algemeene bedrijvigheid, onontgonnen blijven. Zoo men, anderzijds, al te vrijgevig is, stelt men zich bloot aan nog ergere gevolgen. Indien men, bijv. in eene streek, de oprichting toelaat van bedrijven waarvan de behoeften aan werkkraacht de arbeidsmogelijkheden der bevolking te boven gaan, zal deze buiten alle mate gezocht worden en de mededinging van de werkgevers zal de loonen buitensporig doen stijgen.

» Deze mededinging zal gepaard gaan met het zoeken naar werkkrachten in streken die verwijderd zijn van de bedrijven. Men kent de nadeelen hiervan zoowel voor de inboorlingen die men opzoekt als voor de bedrijven opgericht in de streken waar men werkkrachten aanwerft ».

Hoe pijnlijk de voorgestelde maatregelen ook zijn, schijnt het niet mogelijk er de strenge en onmiddellijke toepassing van te vermijden.

Afgezien van het voorgaande, moet heel het vraagstuk van de arbeidskrachten beheerscht worden door de drie volgende overwegingen die in het verslag van de Commissie zijn uiteengezet: « Het koloniseerend land heeft tot plicht het physiologisch, zedelijk, verstandelijk en sociaal peil van het volk dat het beheert te verheffen; de inlandsehe maatschappijen mogen er niet toe gebracht worden eene krachtsinspanning te leveren die haar in hare levensbronnen zou treffen; men moet de ontwikkeling verzekeren van den handel, den landbouw en de nijverheid, die eene van de bestaansredenen is van onze koloniale onderneming ».

Deze laatste overweging moet ondergeschikt blijven aan de eerste twee. Het beginsel van de vrijheid van den arbeid, en dienvolgens het verbod van allen werkelijken dwang, werd eens te meer door de Commissie bevestigd en er kan geene uitzondering gemaakt worden tenzij in geval van noodzakelijkheid, en enkel wanneer het algemeen nut zulks vergt. Deze uitzondering moet men aannemen, want het spreekt van zelf dat de voltooiing van de groote openbare werken, door den Staat ondernomen, niet in gevaar mag gebracht worden door gebrek aan voldoende arbeidskrachten. Wanneer men echter, in het geval dat wij aanhalen, tot een zekeren dwang moet overgaan, moeten alle voorzorgen genomen worden om dezen doorde schuld van de aanwervers niet meer te doen ontaarden in misbruiken, zooals het herhaaldelijk is gebeurd, en dat de arbeiders, daar waar zij moeten werken, voldoende installaties vinden, wat soms te wenschen overlaat.

Het verbod van lijfswaang omvat echter niet, en kan niet omvatten, het verbod van aansporingen van de zijde der overheid. Ongelukkiglijk, is de grens tusschen beide moeilijk te trekken, en het zou wenschelijk zijn dat de Regering op dit punt nog duidelijker de onderrichtingen bepaalde die zij reeds heeft gegeven. De Commissie, die kennis heeft genomen van het verslag van de Commissie voor de arbeidskrachten en er de besluiten van kent, heeft zich zelfs afgevraagd of men niet verder moest gaan. Vele leden hebben op de meest uitdrukkelijke wijze verklaard, dat zij niet konden aannemen dat men nieuwe landbouwondernemingen terzijde schuift, zooals men het voorschrijft voor sommige streken van Katanga. Zij zijn integendeel de meening toegedaan dat men dit initiatief moet aanmoedigen, overal waar het zich voordoet en dat men desnoods de bedrijvigheid in de mijnen moet beperken om op die wijze de arbeidskrachten vrij te maken die, volgens eene gezonde politiek, in de eerste plaats voor den landbouw moeten bestemd worden.

Na deze beschouwingen volledig te hebben goedgekeurd, drukt een lid in 't bijzonder op de noodzakelijkheid, den inlander tot een vrijen en doelmatigen

medewerker van den blanke te maken. In betrek daarmede doet hij de volgende mededeeling :

« Wil men van den inlander een vrijen en doelmatigen medewerker van den blanke maken, dan moet het werk voor hem een voldoende aantrek hebben. Welnu, in de meeste gevallen, berust bij de primitieve volkeren van Congo de samenleving op anti-economische en soms zelfs anti-familiale grondslagen die het vestigen van het vermogen en het rationeel gebruik ervan verhinderen voor het welzijn van het gezin. Zij is er zelfs meer op ingericht den rijkdom te vernietigen en de eerste plicht van den koloniseerder is, in de verschillende gewesten te onderzoeken welke de inlandsche instellingen zijn die het doordringen van de Europeesche werkwijzen en de praktijk van den vrijen arbeid verhinderen.

Wij kunnen hier slechts een voorbeeld aanhalen.

De Bantoues van Beneden Congo kennen niet het aan de vrouw en de kinderen overdraagbaar gezinsvermogen; zij kennen zelfs niet het gezin gegrondvest op het gezag van den man of den vader, zij zijn ingericht in stammen die de eigenaars zijn van de goederen en van de personen, die het matriarchaal regiem toepassen en aan het gezin zijne essentiele bestaansmogelijkheden ontnemen: de eenheid, de onafhankelijkheid, het gezag van man en vader, het erfelijk vermogen. Ook blijft de stam eigenaar van de vrouw waarvan hij, in zijn eigen belang, de veiligheid moet waarborgen. Hij treedt op in geval van ziekte; hij neemt de vrouw terug wanneer de man sterft.

Hij ontnemt aan de ouders de kinderen zoodra zij volwassen zijn en eigent er zich de waarde van toe, wanneer hij ze verkoopt als slaven of wanneer hij ze ten huwelijk geeft tegen een bruidsgift.

De kinderen erven niet van hunne ouders; het vermogen van den vader, met uitzondering van het vee, van de slaven en van de vrouwen die het eigendom zijn van den matriarchalen stam, wordt vernietigd op zijn graf.

Op die wijze wordt het huwelijk verlaagd tot het peil van eene tijdelijke vereeniging die werkt ten voordeele van den stam en ten nadeele van het gezin; en men vraagt zich af, welk belang de neger kan vinden in het vergaren van eenigen rijkdom, in de praktijk van de voorzorg, in het vestigen van een gezinsvermogen, in de gewoonte van een geregelden en doorgezette arbeid.

De voldoening van zijn onmiddellijke behoeften beperkt gewoonlijk den duur van zijn arbeid, te meer daar de natuur hem gemakkelijk het noodige voedsel voor zijn onderhoud oplevert; en zoo rijst bij den blanke de gedachte op van den rechtstreekschen, onrechtstreekschen of moreelen dwang.

Om dien dwang noodeloos te maken, moet men den arbeid aantrekkelijker maken met den stam te vervangen door het gezin, en door middel van de juridische regeling van het gezin op den grondslag van de zelfstandigheid, de eenheid, het gezag van den man en den vader, het erfelijk vermogen.

Deze hervorming werd verwezenlijkt te Kisantu door eene algemeene vergadering van de gezinshoofden, die, naar het voorbeeld der Merovingische gerechtszittingen, aan de inlandsche samenleving de juridische beteekenis gegeven hebben van de christelijke samenleving van Europa.

Zij zou kunnen uitgebreid worden tot andere gewesten.

De stam heeft geen reden van bestaan meer sedert de veiligheid in de Kolonie verzekerd is.

Vroeger, ten tijde van de algemeene onzekerheid en van de rooftochten, stond hij boven alle private en familiale belangen; hij vertegenwoordigde de kracht in

degemeenschappelijke verdediging, en moest er over waken dat zijn ledental niet verminderde. Daarom eischte hij nijverigden eigendom op van de vrouwen en van de kinderen die uit deze werden geboren.

Bezit was bijzaak; het kon zelfs een gevaar zijn, daar het tot plundering kon aansporen; daarom bestond het alleen, zooals bij de half-nomadische volkeren, uit het levend vee, de slaven en de vrouwen. De munt die het vertegenwoordigt en het ruilbaar maakt bestond nog niet.

Thans is dit alles veranderd en de klassieke en matriarchale instelling heeft geen reden van bestaan meer.

Het vervangen van den stam door het gezin eischt de volle aandacht van de Regeering. Deze thesis echter draagt niet de volledige instemming van al de leden mede; eenigen onder hen maken zelfs daaromtrent uitdrukkelijk voorbehoud.

DE UITBREIDING VAN DEN LANDBOUW IS NOODZAKELIJK.

De groote oorzaak van het kwaad dat de Kolonie ondermijnt, is het werkelijk gebrek aan evenwicht dat in de economie is ontstaan, doordat de landbouw niet in dezelfde mate is vooruitgegaan als de andere nijverheidstakken. De negers zijn ondervoed, de landbouw lijdt gebrek aan arbeiders, de nijverheid en de groote werken eischen steeds meer en meer de werkkrachten op en veroorzaken op vele plaatsen de ontwrichting van het inlandsch leven. De Commissie is dus van oordeel, zooals trouwens ook de achtbare Minister van Koloniën, dat deze periode van al te snelle ontwikkeling der nijverheid moet afgesloten worden, want zij zou kunnen doodelijk zijn, en dat, zelfs wanneer daardoor de exploitatie van de bestaande mijnondernemingen moest gehinderd worden, men aan den landbouw, — factor van rijkdom, orde, stabiliteit en zedelijkheid, — de plaats moest geven die hem toekomt en die hij van het begin af had moeten innemen, namelijk de eerste. Eensgezind heeft de Commissie op dit punt haar uitdrukkelijken wil te kennen gegeven, en zij meent dat het Moederland en de Kolonie voor geene enkele uitgave mogen terugdeinzen om den toestand te herstellen. Voorzeker is de landbouw eene nijverheid die langzaam evolueert en die slechts na langen tijd vruchten oplevert, maar de te brengen offers zijn niets in vergelijking met het resultaat dat bereikt moet worden. Het is inderdaad heel het vraagstuk van de bevolking dat gesteld wordt, het is de beschavingstaak die wij hebben opgenomen, de rationeele tot waarde bringing en het uiteindelijk lot van de Kolonie welke op het spel staan. De eerste taak die wij in Congo te verrichten hebben, de schoonste ook, is het verheffen van het zwarte ras tot de beschaving. Het is een werk van langen adem dat, om te gelukken, moet voortgezet worden onder bijzondere voorwaarden. De overgang tussehen het tegenwoordig leven van den neger en het leven dat de ontwikkeling van de Kolonie hem voorbereidt voor morgen, mag niet te plots geschieden. Alvorens te trachten den zwarte aan te passen aan de nieuwe en koortsige levenswijze die het oprichten van groote nijverheidsondernemingen heeft tot stand gebracht, moet men gaan langs het kalmer en langzamer stadium van den landbouw.

Maar het vraagstuk aldus gesteld is niet zoo gemakkelijk op te lossen, omdat men, vooreerst, stoot op de aanzienlijke onkosten, zonder spoedige heruitkeering, die het landbouwstadium medebrengt, omdat men eveneens in botsing komt met den werkelijken toestand, verwekt door de afwezigheid van behoeften en, de natuurlijke vadsigheid van den neger. De inlander heeft zoo weinig behoeften

hij vindt zoo gemakkelijk zijn voedsel, hij wint bijna overal, met zoo weinig moeite, het noodige geld voor de betaling van de belastingen en voor den aankoop van eenige Europeesche koopwaren, dat hij er geen zin in heeft de oppervlakte van zijne voedingsplantages, het kweken van vee en pluimgedierte, zijne aanplantingen voor den uitvoer uit te breiden. Tot hiertoe, en ondanks alles wat er gedaan werd, zelfs op die plaatsen waar, door de nabijheid van de mijnondernemingen, de afzet van de producten gemakkelijk en winstgevend is, moet men telkens weer vaststellen dat de inlander een groot, zorgeloos en vadsig kind is. Uit zijn eigen bewerkt hij slechts het volstrekt minimum, hij breidt zijne cultuur en zijn veekweek slechts uit wanneer de territoriale overheid het hem uitdrukkelijk oplegt. Er zal dus eene drukke landbouwpropaganda moeten gevoerd worden in al de streken van de Kolonie met te gelijker tijde uitoefening van zekeren dwang, om de inlanders een minimum van cultuur op te leggen. Overal waar de tegenwoordige omstandigheden het eenigszins toelaten, zal men tevens de industriele ontwikkeling moeten ondergeschikt maken aan deze van den landbouw en, in de mate van de mogelijkheden, streken bepalen die aan den landbouw worden voorbehouden in zoodanige voorwaarden dat de mijnnijverheid, die in de nabijheid zou bestaan, in geenen deele de ontwikkeling er van kunne belemmeren, maar er enkel eene nuttige aanvulling van zij. Aan deze laatste overweging heeft de achtbare Minister van Koloniën gehoor gegeven toen hij het Kivu Comité heeft opgericht.

HET KIVU-COMITÉ.

Over de oprichting van het Kivu-Comité, werd in de Commissie een langdurige gedachtenwisseling gevoerd.

Niet al de leden voelden er evenveel geestdrift voor; bezwaren van een zeker gewicht werden geuit; het vóór en het tegen werd zorgvuldig onderzocht.

Zetten we de kwestie uiteen en vatten we de debatten zoo objectief en zoo volledig mogelijk samen.

De toetreding welke sommige leden der Commissie ten slotte aan de nieuwe formule hebben gegeven kan er slechts in waarde bij winnen. In de Toelichting van het ontwerp van decreet waarbij het Comité wordt opgericht, wordt het doel er van omschreven als volgt :

» Het hoofddoel van het Kivu-Comité bestaat er in, de zoogenaamde streek
 » van Kivu nauwkeurig te onderzoeken en in te richten met het oog op de
 » verkeers- en verbindingswegen, op de uitbreiding van den landbouw en der
 » daarmee verband houdende bedrijven, alsmede op het productief maken der
 » mijnen ».

Artikel 3 van het ontwerp, herhaalt dit bijna woordelijk en maakt, daarenboven, gewag van de Europeesche landbouw-kolonisatie.

« Art. 3. — Het Genootschap heeft voor doel :

» a) Het Kivu-gewest nauwkeurig te onderzoeken en in te richten met het oog
 » op de verkeers- en verbindingswegen, op de uitbreiding van den landbouw en
 » van landbouwkolonisatie, zoowel voor wat betreft de Europeesche als inheem-
 » sche, evenals op de uitbreiding der landbouwbedrijven en andere industrieën.
 » b) In de genaamde streek, de gronden welke van het privaatsdomein der
 » Kolonie deel uitmaken, evenals de nog niet geconcedeerde mijnen, renderend
 » te maken ».

Uit de aldus in noodzakelijk algemeene bewoordingen bepaalde doeleinden

zou men niet kunnen besluiten dat de Europeesche landbouw-kolonisatie op de eerste plaats de bezorgdheid van den Minister heeft gaande gemaakt, doch de gedachte van den achtbaren Eersten Minister wordt nader bepaald en aangevuld in een studie, in Februari j. l., verschenen in de *Revue Economique Internationale* :

« Vele van onze jonge landbouwers, zegt hij, inzonderheid in Vlaanderen, » vinden geen middel meer zich op den geboortegrond te vestigen, waar hun » voorvaderen steeds hebben kunnen leven. Niet omdat hun de lust tot werken » ontbreekt, maar de vaderlandsche grond — in den huidige stand van den » landbouw — zou te klein kunnen worden om er al zijn kinderen op te houden. » Van daar de periodieke uitwijkingbeweging naar onderscheidene landen, » inzonderheid naar Frankrijk. In den loop van het jaar 1926 alleen, zijn naar » Frankrijk meer dan 22,000 landbouwarbeiders uitgeweken, en alles laat voor- » zien, dat deze beweging, binnen de eerstvolgende jaren, niet zal verslappen.

» Verscheidene duizenden Belgische landbouwers hebben zich in Frankrijk » gevestigd. Het is dus natuurlijk dat de aandacht, eens te meer, naar Congo » wordt gericht, alwaar de belanghebbenden hun bevoegdheden in meer- » dere mate en met ruimer uitzichten zouden kunnen aanwenden. »

— Verder, bij het onderzoek der voorwaarden onder dewelke het Comitéit gronden kan concedeëren, gaat hij voort :

« Men zal zich, trouwens, met die gronden zeer spaarzaam moeten toonen en » de uitbreiding der concessies beperken tot redelijke cijfers welke, voor die » streek, veel lager zullen zijn dan die welke in Belgisch Congo in voege zijn. » Dit zal noodzakelijkerwijs gebeuren, overal waar men een Europeesche koloni- » satie wil vestigen : de groote domeinen moeten er de uitzondering zijn ; de » landbouwkolonisatie is, eerst en vooral, een kolonisatie van gemiddelde en van » kleine landbouwers. »

Eindelijk, tot besluit van zijne studie en om de landbouwzending van het Comitéit nader te bepalen, voegt de achtbare Eerste Minister er bij :

« Tot nog toe telt Belgisch Congo, — zoo uitgestrekt, zoo rijk in landbouw- » vooruitzichten, — slechts een onbeduidend getal Belgische kolonisten.

» Op 18,000 aldaar gevestigde blanken, zijn er niet meer dan 300 land- » bouw-kolonisten, waarvan slechts de helft Belgen zijn.

» In de eenige streek van Kivu, waar deze kolonisten gevestigd zijn, namelijk » op de oevers van het meer, zijn er nog slechts een goed honderdtal en 80 t. h. » onder hen bezetten enkel kleine concessies van 100 tot 500 hectaren ; slechts » enkelen hebben meer dan 1,000 hectaren aangevraagd.

» De door ons bedoelde kolonisatie, niet alleen voor de streek van het meer, » maar voor gansch de uitgestrektheid van het Kivu-grondgebied, zal, natuur- » lijk, heel wat belangrijker zijn. »

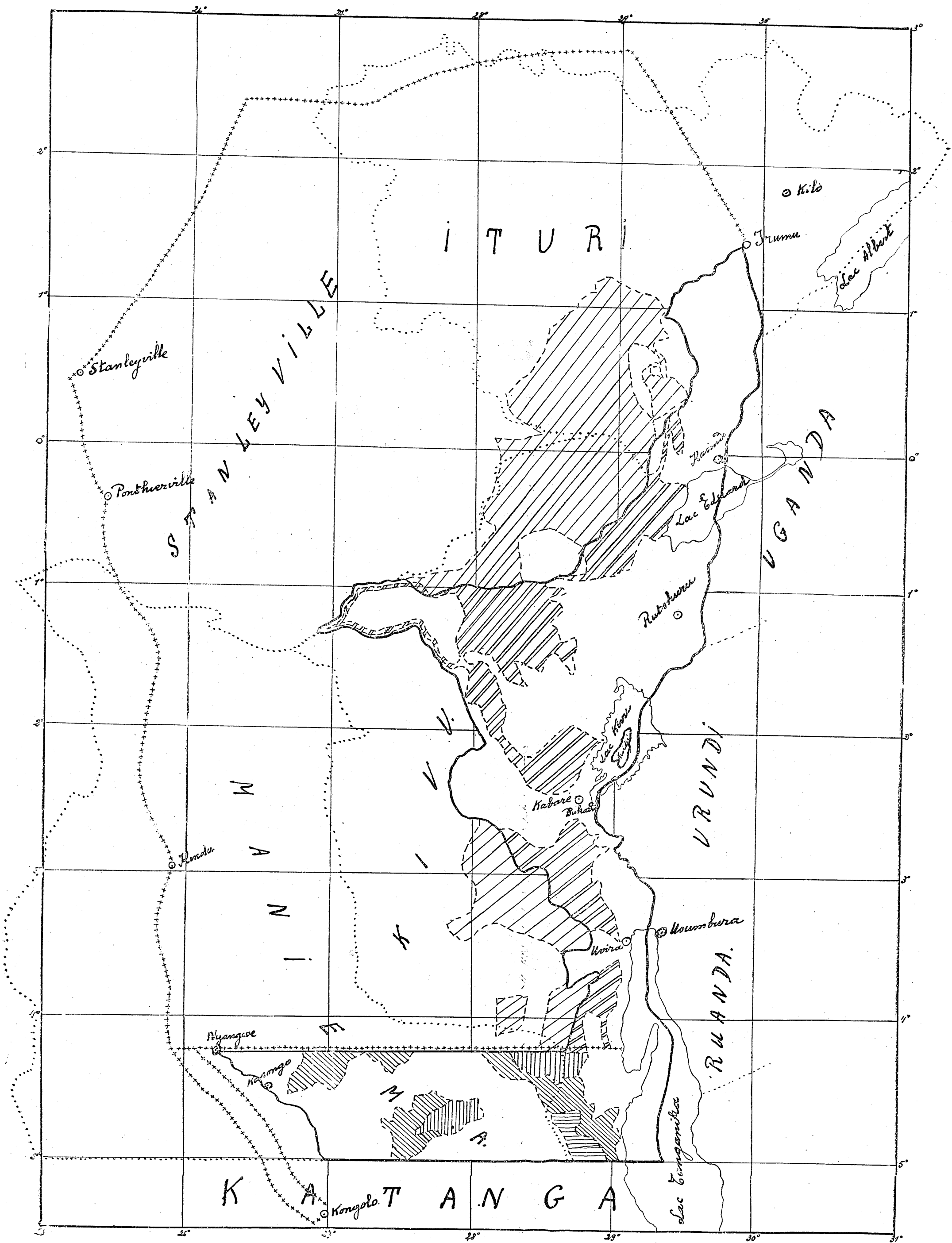
De Commissie was het eens om te oordeelen dat men niet genoeg de poging zou kunnen steunen die er toe strekt om, in de prachtige Kivu-streek, een landbouwdomein tot stand te brengen, dat niet moet onderdoen voor het weidsche mijndomein van Katanga, maar er de noodzakelijke vollediging moet van zijn.

De geuite bezwaren betroffen de drie volgende punten :

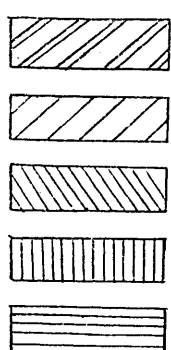
1^o Was het noodig het Nationaal Comitéit tot stand te brengen om het door den Minister van Koloniën aangewezen doel te bereiken ?

2^o Worden de rechten van den Staat, door de oprichting van het Nationaal Comitéit, niet verminderd ten bate van derden ?

Grondgebied beheerd door het « KIVU-COMITEIT »



De Minière Gr. Lacs.
id
Belgika
Forminière
Synkin.



- Mijnvergunningen van de « Maatschappij der Grooten Meren », gelegen in het grondgebied van het « Kivu-Comiteit ».
- Andere mijnvergunningen van de « Maatschappij der Grooten Meren ».
- Mijnvergunningen van de Belgika.
- Mijnvergunningen van de Forminière.
- Mijnvergunningen van de Synkin.
- Grenzen van het « Kivu-Comiteit »
- Districtgrenzen.
- Grenzen van het grondgebied binnen hetwelk de « Maatschappij der Grooten Meren » 400.000 hectaren grond mocht kiezen (Overeenkomst van 1924).

3° Zal het mogelijk zijn het Regeeringsprogramma uit te voeren, zooals het door den achtbaren Minister werd bepaald?

1. — *Was het noodig het Nationaal Comité tot stand te brengen om het door den Minister van Koloniën aangewezen doel te bereiken?*

De achtbare Minister van Koloniën beroept zich, om de totstandbrenging van het Comité te billijken, op drie voornamen redenen : de eerste van financieelen aard, de tweede van rechtskundigen aard, de derde van practischen aard.

De eerste twee werden uiteengezet in de studie welke in de *Revue Économique Internationale* is verschenen :

« Dit programma, zegt hij, en de inlichtingen welke wij bezitten omtrent de » onkosten veroorzaakt door de landbouw-kolonisatie in andere landen, toonen » aan dat de inrichting van Kivu, gedurende vele jaren, aanzienlijke uitgaven zal » vergen alvorens men er kolonisten zal kunnen ontvangen. En wanneer dezen » er zich zullen vestigen, zal men het krediet moeten inrichten, alsmede heel » de economische en hygiënische uitrusting welke voor hun bestaan onontbeerlijk » is. Welnu, de Koloniale Schatkist draagt in de overige gewesten der Kolonie den » last van zoo menigvuldige en zoo veel kostende werken dat het haar geenszins » mogelijk is, op dit oogenblik, aan die nieuwe krachtsinspanning het hoofd te » bieden. »

Komt, vervolgens, het rechtskundig argument dat als volgt wordt uiteengezet :

« De in 1902 tusschen den Onafhankelijken Staat en de Maatschappij der » Groote Meren getroffen Overeenkomsten lieten aan deze laatste toe grondop- » pervlakten in gebruik te nemen, aangroeiende met de uitgaven veroorzaakt » door de aanlegging van den Spoorweg der Groote Meren. De achtereenvol- » gende uitbreidingen van dien spoorweg verwierven aan de Maatschappij » 12 millioen hectaren of viermaal de oppervlakte van België en een twintigste » van de geheele oppervlakte van Congo ». .

In 1921, werd een nieuwe Schikking getroffen, die beter overeenkwam met de belangen der Kolonie.

« De Maatschappij der Groote Meren had het recht verkregen, in ruil voor de » 12 millioen hectaren die de eerste overeenkomst haar toekende, 400,000 hec- » taren grond te kiezen om ze in vollen eigendom te bezitten. Zij kon ze nemen » naar keuze in de gansche zuidelijke helft van de Oost-Provincie, dus ook op het » gebied van Kivu. Dit recht werd verleend sedert 1922, en moest slechts eindigen » vijftien jaar later; het moest dus nog tien jaar duren.

» Onder die voorwaarden moest, tot in 1937 alle belangrijke landbouw- » kolonisatie onmogelijk worden, want de Maatschappij der Groote Meren mocht » zich vestigen op de vruchtbaarste braakgronden die 't best gelegen waren voor » de verbindingswegen.

» De Maatschappij was ten andere reeds met de keuze begonnen en, zooals » men kon verwachten, liet zij niet na de braakliggende gronden te kiezen die » het best zouden gepast hebben voor de landbouwkolonisatie. Zeker, zij zou » beproefd hebben ze aan de landbouwkolonisten te verkoopen of te verhuren, » maar aan veel minder gunstige voorwaarden van afstand dan wanneer de » gronden nog aan de Kolonie hadden toebehoord.

» Er moest dus onderhandeld worden om van de Maatschappij der Groote » Meren te bekomen, dat zij er van af zag gronden te kiezen in de streek van » Kivu.

» Die onderhandeling kon des te moeilijker zijn daar de Maatschappij terecht
 » mocht hopen dat de inrichting van het Kivu-gebied automatisch in de nabije
 » toekomst, eene belangrijke meerwaarde zou geven aan hare eigendommen.

« Om uit deze financiële en juridische moeilijkheden te geraken, moest er eene
 » nieuwe formule gevonden worden, die soepel genoeg was om te gelijktijd
 » de rechten van de Kolonie te vrijwaren en de snelle ontwikkeling van het
 » gebied te verzekeren.

» Deze formule werd verwezenlijkt door het oprichten van het Nationaal Kivu-
 » Comité. Dit Comité is eene belangsvereniging tusschen den Staat, de
 » Maatschappij der Groote Meren en groepen van zakenlieden. »

De derde reden, van essentieel practischen aard, werd uiteengezet in den loop
 van een der vergaderingen van de Commissie. Na gewezen te hebben op de
 omstandigheden onder welke tamelijk onverwacht het ontwerp van deze nieuwe
 instelling oprees, zette de achtbare Minister uiteen dat men voorzeker de exploi-
 tatie van het Kivu-gebied had kunnen ondernemen met de gewone middelen van
 de Administratie, maar dat de ervaring geleerd heeft dat de administratieve
 methodes altijd gepaard gaan met traagheid. Hij voegde daar aan toe :

« Twee nieuwe vraagstukken rezen op in de omstreken van het Meer en waren
 » van belang voor de bevolking en de economische toekomst van de gansche
 » streek. Gebrek, en soms zelfs moorddadige hongersnood kwamen herhaaldelijk
 » voor in sommige deelen van Ruanda-Urundi, en maakten de snelle ontwikkeling
 » van het verkeer en van den landbouw in heel de bergstreek van Kivu-Ruanda-
 » Urundi wen-chelijk; anderzijds, bij gebrek aan eenige nijverheid en in de
 » onmogelijkheid iets te verdienen in hun eigen land, hebben 50,000 inlanders
 » van Ruanda-Urundi de gewoonte aangenomen te gaan werken in de koffie- en
 » katoenplantages van nabij gelegen Engelsche bezittingen; het was zeker wen-
 » schelijk zoo spoedig mogelijk in het Kivu gebied een economische landbouw-
 » situatie tot stand te brengen die voldoende zou zijn om ten minste, een deel van
 » de steeds groeiende bevolking van Ruanda-Urundi aan te trekken. Het was niet
 » mogelijk in deze twee punten, evenals voor het aanleggen der verbindings-
 » wegen, den steun aan de landbouwers, de inrichting van de hospitaal- en
 » geneeskundige diensten, met de gewenschte snelheid vooruit te gaan tenzij de
 » leiding en de uitvoering van die gezamenlijke werken werden toevertrouwd aan
 » een organisme, dat meer vrijheid van handelen heeft dan eene openbare
 » administratie, alhoewel het toch zou geplaatst zijn onder het rechtstreeksch
 » toezicht van het Gouvernement der Kolonie ».

Vele leden van de Commissie waren van oordeel, dat de bewering van den
 achtbaren Minister als zou de Koloniale Schatkist op dit oogenblik niet bij machte
 zijn de voor Kivu gevraagde nieuwe inspanning te dragen, te absoluut was
 en dat het gemakkelijk zou geweest zijn het noodige geld te vinden. Maar zij
 hebben erkend dat de inbreng van 150 miljoen, gedaan door de financiële
 groepen die in het Comité zijn geïnteresseerd, en voor dewelke de Kolonie geen
 interest te betalen heeft maar die eventueel zullen rendeeren door middel van de
 gemaakte winsten, niet te versmaden was. Het financieel argument is naar hunne
 meening geen beslissend argument, maar het verdient aandacht.

Tegenover het argument van juridischen aard, heeft men den feitelijken toestand
 gesteld zooals die zich voordeed op het eind van verleden jaar, d. i. op het
 oogenblik dat de nieuwe overeenkomsten tusschen de « Compagnie des
 Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » en de Kolonie
 werden gesloten. Juridisch had de Maatschappij der Groote Meren het recht in

het vermelde gebied een gedeelte of zelfs het geheel der 400,000 hectaren te kiezen die haar door de overeenkomst van 9 November 1921 waren toegekend. Praktisch nochtans had de Maatschappij der Groote Meren in het Kivu-gebied volstrekt niets gedaan. Zij had zich beziggehouden met de prospectie en afgrenzingswerken van de mijastreken die zij gunstig vond, maar zij had volkomen verzuimd haar grond domein te kiezen.

De Regeering zou volkomen het recht hebben gehad de beweegredenen van hoogere orde, die het productief maken van het land vergden, te stellen tegenover de eventuele eischen van de Maatschappij der Groote Meren, die haar in haar kolonisatiewerk hadden kunnen hinderen. De Maatschappij zou moeten toegeven hebben. Men kan echter aannemen dat de Regeering, wegens het feit dat zij de helft der aandelen van de Maatschappij in portefeuille heeft, zich in een tamelijk kieschen toestand bevond om deze zienswijze op te dringen aan de andere aandeelhouders, en dat het onder die voorwaarden beter was eene minnelijke schikking te treffen.

Op de bezwaren van practischen aard heeft men geantwoord, dat talrijke streken van Congo zich op prachtige wijze hebben kunnen ontwikkelen zonder tussenkomst van de nationale Comiteiten. Het is eene kwestie van personeel en van geldmiddelen.

De Oost-Provincie, waarin het Kivu-gebied gelegen is, heeft onder de aansporing van de Algemeene Vice-Gouverneurs De Meulemeester en Moeller, eene ontwikkeling gekregen die iedereen moet bewonderen, en het Kivu-gebied zelf krijgt snel een ander uitzicht. Zoo de werken niet vlugger vooruitgaan, komt dit doordat de verantwoordelijke overheid, die zich ter plaatse bevindt, niet beschikt over de noodige middelen. De verslaggever heeft ten Noorden van Katana een rijksbaan zien aanleggen door negers die zelfs niet de meest onmisbare werktuigen hadden.

De toepassing van deze theorie zou in laatsten aanleg er kunnen toe leiden, dat aan de Administratie hare essentiele taak ontnomen wordt ten voordeele van de Comiteiten. Sommige leden van de Commissie waren nochtans van oordeel dat de oprichting van het Comité, zoo het niet noodzakelijk was, toch de verwezenlijking van het door den achtbaren Minister nagestreefde doel kan vergemakkelijken.

II. — *Maakt de oprichting van het Nationaal Comité geen inbreuk op de rechten van den Staat ten bate van derden?*

De Commissie heeft vervolgens onderzocht of de oprichting van het Nationaal Comité geen inbreuk maakt op de rechten van den Staat ten bate van de Maatschappij der Groote Meren.

Krachtens de Overeenkomsten afgesloten bij de oprichting van het Nationaal Kivu-Comité, heeft de Maatschappij der Groote Meren afgezien van het recht om in het gedeelte van bovenvermelde grondgebieden, onder littera a, — en in zooverre zij zich bevinden in de streek geplaatst onder het gezag van het Comité — de gronden te kiezen welke haar, bij artikel 3 der Overeenkomst van 9 Januari 1921 in vollen eigendom worden toegekend. Daarenboven, vermindert zij, tot een totaal van 200,000 hectaren, de oppervlakte van de gronden welke zij het recht heeft te kiezen in andere streken dan de streek van Kivu.

Ter vergoeding voor dien afstand, ontvangt zij 30 t. h. van de door het

Comiteit uitgekeerde winsten, die overblijven na voorafnemings van een aandeel tot vestiging van het reservefonds en van de som die noodig is om een dividend van 7 t. h. toe te kennen, op het in specie gestorte kapitaal.

Door af te zien van het recht om gronden te kiezen in de streek geplaatst onder het gezag van het Kivu-Comiteit, bekomt de Maatschappij der Groote Meren dus, ter vergoeding, 30 t. h. van de winsten welke, eventueel, door het Comiteit zouden uitgekeerd worden. Doch die winsten van het Comiteit, in welke de Maatschappij tusschenkomt voor 30 t. h., omvatten de opbrengst van den verkoop en de verhuring van gronden die een veel grootere oppervlakte hebben dan driemaal degene waarvan de Maatschappij afstand doet. Zij komen gedeeltelijk ook voort van de productiefmaking van een uitgestrekt grondgebied, afhangende van het district Maniema op hetwelk de Maatschappij nooit het minste recht heeft gehad. Er is dus blijkbaar een voordeel voor de Maatschappij. Zij ontvangt meer dan zij geeft.

De achtbare Minister deed hier gelden dat de Maatschappij andere rechten afstaat en dat, zoo er voordeel bestaat, dit allereerst aan den Staat ten goede komt. Deze waarborgt inderdaad, aan de aandeelhouders van de Maatschappij, den interest van het kapitaal tegen den rentevoet van 4 t. h., hetgeen overeenkomt met een huidigen en jaarlijkschen last van vijf millioen. Uit dien hoofde, heeft de Staat reeds meer dan 50 millioen betaald. In een nota aan de Commissie, zegt het Departement van Koloniën, dat de ontvangsten van de Maatschappij der Groote Meren de exploitatie-onkosten dekken zonder meer, en voegt er bij :

« Dit zal langen tijd, wellicht altijd, het geval zijn want de spoorweg is van » plaatselijk belang, met betrekkelijk gering vervoer en noodzakelijk matig » tarief. De bijkomende ontvangsten van het Kivu-Comiteit zullen de Regeering » alleen helpen ni hare verplichting betreffende het waarborgen van den interest. » In dit opzicht mag men betreuren dat het aandeel toekomende aan de Maat- » schappij der Groote Meren in het Kivu-Comiteit niet grooter is. Zelfs indien » de winsten van de Groote Meren de vooruitzichten moesten te boven gaan, » zou het nog de Regeering zijn die er baat bij vindt, daar zij in deze Maat- » schappij de helft bezit van de dividend-aandeelen der Maatschappij, hetgeen de » helft der winsten geeft ».

In dezelfde nota, zet de Regeering daarenboven uiteen, dat de winsten van het Kivu-Comiteit zeer gering zullen zijn en dienvolgens, het aandeel der Maatschappij weinig aanzienlijk.

« De eenige normale vergelding welke het Comiteit dus mag verwachten is de » jaarlijksche interest van 7 t. h. Dit punt heeft de promotoren van de onderne- » ming zoodanig getroffen, dat zij in de Overeenkomst het woord « terugvor- » derbare » hebben doen schrijven, naast den interest van 7 t. h. ».

In volle opbrengst, zal de jaarlijks te verdeelen winst, in nog lang niet, zeven millioen overschrijden. Nog dient men ermede rekening te houden dat, gedurende ten minste vijf jaar, het Comiteit niets zal geven. Er zal dus een som van 35 millioen terug te vorderen zijn.

Tegenover zoo duidelijke verklaringen van de Regeering, welke op gevoelige wijze het door de Maatschappij der Groote Meren bekomen voordeel verminderen, heeft de Commissie op dezen kant van het vraagstuk niet meer aangedrongen.

III. — *Zal het mogelijk zijn het programma van de Regeering uit te voeren zooals dit door den achtbaren Minister werd vastgesteld.*

Daarover werd in de Commissie ernstige vrees gekoesterd. Voorzeker, het klimaat van Kivu is uitmuntend, veel beter dan het klimaat waaraan wij in België gewoon zijn, de grond is er vruchtbaar, winstgevend en vol belofte, en op de plaatsen die bereikbaar zijn, beloont hij reeds met overvloedige en rijke oogsten degenen die den moed hebben gehad hem te bewerken.

Het aanleggen van een net rijwegen, het tot stand brengen van transportdiensten zullen, later, de productiefmaking van gronden bevorderen, welke — op dit oogenblik — onbereikbaar en onbewoond zijn; doch het is te vreezen dat het gebrek aan arbeiders aldaar spoedig de meest moedigen zal ontstemmen. Dit ware geen voldoende reden om niet een edelmoedige poging toe te juichen welke, naast belangrijke maatregelen tot heropbeuring van het zedelijk en verstandelijk peil der inlanders, er toe strekt aan een der gezondste streken van Belgisch Congo een hoofdzakelijk landbouwkarakter te geven.

Inderdaad, naast deze Belgische kolonisatie, welke misschien meer bezwaarlijk zal zijn dat men denkt, bestaat de inlandsche kolonisatie die, goed geleid, misschien meer noodzakelijk is en, voorzeker, nog meer nuttig zal zijn voor de Kolonie dan de Europeesche kolonisatie. De redenen tot vrees komen uit een anderen hoek en zijn voornamelijk het gevolg van de afbakening van het grondgebied dat onder het gezag van het Comité is geplaatst en van de overgrootte oppervlakte welke aldaar reeds voor de mijnontginning is voorbehouden.

Dit grondgebied, inderdaad, ontleent slechts een gedeelte aan het district Kivu, een klein gedeelte van Ituri en een gedeelte van Maniéma. Het aan Maniéma ontleende gedeelte behoort niet tot wat men het economisch bekken van Kivu zou kunnen heeten, evenmin, overigens, als zekere gedeelten van het district Kivu. Het onderzoek van de kaart van het grondgebied, dat aan het Nationaal Comité is toegekend, bracht sommige leden er toe een vraag te stellen om te weten of, in dit grondgebied, men er niet zal toe gebracht worden zich meer bezig te houden met mijnindustrie dan wel met landbouwkolonisatie.

Inderdaad, het grootste gedeelte van de westergrens loopt dwars door de reeds onderzochte en aan de Compagnie Minière des Grands Lacs afgestane mijnstreek, waar zij versmelt met de eigen grenzen van zekere belangrijke concessies, waarvan de ontginning werd aangevangen of binnen zeer korten tijd is voorzien. Het gedeelte van het district Maniéma, dat onder het gezag van het Comité staat, is ook, eerst en vooral, zeer rijk aan ertslaggingen welke aan de Forminière, aan de Belgika en aan de Synkin werden geconcedeerd.

En sommige leden hebben zich afgevraagd of, in deze omstandigheden, de landbouw niet zal beperkt worden tot de rol van bijkomende industrie en zich niet in strijd zal bevinden met de meest verschrikkelijke moeilijkheden, moeilijkheden ten opzichte van de arbeidskrachten en andere, van zoodra zij zich zal willen ontdoen van de voogdij der mijnindustrie en wat anders doen dan levensmiddelen te verbouwen.

De ontwikkeling van de mijnindustrie zal, zonder eenigen twijfel, de ontwikkeling van het inheensch landbouwbedrijf begunstigen die, — zooals het voorbeeld van Katanga bewijst — het meerendeel der levensmiddelen zal opleveren die ter plaatse worden gebruikt. Het is echter te vreezen dat zij de Belgen die in Congo gevestigd zijn of zich aldaar zouden willen vestigen, om er winstgevende landbouwbedrijven op te richten, in hunne werkzaamheid zal hinderen.

De Commissie heeft daaromtrent verklaringen gevraagd aan den Minister van Koloniën die vooreerst, in onderstaande nota, de algemeene kenmerken van het Comité heeft uiteengezet en tevens de door de Regeering getroffen voorzorgen om te beletten dat er maatregelen zouden genomen worden die zouden indruischen tegen het belang van den Staat, van de inlanders en van de kolonisten.

NOTA VAN DEN EERSTEN MINISTER.

« Het Nationaal Kivu-Comitéit weerspiegelt in zijn samenstelling zijn uitgesproken nationaal karakter. Het zijn vooreerst niet alleen de eigenlijke koloniale maatschappijen die werden aangezocht er deel van uit te maken, maar ook de groote industriele en commercieele firma's van het land, die bij de nationale uitbreiding belang hebben, vindt men daarin gegroepeerd.

» Negen en zestig firma's hebben deelgenomen aan de eerste onderschrijving van 100 millioen. Dit cijfer alleen bewijst dat niet het eene of andere organisme een overwegenden invloed heeft weten te bemachtigen. En het is om aan dit algemeene kenmerk van het Comitéit nog meer uitbreiding te geven dat het kapitaal, oorspronkelijk vastgesteld op 100 millioen, gebracht werd op 150 millioen, waardoor al degenen die hun steun aanboden, konden aangenomen worden, en op 8 Mei 1928 negentien nieuwe leden werden toegelaten, waarvan er achttien zeker en vast niet onder de leiding staan van de thans geconcentreerde groote financieele instellingen. Zij beschikken over 26 aandeelen. Eindelijk werden 11 aandeelen onderschreven bij de kapitaalsvermeerdering door de firma's die reeds toegelaten waren, maar onafhankelijk stonden van de inrichtingen die kunnen beschouwd worden als staande in verbinding met de groep van de Groote Meren. Van de 39 nieuw onderschreven aandeelen kunnen er 37 beschouwd worden als toegekend aan de groepen die niet in betrekking staan met de Groote Meren.

« Het nationaal kenmerk van het Comitéit blijkt nog uit de verschillende politieke strekking van de vertegenwoordigde groepen, want men vindt er tegelijkertijd organismen ahangende van de socialistische en katholieke vereenigingen, financieele maatschappijen en cooperaties opgericht door onze verschillende politieke partijen (Boerenbond, Banque du Travail, Volksspaarwezen, Belgische Landbouwbond; enz.). Geene enkele aanvraag komende van die zijde werd geweigerd. Al degenen die den wensch hebben uitgedrukt deel te nemen aan het Comitéit binnen de voorziene termijnen werden toegelaten. Bovendien zetelt geene enkele buitenlandse maatschappij in het Comitéit.

» Van de 88 deelnemende maatschappijen hebben er 57 hun maatschappelijke of bestuurlijke zetel te Brussel, 14 te Antwerpen, 7 te Gent, 6 te Luik, 1 te Verviers, 1 te Leuven, 1 te Turnhout, 1 te Charleroi.

Naar hun algemeenen aard, kunnen de deelnemende maatschappijen gerangschikt worden als volgt :

» Banken en financieele maatschappijen	39
» Koloniale maatschappijen	28
» Leder en huiden	1
» Spinnerijen en weverijen	6
» Maatschappijen voor landbouwkrediet, cooperatieven	5
» Maatschappijen voor volksvoeding en hotels	3
» Vervoer en erts-industrie	6

» De rechten van de Regeering, bij de stemmingen, geven haar de macht zich te verzetten tegen alle maatregelen die het algemeen of het nationaal belang zouden in gevaar brengen. Bovendien is het Nationaal Kivu-Comiteit er toe verplicht verslagen in 't licht te geven over zijne werkzaamheid, en de openbare meening zal aldus een doelmatige controle kunnen uitoefenen.

» Wat betreft het Comiteit van Beheer, dit bestaat uit twintig leden, waarvan er tien benoemd zijn door de Regeering en waarvan de voorzitter beslissende stem heeft, drie door de Maatschappij der Grootte Meren en zeven benoemd door de onderschrijvers van het Comiteit.

De Minister heeft er voor gezorgd in het Comiteit van Beheer al de personen van het Departement op te nemen die zich bijzonder bezighouden met de vormen van activiteit die besloten liggen in het maatschappelijk doel van het Nationaal Kivu-Comiteit.

Bevoegde personaliteiten werden er aan toegevoegd, namelijk de heer Frateur, specialist voor veekweek en landbouw, de heer Rodhain, gewezen hoofdgenceesheer van de Kolonie, wiens bevoegdheid gekend is, en de heer Arthur Wauters, wiens bijzondere studiën reeds de aandacht op hem deden vestigen.

» De Minister dacht aan eene nieuwe formule, die, terwijl ze aan de Kolonie gedurende een lang tijdperk zeer zeker hoge uitgaven bespaarde al de goede en beschikbare gronden voor de kolonisatie behield, en de uitvoering van de werken toevertrouwde aan een Comiteit dat niet door de bestuurlijke hindernissen gebonden was, dat vlug kon onderzoeken en beslissen, en personen telde die op de hoogte zijn van vlugge en spaarzame werkmethodes, welke den bijval van de private ondernemingen verzekeren.

» Maar bij de toepassing van dit nieuwe stelsel moest men niet alleen het gezag van den Staat over het gansche Kivu-gebied ongeschonden handhaven, maar ook, en dit op de meest volstreekte wijze, over al de beslissingen van het nieuw Comiteit.

» Zooals het verslag van den Kolonialen Raad, door den heer Professor Dupriez uitgebracht, het uiteenzet, wordt deze uitslag volkomen bereikt door de bepalingen van het decreet dat aan de vertegenwoordigers van den Staat de meerderheid in den schoot van het Comiteit verzekert en bovendien, aan den Minister van Koloniën de mogelijkheid verleent om de beslissingen te beïnvloeden krachtens zijn veto-recht ten aanzien van elke beslissing die genomen of voorgenomen wordt door dit Comiteit.

» Doch de Minister heeft zich niet tevreden gesteld met deze waarborgen; hij heeft de werking van het Comiteit in Afrika, onder het gezag gesteld van den Gouverneur der Oostelijke Provincie, die in Congo, de vertegenwoordiger van het Comiteit zal zijn: de Raad van beheer en het bestuurcomiteit worden voorgezeten door een vroegeren Gouverneur-Generaal der Kolonie die voortdurend in betrekking is met den Minister; ten slotte zullen in het Bestuurcomiteit, zolang de Minister het nuttig zal vinden, de ambtenaren zetelen die, in het Ministerie van Koloniën, zich bezighouden met de vraagstukken betreffende de landbouw- en mijnenconcessies, alsmede met al hetgeen betrekking heeft op den landbouw en de colonisatie.

» Krachtens deze maatregelen zal niets kunnen gedaan noch ontworpen worden, noch in Afrika, noch in Europa, zonder dat de Minister van Koloniën verwittigd worde en gelegenheid hebbe om verzet aan te teekenen of zijne goedkeuring te geven. Geen enkele maatregel die zou strijdig zijn met de belangen van

den Staat, van de inlanders of van de kolonisten zal aan deze contrôle kunnen ontsnappen. Doch dit toezicht zal aldus uitgeoefend worden, dat het Comité blijft beschikken over de mogelijkheid van snelle beslissingen en uitvoeringen die het voornaamste doel van zijn oprichting is ».

* *

Sommige leden hebben voorbehoud gemaakt betreffende deze nota van den achtbaren Eersten Minister. Zij hebben ten eerste doen opmerken dat het meerendeel der groote inschrijvers, juist die zijn welke, rechtstreeks of onrechtstreeks, groote belangen hebben in de mijnenconcessies die vóór de oprichting van het Comité werden toegekend aan Kivu en dat men dus moet vreezen dat zij al zullen doen wat zij kunnen om de bedrijvigheid van het Comité te hunnen voordeel te doen uitloopen. Zij hebben hieraan toegevoegd dat men niet moet verwonderd zijn over het groot getal inschrijvers die een of twee aandelen genomen hebben. Met den huidige toestand van de geldmarkt, is het voldoende dat groote bankinrichtingen een ordewoord of het voorbeeld geven, opdat dadelijk, ieder initiatief van dien aard, met bijval wordt bekroond. Het is nochtans voor niemand een geheim dat de oprichting van het Comité aanvankelijk op groote moeilijkheden stuitte en dat de inschrijvers die mistrouwen koesterden ten aanzien van het doel dat men nastreefde met de oprichting van het Comité, zich terugtrokken of hun aandeel verminderden. De bladen hebben dit trouwens ter kennis van het publiek gebracht en in sommige kon men dienaangaande de volgende nota lezen :

MINIÈRE DES GRANDS LACS.

« Het *Ambtelijk blad van Belgisch Congo*, van 27 December II. publiceert eene reeks Koninklijke besluiten, gedagteekend van 20 en 27 December, waarbij aan de Minière des Grands Laes het recht wordt toegekend om in de bergen van het Oosten van Congo, in bedrijf te nemen :

a) 129 mijnen die alle goud en zilver bevatten ; de oppervlakte er van beloopt gezamenlijk 1,135,252 hectaren ;

b) 3 mijnen die alle goud, zilver en platina bevatten met eene gezamenlijke oppervlakte van 27,727 hectaren ;

c) 2 mijnen, die beide goud, zilver en ijzer bevatten, met eene gezamenlijke oppervlakte van 18,736 hectaren.

Wegens de aardrijkskundige ligging dezer mijnen, in de hooge bergen, ver van elken verbindingsweg, zullen vele jaren nog verlopen, vóór men tot de exploitatie er van kan overgaan, aangezien volstrekt alles in deze streken moet opgericht en aangelegd worden.

Hiermede zal zich namelijk, het Nationaal Kivu-Comité bezig houden, waarvan de samenstelling thans op ernstige moeilijkheden stuit, omdat het meerendeel zijner inschrijvers zich hebben teruggetrokken of, in aanzienlijke mate, hun aandeel verminderd hebben, nu zij ietwat beter weten hetgeen deze instelling feitelijk zal nastreven.

« De eenen zijn inderdaad van gevoelen dat het Gouvernement der Kolonie, door de oprichting van het Comité, een middel heeft gevonden om zich een bedrag van 100 miljoen aan te schaffen waarvoor het geen interest zal betalen en die het naar goeddunken zal gebruiken.

» De anderen weten dat het Kivu-Comité dus het noodige zal doen om namelijk de productiefmaking van de mijnrijdommen der streek te vergemakkelijken, rijdommen die aan de Minière des Grands Laes worden geconcedeerd. Zij oordeelen dat deze werken door die moeten uitgevoerd worden aan wie zij voordeel

zullen aanbrengen of ten minste voor hunne rekening en daar zij geen belangen hebben in de Minière des Grands Laes, hebben zij zich eenvoudig uit het Kivu-Comiteit teruggetrokken of hebben aanzienlijk hun aandeel verminderd ».

Wat de voorzorgen betreft door den Staat genomen om het Comiteit te blijven beheerschen, hebben talrijke leden, steunende op hunne eigen ervaring en op de dagelijkse praktijk der zaken, de doelmaticheid er van betwist. Zij hebben bovendien aangevoerd hetgeen te dien opzichte gezegd werd in den Kolonialen Raad, door Raadsheer Louwers, bij de bespreking van het ontwerp van decreet tot oprichting van het Kivu-Comiteit :

« Ik erken — aldus de heer Lauwers en ik heb dit ook gezegd bij den aanvang » van deze uiteenzetting — dat juridische voorzorgen inderdaad genomen » werden, opdat het zoo zij. Doch tusschen de theorie en de praktijk is er ver- » schil en men mag zeggen, steunende op de ervaring die wij reeds opgedaan » hebben, dat de Regeering niet de bedrijvigheid van de nieuwe inrichting zal » beheerschen, welke voorzorgen ook in het ontwerp worden genomen. De » ervaring bewijst dat, in de praktijk, de Regeering slechts een zeer beperkten » invloed uitoefent in den schoot van de vennootschappen waarin zij een » aandeel heeft, zelfs wanneer dit aandeel overwegend is. Het dagelijksch werk » wordt noodzakelijkerwijs overgelaten aan de vertegenwoordigers der parti- » culiere belangen. Het is slechts in bijzondere omstandigheden, voor beslis- » singen betreffende bijzondere gevallen, dat de Regeering er in slaagt haar » wil op te dringen en dan is het dikwijls maar tijdelijk. Opdat het anders zij, » zou zij voortdurend gebruik moeten maken van hare macht en dagelijks tot » Staatsaanslagen moeten overgaan, hetgeen men haar niet mag vragen.

» Hetgeen ik hier zeg is niets nieuws; deze gedachten werden reeds in het » licht gesteld in voorgaande besprekingen. Men gelieve zich de overeenkomst te » herinneren die, in 1921, gesloten werd met den Spoorweg van Congo. De heer » Franck die dezen spoorweg het voornaamste werktuig van het economisch leven » der Kolonie, niet had wenschen over te nemen, dacht dat al de belangen zouden » gevrijwaard worden, dank zij eene regeling krachtens welke de Staat in » de maatschappij een volstrekt overwegenden invloed zou hebben.

» Tijdens de bespreking die betreffende deze overeenkomst in de Kamer plaats » vond, deed de heer Renkin hem opmerken dat dienaangaande zijne vooruit- » zichten zouden worden teleur gesteld. Hij beriep zich op zijne tien jaren » lange ervaring in zake leiding der koloniale zaken en betoogde dat, zelfs in » de maatschappij waar de Staat juridischerwijs meester is, de Staat steeds ten » slotte door de private belangen wordt overmeesterd.

» De heer Franck antwoordde hem : « Ik heb de meerderheid : Wat wilt gij » nog meer ? Mijn gezag is gered ».

» Uit de feiten moest aldra blijken dat de vooruitzichten van den heer Renkin » gegrond waren. Inderdaad, niet zo lang geleden kon men vaststellen dat deze » maatschappij, waar de Staat dus de meerderheid heeft en waar hij theoretischer- » wijs kan doen wat hij wil, tegen de Regeering in verzet kwam en schier op » onbeschaamde wijze eene tarievenverhooging eischte, welke de Regeering toen » weigerde. De tarievenverhooging werd ten slotte toch toegestaan. »

De Commissie heeft daarna den achtbaren Minister gehoord die er zich vooreerst op toegelegd heeft den vorm van het grondgebied te verantwoorden. Hij

heeft verklaard dat het grondgebied naar het Noorden toe niet verder dan Irumu werd uitgebreid, omdat het niet mogelijk is de kolonisatie door te drijven in de streek der goudmijnen; de voor deze streek beschikbare werkkraacht is nauwelijks voldoende voor eene normale exploitatie. Het grondgebied had niet in de richting van het Westen kunnen uitgebreid worden, waar het groote woud van den Evenaar gelegen is.

Er werden nochtans twee uitbreidingen toegevoegd in de richting van den stroom. De eene strekt zich uit naar Masisi-Walikali; zij lijft een uitgestrekte hoogvlakte met talrijke weidegronden bij Kivu in, en breidt zich uit in de richting van Ponthierville. Het is waarschijnlijk, zei de achtbare Minister, dat de spoorlijn, die de Kivu-streek met Kirundi of Ponthierville en Stanleyville zal verbinden, deze uitbreiding zal kunnen volgen en de oprichting zal toelaten van bosch- en landbouwbedrijven.

De tweede uitbreiding omvat het zuidelijke gedeelte van Maniëma dat doorkruist wordt door den grooten in aanbouw zijnden verbindingsweg die aanvang zal nemen aan het Kivu-meer en, te Uvira, langs het Tanganyka-meer zal aangelegd worden en zich vervolgens zal richten over Baraka, Kalembe-Lembe en Kabambare naar Kasongo en de spoorlijn der Groote Meren. Dit gedeelte van Maniëma, zegt de achtbare Minister, is wel te onderscheiden van het beboschte gedeelte; het produceert thans katoen en levensmiddelen; men heeft er, onlangs, echt belangrijke ertslagen gevonden. Die streek is rijk doch tamelijk afgezonderd en vraagt, evenals Kivu, eene inrichtende regeling; het bleek redelijk de inrichting ervan, toe te vertrouwen aan het Nationaal Kivu-Comiteit.

Andere ophelderingen werden nog door de Commissie gevraagd en namelijk de volgende: zal de Kivu-streek vooral een landbouwstreek blijven zooals de Commissie dit wil en zooals de Regeering verklaart het te willen? Of zal de mijnindustrie, vroeg of laat op het voorplan treden, zooals het onderzoek van de kaart laat vreezen? Dit is de knoop van de gansche kwestie. De achtbare Minister heeft dienaangaande de meest besliste verzekeringen gegeven. De streek van Kivu, verklaarde hij, is en zal eene landbouwstreek blijven en de mijnindustrie zal zich daar slechts mogen ontwikkelen in de mate waarin zij een afzetgebied kan worden voor de producten van den bodem en de verwezenlijking vergemakkelijken van het doel dat door de oprichting van het Kivu-Comiteit werd nagestreeft.

Deze verklaringen van den achtbaren Minister, ondanks de duidelijkheid ervan, hebben niet al de leden van de Commissie voldaan en sommigen onder hen, konden er niet toe besluiten het initiatief van de Regeering goed te keuren.

HET VRAAGSTUK VAN DE HYGIËNE IN CONGO.

De gele koorts die zich voorgedaan heeft te Matadi, op het einde der maand November II., heeft de bijzondere aandacht der Commissie getrokken op de maatregelen die dienen genomen te worden om den gezondheidstoestand te verbeteren in de Kolonie. In haar antwoord op eene vraag, door de Commissie gesteld (zie bijlagen, vraag 16) legt de Regeering uit dat, om de gele koorts te bestrijden en om te vermijden dat zij zich opnieuw zou voordoen, er geene therapeutische maatregelen bestaan en dat men noch over voorzorgsmiddelen, noch over geneesmiddelen beschikt. De eenige prophylactische methode is die welke gesteund is op de vernietiging van de larven en op de mechanische verdediging van den zieken of den gezonden mensch. De Regeering voegt hieraan toe

dat de plaatselijke overheid, dadellijk bij het opkomen van de gele koorst, overging tot het grondig reinigen van Boma, van Matadi en van al de andere plaatsen die langs de spoorlijn van Neder-Congo gelegen zijn. De Gouverneur-Generaal werd bovendien uitgenoodigd om, in de mate dat zulks noodzakelijk was, de strengste maatregelen te treffen.

Deze maatregelen leverden ongelukkig niet den verwachten uitslag op, want twee nieuwe gevallen van gele koorts deden zich opnieuw voor op enkele kilometer van Matadi, langs de spoorlijn. Dit vraagstuk moet dus voor alle andere onze bezorgdheid gaande houden.

Sommige leden hebben er op gewezen dat men, in Amerika, de steden die door deze ziekten aangetast waren, zooals Havana en Rio-de-Janeiro, weder gezond gemaakt heeft door de methodische uitroeiing van de muggen. Niets verhindert ons, te Matadi, de maatregelen aan te wenden die uitslagen opleverden in Amerika en die men, volgens het schijnt met het oog op den strijd tegen de malaria, in 1925 besloten had te nemen te Elisabethville. Deze methodes moeten door gespecialiseerde ploegen toegepast worden, die uitsluitend voor dit werk gebezigd worden en zedelijk verantwoordelijk zijn. De maatregelen om de kwaal te verhelpen kosten oneindig meer dan die welke ze moeten voorkomen. Men kan ramen op tientallen millioenen de rechtsreeksche schade ramen die onlangs geleden werd door de sluiting der havens van Boma en Matadi en door de opheffing van den treindienst tusschen Matadi en Leopoldville. Zulke toestand mag zich niet opnieuw voordoen. De Commissie dringt er dan ook krachtadig op aan, dat het Gouvernement der Kolonie zou overgaan tot de stelselmatige vernietiging van de stygomia en ook van de ratten die overtafrijk zijn te Matadi en gevaarlijke verspreiders zouden kunnen worden van de pest, zoo ooit een schip daar een pestlijder moest aanbrenge.

Men moet erkennen dat de Kolonie, sedert den oorlog, eene wezenlijke inspanning gedaan heeft om de inrichting van de gezondheidsdiensten te versterken.

De toegekende credieten die 4,065,930 frank beliepen, in 1919, bereiken in de begrooting voor 1928, 70,615,583 frank. Er is eene verhooging van 20,500,000 frank op de cijfers van het jaar 1927 en van 40 millioen op die van het jaar 1926. Zelfs wanneer men rekening houdt met de daling van de muntwaarde, is de stijging aanzienlijk. Men zou hieraan moeten foëvoegen, de uitgaven die betrekking hebben op het bouwen van kraamvrouweninrichtingen en de zeer belangrijke geldmiddelen die sommige private inrichtingen insgelijks aanwenden voor deze diensten. Hoe belangrijk de inspanning ook weze, zij is nog niet voldoende. De achtbare Eerste Minister zei terecht in eene redevoering, uitgesproken ter gelegenheid van de opening der Week van het Rood-Kruis: « Wanneer men op dit gebied niet alles gedaan heeft, heeft men niets gedaan. Er is nog een groote inspanning noodig. En het is de taak van het bestuur, door middel van de begrooting, deze werking, die de ziekte moet voorkomen, te begunstigen ». De bloei van de Kolonie hangt af van haar gezondheidsstoestand, en men mag geene enkele uitgave sparen om dien toestand in de volle mate van het mogelijke te verbeteren. In de eerste plaats, zou men in al de groote centra, zoo spoedig mogelijk, toereikende sanitaire inrichtingen, die zoowel te Kinshasa als te Boma en te Matadi ontbreken, moeten tot stand brengen.

Kinshassa, eene belangrijke stad die zich steeds meer uitbreidt, beschikt zelfs niet over drinkwater. Men moet ook de weldaden van de Europeesche geneeskunde steeds verder doen doordringen in de massa der inlandsche bevolking. De vermeerdering van uitgaven, in de begrooting voorzien, vloeit grootendeels

voort uit de verhooging der wedden van het geneeskundig personeel, doch ook uit de aanschaffing van steeds grootere hoeveelheden geneesmiddelen. Onge-
lukkig, is de crisis veroorzaakt door het gebrek aan geneesheeren niet over-
wonnen en vele missiën die, in hun posten, aan den Staat eene kostbare hulp
verleenen wat het geven van geneeskundige zorg aan de inboorlingen betreft,
beschikken niet steeds over de noodige geneesmiddelen. Er blijft aan den Staat
op het gebied der hygiëne eene ontzaglijke taak te vervullen. De steun dien hij
echter vindt in het Parlement en in het land, laat hem toe vooruit te gaan en
desnoods niet achteruit te wijken, wanneer het geldt de krachtigste middelen
aan te wenden om de ongezonde streken gezond te maken en, binnenkort, de
Kolonie te doen genieten van ontzaglijke verbeteringen op hygiënisch gebied.

OPENBAAR ONDERWIJS.

De begrooting voor 1928 voorziet een crediet van 17.002.509 frank; er is dus
eene vermeerdering van 5.089.111 frank op de credieten aangevraagd voor het
jaar 1927. In dit bedrag komt het gedeelte van het crediet voor, dat vroeger aan-
gewend werd om toelagen te verleenen tot oprichting van nieuwe vrije scholen.
De pogingen, door de Regeering gedaan, werden aangekondigd in de Memorie
van Toelichting van de begrooting voor het jaar 1926 en beginnen hun eerste uit-
slagen op te leveren. De proef werd echter nog niet lang genoeg voortgezet
opdat het mogelijk weze nu reeds een beslissend oordeel te vellen aangaande de
nieuwe inrichting van het onderwijs; het schijnt echter wel, dat de nieuwe rege-
ling zeer heilzaam is; de reeds gedane vaststellingen laten toe eene gunstige
toekomst te verhoplen. Het intensifieeren van het onderwijs is een der hoofdvoor-
waarden van het welslagen van ons beschavingswerk. Doch, om uitslagen te
bekomen die beantwoorden aan de gedane inspanning en aan het nagestreefde
doel, moet de geheele inrichting der scholen zorgvuldig aangepast worden aan
het bijzonder midden waarin zij moet werken. Het ware ijdel in de verwijderde
centra van Congo, aan het zwarte kind een onderricht te willen verstrekken dat
gegrond is op het programma van de scholen in België; alvorens aan het zwarte
kind onderwijs te geven, moet men het opvoeden; eerst wanneer men, door een
onderricht dat vooral van opvoedenden en zedelijken aard is, het kind opgevoerd
heeft tot een maatschappelijken toestand die het peil overtreft van het midden
waarin dit kind leeft, zal men er kunnen aan denken het eigenlijke onderwijs op
hetzelfde plan te brengen als het opvoedende onderricht hetwelk nochtans steeds
den voorrang zal moeten hebben. In om het even welke plaats, trouwens, zal
men gedurende nog langen tijd, bij het onderwijzen, niet die begrippen moeten
overschrijden die eene dadelijke en plaatselijke aanwending vinden. De ont-
zaglijke inspanning die te dien opzichte moet gedaan worden, zou stellig schip-
breuk lijden, moest de Regeering zich tevreden stellen met enkel de officieele
scholen die slechts kunnen ingericht worden in de ietwat belangrijke centra,
waar de school juist bezocht wordt door kinderen die leven in een reeds minder
onbeschaafd midden. Het zijn de nationale missiën waarvan, in het binnenland
vooral, groote inspanning wordt geleverd en die steeds moeilijke en ondankbare
taak vervullen met eene toewijding waaraan eenieder hulde brengt. Vóór het
bestaan der huidige inrichting van het vrij onderwijs, vergenoegde de Regeering
zich met het verleenen aan de missiën, van toelagen voor de oprichting van
nieuwe vrije scholen. Het stelsel leverde twee groote nadeelen op. De onder-
scheiden geestelijke vereenigingen hadden vooreerst ieder een eigen bijzonder
programma; zij waren niet onderworpen aan de officieele inspectie. Zij konden

vervolgens, soms niet ontsnappen aan de al of niet gegronde beschuldiging, de toelagen bestemd om de uitbreiding van het onderwijs te begunstigen, voor andere doeleinden te gebruiken. Met de bestaande inrichting wordt de toelage van rechtswege verleend, zoodra : *a*) de school beantwoordt aan een der drie typen door de Regeering bepaald, *b*) bezocht wordt door een zeker getal leerlingen; en *c*) zich onderwerpt aan de officieele inspectie.

Dit is de eenmaking der programma's, in zoover zij mogelijk is, en de waarborging van het rationeel gebruik der toelagen. In de Memorie van Toelichting der Begroeting zegt men dat de nationale missiën spoedig hun scholen aan het nieuwe stelsel aanpassen. Thans moet deze aanpassing ongeveer voltooid zijn. In de missiën die wij de gelegenheid hadden te bezoeken, tijdens onze reis in Congo, was dit reeds sedert eenigen tijd gebeurd; in andere missiën verbeidde men met ongeduld en met fierheid, om reden van de verkregen uitslagen, het eerste bezoek van de officieele opzieners. De geleidelijke ontwikkeling van het onderwijs in Congo stuit nochtans op eene groote moeilijkheid. Het blankenpersoneel, leeken of geestelijken, is niet talrijk genoeg om de vele scholen te bedienen die reeds bestaan en waarvan het geval spoedig moet vermeerderd worden. Het ware trouwens niet mogelijk, in Congo, een volledig Europeesch onderwijzend personeel bijeen te brengen: men zou daartoe niet genoeg kandidaten vinden en het zou aan de begroeting van de Kolonie een te zwaren last opleggen. Dit zou ook niet wenschelijk zijn. De zwarte onderwijzer kan groote diensten bewijzen zoo hij voldoende opgeleid en gevormd is. In goede kaders opgenomen en goed geleid, levert zijn werk nuttiger uitslagen op dan dit van het blankenpersoneel.

De vorming van deze onderwijzers wordt methodisch voortgezet in de normaalafdeelingen van de bijzondere scholen. De bekomen uitslagen zijn zeer aanmoedigend; de ervaring heeft echter reeds bewezen dat in de bijzondere scholen der groote centra, zooals Stanleyville, enz., de onderwijzersloopbaan steeds minder de jongelieden aantrekt die een bediening verkiezen in de handelshuizen of in het Staatsbestuur en, na een min of meer langdurig verblijf in de stad, er slechts met moeite kunnen toe besluiten naar het binnenland terug te keeren. Het ware wellicht goed — men stelde mij dit voor, in Congo — meer normaalafdeelingen op te richten in het binnenland, ver van de groote stadscentra. Ongelukkig zijn de toelagen, thans aan de normaalscholen toegekend, reeds te gering voor de bestaande scholen die aan talrijke verplichtingen, welke aanleiding geven tot groote kosten onderworpen zijn; zij laten dan ook niet toe, deze inrichtingen te vergrooten of er andere op te richten. Het vraagstuk van eene bijzondere toelage voor de vergroting, de oprichting of de inrichting van scholen, verdient onderzocht te worden. Het is waarschijnlijk dat de normaalafdeelingen van de groote centra steeds minder zullen bezocht worden, en dit ten voordeele van de beroepsafdeelingen die, in sommige plaatsen althans, bijzonder de jongelieden schijnen aan te trekken en ook van de afdeelingen voor de opleiding van toekomstige bedienden.

In het algemeen, en in de mate waarin men reeds kon steunen op de bereikte uitslagen, vervangt de nieuwe inrichting op zeer voordeelige wijze de vroeger bestaande. Het zal voldoende zijn, eventueel deze inrichting te volledigen om nog betere uitslagen te bekomen.

De Commissie heeft ook het vraagstuk van de wetenschappelijke prospectie der Kolonie onderzocht. Zij heeft eenparig aangedrongen op de noodzakelijkheid; in de Begroeting een crediet te doen opnemen, dat toereikend is om op stelselmatige

wijze de wetenschappelijke prospectie van de Kolonie in te richten. Zij ziet de mogelijkheid in om er de diensten van onze jonge hoogeschool-geleerden te gebruiken en om de Belgische wetenschap beter tot haar recht te doen komen.

DE BUITENGEWONE BEGROOTING.

De buitengewone Begrooting werd terzelfdertijd onderzocht als de gewone Begrooting. Sommige opmerkingen van algemeenen aard die tijdens de besprekingen tot uiting kwamen, zouden hier kunnen overgenomen worden. Twee punten hielden de bijzondere aandacht der Commissie gaande : de samenstelling en de aanzienlijkheid van de portefeuille der Kolonie, de vervoerpolitiek.

De portefeuille der Kolonie is zeer belangrijk en overschrijdt op aanzienlijke wijze de gezamenlijke schuld der Kolonie. De Commissie heeft niet gesteund op eene berekening volgens de huidige beurskoersen, om de theoretische waarde er van te bepalen. Deze theoretische waarde is van weinig beteekenis. Hetgeen belang heeft, is het bedrag van de inkomsten opgeleverd door deze portefeuille ; zij werden geschat op 125 miljoen, voor 1928, en zullen steeds belangrijker worden ; hetgeen ook belang heeft, is het getal titels met welke de Kolonie, zich de werkelijke contrôle en een overwegenden invloed in het meerendeel der grote Congoleesche vennootschappen heeft willen verzekeren.

De waarden die deze portefeuille samenstellen, zijn van zeer verschillenden aard. Sommige waarden werden kosteloos aan de Kolonie afgestaan in ruil voor toegekende concessies ; andere waarden vonden hun oorsprong in inschrijvingen in geld, bij de oprichting of bij de vermeerdering van het kapitaal van koloniale vennootschappen ; andere nog staan in geen financieel verband met de productiemaking van Congo ; zij komen voort uit de verdeling van de vroegere Niederfullbachstichting tusschen de Kolonie en België. Hieraan moet men toevoegen de schuldvorderingen of obligaties van spoorwegmaatschappijen die voorschotten in geld vertegenwoordigen en toegestaan werden krachtens overeenkomsten met deze vennootschappen.

De Commissie heeft er geen bezwaar tegen, dat de Regeering, onder voorwaarden die elke mogelijkheid van speculatie uitsluiten, de waarden te gelde maakt die geen verband houden met Congo en zich nog in de portefeuille bevinden.

Wat de overige titels betreft en voornamelijk die, welke aan de Regeering het toezicht geven over de groote verbindingswegen en sommige groote bedrijven, is de Commissie het met de Regeering eens, om aan te nemen dat dit aandeel ongeschonden moet blijven.

In de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp betreffende de buitengewone Begrooting, verklaart de Regeering dat de gevraagde credieten de voortzetting verzekeren, van het programma der groote werken van algemeen nut waarvan de uitvoering toegelaten werd krachtens de wetten van 21 Augustus 1921 en 8 Januari 1926 ; deze credieten zijn belangrijk en hebben vooral betrekking op het voltooien van de aanlegging of de heraanlegging van spoorlijnen, alsmede het in orde brengen van de havens van Kinshasa, Matadi, Boma, enz... De Commissie was het volkomen eens met het Regeeringsprogramma, en dringt aan, opdat de werken, namelijk in de haven te Matadi, met ijver zouden voortgezet worden. De ontoereikendheid van onze vervoermiddelen, voortvloeiende uit de ontoereikendheid van de haveninrich-

tingen, blijft inderdaad onze Kolonie benadeelen. Stellig werd een groote vooruitgang verwezenlijkt; doch, al te dikwijls nog, vindt men, in de belangrijke centra, goederen die wachten om vervoerd te worden. Ten slotte drong de Commissie aan op de noodzakelijkheid van de voortzetting eener vervoerpolitiek die uitsluitend door het algemeen belang wordt beheerscht. Ten opzichte van het vervoer, bevindt de Kolonie zich, ten gevolge van hare aardrijkskundige ligging, in een minderwaardigen toestand die slechts door lage tarieven kan goedge maakt worden.

DE BANKEN-CONCENTRATIE EN HET PARLEMENTAIR TOEZICHT

A. — De versmelting van de « Société Générale » met de « Banque d'Outremer »

De Commissie heeft zich insgelijks bezig gehouden met de versmelting van de « Société Générale » met de « Banque d'Outremer ». Deze gewichtige gebeurtenis, die echter slechts eene natuurlijke uiting is van de concentratie-beweging op financieel gebied, welke sedert tal van jaren in alle landen vooruitgaat, baart veelbezorgdheid. Men houdt er zich mede bezig en men bekommert er zich om en, in sommige middens, is men er niet ver af te beweren dat deze versmelting — die meestal de Congoleesche zaken in de handen van enkele personen samenbrengt, — voor onze koloniale politiek een niet te onderschatten gevaar behelst. Laat ons praktisch zijn en niets overdrijven. Laten wij ons vooral niet meeslepen in eene theoretische en vruchteloze bespreking der onbetwistbare voordéelen en der niet minder werkelijke bezwaren, zelfs der gevaren, welke elke nijverheids- of banken-concentratie medebrengt, wanneer zij zekeren omvang bereikt; doch laten wij ons een stond kalm en objectief bezighouden met de versmelting der twee machtigste banken van het land, in zooverre deze versmelting de Kolonie betreft. Wij zullen vooreerst vaststellen dat de nieuwe groep feitelijk rechtstreeks of onrechtstreeks meestal de koloniale ondernemingen leidt en controleert. Is dat een kwaad? Wanneer men de zeer gewichtige rol beschouwt, welke de twee versmolten banken in de koloniale geschiedenis van België hebben gespeeld, dan moet men openhartig bekennen, dat zij het land wel hebben gediend. Men kan de plaats die zij in de Kolonie innemen betreuren, doch hun een verwijt er van maken, kan men niet; want zij zijn dien toestand verschuldigd aan het initiatief dat zij bij het begin der Afrikaansche kolonisatie hebben genomen en aan het feit dat anderen niet de vereischte macht noch den durf bezaten om eene plaats die vrij was, in te nemen, plaats die echter niet zonder risico noch gevaar kon worden ingenomen.

In een nieuw land, zooals Congo, waar alles nog moest opgericht worden, moest men ruim zien en in de eerste periode van bezetting was er geen plaats voor de zwakkelingen. Alleen zij, eenlingen of vennootschappen, die sterk genoeg waren om het risico en het gevaar aan te durven waarmee de verwezenlijking van de grootsche plannen gepaard ging, konden nuttig en dienstig wezen. En indien, op zuiver stoffelijk gebied, Congo den voorspoed heeft bereikt, welken hij bezit, dan moet men, om der waarheid wille, wel bekennen dat zulks toe te schrijven is aan de machtige samenwerking van de beide versmolten vennootschappen. De plaats die zij er innemen is het gevolg en de rechtmatige belooning van de aanvankelijk gebrachte offers. Thans is de weg gebaand en, op vele plaatsen, hoeft men zich slechts aan den arbeid te zetten om de vruchten

in te oogsten van de reusachtige poging welke door de werkers van de eerste ure werd gedaan.

Naarmate echter de voorspoed der Kolonie toeneemt, treedt een verschil van opvatting naar voren tusschen den Staat en de groote financiers. In zijn kolonisatietaak heeft de Staat vooral het algemeen belang op het oog; de ophrengst der koloniale ondernemingen, waarin de Staat aandeelhouder is, houdt ongetwijfeld zijne aandacht gaande, doch als bijkomende zaak; en als de Staat zich daarom bekommert, dan is het nog, omdat hij er nieuwe geldmiddelen meent in te vinden om, onder de gunstigste omstandigheden, zijne kolonisatietaak door te voeren. De financier daarentegen ziet vooral particuliere belangen, en met dit te zeggen verminder ik hem in geen deele. In de aanvangsperiode kwam het algemeen belang van den Staat schier altijd overeen met het particulier belang van de financiers die den Staat ter zijde stonden; hun werking, hun pogingen versmolten.

Heden ten dage, echter zijn de toestanden veranderd. Hier komt het gevaar aan het licht dat degenen bekommert, die de versmelting der twee machtige bankinstellingen met leede oogen zien. En de volgende vraag werd gesteld:

Op welke wijze zal de Staat kunnen weerstaan aan de mogelijke aanmatigingen van een groep die oppermachtig is in meest al de koloniale ondernemingen? En hoe zal de Staat, voor den stoffelijken voorspoed der Kolonie, zijn belanglooze opvattingen kunnen doen gelden tegen die der financiers, wier steun hij voortdurend moet inroepen, en die, terecht trouwens, zich bekommernis om de ophrengst der ondernemingen welke zij in Congo besturen en van welker voorspoed in ruime mate de voorspoed afhangt van de ondernemingen welke zij in het moederland leiden. Talrijke leden waren van gevoelen dat dit gevaar slechts kan geweerd of verminderd worden door de versterking van het parlementair toezicht en door een nauwere samenwerking tusschen het Ministerie en het Parlement.

B. — Het Parlementair Toezicht

Toen België Congo heeft overgenomen, bleek het rechtmatig dat het Parlement, wegens de traagheid zijner actie, niet regelmatig legifereeren kon voor de Kolonie. In een nieuw land moet de wetgeving spoedig geschieden en, ondanks den grooten vooruitgang en de spoedige ontwikkeling van Congo, zou men eene erge dwaling begaan met op dat punt de koloniale keure te willen veranderen. In 1908 daarentegen, werd de wetgever beheerscht door de bekommring, het beheer van den Minister van Koloniën te onderwerpen aan het aandachtig, regelmatig en werkdadig toezicht van het Parlement. Op dit punt werd de wil van den wetgever niet nageleefd, want feitelijk bestaat het toezicht der Kamer slechts in geringe mate en verzwakt hoe langer hoe meer.

In eene redevoering, ter Kamersitting van 12 Maart 1914, verklaarde de achtbare heer Vandervelde.

« Onder het regime van de bestaande koloniale wet, moeten de Kamers controle oefenen over het Koloniaal Beheer. Van Brussel uit, bestuurt de Minister den Congo-staat en op 6.000 kilometer afstand heeft hij hooge ambtenaars onder zijne bevelen. Hoe geschiedt de controle van het Parlement? Het is voldoende de vergaderingen bij te wonen om overtuigd te zijn van de ongenoegzaamheid er van en ik meen niets te zeggen dat mijne collega's kan kwetsen, wanneer ik verklaar, dat voor de overgrootste meerderheid onder hen, de Congo staat niets anders is dan eene aardrijkskundige uitdrukking, eene vlek op de kaart ».

En zeven jaar daarna, dus na den oorlog, stelde de heer Renkin op zijn beurt het volgende vast :

« De contrôle der Kamers verzwakt hoe langer hoe meer, en dat is zeer erg.
 » Ik weet wel — want ik heb het persoonlijk ondervonden — dat inimmer oprij-
 » zende besprekingen in de Kamer over soms vervelende details en dat soms
 » weinig gegronde kritiek, onaangenaam zijn voor den Minister en hem een
 » arbeid opleggen, dien hij liever zou ontwijken. Deze onaangenaamheden
 » hebben echter hun nut, en hoe geweldig soms de koloniale besprekingen mogen
 » geweest zijn en hoe onrechtvaardig soms de kritiek, toch moet ik bekennen
 » dat zelfs in de meest onrechtvaardige kritiek ik wel eens licht heb gevonden,
 » en dat zij die mijn bestuur aanvielen — misschien niet met de bedoeling
 » mijne taak te vergemakkelijken — soms mijne aandacht hebben gevestigd
 » op punten die anders misschien onopgemerkt zouden gebleven zijn, ofschoon
 » zij de aandacht verdienen ».

De toestand van 1928 is dezelve welke bestond in 1914 en in 1921. Wellicht is hij erger nog, want het stelsel der zoogezegde « Union Sacrée », — onder hetwelk wij, sedert den wapenstilstand, practisch hebben geleefd, — heeft de van tijd tot tijd opkomende gencigdheden tot toezicht gehinderd. Men moet erkennen dat het parlementair toezicht op het Koloniaal beheer moeilijk te beoefenen is. De Regeering zelf, wegens de afstanden, komt vaak moeilijkheden tegen om van nabij de bevelen na te gaan, welke zij overmaakt. De leden van het Parlement beschikken niet altijd over de noodige stukken om zich, over de koloniale vraagstukken een zuiver denkbeeld te vormen. Het tusschenkomst moet, uit dien hoofde, met omzichtigheid geschieden.

Het behoort dus, dat er naar middelen wordt uitgezien om deze toezichtstaak zoodanig te vergemakkelijken, dat zij kunne uitgeoefend worden zonder de actie der Regeering te belemmeren en dat zij, tevens, voor deze de meest kostbare rugsteuning weze.

AANDEEL VAN DEN STAAT IN DE WINST VAN DE MIJNONTGINNINGEN DER KOLONIALE VENNOOTSCHAPPEN

In den loop van de debatten, was er langen tijd spraak van de rechten van den Staat in sommige koloniale vennootschappen en van het hem toekomende aandeel in de winst. Die rechten zijn aanzienlijk en het aandeel vrij hoog. Over 't algemeen, zonder deel te nemen aan het onderschrijven van het maatschappelijk kapitaal, ontvangt de Kolonie rechtstreeks 50 t. h. van de uitgekeerde winst der mijnontginning, ofwel ontvangt zij rechtstreeks cijnsen ten beloope van 12 tot 50 of 60 t. h. van dezelfde winst ; zij heeft recht op de $\frac{2}{3}$ van de winst welke het Bijzonder Comité van Katanga maakt in het beheer en de exploitatie van de door dit comité in bedrijf genomen grondgebieden ; zij behoudt zich over het algemeen 50 t. h. van de voordeelen voor, welke de hoofdinrichting van een vennootschap geniet bij het oprichten van filiale vennootschappen, enz. Dit is niet het geval voor de winst van de mijnontginningen van de « Compagnie des Grands Laes ». De rechten van den Staat in die vennootschap werden herhaaldelijk gewijzigd, doch dit geschiedde bij decreet, ingevolge de in voege zijnde koloniale wetgeving.

Onderscheiden leden hebben de toepassing van de jongste overeenkomst, die van 9 November 1921, fel gehekeld. Zij hebben vooreerst, op de volgende wijze de

rechten samengevat welke de verschillende overeenkomsten met de « Compagnie des Grands Laes » aan den Staat toegekend hebben.

Kraehtens akkoorden die bestonden ten tijde van de overname van Congo, had de Onafhankelijke Congostaat — en dienvolgens zijn opvolger, de Kolonie — recht op de helft van de netto-winst van elke mijnontginning, door de « Compagnie des Grands Laes » ondernomen. Daarenboven, deelde hij voor 47 1/2 t. h. in de winst, aan de aandeelhouders van de Maatschappij uitgekeerd.

Bij artikel 5 van de Overeenkomst van 4 Januari 1902 en bij de artikelen 37 en 38 van de statuten der Vennootschap, werd dit in de volgende bewoordingen bepaald :

Artikel 5 van de Overeenkomst :

« De Staat verleent aan de vennootschap machtiging tot het opsporen van » delfstoffen in den ondergrond van de hiernavermelde gronden en bosschen. .

» Bij ontdekking van mijnlagen, geeft de Staat haar concessie tot het » ontginnen er van,

» Die ontginning zal geschieden hetzij door de vennootschap, hetzij door de » op te richten filiale vennootschappen. Bij ontginning door de vennootschap, » komt de helft van de netto-winst der ontginning ten goede aan den Staat.

» Bij ontginning door filiale vennootschappen, behoort de helft van den » inbreng en van de winst, welke zij ook wezen, die aan de vennootschap toege- » kend worden, aan den Staat ».

Artikelen 37 en 38 van de statuten :

« Op de netto-winst wordt voorafgenomen :

» 1° 5 t. h. voor het oprichten van een reserve-fonds ;

» 2° De noodige som om, ten beloope van het gestorte kapitaal, de kapitaals- » aandeelen in negentig jaar af te lossen ;

» 3° De noodige som om een interest 4 t. h. 's jaars uit te keeren op het » gestorte bedrag van de kapitaalsaandeelen.

» Het overige van de winst wordt toegedeeld als volgt :

» 47 1/2 t. h. aan de kapitaals- en genotsaandeelen ; 47 1/2 t. h. aan de » dividend-aandeelen (toebehoorende aan den Staat), 5 t. h. aan den beheerraad, » aan de toezichters en aan de afgevaardigden van den Onafhankelijken Congo- » staat ».

Bij artikel 41 werd daarenboven bepaald :

« Aan de verdeling der winst, zooals zij volgt uit de bovenvermelde winst, » kan nooit rechtstreeks of onrechtstreeks afbreuk gedaan worden, bij wijze van » wijziging aan de statuten of anderszins ».

Naar den wil van de stellers der Overeenkomst van 1902, moest dus de helft van de winst der mijnontginningen van de « Maatschappij » aan den Staat toegekend worden. Op een netto-winst der mijnontginningen, ten bedrage van 20,000,000 frank bij voorbeeld, moest de Staat rechtstreeks 10 miljoen frank ontvangen.

De vennootschap kreeg de overige 10 miljoen, en de Staat, die toen een tweede maal als aandeelhouder, mededeelde, ontving 47 1/2 van de algeheelheid dier uitgekeerde winst.

Feitelijk dus deelde de Staat, in de gunstigste onderstelling, voor ongeveer 70 t. h. in de winst van de mijnontginning der vennootschap.

Die overeenkomst werd gewijzigd in 1921.

Artikel 5 van de nieuwe Overeenkomst regelt de mijnrechten der « Maat-

schappij » en het aandeel van de aan den Staat voorbehouden winst op de volgende wijze :

Art. 5. — « Onder voorbehoud van de door derden verkregen rechten, verleent de Kolonie aan de vennootschap of aan door haar op te richten filiale » vennootschappen, waarvan de statuten door de Kolonie moeten goed- » gekeurd worden, het *uitsluitend recht* tot het opsporen van delfstoffen, » gedurende een tijdvak van 5 jaar, te rekenen van de goedkeuring dezer » overeenkomst door de wetgevende macht der Kolonie, binnen de als volgt » begrensde grondgebieden... »

« Bij ontdekking van mijnlagen in bovengemeld grondgebied en binnen den » gestelden tijd, verleent de Kolonie de concessie tot het ontginnen er van, aan » de vennootschap of aan een der filiale vennootschappen door de vennootschap » op te richten, gedurende gansch den duur van de concessie der spoorwegen » voorzien bij artikel 1.

» Bij het vervallen van de bovenbedoelde uitsluitende rechten tot het opsporen » van delfstoffen, staan de grondgebieden, waarvan sprake, open voor de publieke » prospectie en worden zij dan ook beheerd naar dezelfde regelen als die gevolgd » door het Bijzonder Comité van Katanga...

» De mijnopsporingen en-ontginningen zullen geschieden overeenkomstig de » bepalingen der mijnwetten van Katanga, zooals zij bestaan of zooals zij later » zullen luiden, terwijl de vennootschap het Bijzonder comité zal vervangen » voor de tenuitvoerlegging van die verschillende bepalingen...

» De mijngelden (cijnsen), opsporingsrechten, ontginningsrechten, afstands- » rechten, enz., zullen *voluit gestort worden aan de « Compagnie des Chemins » de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».*

Krachtens die nieuwe Overeenkomst, heeft de Staat hoegenaamd geen rechtstreeksch recht meer op een aandeel in de winst van de mijnontginningen der Maatschappij. Zijn recht is beperkt tot de 47 1/2 t. h. van de winst, van welken aard zij ook weze en die « uitgekeerd » wordt. In de veronderstelling dus van een mijnwinst van 20.000.000 frank, blijven die 20.000.000 frank in het bezit van de Maatschappij; keert de Maatschappij die geheel en al uit, dan zal de Staat er 47 1/2 t. h. van hebben, maar de Staat zal niets ontvangen indien de Maatschappij, om eene of andere reden, geen uitkeering doet.

Er dient, daarenboven, opgemerkt, dat de Overeenkomst een verschillende regeling voorziet voor de rechten van de vennootschap gedurende het eerste bevoorrechte tijdvak van vijf jaar, het tijdvak van de uitsluitende opsporingen, en voor de rechten die zij bij het verstrijken van dat tijdvak hebben zal.

Gedurende het eerste tijdvak is de Maatschappij volstrekt meester en de mijnen die zij ontdekt moeten haar in concessie gegeven worden. Zij zal ze kunnen ontginnen hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van een of meer filialen.

Na verloop van dat eerste tijdvak, is zij niet meer volstrekt meester; anderen kunnen naast haar komen prospecteeren en, indien zij mijnen vinden, waarvan de ontginning hun later in concessie wordt gegeven, wordt de tusschenkomst van de Maatschappij en haar aandeel in de winst automatisch geregeld door de mijnwetgeving van Katanga. Zij zal nog slechts het recht hebben om in te

schrijven ten beloope van 20 t. h. van het kapitaal van elke vennootschap die zal worden opgericht en zij zal zich tevreden moeten houden met de cijzen die, volgens de gevallen, verschillen van 12 tot 50 t. h. of van 12 tot 60 t. h. van de uitgekeerde winst.

In de maand December 1923, heeft een financieele groep, met een kapitaal van 10 miljoen, de « Compagnie Minière des Grands Laes » opgericht. De « Maatschappij der Groote Meren », met de voorafgaande instemming van de Regeering, heeft haar een deel van haar maatschappelijk bezit afgestaan en de Statuten van de « Compagnie minière » waarin de afstandsvoorwaarden opgesomd worden in artikel 5, werden bij Koninklijk besluit goedgekeurd.

Artikel 5 van de statuten luidt :

« 1^o De « Maatschappij der Groote Meren », behoorlijk gemachtigd door het » beheer van de Compagnie du Congo belge, doet inbreng aan de Compagnie » Minière des Grands Laes van de uitsluitende rechten tot het opsporen van » delfstoffen en van de rechten op concessie van ontginning, ingeval van ontdek- » king van mijnlagen, alsmede van de rechten en voordeelen betreffende het » opsporen en ontginnen van mijnen, zooals die vermeld zijn in de op 9 Novem- » ber 1921 getroffen overeenkomst.

» Die inbreng geschiedt met last, aan de « Compagnie des Chemins de fer du » Congo supérieur aux Grands Laes Africains » de hier onderstaande aandeelen, » serie B, voorzien in de artikelen 6, 7 en 8, af te leveren en haar het bij » artikel 7 voorziene recht toe te kennen om 20 t. h. te onderschrijven van elke » verhooging van kapitaal.

» 2^o De « Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands » Laes Africains » doet insgelijks inbreng aan de « Compagnie Minière des » Grands Laes » van den uitslag der mijnopsporingen welke zij tot nog toe » bereikt heeft onder het bovenvermelde voorbehoud, en van de verslagen der » prospectoren.

» Tot vergelding van dien inbreng, zal « de Compagnie Minière des Grands » Laes » aan de Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux » Grands Laes » terugbetalen :

» 1^o de sommen door haar sedert 1 Januari 1923 uitgegeven voor de aan » gang zijnde prospectie-zendingen :

» 2^o al de algemeene kosten hoegenaamd ook vóór dien datum gedaan en » geschat op eene som van 500.000 frank. »

Daaraan moet worden toegevoegd dat de Maatschappij in dezelfde voorwaarden als al de overige inschrijvers, 20 t. h. onderschreven heeft van het kapitaal der nieuwe vennootschap. Laten wij ook zeggen, om aan den tekst van artikel 5 zijn volle duidelijkheid te geven, dat het aandeel van de winst toekomende aan de aandeelen serie B, waarvan sprake in dat artikel, juist overeenstemt met de cijzen door de mijnwetgeving van Katanga bepaald.

Sommige leden doen de volgende kritiek gelden : De « Compagnie des Grands Laes » heeft aan een filiale, zonder bijzondere vergelding, het voordeel afgestaan van de uitsluitende rechten die zij bezat. Het aandeel van den Staat in de door die vennootschap gemaakte winst, is ten gevolge van de voorwaarden waaronder laatstbedoelde werd opgericht, kleiner dan het aandeel dat hij ontvangt in welke andere vennootschap ook. Veronderstelt men b. v. een netto-winst van 100 miljoen, gelijk aan een maatschappelijk kapitaal van 100 miljoen, dan zou de Staat, ten slotte, uit hoofde van de aan de Maatschappij betaalde cijzen, d. z. w. dus, zonder dat er welk kapitaal ook in belegd weze, zelfs niet de helft ontvangen

van wat de oprichters-aandeelen ontvangen en minder dan de 15 t. h., te verdeelen onder de leden van den Beheerraad of te hunner beschikking gesteld voor het personeel. Ook het uitgeven van 5,000 oprichtersaandeelen, die recht hebben op 50 t. h. van het superdividend en die aanleiding hebben gegeven tot een onzinnige beurspeculatie, waarvan de gevolgen wellicht zwaar zullen wegen op de toekomst van de Kolonie, werd fel gehekeld.

Op die uiteenzetting van de rechten van den Staat in de « Compagnie des Grands Laes » en op de kritiek betreffende de oprichting van de « Compagnie Minière des Grands Laes » heeft de geachte Minister van Koloniën geantwoord met de volgende nota :

NOTA VAN DEN EERSTEN MINISTER.

« De grond- en mijnkwesties van de « Maatschappij der Groote Meren » hebben aanleiding gegeven tot verschillende overeenkomsten die aangegaan werden op verschillende tijdstippen en die, alle, blijken geven van de bezorgdheid van het Beheer der Kolonie om de te groote concessies die bij den aanvang verleend werden, te verminderen.

De Overeenkomst van 1902 gaf aan de Groote Meren, grond- en mijnrechten die zich uitstrekten over aanzienlijke oppervlakten en die afhingen van den omvang van het kapitaal der Vennootschap. Alzoo had de Vennootschap, per schijf van 25 miljoen kapitaal, recht op 4 miljoen hectaren grond en mijnen.

Toen die overeenkomst geteekend werd, mocht men hopen dat de kapitalen die noodig waren tot het aanleggen der lijnen, zouden blijven binnen betrekkelijk enge grenzen, die men schatten kon op 75 miljoen voor de lijn van de Groote Meren en misschien 100 miljoen voor de lijn van de Uele.

Onder die voorwaarden, kond van de grond- en mijnrechten nog gebruik worden gemaakt binnen grenzen die, te dien tijde, redelijk konden schijnen, maar dit werd volstrekt onmogelijk, indien men bedenkt welke kapitalen thans noodig zijn om de werken te voltooien.

Inderdaad, de waardevermindering van onze munt deed den omvang van de kapitalen stijgen, maar verminderde de oppervlakte niet die per schijf van 25 miljoen moest toegekend worden.

Men kan dus het grond- en mijnrecht, dat aan de Maatschappij der Groote Meren moest toegekend worden, krachtens de overeenkomst van 1902, indien latere schikkingen niet getroffen waren geworden om de concessievoorwaarden te wijzigen, op ongeveer 125 tot 130 miljoen hectaren schatten, zegge op meer dan de helft van de oppervlakte van Congo (2,382,000 vierkante kilometer ongeveer).

Reeds in 1911, toen de Maatschappij nog slechts beschikte over 8 miljoen hectaren grond en mijnen, bij de derde verhooging van kapitaal, heeft de Kolonie er slechts in toegestemd onder het voorbehoud dat de Maatschappij haar recht zou afstaan op 4 miljoen nieuwe hectaren der domeingronden. Maar de Staat die recht had op 50 t. h. van de winst opgeleverd door de ontginning der gronden, heeft er in toegestemd dit aandeel op de helft te verminderen. Dus was reeds een politieke lijn aangewezen : afstand door den Staat van een deel van zijn winst, om de vermindering van de toe te kennen gronden te bekomen.

In 1911, werden de mijnrechten verder uitgeoefend op steeds grooter wordende oppervlakten, en volgens den rhythmus die voorzien was geworden.

De Regeering zou vervolgens er toe geleid worden die politiek door te zetten, d. w. z., dat zij naar gelang van de verhooging van kapitaal, afstand deed van haar rechtstreeksch aandeel in de mijn- en grondondernemingen om te vermijden dat de Maatschappij der Groote Meren zou beschikken over steeds uitgestrekter oppervlakten gronds.

Niet lang zou het echter hebben geduurd, of dat middel van vergelijk zou volledig uitgeput geweest zijn, aangezien met een kapitaal van 75 miljoen, de Regeering nog slechts beschikte over 25 t. h. op de winst der gronden. En men zal al dadelijk inzien dat de grens spoedig bereikt ware geweest, als men bedenkt dat de kapitalen, die men vervolgens moet bijeenbrengen, misschien later den omvang zullen krijgen van 600 tot 700 miljoen.

De Regeering had voor plicht een passender formule te zoeken om tot een schikking te geraken, formule die beter verband zou houden met den aard en de belangrijkheid van de concessies welke men in het nieuwe grond- en mijnstelsel, komende na dat van den Onafhankelijken Congostaat, had ingevoerd.

In 1913, wilde de Kolonie dan ook de grond- en mijnrechten terugnemen, welke zij bezat. Een ontwerp van overeenkomst werd geteekend, maar het bleef zonder gevolg, daar het niet aan de wetgevende macht was voorgelegd geworden.

De kwestie werd hervat in 1921, en opgelost door de overeenkomst van 9 November.

Men heeft toen de politiek hervat, waarbij afstand gedaan werd van aandeelen in de winst, — politiek die door de wet van 7 April 1911 was ingezet — en men heeft het vergeldend beginsel aangenomen van den vollen eigendom van de gronden en van de uitsluitende rechten tot mijnopsporing, dat aan de bestaande mijnwetgeving ten grondslag lag.

Het ontginningsrecht op 8 miljoen hectaren werd veranderd in een vollen eigendom van 400,000 hectaren, en deze kon niet verkregen worden dan indien de ontginningsvoorwaarden binnen den gestelden tijd door de « Maatschappij » vervuld werden.

Het recht om gedurende negen en negentig jaar mijnen op te sporen, werd veranderd in een uitsluitend opsporingsrecht gedurende een tijdvak van drie en vijf jaar, dat gevolgd werd door een bedrijfstijd, modaliteit die op alle gebied overeenkwam met de in Congo en in Katanga toegekende concessies.

Het verschilde enkel door het feit, dat er voor de ontginning geen oppervlakte werd bepaald.

Bovendien, moest de « Maatschappij » voor de vrije prospectie openzetten wat zij niet voor zich hield; en de mijngelden (cijnzen) werden haar toegekend. Daartegenover, was zij verplicht de algemeene bediening der mijnen te verzekeren.

De « Maatschappij der Groote Meren », ontving, krachtens het decreet, machtiging om aan filialen de ontginning van haar mijngebied toe te vertrouwen. Het stond haar vrij de voordeelen van dien afstand te bepalen. Toen zij de mijnen afstand aan haar filiale, de « Minière des Grands Laes », vroeg zij tot vergelding van haren inbreng 2 miljoen frank kapitaalsaandeelen; zegge $\frac{1}{5}$ van het kapitaal; aandeelen serie B die mijngelden (cijnzen) vertegenwoordigen; de « Maatschappij der Groote Meren » heeft zich eveneens het recht voorbehouden voor 20 t. h. in te schrijven in al de verhoogingen van kapitaal.

Het bedrag van 2 miljoen frank vertegenwoordigde de door de « Maatschappij der Groote Meren » gedane uitgaven voor studiën. Op dat oogenblik had deze geen enkel nauwkeurig gegeven geleverd, waarop het mogelijk ware geweest te steunen om de waarde van den inbreng te verhoogen.

De « Minière des Grands Lacs » had dus al haar kapitalen noodig om een methodische studie te ondernemen van de streek waar zij haar recht zou kunnen uitoefenen.

Heden is de onderneming nog maar in haar proefperiode, en om den weg der volle ontginning op te gaan zal nog veel inspanning noodig zijn, niet alleen tot het opsporen van ontginbare ertslagen, maar ook tot het aanleggen van vervoerwegen en het inrichten van hulpdiensten.

Bovendien, vergist zich het achtbaar lid, dat de kritiek heeft uitgebracht, in zijn berekening van de rentabiliteit van de « Minière des Grands Lacs » voor een kapitaal van 100 miljoen.

De vergissing bestaat hierin :

1^o Te onderstellen dat een kapitaal van 100 miljoen, 100 miljoen zal opbrengen ;

2^o Te meenen dat het aandeel van de « Maatschappij der Groote Meren » steeds een bedrag van 20 t. h. zal vertegenwoordigen.

Inderdaad :

1^o Indien wij het geval nemen van twee vennootschappen, de « Forestière et Minière » en de « Kilo-Moto », zien wij dat het bedrijfskapitaal van die ondernemingen voor de eerste ongeveer 100 miljoen bedraagt ; voor de tweede 200 miljoen na de verhooging van kapitaal waartoe onlangs machtiging werd verleend. Eerstbedoelde leverde voor het boekjaar 1926 een winst op van 17 miljoen en laatstbedoelde een winst van 36 miljoen. Winst die in de toekomst niet veel zal vergrooten, aangezien de huidige uitgaven noodig zijn tot het aankopen van een uitrusting voor het ontginnen van arme ertslagen. Wij stellen dus vast dat de winst zoowat 17 tot 18 t. h. bedraagt en voor de « Minière des Grands Lacs » mogen wij ze redelijkerwijze op 20 t. h. bepalen ;

2^o Bij den aanvang, dat wil zeggen voor een kapitaal van 10 miljoen, kwam de « Maatschappij der Groote Meren » in de winst tussenbeide naar rato van : 1^o hare aanvankelijke inschrijving in de verhouding van 20 t. h. van het kapitaal ; 2^o de mijngelden (cijnzen).

Toen het kapitaal tot 20.000.000 opgevoerd werd, deed de « Maatschappij der Groote Meren », gebruik makend van haar recht om nog eens in te schrijven, haar aandeel tot 26 t. h. stijgen.

Bovendien, heeft de Kolonie in Juni 1927 haar voornemen te kennen gegeven door de « Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs » haar recht tot inschrijving van 20 t. h. te doen uitoefenen, dat voorzien was geworden ten voordeele van de aandelen van de « Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs », zonder dat daaruit echter eenig recht voor laatstbedoelde voortspruit.

De Minister liet bij brief n^o 883 van 2 Juni 1927 weten dat hij wilde dat bedoeld recht door de « Maatschappij » uitgeoefend zou worden en dat de machtiging om het kapitaal van de « Minière des Grands Lacs » te verhoogen, van die voorwaarde zou worden afhankelijk gemaakt.

Op die wijze zal de « Maatschappij der Groote Meren », wanneer het kapitaal 100 miljoen zal bedragen, een aandeel in de winst hebben van : 1) 52 t. h. in het aandeel dat bij het kapitaal behoort ; 2) 20 t. h. van het dividend dat bij de oprichtersaandelen behoort ; 3) de mijngelden (cijnzen).

Indien men de verdeeling van de winst toepast, die voorzien werd in de statuten van de « Compagnie Minière des Grands Lacs », dan komen wij tot den volgende uitslag :

Reserve : 1.000.000.

7 t. h. aan het kapitaal : 7,000,000 (en 840,000 frank eijzen aan de « Groote Meren »).

<i>Overschôt</i>	fr.	41,160,000	
Raad		558,000	te verdeelen onder 43 leden.
Bestuurscomiteit		558,000	— / 6 —
Personeel in Afrika		558,000	
Saldo	fr.	9,486,000	

Uit te keeren :

Aan de aandeeleu serie B	fr.	2,280,714
Aan de oprichtersaandeeleu.		3,602,142
Aan de kapitaalsaandeeleu		3,602,142

Indien we samenvatten al wat aan de « Groote Meren » toekomt, zien wij dat die som 9,355,255 fr. beloopt.

De oprichtersaandeeleu, buiten die welke aan de « Groote Meren » toebehooren, zouden 2,880,714 fr., en de kapitaalsaandeeleu, buiten die behoorende aan de Groote Meren, 5,089,029 fr. bedragen.

Als men bijgevolg uitgaat van normale grondslagen en niet van fantastische cijfers, komen wij tot dit besluit, dat de Maatschappij der Groote Meren waarin de Regeering een aandeel heeft van 50 t. h., bij de verdeeling van winst der « Minière » een som zal ontvangen, gelijk aan ongeveer 47 t. h., waarvan 23 1/2 t. h. voor den Staat, het is te zeggen het dubbel van wat zal gaan naar de oprichtersaandeeleu, die voorbehouden zijn aan de inschrijvers buiten de Maatschappij der Groote Meren en driemaal meer dan wat de leden van den beheerraad ontvangen om verdeeld te worden onder hen, of door hen aan het personeel uitgekeerd te worden. »

*
* *

De door de nota van den geachten Minister van Koloniën verstrekte uitleggingen voldeden sommige leden van de Commissie niet. Er werd geantwoord dat de meest bevoegde personen van meening waren dat, bij iedere nieuwe overeenkomst, de Maatschappij der Groote Meren aanzienlijker rechten had bekomen. De geachte heer Franck zei in het jaar 1911, bij de bespreking in de Kamer, van het wetsontwerp waarbij aan de Maatschappij der Groote Meren machtiging werd verleend om haar kapitaal van 50 tot 75 miljoen te verhoogen, het volgende :

« Ziet toch hoezeer de overeenkomst, uit het oogpunt van hare tenuitvoer-
» legging, gewijzigd werd ten voordeele van de Maatschappij der Groote Meren.
» Dezer aandeelhouders ontvingen voorheen titels gewaarborgd door den Onaf-
» hankelijken Congostaat, met al het risico wat de toekomst betroof en al de onze-
» kerheid die aan het lot van dien Staat verbonden was : Zij ontvangt heden
» titels die oneindig beter gewaarborgd zijn, aangezien Congo een Belgische
» Kolonie is geworden, waarvan de rente a pari staat. De geregelde uitkeering
» van de interesten en de delging bieden heden meer zekerheid dan voorheen.

» Maar daarentegen, zijn de voordeelen voor den Staat verdwenen, om redenen
» van algemeene politiek, d. w. z. van openbare orde. De Onafhankelijke
» Congo-Staat behield zich 50 t. h. voor in de bedrijfswinst. Heden heeft die
» tegenwaarde in de praktijk opgehouden voor de Kolonie te bestaan : zij is tot

» nul herleid, aangezien de Kolonie ofwel niet meer exploiteert, ofwel niet meer
 » uit die exploitatie de winst kan halen waarop de Onafhankelijke Congo-Staat
 » rekende.

» Ware het dan, in die voorwaarden, op eenigerlei wijze oneerlijk aan onze
 » contractanten te zeggen : Tusschen ons is het een overeengekomen zaak dat
 » wij u slechts machtiging geven, wanneer wij het wel willen. Welnu, de voor-
 » waarden van de zaak zijn heden voor u veel voordeliger dan voorheen. Het
 » is dan ook noodig, wilt gij de machtiging bekomen, ons toegevingen te doen,
 » zonder welke de zaak voor ons zoo bezwarend zou worden, dat wij niet meer te
 » verontschuldigen zouden zijn moesten wij ze voortzetten ! Aldus gewapend
 » staat de Minister van Koloniën sterk. Hij kan de overeenkomst op eerlijke en
 » billijke wijze doen wijzigen.

» Mijne Heeren, de heer Minister van Koloniën heeft zulks niet gedaan. Ik
 » had gewild dat hij zou onderhandeld hebben en dat hij voor ons zou verschenen
 » zijn met de bekomen toegevingen. Hij brengt ons niets. Wij moeten dus een
 » nieuwe uitgifte afwachten, opdat, indien die beloften niet goedschiks ver-
 » wezenlijkt werden, hun verwezenlijking opgedrongen worde.

» Ik ben overtuigd, dat zakenlui die zoo ervaren zijn als degenen die de
 » Maatschappij der Groote Meren besturen, zich er volkomen rekenschap van
 » geven dat billijkheid en gezond verstand gegronde beweegredenen zijn
 » waaraan men moet toegeven. »

In de Memorie van Toelichting van het ontwerp van decreet tot goedkeuring
 van de overeenkomst van 9 November 1921 vindt men anderzijds het volgende :

« De aan de Maatschappij gedane concessie van uitgestrekte gronden die,
 » behoudens strijdige overeenkomst moeten ontgonnen worden door de Kolonie
 » en waarvan de winst moet verdeeld worden tusschen haar en de Maatschappij,
 » heeft het meerendeel van haar waarde verloren sedert het woud- en lianen-
 » caoutchouc op de markt van waarde verminderd is. »

En in den loop van de debatten in den Kolonialen Raad, verklaarde Professor
 Dupriez, die de overeenkomst trouwens niet goedkeurde en zich bij de eind-
 stemping onthield, het volgende :

« Ik stel vast dat, indien de Maatschappij, in theorie, van iets afstand doet, zij in
 » feite aan niets verzaakt. En nochtans bezorgt men haar wezenlijke voordeelen...

» De « Maatschappij der Groote Meren » zegt dat zij ons groote toege-
 » vingen heeft gedaan. Laten wij de zaak tot de werkelijkheid terugbrengen :
 » Het is waar dat de Compagnie afstand doet van hare rechten op onmetelijke
 » grondgebieden die haar toegekend waren; maar die rechten waren zonder prak-
 » tisch nut. Thans mag men zeggen dat zij praktisch en werkdalig worden in de
 » mate waarin de in concessie gegeven grondgebieden verminderd worden.

» Wat de mijnconcessies betreft, staat de Maatschappij hoegenaamd niets af.
 » Haar recht tot opsporing was niet uitsluitend, maar de huidige overeenkomst
 » bezorgt haar drie voordeelen die wel hun waarde hebben. Zij erkent haar een
 » uitsluitend recht tot mijn-opsporingen op onmetelijke gebieden, gedurende drie
 » of vijf jaar, met onmiddellijke vergunning tot ontginning van al de door haar
 » ontdekte ertslagen. Hier open ik een parenthesis : Het komt er op aan het eens
 » te zijn omtrent de woorden : ontdekking van ertslagen. Zal een eenvoudige
 » verklaring door de Maatschappij afgelegd volstaan, opdat deze onmiddellijk en
 » voor een onbepaalden tijd uitgestrekte grondgebieden kunne blokkeren ? Het
 » lijkt me noodzakelijk dienaangaande in de overeenkomst een zeer duidelijke
 » bepaling op te nemen.

» De Maatschappij verkrijgt, ten tweede, aanzienlijke rechten tot het opzoeken
 » van delfstoffen in de Oost-Provincie; de Maatschappij heeft bijna de zekerheid
 » merkelijke winst te maken, zonder eenig werk te doen uitvoeren noch
 » kapitaal te moeten beleggen. Indien de mijngelden (eijnzen) hier vastgesteld
 » zijn gelijk in Kantanga, bestaan daar voor de Maatschappij ontzaglijke moge-
 » lijkheden.

» Eindelijk, een derde voordeel dat wij haar toestaan: het aandeel van de private
 » aandeelhouders in de winst van de mijnontginning zal voortaan verdubbeld
 » zijn. Het bedroeg een kwart; het zal thans de helft bedragen. Merkt wel op dat
 » ik die voordeelen niet hekel, maar vóór alle bespreking, komt het er op
 » aan den juiste toestand van de partijen duidelijk te bepalen en aan te toonen
 » dat de Maatschappij niet mag spreken van rechten welke zij ons afstaat. In
 » feite, staat zij theoretische rechten af, zonder praktische waarde ».

Wat nu de voorwaarden betreft waarin de Maatschappij der Groote Meren werd opgericht, nemen sommige leden niet aan dat het aan de « Maatschappij der Groote Meren » alleen behoorde de voordeelen te bepalen van den afstand van een deel van haar maatschappelijk bezit. De Staat die voor de helft deelt in de winst van de vennootschap, had volgens hen voor plicht tusschen beide te komen. Zij kunnen ook niet aannemen dat de « Maatschappij der Groote Meren », ten tijde van den afstand geen enkel bepaald gegeven bezat wat betreft de waarde van haar mijnvergunningen, waarop men zich had kunnen beroepen om de waarde van den inbreng te verhoogen. Inderdaad, verklaren zij, men vindt reeds insluchtingen in de Toelichting van de Begroting voor 1914, waarin men het volgende kan lezen:

« De « Compagnie des Chemins de fer des Grands Laes » heeft verschillende
 » prospectiezingen gestuurd. Deze hebben ten Westen van het Kivu-Meer,
 » groote hoeveelheden bloedsteen en op sommige plaatsen goudhoudend grint
 » ontdekt. »

Die eerste nauwkeurige insluchtingen werden na den oorlog bevestigd door de Maatschappij zelf die, in de maand November 1922, er toe besloot vier zendingen naar Afrika te sturen waaronder twee belast waren « met de ontginning aan te vangen van verschillende placers (goudbeddingen) die waren ontdekt geworden door de aardkundige zendingen van 1913 en 1914 ».

Eindelijk, wordt in het eerste verslag van den beheerraad der « Compagnie Minière des Grands Laes » gezegd dat een eerste bestendig kamp werd gevestigd in het bekken der Opper-Lindi « waar in 1914 gewezen was geworden op het bestaan van een reeks belangwekkende placers ».

Dat alles verklaren zij, had de Maatschappij moeten beletten haar rechten af te staan zonder bijzondere voordeelen te bekomen en vooral de 4,5 van de stichte s-aandeelen af te staan.

Die leden kunnen zich ook niet aansluiten bij de beschouwingen en berekeningen die in de nota van den geachten Eersten-Minister vervat zijn en betrekking hebben op het aandeel van den Staat in de winst van de vennootschap.

Volgens hen, verbeterd de berekening, gesteund op een winst van 20 t. h., van het maatschappelijk kapitaal, het aandeel van den Staat weinig of niet. Tot staving van wat zij beweren, halen zij het volgende voorbeeld aan:

Kapitaal: 100,000,000.

Veronderstelde netto-winst: 20,000,000, (20 t. h. van het kapitaal).

Verdeeling :

Wettelijke reserve 5 t. h.	fr. 1,000,000
Beheerraad en bestuurscomiteit	1,116,000
Ter beschikking van den Raad	558,000
Kapitaalsaandeelen	10,854,400
Oprichtersaandeelen	3,854,400
Mijnrechten aan de Maatschappij der Groote Meren.	2,617,200

Houdt men rekening met de vermindering van het minimum van 5 t. h. die deze rechten ondergaan bij het overgaan in de Maatschappij der Groote Meren (Beheerraad), en wanneer men veronderstelt dat de Maatschappij alles uitkeeren kan, dan zou de Staat ontvangen : 1,243,170 frank. Zoo men er 20 t. h. aan toevoegt van hetgeen de oprichtersaandeelen ontvangen -- vermits de Maatschappij er 1,000 bezit op 5,000 — dan komt men tot 1,699,338 frank tegen 3,083,520 frank toegekend aan de 4,000 oprichtersaandeelen, aan de financiële groep overhandigd, en 1,674,000 frank aan den Beheerraad, of te zijner beschikking gesteld voor het personeel. Op 8,145,600 frank aan onderscheidene recht-hebbenden uitgekeerd « zonder kapitaalbelegging » is het de Staat die het geringste bedrag ontvangt. Neemt men als maatstaf eene winst van 20 t. h. dan blijft deze verhouding bestaan welk ook het kapitaal zij van de Maatschappij.

In de veronderstelling van den Eersten Minister, namelijk van eene netto-winst van 20 t. h. van het maatschappelijkkapitaal, zou het aandeel van elk in de winsten verdeeld « zonder inbreng van kapitaal en zonder risico » dus de volgende zijn :

Staat : 8,05 t. h. van de netto-winsten, (zijn aandeel in de uitkeeringen en in het dividend toegekend aan 1,000 oprichtersaandeelen toebehoorende aan de Maatschappij der Groote Meren). Men moet evenwel doen opmerken dat de Staat die 8,05 t. h. slechts zal trekken op voorwaarde dat de Maatschappij der Groote Meren alles kunne uitkeeren.

Beheerraad, Bestuurscomiteit, Personeel 8,37 t. h.

Financiële Groep 15,42 t. h. (dividend uitgekeerd aan 4,000 oprichtersaandeelen, afgestaan aan de financiële groep).

De voorgaande berekeningen werden gemaakt op den grondslag van de wetgeving van Katanga « zooals zij wordt toegepast op dit oogenblik ». Deze wetgeving is het voorwerp van andere voor den Staat gunstigere verklaringen. Een proces is daarover aanhangig tusschen eene maatschappij en het Bijzonder Comité van Katanga, en van den uitslag van dit proces hangt de toepassing van de andere verklaring af.

De achtbare Minister, vooruitlopend op den uitslag van dit geding, steunt reeds zijne berekeningen op de tweede interpretatie.

Laten wij het aannemen. In deze hypothesis zou het aandeel van elk in de winsten verdeeld « zonder aanbreng van kapitaal en zonder risico » de volgende zijn.

Staat : 9,12 t. h. van de netto-winsten (in plaats van 8,05 t. h.) ;

Beheerraad, enz. : 8,37 t. h.

Financiële groep : 14,41 t. h. (in plaats van 15,42 t. h.).

Dezelfde leden hebben daarenboven doen opmerken dat men in de berekeningen, welke in de nota van den geachten Eersten Minister werden overgenomen, een deelneming van 52 t. h. veronderstelt in het kapitaal van de « Compagnie Minière des Grands Laes », dat wil zeggen dus, op een kapitaal van 100 miljoen een geldbelegging van 52 miljoen. Het aan die 52 miljoen frank toegekende

dividend kan niet op gelijken voet gesteld worden met dat uitgekeerd aan de oprichtersaandeelen, of vergeleken worden met de opbrengst van de mijngelden (cijnzen). Zij voegden er bij, dat die eventueele belegging, ten gevolge van het bestaan van de oprichtersaandeelen die 50 t. h. superdividend hebben, hun geenszins voordelig voorkomt. Inderdaad, als men een netto-winst van 20 t. h. tot grondslag neemt, zal het kapitaal slechts 10,85 t. h. ontvangen. Doch, vooraleer die uitslag kan worden bereikt, zullen veel jaren noodig zijn, zoodat, als men rekening houdt met de verloren interesten, die 10,85 t. h. feitelijk zullen herleid zijn tot 6 of 7 t. h. en tot minder nog misschien. Om het aandeel van den Staat te schatten, mag men slechts rekening houden met wat hij zal ontvangen « zonder geldstorting » zooals in de andere vennootschappen die hem, onder een of anderen vorm, een aandeel in de winst afstaan.

Die leden kwamen tot het besluit dat, naar hun meening, de belangen van den Staat, bij het oprichten van de « Compagnie Minière des Grands Laes » zeer werden geschaad. Het schijnt hun ook onbetwisbaar, dat het aandeel van den Staat in de winsten der mijnontginningen van de « Maatschappij der Groote Meren » grooter zou geweest zijn, had het Parlement op regelmatige en doeltreffende wijze zijn toezichtsplicht waargenomen en de zaken van de Kolonie van meer nabij gevolgd.

* . *

Een ander feit maakte de aandacht der Commissie gaande. In de vragen 6, 6bis en 6ter die bij dit verslag gevoegd zijn, vindt men reeds voldoende duidelijke gegevens, opdat wij het kort kunnen maken.

Op het einde van 1922, werd aan het Parlement een wetsontwerp voorgelegd, waarbij aan de Kolonie machtiging werd verleend tot het waarborgen der uitgifte van preferentaandeelen van de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga ». Dit wetsontwerp werd, zoowel in de Kamer als in den Senaat, aangenomen zonder dat ernstige opmerkingen werden voorgebracht.

Het ontwerp werd in de Kamer ter tafel gelegd op 30 November 1922. Het verslag uitgebracht door den geachten heer Tschoffen, namens de Commissie van Koloniën, werd op 15 December neergelegd; datgen^e uitgebracht door den heer Leyniers, namens de Commissie van den Senaat, werd neergelegd op 22 December; de stemming had plaats in de Kamer op 20 December, en in den Senaat, op 28 dito. De achtbare heer Tschoffen begon met in zijn verslag vast te stellen dat « de Memorie van Toelichting van het aan de Kamer voorgelegde wetsontwerp zoo bondig, zoo bescheiden was dat het onmogelijk was er naar te verwijzen zonder aan de Kamer nadere ophelderingen te verstrekken ». De uitleggingen die dan volgen zijn de samenvatting van een uiteenzetting in de Commissie van den achtbaren Minister van Koloniën. Het verslag van den heer Leyniers evenmin geeft reden tot eenige opmerking.

De door den achtbaren Minister van Koloniën gegeven antwoorden op de vragen 6, 6bis en 6ter, maken het mogelijk de Commissies van Kamer en Senaat thans vollediger in te lichten dan dit in 1922 geschiedde.

Tijdens den oorlog, werden aan de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » voorschotten in pond sterling gedaan ten beloope van 1,216,15.16-6 p. st. en in dollar ten beloope van 2,509,902.50 dollar. Die voorschotten werden op 31 December 1922 omgezet in een vaste som van 44 millioen, waarop (zie antwoord op vraag 6) de Maatschappij een jaarlijkschen interest van 5-5 t. h. betaalt, in afwachting dat zij terugbetaald worden. Het verslag van den achtbaren

heer Tschoffen maakt geen melding van die omzetting; in het verslag van den heer Leyniers vinden wij het volgende :

« De voorschotten in pond sterling en dollar zullen, in verband *met de moeilijkheid om thans een voor de Maatschappij en de Kolonie billijken koers te bepalen*, later geregulariseerd worden, op het oogenblik van de terugbetaling door de Kolonie van de door haar aangegane buitenlandsche leeningen »

In dien tijd van veranderlijken wisselkoers, was het raadzaam geen koers te bepalen, die in geval van stijging van het pond of van den dollar, schade zou kunnen berokkend hebben aan de Kolonie of omgekeerd, in geval van daling, aan de Maatschappij. Uit den aangehaalden tekst blijkt dat, in de meening van den verslaggever en van de leden der Commissie, de latere regeling, op het oogenblik van de terugbetaling van de Engelsche schuld, op zulke wijze moest plaats hebben dat de lasten van de Kolonie in franken, voortvloeiende uit den wisselkoers, juist zouden vergolden worden door een gelijkwaardige terugbetaling van de Maatschappij.

In het antwoord op vraag 6, wordt gezegd dat « dit verschil aan de Kolonie door de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » alsdan zal vergoed worden door het afleveren, tot verschuldigd beloop, van op dat oogenblik uit te vaardigen gewone aandelen. »

En uit het antwoord op vraag 6bis blijkt, dat het aan de Kolonie te vergoeden verschil slechts het verschil aan kapitaal, maar niet het verschil aan interest betreft. Welnu, de Kolonie ontvangt thans een interest van 5 1/2 t. h. op 44 miljoen, maar betaalt zelf den interest van 308 miljoen (44×7). Het verschil berekend op voet van 5 1/2 t. h. vertegenwoordigt een « jaarlijksch » bedrag van 14 miljoen 520,000 frank, waarvan 20 t. h., d. w. z. 2,904,000 frank, onder de bevoorrechte aandelen verdeeld, voor de Kolonie een zuiver verlies uitmaken.

Die overeenkomst van 15 December 1922 wordt zeer verschillend beoordeeld.

Laten wij alleen aanstippen, dat men in de bescheiden van 1922, nergens het spoor vinden kan dat die verschillende schikkingen ter kennis van het Parlement werden gebracht en dat dit laatste, bijgevolg, onvoldoende bleek ingelicht te zijn.

Op deze uiteenzetting antwoordde de geachte Eerste Minister met een tweede nota :

NOTA VAN DEN EERSTEN MINISTER.

« De opsteller van het verslag wijst er op dat de schikking getroffen voor de consolidatie van de schuldvordering der leening van 1,216,135 pond sterling en van 2,509,902 dollar bezwarend was voor de Kolonie.

» Ziehier hoe de verrichting geschiedde en hoe zij te wettigen is :

» Met bedoelde ponden sterling en dollars heeft de Maatschappij materiaal aangekocht en werken uitgevoerd. Zij deed die verrichting, onder den drang van de Regeering die wenschte dat de Spoorweg verder zijn uitrusting zou bevorderen voor de militaire en economische behoeften.

» De Kolonie was trouwens, voor gansch haar kapitaal bijna, aandeelhouder van die vennootschap. Het is waarschijnlijk dat, indien de Maatschappij slechts private belangen had gegroepeerd, zij niet in vollen oorlog een leening van zulk belang had aangegaan en, had zij het gedaan, dat zij zich onmiddellijk met Fransche of Congoleesche franken zou gedekt hebben.

» Na de vijandelijkheden, ontstonden nieuwe behoeften aan kapitaal en vroeg de Maatschappij dat de schuld geconsolideerd zou worden.

» De leening door den Staat aangegaan, niet alleen voor de behoeften van den spoorweg, maar voor andere behoeften van de Kolonie, werd besloten op langer termijn en de terugbetalingsbedragen konden slechts bij de terugbetaling bepaald worden.

» Dienvolgens werd de schuld van de Maatschappij tegenover de Kolonie in twee deelen verdeeld :

» 1° De tegenwaarde in franken, het pond genoteerd zijnde tegen ongeveer 25 frank, en de dollar tegen dezelfde pariteit (44 miljoen);

» 2° Een onbepaald gelaten bedrag dat zou vastgesteld worden bij het bepalen van het bedrag waartegen de leening zou terugbetaald worden.

» Slechts het eerste bedrag kon als maatschappelijke last geboekt worden; een zwaardere last ware een oorzaak van onthouding geweest voor al de inschrijvers van het nieuwe kapitaal dat noodig geworden was voor de ontwikkeling der onderneming, en de Staat was onbekwaam om het te dien tijde te doen, des te meer daar hij reeds, buiten de voormelde schuldvordering, 139,600,000 frank in den spoorweg had belegd.

» Het tweede bedrag zou omgezet worden in titels van tweeden rang, die zouden tusschenkomen in de verdeeling van de winst na die van het nieuwe kapitaal.

« Men moet niet uit het oog verliezen dat wij in een tijd waren, waarin de leeningen niet vaste opbrengst, zelfs gewaarborgd door den Staat, weinig kans op welslagen hadden in verband met de vermindering van de koopkracht van onze munt.

» Bij gevolg, werd het nieuwe kapitaal tot stand gebracht, met het oog op de betaling van den interest, tusschen de vergoeding toekomende aan de 44 miljoen; en de betaling van den interest der gewone aandelen van de Vennootschap. Het verslag hekelt dien toestand van de preferentaandelen, omdat, aangezien het saldo steeds gansch naar de aandelen van tweeden rang gaat, welk ook hun aantal zij, de te verdeelen som steeds dezelfde is, en bij gevolg dat de Regeering zich door schoone woorden schijnt te hebben laten verschalken.

» Men hadde natuurlijk die kritiek vermeden, indien men dadelijk het getal gewone aandelen had vastgesteld.

» De verrichting ware dan voorgekomen als een normale verrichting, waaraan wij ons niet zoulen kunnen onttrekken hebben, gezien de behoefte aan geld en den toestand van de geldmarkt.

» Overigens, komen al de beleggingen van de leeningen van den Staat en die van het preferente kapitaal in het actief terug met een aanzienlijke waardevermeerdering en, op het einde van de concessie, zal de Kolonie de tegenwaarde van haar opofferingen terugvinden. Maar in afwachting, zegt men, moet de Staat, *om de uitkeering van den interest van zijn leening te verzekeren, een interest betalen dien hij niet terugvindt in de winst van het bedrijf.*

» De huidige winst dekt nochtans een groot deel van de lasten der leening en de bedrijfsvoorwaarden verbeteren voortdurend, zoodat men kan zeggen dat binnen enkele jaren de last volkomen gewaarborgd zal zijn.

» Heten bedraagt het aandeel dat de Staat ontvangt als interest van zijn gewone aandelen ongeveer 14,500,000 frank, om den interest te betalen van een belegd kapitaal van 139,600,000 frank en een schuldvordering van 264 miljoen frank, zegge een bedrag van ongeveer 400 miljoen frank.

» Neemt men een rentevoet van 5 t. h. aan, dan zien wij dat thans de interest is betaald. Blijft nog de interest van 120 miljoen frank. Deze vertegen-

woordigt een tekort van 6 miljoen frank. Men mag, zonder overdreven optimist te zijn, daaruit besluiten dat de toestand van dien kant binnen kort geconsolideerd zal zijn.

« En al was hij het niet, er zijn heel wat gevallen van vennootschappen waarvan de kapitalen een onvoldoenden interest afwerpen. Maar hier bestaat voor den Staat het groote voordeel, dat hij met behulp van private medewerkers een economisch werktuig van eersten rang heeft geschapen, dat gediend heeft tot de opening en de ontwikkeling van de streek van Katanga, en als men de inkomsten berekent die daaruit voortspuiten als tolrechten op de plaatselijke producten en namelijk op de opbrengst van de « Union Minière », en als men het handelsverkeer in aanmerking neemt, dan zal men er over verbaasd staan, dat kritiek kon opkomen in den geest van sommige leden van de Commissie ».

*
* *

Die uitleggingen waren niet van zulken aard, dat zij sommige leden van de Commissie niet konden overtuigen. Dezen lieten eerst en vooral opmerken, dat in 1922 iedereen aan de stijging van den frank geloofde, maar niet aan de daling. Wil men er van overtuigd zijn, dan leze men maar wat er toen gezegd en geschreven werd. In strijd met wat de geachte Eerste Minister in zijne nota beweert, zou een leening van 75 miljoen, 6 t. h. gewaarborgd door den Staat, naar zij beweren, zeer gemakkelijk te plaatsen geweest zijn. Wij hadden, in 1922, de leening met loten 5 t. h. ten beloope van een milliard van het Verbond der Coöperatieven voor Oorlogsschade. Er waren, anderzijds, voor milliarden Schatkistbons in omloop. De toestand wat de plaatsingen betrof was zoo gunstig, dat de Staat niet wist wat aan te vangen met het geldt hetwelk te zijner beschikking werd gesteld en dat de rentevoet van de Schatkistbons, die 4 1/2 t. h. per jaar bedroeg, te rekenen van 1 Juni 1922 tot 4 t. h. werd verminderd. In 1922 is het ook, in de maand September, dat wij de uitgifte hadden van de 750 miljoen Schatkistbons 5 t. h. op 10 jaar, tegen den koers van 99 frank. De koers van de leening 5 t. h. Binnenland 1919 stond, op 31 December 1922, aan fr. 86.80. De leening 6 t. h. Binnenland 1921 stond ook boven pari. De leening van 100 miljoen 6 t. h. van de stad Antwerpen, al pari uitgegeven in April 1922, noteerde op 31 December, 101.80. Nog talrijke voorbeelden zouden kunnen aangehaald worden. Het is dus niet de staat van de geldmarkt die kan worden ingeroepen. Ten gevolge van de schikkingen van 1922, wordt de winst van de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », kunstmatig opgedreven met 14,520,000 frank, waarvan 20 t. h. onder de preferentiaandeelen worden verdeeld. Het is niet de Maatschappij welke die 20 t. h. betaalt, 't is de Kolonie. Het aandeel dat de Staat ontvangt ter betaling van den interest zijner gewone aandeelen wordt, geheel of gedeeltelijk, door den Staat zelf betaald. Zoo is het, dat de Staat voor het jaar 1925 eene som van 7 miljoen 500,000 frank ontvangen heeft, bedrag dat beneden het verschil van interesten blijft die hij zelf betaalt, en voor het jaar 1926, een som van 15,165,000 frank waarin de Staat, tengevolge van het verschil van interest die hij betaalt, bijdraagt voor 14,520,000 frank. Welke trouwens ook het oordeel weze dat men heden over die schikkingen hebben kan, de voornaamste kritiek, die nl. : dat zij aan het Parlement niet bekend gemaakt werden, blijft geheel en al staande.

Door die enkele voorbeelden wordt een gevolgtrekking mogelijk. Het is noodig dat het Parlement wiens voornaamste opdracht is over gansch de

koloniale kwestie een geregelde, nauwlettende contrôle uit te oefenen, zich een inspanning getrooste om van naderbij de verschillende zaken te volgen die rechtstreeks o' onrechtstreeks met de Kolonie verband houden; het is echter ook noodig dat men zooveel mogelijk zijn taak vergemakkelijke en dat het telkens, wanneer het als wetgevend lichaam moet optreden of zijn contrôle-opdracht moet uitoefenen, het derwijze ingelicht weze dat men later nooit kunne veronderstellen, dat het bij verrassing gestemd heeft of dat sommige zijden van de vraagstukken die men aan 't Parlement onderworpen heeft of die het onderzocht, niet volledig werden belicht. Sommige maatregelen van practischen aard zouden dus moeten genomen worden. Dewelke? De zaak is te kiesch en te ingewikkeld, op lat de Commissie het aandurven onvoldoend voorbereide voorstellen te doen; maar sommigen onder hare leden die de kwestie van nabij bestudeeren, zij voornemens eerlang voorstellen in te dienen, die zij gebeurlijk eerst dan aan de Regeering zal overmaken, nadat ze onderworpen werden aan een grondig onderzoek.

In afwachting en als overgangsmaatregel, vraagt de Commissie dat, in strijd met een vroeger door het Bureau van de Kamer genomen beslissing, al de bescheiden die van den Kolonialen Raad uitgaan en het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo* rechtstreeks aan de leden van het Parlement zouden medegedeeld worden.

Zij heeft daarenboven gevraagd dat men een lijst zou opmaken van al de in Congo toegekende concessiën. De Regeering was dit voorstel gunstig gestemd.

De gewone Begrooting van Congo en van Ruanda-Urundi voor 1928, evenals de buitengewone Begrooting voor 1927 werden eenparig goedgekeurd.

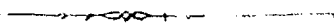
Het verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

GUSTAVE SAP.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.



Bijlagen.

VRAAG I.

Welke zijn, per hoofdstuk en bij benadering, de ontvangsten voor 1926 ?

Antwoord :

	Europa	Afrika	Te zamen
Hoofdst. I. Belastingen en taxes . . .	5,443,516.38	71,086,339.24	76,529,855.62
Hoofdst. II. Ontvangsten van het be- stuur en van het domein.	98,077,252.90	99,233,188.55	197,311,441.45
Hoofdst. III. Kapitalen en inkomsten. .	30,260,915.89	—	30,260,915.89
	133,781,685.17	170,319,527.79	304,101,212.96

N. B. De verrichtingen betreffende de uitbetaling der uitgaven en de inning der ontvangsten, voor het dienstjaar 1926, werden verlengd tot 31 October 1927. Al de gegevens der comptabiliteit van Afrika, betrekking hebbende op dit dienstjaar, zijn nog niet in het bezit van het Departement. Er ontbreken nog eenige maanden comptabiliteit voor het jaar 1927.

VRAAG 2.

De Commissie zou de uitslagen willen kennen van de rekeningen van vóór 1926.

ANTWOORD.

Dienstjaar.	Ontvangsten.	Uitgaven.	Overschot der uitgaven.	Overschot der ontvangsten.
1908	29,728,828.09	35,206,935.24	5,488,107.15	»
1909	35,639,232.81	37,148,834.81	1,509,602.03	»
1910	44,487,085.47	37,916,872.60	»	6,570,212.85
1911	56,565,140.28	46,526,492.67	»	10,038,642.61
1912	44,956,080.81	50,330,833.93	5,374,753.11	»
1913	44,368,814.77	54,407,192.17	10,038,347.40	»
1914	26,298,334.06	46,929,671.45	20,631,337.39	»
1915	30,898,880.49	48,932,433.48	18,033,553.29	»
1916	40,871,493.78	49,574,464.82	8,682,971.04	»
1917	51,618,362.93	52,353,166.11	734,806.18	»
1918	20,692,698.52	36,487,002.03	15,794,303.51	»
1919	30,890,313.12	36,784,323.73	5,894,010.61	»
1920	60,712,132.19	57,276,427.27	22,015,526.74	3,435,704.92
1921	47,994,454.62	70,009,981.36	31,908,691.94	»
1922	52,236,316.18	84,145,003.12	31,908,691.94	»
1923	53,343,829.24	103,883,671.19	50,539,831.85	»
1924	188,639,056.89	176,048,054.03	»	12,591,002.86
1925	249,348,166.22	218,621,789.58	»	30,726,376.64
T e z a m e n	1,109,309,250.17	1,212,583,162.61	196,635,382.34	63,361,939.90

Gezamenlijk overschot van de uitgaven 133,273,212.49

N. B. De cijfers voor de dienstjaren 1918 tot 1923 omvatten niet de netto-opbrengst noch de toelagen betrekking hebbende op de bijliggende begrotingen. De rekeningen hiervan zijn thans niet opge maakt. De gezamenlijke verrichtingen betreffende de jaren 1918 tot 1923, zullen ongeveer een boni opleveren van 45,500,000 »

87,773,912.44

(Zie hiernavolgende tabellen).

GESPECIALISEERDE DIENSTEN

Jaren 1918 tot 1923.

	Overschot-Ontvangsten.	Overschot-Uitgaven.
Toldiensten	128,413,581.70	»
Mijnen (1918-1919)	21,525,403.41	»
Landbouwfleelingen	»	252,017.08
P. T. T.	»	9,239,951. »
Vervoer.	»	6,573,827.06
Drukkerij	»	77,739.98
Zegrijen.	»	28,444.44
Rijstbedrijven	»	683,793.15
Volksvoordrachten	»	493,206.65
Portefeuille	15,517,128.68	»
Schuld	»	103,562,048.52
	165,456,113.73	119,911,024.88
Overschot van ontvangsten	»	45,545,088.85
	165,456,113.73	165,456,113.73

Vraag 3.

Het begrootingsontwerp voorziet aanzienlijke verhoogingen van ontvangsten, maar geeft daarover geene opheldering. De Commissie zou de redenen willen kennen die, volgens het Bestuur, deze verhoogingen verklaren.

Antwoord :

Zooals in de Memorie van Toelichting wordt uiteengezet, zijn de ontvangsten van Belgisch Congo, voor het dienstjaar 1928, in 1927 meer dan in 1926 fr. 78,534,367.44 en in 1928 meer dan in 1927 126,321,017.59

Dus eene meerwaarde, in 1928 op 1926, van . . . fr. 204,855,385.—

De voornaamste verhoogingen van ontvangsten slaan op de volgende artikelen :

1. Belasting op de inlanders	fr. 13,335,790
2. Belasting op het inkomen	22,000,000
3. Tolrechten	60,695,000
4. Netto inkomen van de portefeuille	81,570,000

Te samen . . . fr. 187,600,790

De redenen van deze vier soorten van verhoogingen worden uiteengezet in de Memorie van Toelichting van de Begrooting, bladzijden 5 en 6, en voor de belasting op de inlanders in de bijzondere beschouwingen op bl. 19 en 20.

De verhoopte meerwaarde in 1928 van de zuivere inkomsten van de portefeuille en berekend op 81,750,000 frank in vergelijking met 1926, wordt enerzijds verklaard door de verhoging van de dividenden der titels en aandeelen die de Portefeuille bezit, en anderzijds door het feit dat de interesten van de voorschotten of leeningen door de Kolonie toegestaan aan koloniale maatschappijen, vroeger voorzien in een ander artikel van de ontvangsten, thans vervat zijn in dit artikel.

De omstandige verklaring van de opbrengst van de Portefeuille vindt men in de toelichting van de begrooting van 's Lands Middelen en wordt als volgt verklaard :

1. Daar de inkomsten van de Portefeuille (aandeelen en deelbewijzen) 90 miljoen hebben bedragen in 1927, worden zij geraamd op 106 miljoen in 1928; het verschil, 16 miljoen, komt voort van de verhoging van sommige dividenden en deelbewijzen die de Kolonie hoopt te ontvangen in 1928 :

2. Het verschil tusschen die 106 miljoen en de raming van het geheel crediet, hetzij 20,420,000 frank, vertegenwoordigt de netto-interesten van de leeningen of voorschotten toegestaan aan de koloniale maatschappijen, waarvan de opbrengst vroeger voorzien was onder « Verschillende ontvangsten van de Thesaurie en van de Financiën », welke opbrengst in 1928 werd opgenomen in artikel 32 waarvan de tekst dienvolgens werd gewijzigd.

De andere vermeerderingen van ontvangsten worden ingedeeld als volgt :

ARTIKEL 1. — *Belastingen naar de vier basissen* : 2,790,300 frank voortvloeiende uit de vermeerdering van de belastbare zaken in 1928. Nieuwe handelscentrums kwamen tot stand, terwijl talrijke bestaande exploitaties werden uitgebreid.

Art. 4. — *Patent der handelaars* : 2,064,000 frank voortvloeiende uit de verhooging van de belasting en de geleidelijke ontwikkeling van den handel over het geheele Congogebied.

Art. 5. — *Scheepvaarttaxe* : Meerwaarde fr. 500,000

Art. 6. — *Statistiektaxe* : — — 350,000

Art. 8. — *Verloren tot inoogsting* : — — 102,250

Art. 10. — *aanwerving van arbeiders* : — — 73,100

Art. 12. — *Vergunningen voor invoer en voor verkoop van dranken* : — — 158,000

Art. 13. — *Vergunningstaxes voor aankoop van katoen* : — — 388,200

Art. 21. — *Ontvangsten van de betwiste zaken* : — — 181,775

Normale verhoogingen door de lokale overheidspersonen verkoopt, op grond van de resultaten der vroegere dienstjaren

Art. 7. — *Jachtverloven, verloven om wapens te dragen, enz.* : 1,778,800 fr. voortvloeiende uit de toepassing van het decreet van 10 Augustus 1925 dat verschenen is volgens de Memorie van Toelichting van de begroting over 1928 (bl. 32).

Art. 9. — *Verloven tot houthakking* : 1,106,600 frank voortvloeiende uit de toepassing van het decreet van 17 Juni 1927, dat verschenen is volgens de Memorie van Toelichting over de begroting voor 1928 (bl. 39).

Art. 14. — *Registratierechten* : 1,547,950 frank voortvloeiende uit de uitbreiding van den verkoop van onroerende goederen.

Art. 16. — *Verhuring van gronden, onroerende goederen, enz.* : 1 miljoen 564,800 frank voortvloeiende uit de verhooging van de huurtaxes en uit de ontwikkeling van de handelsbedrijvigheid.

Art. 19. — *Ontvangsten van den gezondheidsdienst* : 2,688,800 frank voortvloeiende uit de uitbreiding van de geneeskundige diensten.

De ontvangst wegens verkoop van geneesmiddelen is gestegen, daar er onder-richtingen werden gegeven om ernstig het invorderen van de verschuldigde sommen te controleeren.

Eene nieuwe ontvangst van 150,000 frank werd voorzien voor het hospitaal-schip « Belgique ».

De hospitalisatiekosten zullen in overeenkomst gebracht worden met de werkelijke levensduurte, wat de voorziene ontvangst voor dien post in 1928 aanzienlijk zal doen vermeerderen.

Art. 20. — *Ontvangsten van den gerechtsdienst* : 1,764,650 frank voortvloeiende uit het stijgend getal gerechtszaken in de Kolonie.

Art. 25. — *Ontvangsten van den landbouwdienst* : 823,325 frank als gevolg van de uitbreiding van de landbouwdiensten.

Eene bijkomende ontvangst van 650,000 frank wordt voorzien voor de netto-opbrengst van het katoen uit de selectiestations en voor de winsten op den katoen-verkoop aan de katoenmaatschappijen.

Art. 26. — *Ontvangsten van den dienst der Schatkist en der Financiën* : 638,900 frank.

De meerwaarde komt voort uit de winsten die men in 1923 mag verwachten van het terugzenden der zilverstukken der Latijnsche Unie, in het bezit van de Koloniale Schatkist en uit den onloop getrokken, wat aan de Schatkist eene waarschijnlijke winst van 9,410,000 frank zal verschaffen.

Bovendien, mag de Kolonie eene ontvangst van 3 miljoen verwachten van de toekenning aan de Koloniale Schatkist van een deel der winst voortvloeiende uit

het slaan van zilveren pasmunt, als gevolg van het opzeggen der Latijnsche Unie.

Daarentegen zijn de interesten betaald door de koloniale maatschappijen op de voorschotten of leeningen toegestaan door de Koloniale Schatkist gebracht bij de opbrengst van de Portefeuille, zooals wij hooger zegden; daaruit volgt eene vermindering.

De netto-meerwaarde is verminderd tot 2,638,900 frank.

Art. 28. — *Posten, Telegrafen en Telefonen* : 7,715,000 frank als gevolg van de normale stijging der post- en telegraafontvangsten sedert de laatste ramingen vastgesteld in 1926.

Art. 29. — *Verschillende diensten* : 962,710 frank, voortvloeiende uit de normale stijging der bestuursontvangsten sedert de laatste ramingen vastgesteld in 1926.

Art. 30. — *Netto-opbrengst der regie-landbouvestations* : 186,000 frank, vermeerdering gegrond op de waarschijnlijke uitslagen van de exploitatie der regie-stations in den loop van het jaar 1928.

VRAAG 4.

Welk is het bedrag der in 1927 verhandelde Schatkistbiljetten?

Aan welken interest werden zij geplaatst?

Bij wie werden zij geplaatst?

ANTWOORD :

a) Het bedrag, met inbegrip van de achtereenvolgende vernieuwingen, van de Schatkistbiljetten, verhandeld in 1927, bedraagt : 298,620,600 frank ;

b) et...;

c) Zie verder de lijst van de Schatkistbiljetten verhandeld in 1927 met aanduiding van het interestbedrag en van de onderschrijvers.

VRAAG 4 (vervolg).

Opgave van de Schatstbiljetten van de Kolonie verhandeld in 1927

ONDERSCHRIJVERS.		Bedrag van de biljetten.	Datum van uitgifte.	Vervalltermijnen.	Interes.	Betaling van den interest.
Banque du Congo belge	.	50,000,000	22-4-1927.	22-10-1927	T. h.	bij den vervallterm.
Société Générale de Belgique	.	25,000,000	25-4-1928.	25-7-1927.	6	Id.
Id.	.	25,000,000	9-3-1927.	9-8-1927.	5.75	Id.
Tentoonstelling van Brussel 1935.	.	120,000	1-6-1927.	1-6-1929.	3.75	per semester.
Banque Commerciale Roumaine à Bucarest	.	300	1-6-1927.	1-6-1934.	5	jaarlijks.
Berov-Raymond te Rinehe	.	500	1-6-1927.	1-6-1934.	5	Id.
Société Générale de Belgique	.	20,000,000	25-6-1927.	30-12-1927.	3.50	bij den vervallterm.
Banque de Bruxelles	.	17,000,000	25-6-1927.	28-12-1927.	3.50	Id.
Algemeen Spaar- en Lijfrentekas	.	15,000,000	25-7-1927.	25-10-1927.	5	Id.
Société Générale de Belgique	.	20,000,000	25-7-1927.	25-10-1927.	5	Id.
Id.	.	25,000,000	9-8-1927.	9-11-1927.	5	Id.
Algemeen Spaar- en Lijfrentekas	.	15,000,000	9-8-1927.	9-11-1927.	5	Id.
Id.	.	5,000,000	12-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Id.	.	17,000,000	28-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Belgische Schatkist	.	20,000,000	30-12-1927.	2-1-1928.	5	Id.
Banque du Congo belge	.	15,000,000	30-12-1927.	1-3-1928.	4.50	Id.
Id.	.	20,000,000	29-12-1927.	29-3-1928.	4.50	bij discounto.
Te zamen		298,620,600				

OVERZICHT.

Voorpaansle onderschrijvers.

Bedr'g.

Banque du Congo belge	.	79,500,000
Société Générale de Belgique	.	415,000,000
Algemeen Spaar- en Lijfrentekas	.	72,000,000
Banque de Bruxelles	.	47,000,000
Belgische Schatkist	.	15,000,000
Verscheidende	.	120,620,600
Te zamen		298,620,600

Gemiddeld bedrag van den interest : 5.92 t. h.

VRAAG 5.

In artikel 151 van de Begrooting der Uitgaven, komt eene leening vóór van 230,073.683 frank tegen 8 t. h.

Hoe wordt dit kapitaal verdeeld ?

Door wie werd het geleend ?

ANTWOORD.

De wet van 6 Maart 1925 heeft de Regeering gemachtigd aan de Kolonie een kapitaal van ten hoogste 25 miljoen dollar weder af te staan ; dit kapitaal moet afgehouden worden op de leening (en) die zij in het buitenland zal aangaan krachtens de begrotingswetten, zonder dat dit kapitaal 50 miljoen dollar of een daarmee overeenkomend bedrag moge overschrijden.

Het aandeel dat weder afgestaan wordt aan de Kolonie, ter uitvoering van de Overeenkomst, gesloten op 24 April 1925, met de Belgische Schatkist, beliep de som van fr. 234,951,183.71 terug te betalen in 30 jaar, met annuïteiten die 8 t. h. bedragen (interest en delging inbegrepen).

De som van 230,073.685 frank, voorkomend in artikel 151 van de Begrooting der Uitgaven, vertegenwoordigt het saldo op 31 December 1927 terug te betalen aan België.

VRAAG 6.

Hoeveel bedroegen de voorschotten in dollars, ponden sterling en in franken gedaan aan de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », hetzij gedurende, hetzij na den oorlog ?

Tegen welken rentevoet werden deze voorschotten toegestaan ? Welke terugbetalingen heeft de Compagnie gedaan ?

ANTWOORD.

1. Voorschotten in ponden sterling (gedaan gedurende den oorlog) :

1,216,135.16 pond sterling ;

Voorschotten in dollars (gedaan gedurende den oorlog) :

2,509,902.30 dollars,

afgesloten op 31 December 1922, interesten 5 t. h., 4 t. h. inbegrepen (tot 30 Juni 1917, beliep de interest 5 t. h.).

Deze voorschotten werden omgezet in een vast bedrag van 44 miljoen Belgische franken voor welke de Maatschappij een jaarlijkschen interest betaalt van 5.50 t. h., in afwachting van de terugbetaling ; het verschil van den koers tussehen de som in Belgische franken omgezet en de voorschotten in dollars en in ponden sterling, zal berekend worden op den dag van de terugbetaling der Engelsche leening. Dit verschil zal dan uitgekeerd worden aan de Kolonie, door de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » door de aflevering tot het noodige beloop, van obligatiën welke op dit oogenblik moeten uitgegeven worden.

Deze overeenkomsten werden uiteengezet in de Middenafdeeling der Kamer bij de bespreking van het wetsoontwerp tot machtiging van het waarborgen van interest voor de preferentaandeelen der « Compagnie du Chemin de fer du Katanga ». Het verslag der Commissie van den Senaat, op 22 December 1922 (st. n^o 4) vermeldt deze schikkingen.

II. — Voorschotten in franken gedaan in 1921 en 1922 : fr. 77,504,919.62, afgesloten op 31 December 1922, interest 5.50 t. h. inbegrepen.

Deze voorschotten werden terugbetaald in 1925, door middel van gelden voortkomende uit afgifte van preferentaandeelen.

VRAAG 6bis.

I. — In het antwoord op de vraag 6, wordt gezegd dat de voorschotten van pond st. 1,216,156.6 en van dol. 2,509,902.30, gedaan aan de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » werden omgezet in een vast bedrag van 44 miljoen Belgische frank en dat het verschil van den koers, tusschen het bedrag in Belgische frank omgezet, en de voorschotten in pond sterling en in dollar, zal berekend worden op den dag van de terugbetaling van de Engelsche leening.

Zou de Eerste Minister ons willen zeggen :

a) Welke de redenen zijn die, in 1922, deze verrichting rechtvaardigden?

b) Zou dit verschil van den koers, dat aan de Kolonie zal uitgekeerd worden, door de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », ook het verschil in interest omvat?

Tegen welken rentevoet zal, eventueel, deze interest betaald worden?

ANTWOORD.

I. — Wanneer de Kolonie volgde op den Onafhankelijken Congostaat, was zij verbonden door de Overeenkomst van 5 November 1906 tot het leveren van de gelden welke noodig waren tot het aanleggen van den Katanga-spoorweg, waarvan zij, practisch, de eenige eigenaar was.

De leening van 150 miljoen, te dien einde uitgegeven, door het decreet van 5 Juni 1906, was ontoereikend om de aanlegging van die spoorlijn te verzekeren.

Men stond af aan de Kolonie, in ruil voor gelden, door haar gestort aan genoemde spoorwegmaatschappij, gewone aandelen met waarde *al pari*.

Gedurende den oorlog, stond de Kolonie, op den voorraad harer Schatkist, voorschotten toe aan de maatschappij in ponden en dollars en, na den wapenstilstand, in franken.

Deze laatste voorschotten in franken konden terugbetaald worden aan de Kolonie, gedeeltelijk in gewone aandelen van de maatschappij en gedeeltelijk met de opbrengst van de uitgifte van 100 miljoen preferentaandeelen van die maatschappij, uitgegeven krachtens de wetten van 9 Januari 1923 en 27 Maart 1924.

Doeh opdat deze uitgifte van preferentaandeelen kunne verwezenlijkt worden en opdat de Kolonie opnieuw in staat gesteld worde om hare voorschotten in franken opnieuw in haar bezit te krijgen, moest men natuurlijk het lot van de voorschotten door de Kolonie toegestaan, in ponden en dollars, gedurende den oorlog, althans voorloopig bepalen ten aanzien van de nieuwe eigenaars van preferentaandeelen (zie st. n° 63 van 15 December 1922, Kamer, en n° 40, van 22 December, Senaat).

Er werd dus besloten dat, voorloopig, deze omzetting zou geschieden op de volgende grondslagen : het pond tegen fr. 25.41 en de dollar tegen fr. 5.5628.

Het beloop der voorschotten met interest, op 31 December 1922, beliep :

£ 1,182,129.26 tegen 25.41 = fr. 30,037,880.47

\$ 2,509,992.30 tegen 5.5628 = fr. 13,962,119.53

Te zamen. . . fr. 44,000,000 »

De koersen van 25.41 voor het pond en 5.5628 voor den dollar, stemmen overeen met de gemiddelde koersbedragen van den oorlogstijd, gedurende welken, (men zal zich dit herinneren) de Kolonie den Congoleeschen wisselkoers gestabiliseerd had op 25.45.

Er waren geene redenen om de voorschotten in ponden en dollars, gedaan gedurende den oorlog, aan eene maatschappij die een spoorlijn aanlegde waarvan de Kolonie, in werkelijkheid, de eigenaar was, te boeken met een wisselkoersbedrag dat verschilt van dat toegepast op al de andere verrichtingen met derden.

Nochtans, aangezien de ponden en dollars waren voorafgenomen op de opbrengst van de leening, aangegaan door de Kolonie bij de Engelsche Regeering, tróf de Minister van Koloniën eene schikking luidens welke de voorschotten in ponden en dollars zouden beschouwd blijven als eene leening tegen 5.5 t. h. per jaar, tot het beloop van 44 millioen frank en dat de Kolonie zou bekomen, zooals voor al de voorschotten van vóór den oorlog, gewone aandeelen *al pari*, tot het beloop van het koersverschil tusschen de aangenomen omzettingsbedragen en de kosten in franken van de terugbetaling der Engelsche leening.

Deze schikking lag dus ten grondslag aan de verbintenissen die de uitgifte toelieten van 100 millioen preferentaandeelen.

Daar de Kolonie 80 t. h. blijft behouden van het superdividend van den Katanga-spoorweg, na betaling van 6 t. h. aan de preferentaandeelen, blijft dus het koersverschil, in de eerste plaats, eigendom van de Kolonie; zooals te voorzien was, levert dit koersverschil feitelijk eene verhooging op van de winst der Maatschappij en dienvolgens van het dividend, in de onderneming aan de Kolonie toegekend.

Daar het koersverschil geregeld wordt door de overlegging van gewone aandeelen der Maatschappij, zooals dit vóór den oorlog geschiedde, voor al de voorschotten der Kolonie, sluit die regeling natuurlijk de mogelijkheid uit van het opleveren van interest door dit koersverschil, waarvan het bedrag trouwens eerst zal kunnen bepaald worden op het oogenblik van de terugbetaling der Engelsche leening.

VRAAG 6ter.

II. Het verslag van de Senaatscommissie van 22 December 1922 (Doc. 40), hetwelk zinspeelt op deze schikkingen, laat niet toe er de draagwijdte van te begrijpen. Zou de Minister zoo goed willen zijn den tekst van deze schikkingen te doen kennen?

ANTWOORD.

II. De brief van den Minister van Koloniën, van 15 December 1922, waarbij die schikking werd vastgesteld, is hierbij gevoegd :

Brussel, 15 December 1922.

Aan de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga », te Brussel.

MIJNE HEEREN,

« Als gevolg op de besprekingen die ik de eer had te voeren met den heer Lambert Jadot, Beheerder van uwe Vennootschap, besvestig ik U de beslissingen

die wij hebben getroffen betreffende den financieelen toestand van den Spoorweg van Katanga :

1° Het kapitaal van de « Compagnie du Chemin de fer du Katanga » zal gebracht worden van 80 op 225 miljoen frank door het uitgeven van :

» a) Kapitaalsaandeelen voor een bedrag van 70 miljoen frank.

» Deze nieuwe aandeeleu zullen aan de Kolonie afgestaan worden als terugbetaling voor een deel van hare voorschotten.

b) Preferent-kapitaalsaandeelen voor een bedrag van 75 miljoen frank.

» Deze preferentaandeelen zullen aan pari worden uitgegeven met interest 6 t. h. door de Kolonie gewaarborgd ; zij zullen bovendien deel hebben in de super-winst tot een bedrag van 20 t. h.

» Het bedrag van deze preferentaandeelen zal kunnen gebracht worden op 100 miljoen frank zonder vermeerdering van deze deelhebbing.

» De waarborg van de Kolonie omvat eveneens de amortisatie van de preferentaandeelen die geschieden zal door middel van loting. Het zal de Vennootschap vrij staan de preferentaandeelen bij voorbaat terug te betalen van af 1937. In beide gevallen, zullen de aldus terugbetaalde preferentaandeelen recht hebben op het kapitaal van 500 frank, plus een winstaandeel dat het voordeel van de 20 t. h. in de overwinst zal behouden.

» De belasting op den interest van 6 t. h. ten laste van den houder is thans en voor de toekomst beperkt tot 2 t. h.

» Ik ben het evenzoo eens om de terugbetaling van de preferentaandeelen als een last van de vennootschap te beschouwen te zelfden titel als de andere amortisatie.

» Van de som opgebracht door de uitgifte van de preferentaandeelen zal er aan de Kolonie een bedrag afgestaan worden gelijk aan de sommen die verschuldigd blijven op de geheele som der voorschotten in franks aan de vennootschap. Het overige van de opbrengst der uitgifte, hetzij ongeveer negen miljoen, blijft ter beschikking van de Vennootschap om de verbintenissen te kunnen naleven die zij heeft aangegaan en om het programma uit te voeren van de voltooiing van den spoorweg vroeger goedgekeurd door de Regeering.

2° De voorschotten in dollars en ponden sterling, die beloopt tot 1 miljoen 200.000 pond sterling en 2.400.000 dollar, zullen later terugbetaald worden in specien aan den koers van den dag waarop die voorschotten werden gedaan, hetzij, met de interesten vervallen op 31 December 1922, eene som van 44 miljoen frank ; maar het is wel verstaan dat het verschil van wisselkoers berekend op den dag waarop de Regeering zelf het crediet waarvan sprake zal terugbetalen, haar zal terugbetaald worden in kapitaalsaandeelen aan pari van de Vennootschap.

De som van 44 miljoen zal een interest afwerpen van 5 1/2 t. h.

3° De Société Générale verbindt zich voor eigen rekening te nemen aan pari eene reeks van 50 miljoen frank der preferentaandeelen vermeld in 1°, littera B ; zij heeft bovendien een recht van optie voor de overige 25 miljoen. Ik voeg hierbij kopij van den brief dien ik daarover richt tot den Gouverneur van de « Société Générale ».

» 4° De Kolonie verklaart dat de terugbetaling van de 100 miljoen preferentaandeelen bij voorkeur geschieden zal aan de voorschotten van 44 miljoen frank waarvan sprake onder het 2° ;

» 5° De verdeeling van de winsten, na aanzuivering van de maatschappelijke lasten en na de noodige amortisaties, met inbegrip van de amortisatie in 70 jaar van de preferentaandeelen, zal geschieden als volgt :

- » a) 5 t. h. ten minste om de gewone reserve te stichten ;
- » b) 1 t. h. aan den Beheerraad en het College van Commissarissen met een maximum van 50,000 frank ;
- » c) De noodige som om een eerste dividend van 6 t. h. uit te keeren aan de niet afgeloste preferentaandeelen.
- » De dividendkoepon evenals, eventueel, het superdividend zouden betaalbaar zijn onmiddellijk na de gewone jaarlijksche algemeene vergadering die zal kunnen plaats hebben in Juli ;
- » d) De noodige som om aan de Kolonie van Belgisch Congo den interest van 5 1/2 t. h. 's jaars te betalen op de voorschotten aan de « Société » (44 miljoen frank) ;
- » e) 20 t. h. van het overschot om eveneens verdeeld te worden over de preferent- en winstaandeelen ten titel van superdividend.
- » Indien een gedeelte slechts van de preferentaandeelen, bedoeld in voormeld artikel 5, in omloop werd gebracht, zou het aandeel dat hun toekomt in de overwinst naar evenredigheid verminderd worden ;
- » f) De noodige som om aan de gewone aandeele een dividend van 5 t. h. van het bedrag, waaraan zij zijn afgelost, te betalen ;
- » g) 10 t. h. van het overige om een fonds voor hernieuwing van het materieel en voor de buitengewone herstellingen tot stand te brengen ;
- » h) Het saldo zal eveneens verdeeld worden over al de gewone aandeele.
- » Ik voeg hierbij ook een ontwerp van wijziging der statuten van uwe maatschappij waarover ik mijne instemming betuig en dat eventueel zal moeten goedgekeurd worden bij Koninklijk besluit.
- » De twee miljoen gestort voor rekening van de aanlegwerken door de B. C. K. zullen beschouwd worden als uitsluitend bestemd voor de studie en de werken betreffende de lijnen die uitsluitend afhangen van deze maatschappij, maar ik zie er geen bezwaar in dat de diensten die de B. C. K. bewijst met de exploitatie voor uwe rekening van den spoorweg van Katanga, betaald worden door uwe Maatschappij tot een maximum bedrag van 80,000 frank 's jaars, volgens de overeenkomst tusschen de twee betrokken maatschappijen gesloten.
- » Met hoogachting.

» *De Minister,*
LOUIS FRANCK. »

VRAAG 7.

Hoe hoog beliep de netto-opbrengst voor de Koloniale Schatkist van de nitgifte van preferentaandeelen van de Spoorwegmaatschappij Leopoldville-Katanga-Dilolo, met eene nominale waarde van 200 miljoen frank, afgestaan aan de Spoorwegmaatschappij Beneden-Congo naar Katanga ?

ANTWOORD.

De nitgifte van preferentaandeelen van de Spoorwegmaatschappij Leopoldville-Katanga-Dilolo heeft niets opgebracht, en moest ten andere niets opbrengen voor de Koloniale Schatkist. Inderdaad, de opbrengst van de nitgifte der preferentaandeelen die de Maatschappij Beneden-Congo naar Katanga, krachtens de overeenkomst van 23 Juni 1927, verplicht was aan pari te onderschrijven, heeft eene wel bepaalde bestemming : aanleg, uitbreiding, verbetering van de spoorwegen voorzien door de overeenkomst (zie art. 26 van deze overeenkomst). Het product van de uitgiftepremie is geheel afgestaan aan het bouwfonds van de B. C. K., wat met zóoveel h. t. bedrag van de sommen, die later noodig zijn voor het voltooien van de in de overeenkomst voorziene lijnen, vermindert.

VRAAG 8.

Welk was het bedrag, in 1925-1926, van de sommen uitbetaald aan de hoofden voor de uitvoering van werken ten algemeenen nutte en wedden en vergoedingen aan de inlandsche hoofden en onderhoofden (uitgaven van dezelfde aard als die welke voorzien zijn bij art. 108, litt. B, der begrooting voor 1928) ?

ANTWOORD.

Dienstjaar 1925, art. 106, A tot F fr.	2,505,742 27
Dienstjaar 1926, art. 108, B	2,839,852.32

VRAAG 9.

De Commissie wenscht de lijst te ontvangen van de vereenigingen of andere rechtspersonen bij dewelke de Kolonie, in den Beheerraad, door een of meer mandatarissen is vertegenwoordigd :

- a) Regeeringscommissarissen ;
- b) Door de Kolonie benoemde Beheerders of Commissarissen voor de rekeningen ;
- c) Naam en bevoegdheden van deze mandatarissen ;
- d) Samenstelling van de Portefeuille dezer Vennootschappen.

ANTWOORD.

1. — Bijzonder Comiteit van Kantaga.

De Kolonie is in het Bestuurscomiteit vertegenwoordigd door vier leden op zes. Er is geen Beheerraad noch College van Commissarissen.

Die mandatarissen zijn : de heer H. Droogmans, gewezen Staatssecretaris van den Onafhankelijken Congostaat ; de heer N. Arnold, eere-algemeen beheerder der Kolonie ; luitenant generaal Gillain ; de heer E. De Keyser, eere-algemeen bestuurder in het Ministerie van Koloniën.

Het Bestuurscomiteit bezit de meest uitgebreide bestuursbevoegdheden en bevoegdheden van beschikking over het domein afhangende van het Bijzonder Comiteit van Katanga.

De portefeuille van het Bijzonder Comiteit van Katanga omvat :

Union Minière :

Kapitaalsaandeelen	48,137	
Nominale waarde 100 frank.		
Dividendaandeelen	179,372	
Obligatiën 4 1/2 t. h.	99,093	(nominatief bewijs)
Nominale waarde 100 frank.		

Géomines :

Kapitaalsaandeelen	3,200	
Nominale waarde 250 frank.		
Aandeelen reeks B	32,000	id.

Charbonnages de La Luena :

Kapitaalsaandeelen	8,030	(nominatief bewijs)
Nominale waarde 500 frank.		

Compagnie Foncière du Katanga :

Aandeelen reeks A	5,500	id.
Nominale waarde 500 frank.		
Aandeelen reeks B	650	id.

Tanganika Concession Ltd.

Kapitaalsaandeelen	250
Nominale waarde van 1 pond.	

Société des Forges Hydro-Electriques du Katanga.

Kapitaalsaandeelen	25,278	(nominatief bewijs)
Nominale waarde 500 frank.		

II — Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

De Kolonie benoemt drie beheerders krachtens de statuten. Dezen zijn : de heeren Whytelem, Oud-Consul van den Onafhankelijken Congo-Staat in de Vereenigde Staten, baron Carton de Wiart en de Groote.

Dezen hebben dezelfde bevoegdheden als de overige beheerders.

De Minister van Kolonie benoemt den Voorzitter. Deze is de heer Jan Jadot.

De Portefeuille der Maatschappij is samengesteld als volgt :

Congo 1906, 4 t. h., 50,000 obligatiën tegen	fr.	100
Schatkistbons 10 jaar, 1 titel tegen		7,000,000
Openbare Schuld van België, 1 titel tegen		32,400
Id.	Id.	7,900
Id.	Id.	2,800
Société Minière de la Télé, 8,994 aandeelen tegen		500
Société Forestière et Commerciale du Congo belge, 5,994 aandeelen tegen		500
Bourse du Travail du Katanga, 5 onderaandeelen tegen		1,000
Compagnie « Pema », 16,668 aandeelen tegen		25
Compagnie « Diamang », 147,035 aandeelen tegen	pond.	1
Compagnie « Angoil », 17,851 aandeelen tegen	fr.	25
Bourse du Travail du Kasai, 300 onderaandeelen tegen		1,000
afgelost met 50 t. h.		
Société de Colonisation agricole du Mayumbe, 14,694 aandeelen tegen		500
Société Minière du Kasai, 45 aandeelen tegen		500
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge, 20,000 aandeelen tegen		250
Unatra, 4,000 aandeelen tegen		500
Chambre de Commerce de Kin, 10 onderaandeelen tegen		5,000
Office central du Travail au Katanga, 50 onderaandeelen tegen		1,000
afgelost met 20 t. h.		

Nationaal Kivu-Comiteit.

De Kolonie benoemt tien Beheerders op twintig : de heeren Rutten, Eere-Gouverneur-Generaal van Congo, Leplac, Camille Camus, Van Leeuw, Rodhain, Frateur, Wauters, Gohr, Charles, de Renette de Villers Perwin. De Voorzitter wordt door de Kolonie benoemd. Hij heeft beslissende stem.

De Beheerraad heeft bevoegdheden van bestuur en van beschikking binnen de bij het organiek decreet bepaalde perken.

Er bestaat geen portefeuille.

Regie der Beplantingen.

De Kolonie benoemt al de beheerders : de heeren Leplac, Artus, Fallon, Geerrinckx, Godding, de Meulmeester, Claessen, Hoffman. Dezen besturen onder het toezicht van den Minister.

Er bestaat geen portefeuille.

Regie van de Mayumbe.

De heeren Camille Camus, Van Leeuw, Cito, Célestin Camus.

Deze mandatarissen beheeren den spoorweg onder het rechtstreeksch toezicht van den Minister van Koloniën.

Er bestaat geen portefeuille.

Maatschappij van den Katanga-Spoorweg

De Kolonie benoemt drie beheerders, die zijn : de heeren Wendelen, Dutilleux en Carton de Wiart.

De Kolonie benoemt insgelijks een Commissaris voor de Rekeningen, die is de heer Van Bogaert.

Er bestaat geen portefeuille.

VRAAG 10.

Welke zijn de in n° 90 bedoelde maatschappijen, enz., die met voorafgaande toestemming van de Regeering een deel van hun bezit of van hun rechten aan andere maatschappijen of aan particulieren afgestaan hebben ?

Tijdstippen en voorwaarden van die concessies ?

Rechten van de Regeering in de maatschappijen die daarvan genoten hebben ?

ANTWOORD.**American Congo Company.**

De American Congo Company kreeg machtiging tot het afstaan :

a) In 1925, van 50.000 hectaren aan de « Société d'Elevage et de Cultures au Congo belge ». Er werden haar 3.000 volgestorte kapitaalsaandeelen, met een nominale waarde van 250 frank ieder, geschonken, waarbij de grond aangerekend werd tegen 15 frank de hectaar. De aan de A. C. C. gegeven titels zijn op naam en kunnen niet afgestaan worden, zonder uitdrukkelijke toelating vanwege den Minister van Koloniën, maar de Kolonie heeft het recht opgeëischt een afgevaardigde bij de « Société d'Elevage et de Cultures » te noemen.

b) In 1927, van het recht om 9.000 hectaren van de « Société de Colonisation

an Mayumbe » te kiezen, in ruil van 450 aandelen van 500 frank, waarbij de grond gerekend werd tegen 25 frank de hectaar.

De overhandige titels zijn op naam en kunnen niet afgestaan worden zonder uitdrukkelijke toelating van den Minister van Koloniën ;

De Kolonie benoemt een afgevaardigde met raadgevende stem bij de « Société de Colonisation agricole au Mayumbe ».

c) In 1926, werd de maatschappij er toe gemachtigd 6,323 hectaren af te staan, verdeeld in verschillende blokken, respectievelijk aan de Maatschappijen « Minière du Kasai », « Minière du Beeka », en « Minière du Luebo ».

De afstand geschiedde tegen 30 frank de hectaar. De Maatschappij is bij de mijnbouwmaatschappijen vertegenwoordigd door afgevaardigden met raadgevende stem.

De Kolonie heeft insgelijks aandelen in de mijnbouwmaatschappijen, overeenkomstig de algemeene wetten op de mijnen.

d) In 1925, heeft de « American Congo Company » aan de « Forminière », tegen 10 frank de hectaar, 3,000 hectaren afgestaan, verdeeld in 2 blokken, respectievelijk van 1,000 hectaren te Dombi en van 2,000 hectaren te Tshikapa. De Kolonie heeft belangen en vertegenwoordigers in de « Société Forestière et Minière ».

e) In 1927, kreeg de « American » toelating om 1,000 hectaren af te staan aan de « Société Equatoriale Congolaise ». Dit blok is gelegen te Bolombo (Provincie Equateur). De maatschappijen onderhandelen nog over dezen afstand, die in beginsel toegelaten is.

Al de maatschappijen, die rechten overgenomen hebben van de « American Congo Company », hebben uitdrukkelijk de verplichting erkend, de lasten van de productiefmaking of andere, die deze gronden bezwaren wegens den oorspronkelijken titel van de A. C. C., op zich te nemen.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

De Maatschappij kreeg machtiging tot het afstaan :

a) In 1925, van een grond van 500 hectaren, gelegen in de omstreken van Kanda-Kanda, aan de « Société d'Élevage et de Cultures au Congo ». Ze heeft ook de veeteeltstations in die streek (hoeven van Lulamba en van Dibaya) aangebracht, tegen 20,000 aandelen van 250 frank.

Zooals hierboven gezegd, heeft de Kolonie een afgevaardigde met raadgevende stem bij de « Société d'Élevage et de Cultures ».

b) In 1926, aan de « Société de Colonisation du Mayumbe », liet station Ganda-Sundi, hetzij 1,000 hectaren, en ongeveer 46,000 hectaren grond gelegen in Mayumbe benoorden de 5^e parallellijn, tegen 11,400 volgestorte kapitaalsaandelen van 500 frank. De Kolonie is door een afgevaardigde vertegenwoordigd bij de « Société de Colonisation Agricole du Mayumbe ».

De « Société Internationale Forestière et Minière » heeft, in 1912, met de groep Ryan, de « Mutualité Coloniale », de HH. Empain, Solvay, enz., de « Société Forestière et Commerciale du Congo » gesticht, welke belast is met de ontginning van haar domein in de districten van het Léopold II-meer en van den Equateur, maar zonder overdracht van eigendommen.

Het kapitaal dezer maatschappij bedraagt 3 miljoen, verdeeld in 6,000 aandelen van 500 frank.

De « Forestière et Minière » heeft 2,000 volgestorte kapitaalsaandelen van de « Forescom » ontvangen en heeft, daarenboven, recht op de helft van het saldo van het superdividend, na toekenning van 6 t. h. aan de kapitaalsaandelen.

De Kolonie heeft een afgevaardigde met raadgevende stem bij de « Société Forestière et Commerciale du Congo ».

VRAAG 11.

Welke zijn de maatschappijen, voor welke de Kolonie, zonder in den Beheerraad door een of meer afgevaardigden vertegenwoordigd te zijn, het recht heeft een ambtenaar af te vaardigen om de vergaderingen van den Beheerraad bij te wonen, zonder raadgevende noch beslissende stem?

ANTWOORD :

Er bestaat geen enkele maatschappij, waar de door de Kolonie benoemde afgevaardigden noch raadgevende noch beslissende stem hebben. Alle afgevaardigden hebben raadgevende stem.

VRAAG 12.

Welke zijn de maatschappijen, waarbij de Kolonie niet in den Beheerraad vertegenwoordigd is, maar die slechts met toestemming van de Regeering een deel van hun bezit mogen afstaan?

ANTWOORD :

Ik meen dat de vraag bedoelt een lijst van de Maatschappijen, in welke Beheerraad de Kolonie geen door haar aangestelde lasthebbers heeft, en welke slechts mits voorafgaande toelating vanwege de Regeering hun bezit mogen afstaan.

Hierna volgt die lijst :

I. — *Maatschappijen die domeingronden in concessie hebben*

BELGISCH CONGO.

Naamlooze vennootschap « Pétroles du Congo ».
 Naamlooze vennootschap « Huileries du Congo Belge ».
 Compagnie Cotonnière Congolaise.
 Compagnie du Congo Belge.
 Compagnie du Kasai.
 Naamlooze vennootschap « La Belgika ».
 Compagnie du Katanga.
 Banque de Bruxelles.
 Compagnie du Lomami et du Lualaba.
 Maatschappij « Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs ».
 Compagnie Coloniale Belge ook genoemd « Plantations et Élevage de Kitobola ».
 Maatschappij « Plantations Jules Van Lancker ».
 Naamlooze vennootschap « Palma ».
 Plantations de la Lukula.
 Plantations de Lukolea.
 Plantations Congolaises.
 Les Palmeries Congolaises.
 Naamlooze vennootschap « Cultures au Congo Belge ».
 Société Commerciale et Industrielle Africaine (Socomina).

Société d'Élevages et de Cultures au Congo.
 Société d'Études et d'Entreprises au Congo (Synkin).
 Société Agricole du Mayumbe.
 Société Générale des Plantations au Congo (Soplanco).
 Société Textile Africaine.
 Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.
 Compagnie de Linea.
 Compagnie Sucrière Congolaise.
 Compagnie des Produits du Congo.
 Société des Plantations de l'Equatoriale.
 Union Minière du Haut-Katanga.

RUANDA-URUNDI

Société Coloniale des Produits Tannants et Agricoles.
 Compagnie de la Ruzizi.

II. — *Maatschappijen die mijnrechten in concessie hebben*

BELGISCH CONGO.

Compagnie Minière des Grands-Lacs.
 Société Minière de l'Aruwimi-Ituri.
 Société Minière du Bécéka
 Société Minière du Kasai.
 Société Minière du Luebo.
 Société Minière de la Lueta.
 Société Minière du Surongo.
 Société Minière du Maniema
 Société Commerciale et Minière (Comminière).
 Syndicat d'Études et d'Entreprises au Congo (Synkin).
 Crédit Général du Congo.
 Société de Recherches Minières en Afrique (Remina).
 Société Cominex.
 Société Colomines

RUANDA-URUNDI.

Banque de Bruxelles.
 Société Générale de Belgique.
 Société Intertropical Comfina.
 Société Minière de la Télé.
 Compagnie du Kivu.

VRAAG 13.

Welke zijn de contrôle-rechten van de Regeering in bovengenoemde mijnbouwmaatschappijen, en hoe worden die rechten uitgeoefend ?

ANTWOORD.

De contrôle-rechten van de Regeering worden in al de hierboven genoemde mijnbouwmaatschappijen uitgeoefend door een afgevaardigde van de Regeering bij de Maatschappij. Die afgevaardigde woont de algemeene vergaderingen bij en de

zittingen van den Beheerraad, van het College der Commissarissen en zelfs, voor sommige maatschappijen, de vergaderingen van het Bestuurscomité. Hij heeft raadgevende stem en brengt verslag uit bij de Regeering.

Wanneer het maatschappijen geldt, die zich met andere zaken dan door de Regeering verleende mijnconcessies bezighouden, woont de afgevaardigde enkel de vergaderingen bij van het organisme, studíecomité of syndicaat, dat belast is met het productief maken van de mijnconcessie.

Op die vergaderingen heeft hij raadgevende stem.

. . .

Wat betreft de maatschappijen die *domeingronden* in concessie hebben, heeft de Kolonie slechts afgevaardigden met raadgevende stem in de volgende maatschappijen :

Naamlooze Vennootschap « Huilleries du Congo Belge ».

Compagnie Cotonnière Congolaise.

Compagnie du Katanga.

Compagnie du Lomami et du Lualaba

Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs.

Plantations la Lukula.

Plantations Congolaises.

Naamlooze Vennootschap « Cultures au Congo Belge »

Société d'Élevage et de Cultures au Congo.

Société Textile Africaine.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.

Compagnie de Linea.

Compagnie Sucrière Congolaise.

Société des Plantations de l'Équatoriale.

Les Palmeries Congolaises.

De Regeering van Ruanda-Urundi heeft afgevaardigden met raadgevende stem bij de « Société Coloniale des Produits Tannants et Agricoles » (Protanag) en bij de « Compagnie de la Ruzizi ».

De Regeering moge al dan niet afgevaardigden hebben in de maatschappijen met grondeconcessies, steeds zijn de plaatselijke overheden gelast verslag uit te brengen over het vervullen van de voorwaarden tot in waarde brengen of het uitvoeren van de bijzondere lasten die de grondeconcessies bezwaren.

VRAAG 14.

Welke zijn de hierboven bedoelde maatschappijen die, met de voorafgaande toelating van de Regeering een deel van hun bezit of van hun rechten aan andere maatschappijen of aan particulieren afgestaan hebben ?

a) Tijdstip en voorwaarden van den afstand ?

b) Rechten van de Regeering in de maatschappijen die dit genoten hebben ?

ANTWOORD.

1 - Overdrachten van grondeconcessies.

Société Agricole du Mayumbe.

Deze maatschappij had, bij overeenkomst van 12 December 1924, het recht verkregen om 20.000 hectaren uit te kiezen in de districten van Neder-Congo, Midden-Congo, Équateur en Leopold II-Meer (B. O. 1925, bl. 185.)

Deze concessie werd verleend wegens de rechten van de « Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe », die in 1922 versmolt met de « Agricole du Mayumbe ».

In 1925, kreeg de « Société Agricole du Mayumbe » toelating om haar recht op 20,000 hectaren af te staan aan de « Compagnie du Congo Belge » tegen 1000 maatschappelijke aandelen van deze maatschappij. Het was verstaan dat de 1000 maatschappelijke aandelen geblokkeerd zouden blijven en eventueel slechts voor immobilisatie in Congo zouden mogen gebruikt worden.

In 1927, heeft de Maatschappij « Agricole du Mayumbe » een privaateigendom van 5000 hectaren in Mayumbe aangekocht voor 3,250,000 frank, hetwelk toebehoorde aan de « Compagnie du Congo-Belge ». De « Agricole du Mayumbe » heeft toelating gekregen om de opbrengst van de maatschappelijke aandelen van de « Compagnie du Congo-Belge » te gebruiken voor het betalen van den prijs van dat eigendom.

De Kolonie heeft geen rechten uit te oefenen bij de « Société Agricole du Mayumbe ».

Compagnie du Congo-Belge.

Bij overeenkomst van 10 Februari 1922, verkreeg deze maatschappij het recht om 25.000 hectaren te bezetten in het district der Bangala, 34,500 hectaren in het district Lulonga en een eigendom van 300 hectaren te Waka, in ruil voor het afzien van vroegere rechten die de maatschappij bezat, doordat ze ontstaan was door versmelting van de maatschappijen Abir en Anversoise, welke rechten bezaten in de streek van Lopori en van Maringa.

In 1926, kreeg de maatschappij « Congo-Belge » machtiging om de 34,000 hectaren van het district Lulonga alsmede het eigendom van 300 hectaren gelegen te Waka, af te staan aan de maatschappij « Huileries de la Maringa ».

Het kapitaal van de maatschappij « Huileries de la Maringa » bestond bij de stichting uit 16,960,000 frank, vertegenwoordigd door :

- 4,200 preferentaandelen van 250 frank ;
- 42,400 gewone aandelen, reeks A, van 250 frank ;
- 21,200 gewone aandelen, reeks B, van 250 frank.

Wegens dien afstand, heeft de « Compagnie du Congo-Belge » de 24,200 aandelen, reeks B, van 250 frank ontvangen, benevens een som van 6,500,000 frank in geld.

De « Compagnie du Congo-Belge », die de rechten van de « Société Agricole du Mayumbe » op de 20,000 hectaren, toegestaan bij de overeenkomst van 12 December 1924, overgenomen had, heeft machtiging gekregen om haar rechten op 2000 hectaren af te staan aan de « Compagnie des Produits du Congo ».

Die 2,000 hectaren liggen op den linkeroever van de Lubuzi in Mayumbe.

De « Compagnie des Produits du Congo » die terzelfder tijd andere eigendommen van de « Compagnie du Congo Belge » in Mayumbe, overnam, welke deze maatschappij van particulieren aangekocht had, heeft aan de « Compagnie du Congo Belge » een som van ongeveer 12,000,000 frank betaald. De gezamenlijke afstanden, door de « Compagnie du Congo Belge » gedaan aan de « Compagnie des Produits du Congo » besloegen een oppervlakte van ongeveer 14,500 hectaren.

De Kolonie oefent geen rechten uit bij de « Compagnie du Congo Belge », noch bij de « Compagnie des Produits du Congo ».

De maatschappij « Huileries de la Maringa » heeft als persoonlijke verplich-

tingen erkend, de lasten die de concessie van de 34,000 hectaren in het district Lulonga bezwaren.

De « Compagnie des Produits du Congo » heeft als persoon'lijke verplichting erkend, de lasten die de concessie van 2,000 hectaren op den linkeroever der Lubusi, in Mayumbe, bezwaren.

Banque de Bruxelles.

De « Banque de Bruxelles » heeft van de Kolonie bij overeenkomst van 25 Juni 1920, 5 Staatsplantages aangekocht, die gelegen zijn in de provincie Equateur, groot 704 hectaren, voor een som van 515,000 frank, betaalbaar in 10 annuïteiten.

Daarboven, heeft ze, bij overeenkomst van 15 September 1926, het recht verkregen om 259 hectaren te bezetten, te Lonoli, als uitbreiding van de plantage-Lonoli, aangekocht bij overeenkomst van 25 Juni 1920.

Op 24 Augustus 1921, heeft de « Banque de Bruxelles » een filiaal opgericht, de « Société des Plantations Congolaises », met een kapitaal van 2,000,000 frank, voor het exploiteeren van de plantages. Maar die oprichting bracht geen overdracht van eigendom van de « Banque de Bruxelles » mede.

In den loop van het jaar 1926, hebben de « Société des Plantations Congolaises » en de « Banque de Bruxelles » een nieuwe filiaal opgericht, de « Société de l'Equateur pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture (Secia) » met een kapitaal van 30 miljoen. De Regeering heeft machtiging verleend tot het overdragen van den eigendom van 5 plantages aan de Secia, op voorwaarde dat deze als persoon'lijke verplichtingen erkent, de lasten die de eigendommen bezwaarden krachtens de oorspronkelijke overeenkomst van 1920. Daarenboven, heeft de « Banque de Bruxelles » het saldo der nog te betalen annuïteiten in zijn geheel gestort.

De aandeelhouders van de « Société des Plantations Congolaises » hebben een voorkeurrecht gehad bij de inschrijving van de titels der Secia.

De *Plantations Congolaises* hebben rechten gekregen tot het bezetten van 6,000 hectaren grond in de streek van Inkisi, bij overeenkomst van 26 Januari 1928, speciaal gesloten om den landbouw te bevorderen in samenwerking met de inboorlingen, overeenkomst goedgekeurd bij decreet van 21 Maart 1928.

Deze Maatschappij had insgelijks, door een ter plaatse gesloten contract, recht verkregen tot bezetting van ongeveer 180 hectaren in de streek van Luvu.

De « Société des Plantations Congolaises » kreeg machtiging om haar rechten op de concessie van Luvu over te dragen aan de Soploma, in 1927 gesticht met een kapitaal van 15,000,000 frank.

De Regeering heeft haar instemming betuigd met de overdracht van de rechten, toegekend bij de overeenkomst van 26 Januari 1928, aan een te stichten maatschappij, « Société des Plantations de l'Inkisi », op voorwaarde dat deze maatschappij als persoon'lijke verplichtingen erkent, al de lasten die de concessie van Inkisi bezwaren.

De Kolonie heeft een afgevaardigde met raadgevende stem bij de « Société des Plantations Congolaises »; ze zal een afgevaardigde met raadgevende stem hebben bij de « Société des Plantations de l'Inkisi ».

Deze laatste maatschappij zal gesticht worden door de aandeelhouders van de vroegere Maatschappij « Plantations Congolaises », welke onthouden zal worden.

Palmeraies Congolaises.

Deze Maatschappij heeft verkregen :

a) bij overeenkomst van 24 Juni 1922 (B. O. 1923, bl. 103) een concessie van

20,000 hectaren in de provincie Equateur. Ze heeft binnen de voorgeschreven termijnen slechts 6000 hectaren uitgekozen.

In Januari 1925, kreeg ze toelating om af te zien van 2000 hectaren gelegen te Kumba, ten gunste van de Naamlooze Vennootschap « Cultures au Congo-Belge » welke de 2000 hectaren gerekend heeft onder de gronden die ze mocht bezetten krachtens haar concessie van 20 December 1913 (B. O. 1913, bl. 515). Deze gronden staan dus onder het regiem van deze laatste concessie.

De « Palmeraies Congolaises » kregen, in 1927, machtiging om hun rechten op de overblijvende 4000 hectaren, gelegen te Makengo, aan de « Société Plantations de l'Equatoriale » af te staan, welker kapitaal 10.000,000 frank bedraagt. Deze laatste maatschappij heeft als persoonlijke verplichtingen erkend, alle lasten die het bezettingsrecht krachtens de oorspronkelijke overeenkomst met de « Palmeraies Congolaises » bezwaren; het afstaan van de rechten op het blok Makengo geschiedde tegen ongeveer 2,000,000 frank, welke de immobilisaties vertegenwoordigen, gedaan door de « Palmeraies Congolaises ».

De Kolonie benoemt een afgevaardigde met raadgevende stem bij de Naamlooze Vennootschap « Cultures au Congo-Belge » en bij de « Société Plantations de l'Equatoriale ».

b) bij overeenkomst van 6 Januari 1928, hebben de « Palmeraies Congolaises » een afstand van 800 hectaren en een concessie van 1000 hectaren in Mayumbe bekomen.

De rechten krachtens deze overeenkomst werden overgedragen aan de « Plantations de la Lukula », met welke de « Palmeraies Congolaises » versmolten zijn, tegen overhandiging van 65,000 aandeelen Lukula. De Lukula heeft als persoonlijke verplichtingen erkend, de bijzondere lasten die de grondconcessie van Mayumbe bezwaren. De Minister van Koloniën benoemt een afgevaardigde met raadgevende stem bij deze maatschappij.

Maatschappij « Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs Africains ».

Bij Overeenkomst van 9 November 1921, verkreeg de « Compagnie des Grands-Lacs » rechten op het eigendom van 400,000 hectaren uit te kiezen in de Oostelijke provincie, in ruil voor het afzien van vroegere rechten. Bij Overeenkomst van 7 November 1927, heeft de Compagnie des Grands-Lacs er van afgezien, die gronden te kiezen in de streek, die het domein vormt, beheerd door het Nationaal Kivu-Comiteit ingesteld bij decreet van 13 Januari 1928. Daarenboven, stemde de maatschappij er in toe, de oppervlakte, die ze het recht heeft uit te kiezen in de andere streken dan Kivu, tot een totaal van 200,000 hectaren te verminderen.

De Compagnie des Grands Lacs heeft recht bekomen om drie leden aan te duiden voor den Raad van Beheer van het Nationaal Kivu-Comiteit, benevens recht op $\frac{3}{10}$ van het superdividend in het Nationaal Kivu-Comiteit terwijl $\frac{5}{10}$ voorbehouden worden voor de Kolonie en $\frac{4}{10}$ voor de inschrijvers van het Comiteit.

De Kolonie bezit de 425,000 dividendaandeelen van de « Compagnie des Grands Lacs » en benoemt twee afgevaardigden bij deze maatschappij.

II. — Overdrachten van mijnconcessies

De volgende maatschappijen hebben, met toelating van de Regeering, rechten afgestaan :

Compagnie du Congo-Belge.

a) Ze heeft aan de « Société Minière de la Lueta » de mijnconcessie afgestaan die ze afgekocht had van het « Comptoir Commercial Congolais ». Dit laatste had ze verkregen bij decreet van 1 Februari 1920. Deze concessie gaf recht op het ontginnen van 100,000 hectaren mijngrond ; 100,000 hectaren diamantmijnen werden ontdekt.

De afstand heeft plaats gehad bij de stichting van de « Société Minière de la Lueta » in 1926. Het Koninklijk besluit van 14 November 1926 heeft de stichting dezer laatste goedgekeurd, alsmede het afstaan van bovengenoemde rechten.

De maatschappij « Congo-Belge » heeft een recht van inschrijving uitgeoefend, evenals de andere aanbrengrers die de « Minière de la Lueta » gesticht hebben.

b) De « Société Minière de la Lueta » zal aan de Kolonie de cijzen betalen welke de « Compagnie du Congo Belge » aan de kolonie moest betalen, d. i. 50 t. h. van de winst.

Compagnie du Kasai.

a) Zij heeft aan haar filiaal, « Société Minière de l'Aruwimi Ituri », de mijnconcessie afgestaan, welke zij in het Aruwimi-gebied verkregen had, bij decreten van 25 Mei 1914 en 1 Februari 1920.

Deze concessie verleende recht tot ontginnen van 21 0,000 hectaren mijnvelden.

De « Compagnie du Kasai » heeft voor 6,580 van de 10,000 aandeelen ingeschreven.

Aan een andere filiaal, de « Société Minière du Kasai », heeft ze de helft afgestaan van de mijnconcessie, die zij in het Kasai-gebied verkregen had, bij decreten van 1 Februari 1920 en 8 December 1924. Zij heeft voor 8,050 aandeelen van de 10,000 ingeschreven. Deze helft van de concessie omvatte het recht tot ontginning van 100,000 hectaren mijnvelden.

Deze afstand had plaats bij de stichting van de « Société Minière du Kasai », in 1920. De statuten van deze laatste en de afstand van bovengenoemde rechten werden goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 1 September 1920.

De « Compagnie du Kasai » heeft aan de « Société Minière de la Lueta » de helft afgestaan van de mijnconcessie, die zij bezat krachtens de decreten van 1 Februari 1902 en 8 December 1924. De afstand omvatte het recht tot ontginning van 100,000 hectaren mijnvelden.

De « Compagnie du Kasai » heeft haar recht van inschrijving uitgeoefend zooals de andere aandeelhouders.

Tot het stichten van de « Minière de la Lueta » en tot boven bedoelden afstand werd vergunning verleend bij Koninklijk besluit van 14 November 1926.

b) De maatschappijen die mijnrechten van de « Minière du Kasai » aangekocht hebben, betalen aan den Staat de cijzen welke de « Compagnie du Kasai » moest betalen, t. t. z. 50 t. h. van de winst voor de exploitatie van de diamantvelden; in de andere gevallen, de cijzen, vastgesteld bij de mijnwetten voor Katanga.

Maatschappij Belgika.

a) Deze maatschappij heeft aan haar filiaal, de « Minière du Maniéma », de mijnconcessie afgestaan die zij krachtens decreet van 25 Februari 1926 verkregen had.

De « Minière du Maniéma » heeft aldus het uitsluitend recht bekomen om

mijnen op te sporen over 500,000 hectaren, en eventueel over 100,000 hectaren mijnvelden te ontginnen, indien zij die ontdekt.

De afstand had plaats in 1928. De « Maatschappij Belgika » heeft voor het grootste deel der aandelen ingeschreven, en heeft haar kosten voor opsporingen doen terugbetalen.

b) De « Minière du Maniéma » zal aan de Kolonie de cijzen betalen, welke de Belgika betalen moest (wettelijke cijzen, vastgesteld bij de wetgeving voor Katanga).

Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains.

a) Deze heeft aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs », in 1925, het uitsluitend recht tot mijnopsporing afgestaan, dat ze bezat krachtens decreet van 30 Juni 1922.

De « Compagnie des Chemins de Fer » zal recht hebben op de wettelijke cijzen, vastgesteld door de mijnwetten voor Katanga (stijgende cijzen). Voor dat recht op de cijzen heeft ze 7,500 bijzondere aandelen ontvangen, aandelen B geheeten, welke ieder een stem hebben. Het aantal dezer aandelen moet, bij verhooging van kapitaal, ook vermeerderd worden, in dier voege dat zij steeds een derde van al de titels vertegenwoordigen. Deze nieuwe aandelen B moeten aan de Spoorwegmaatschappij overhandigd worden.

Deze laatste heeft ingeschreven voor 2,000 kapitaalsaandelen op de 10,000, bij de stichting van de « Compagnie Minière ».

b) De « Compagnie Minière » mag haar rechten niet afstaan zonder toelating van de Regeering. De cijzen van de « Compagnie Minière » komen aan de « Compagnie du Chemin de fer » ten goede en zullen dienen om aan deze een interest van 4 t. h., plus delging van het kapitaal in 99 jaar, te betalen. De Kolonie, die dezen intrest en de delging gewaarborgd heeft, zal haar last zien verminderen of zelfs geheel verdwijnen. Indien de aan de « Compagnie du Chemin de Fer » betaalde cijzen meer bedragen dan noodig is om die lasten te dragen, zal de Kolonie, die eigenares is van al de dividendaandelen van de « Compagnie du Chemin de fer », uit dien hoofde de helft van dat kapitaal ontvangen.

c) De « Compagnie du Chemin de fer » heeft, daarenboven, aan het Nationaal Kivu-Comiteit zijn mijnrechten in een streek van Kivu afgestaan. Zij zal de cijzen ontvangen, welke voorzien zijn bij de Wetgeving voor Katanga, maar de andere winst zal naar het Kivu-Comiteit gaan. De « Compagnie du Chemin de Fer » heeft voordeelen bekomen in het Kivu-Comiteit (zie hierboven bl. 55).

Intertropical Comfina.

a) Deze heeft aan haar filiaal « Minière du Surongo » het uitsluitend recht tot mijnopsporing over 500,000 hectaren afgestaan en, eventueel, het recht tot ontginning van 100,000 hectaren, indien zij de mijnvelden ontdekt. Deze rechten vloeien voort uit het decreet van 21 Augustus 1925.

De Maatschappij « Intertropical Comfina » heeft haar kosten van opsporingen doen terugbetalen en heeft haar inschrijvingsrecht uitgeoefend bij de « Société Minière du Surongo ». Ze bezit het grootste deel van de titels.

b) De « Minière du Surongo » zal aan de Kolonie de cijzen betalen, welke de « Intertropical Comfina » betalen moest. (Tarief vastgesteld bij de mijnwetgeving voor Katanga.)

Compagnie du Katanga

a) De « Compagnie du Katanga » heeft aan de Kolonie, bij overeenkomst van 9 Mei 1896, de grond- en mijnconcessies afgestaan, welke ze benoorden de 3^{de} parallelijn verkregen had, krachtens overeenkomst van 12 Maart 1891; in ruil daarvoor, heeft ze rechten bekomen over een gelijke oppervlakte gronden en mijnen in de vallei van Lomami.

De « Compagnie du Katanga » heeft in 1898 een filiaal gesticht, geheeten « Compagnie du Lomami »; daarna heeft ze aan deze 50,000 hectaren afgestaan. In ruil daarvoor heeft ze aandeelen ontvangen.

In 1920, heeft die filiaal haar bezit afgestaan aan de « Compagnie du Lomami et du Lualaba », filiaal van de « Compagnie du Katanga », en werd daarna ontbonden.

In 1920 heeft de « Compagnie du Katanga » aan de « Compagnie du Lomami et du Lualaba », het uitsluitend recht tot mijnopsporingen binnen haar grondgebied gedurende tien jaar afgestaan. Deze afstand geschiedde in ruil voor aandeelen.

b) De Kolonie bezit 10 t. h. van de aandeelen der « Compagnie du Katanga » en moet 10 t. h. van de eventueel uit te geven nieuwe aandeelen ontvangen. Zij heeft geen rechtstreeksche belangen in de filialen.

VRAAG 15.

De Commissie zou graag kennis krijgen van de lijst der mijnconcessies verleend aan de vennootschappen, in welker beheerraad een of meer leden zitten van het Bestuur der « Société Générale de Belgique » of van den Beheerraad der « Banque d'Outremer ».

ANTWOORD.

« Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Concessie toegestaan bij decreet van 8 Februari 1927 — B. O. 1926 — bl. 249-413. De vennootschap heeft het exploitatierecht bekomen, tot in 1976, van het goud en de andere kostbare stoffen, over eene oppervlakte van 81,000 vierkante kilometer. Ligging van de concessie : Noord-Oost van de Kolonie.

« Société Minière du Beceka ». — Concessie verleend bij overeenkomst van 5 November 1905 aan de « Compagnie du Chemin de fer du Beceka » waarin de « Société Générale », vertegenwoordigd was (Zie bijlage van het verdrag der Congo-naasting). Deze concessie werd overgemaakt aan de « Société Minière du Beceka », waarin de « Société Générale » insgelijks vertegenwoordigd is. Deze vennootschap heeft insgelijks eene mijnconcessie bekomen in Ruanda-Urundi (decreet van 10 Juni 1927).

De concessie welke zij in Belgisch Congo bezit, behelst de volgende rechten.

De vennootschap bezit uitsluitend het recht mijnopsporingen te doen, tot in 2003, binnen een grondgebied gelegen in het stroomgebied van de Kasai over eene oppervlakte van 200,000 vierkante kilometer. Gedurende 99 jaar, mag zij al de door haar ontdekte mijnen ontginnen.

Tot nog toe, werd de vennootschap gemachtigd diamantmijnen te ontginnen over eene oppervlakte van 4326 hectaren.

Naam van de mijn.	Oppervlakte	Stof.	Konink. besl. van	Gewest
Sa atehye	330 hectaren	Diamant.	28-5-1920	Stroomgebied van de Kasai.
Lakelenge	605 —	»	6-7-1922	
Kegoe-Kegoe	205 —	»	26-12-1922	
Lomuele	532 —	»	31-5-1927	
Pania-Mutombo	209 —	»	16-9-1926	
Bakwanga	1,350 —	»	31-5-1927	
Divindji	691 —	»	»	
Lombello	177 —	»	»	
Tshifudu	327 —	»	»	

De in Ruanda-Urundi verkregen concessie verleent aan de vennootschap het recht, voor hare opsporingen eene oppervlakte van 250,000 hectaren te behouden en daarna 50,000 hectaren ontdekte mijnen te ontginnen.

Nationaal Kivu-Comiteit. — Decreten van 15 Januari en 15 Februari 1928 (B. O. 1928, bl. 845-869).

Het « Nationaal Kivu-Comiteit » heeft het uitsluitend recht verkregen mijnopsporingen te doen gedurende 10 jaar in het gewest Kivu. Ontdekt het Comiteit mijnen, dan kan het ze ontginnen tot 31 December 2011.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo. — Decreet van 6 November 1906 (Zie bijlage van het verslag der Congo-naasting). Decreten van 30 November 1912 (B. O. 1913, bl. 14) en van 1 Februari 1920 (B. O. 1920, bl. 206 tot 213).

De vennootschap heeft het ontginningsrecht verkregen over 5,716,700 hectaren mijnen. Zij zijn vermeld op de volgende tabel :

Naam van de mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
	Hectaren.			
Mayumbe (bloe I).	400,000	Goud, koper, aardprik, petroleum, ijzer.	2-6-1913	Ben-den-Congo.
— (bloe II).	437,000	Goud, zilver, platina, koper, ijzer, titaanoxyde.	»	
— (bloe III).	2,500	Goud.	»	
— (bloe IV).	625	Ijzer.	»	
— (bloe V).	436,000	Goud, zilver, koper, ijzer.	26-5-1919	
— (bloe VI).	4,050	Goud, zilver, koper, lood.	»	
Kasai (bloe I).	1,018,000	Goud, diamant, ijzer.	2-6-1913	Kasai.
— (bloe II).	122,000	Diamant.	»	
— (bloe III).	300	Ijzer.	»	
— (bloe IV).	174	»	»	
— (bloe V).	490	»	»	
— (bloe VI).	25	»	»	
— (bloe VII).	150	»	»	
— (bloe VIII).	180	»	»	
— (bloe IX).	3,200	»	»	
— (bloe X).	496	»	»	
— (bloe XI).	60	Goud en ijzer.	»	
— (bloe XII).	4,000	Goud en zilver.	»	
— (bloe XIII).	100	Ijzer.	»	
— (bloe XIV.).	1,650	Goud.	»	
— (bloe XV.).	11,800	Goud, ijzer, mo, az te.	»	
— (bloe XVI).	8,400	Goud, mangaan-sulfide, monazite et zircon.	»	
— (bloe XVII).	2,600	Goud en ijzer.	»	
— (bloe XVIII).	2,500	Goud.	»	
— (bloe XIX).	1,550	Goud en ijzer.	»	
— (bloe XX).	2,500	Goud.	»	
Moakeshi.	10,000	Diamant.	13-1-1927	Noord Oost v. Stanleyville
Tele.	20,000	Goud, ijzeroxyde, hematiet, diamant.	27-2-1911	
Uayu.	100,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	2-7-1920 5-7-1920	
MPoro.	110,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	26-8-1925	Aruwimi.
Sili-Ziro.	475,000	Goud, zilver, diamant, ijzer, disthène, koper, petroleum, corindon, zircon en monazite.	14-4-1926	Uele.
Tefé-Dinda	9,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	19-5-1926	
Api.	33,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	
Uere.	20,000	Goud, zilver, diamant.	»	
Mayumbili.	8,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	14-6-1926	
Poko.	36,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	

Naam van de mijn.	Oppervlakte.	S of.	Koninkl. besluit	Geest.
	Hectaren.			
Beo.	27,000	Goud, zilver, diamant, ijzer, tin	14-6-26.	Uele.
Bima.	42,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	»
Likati.	700,000	Goud, zilver, diamant, zircon, monazite, zink.	15-12-26.	»
Yoko-Akeli.	27,400	Diamant.	»	»
Loeka.	4,700	»	»	»
Tele.	30,700	»	»	»
Babeyru (extension)	21,000	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	Noord-Oost v. Stanleyville.
Aruwimi-Nepoko- Gayu.	38,000	Goud, zilver, diamant.	»	»
Gombo.	7,400	Diamant.	21-12-26.	Aruwimi.
Madi.	11,500	»	»	Uele.
Makupwe.	3,500	»	»	»
Kaniama.	1,050	Goud.	29-12-1913.	»
Luku'u.	60,000	Goud, zilver, ijzer, nikkel, tin, koper, graphiet, mica.	15-12-1926.	Tusschen den Congo-stroom en het Tanga- nika-meer.
Lulilo	75,000	Goud, zilver, ijzer, nikkel, tin, koper, graphiet, mica.	»	

Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains.

Overeenkomsten van 4 Januari 1902. — 22 Juni 1905. — 11 November 1921.
(Decreet van 30 Juni 1922).

De Vennootschap heeft de concessie verkregen van al de mijnen gelegen in eene strek door de volgende grenzen omsloten: ten Noorden, de spoorweg van Stanleyville naar Kiro, de noordelijke grens van het stroomgebied van de Aruwimi-Ituri stroomafwaarts Irumu; ten Oosten, eene rechte lijn die Irumu verbindt met het punt waar de grenslijn op de meridiaan 30° loopt, daarna de oostelijke grens; ten Zuiden, de evenaar, de evenaar; ten Westen, de Congo-stroom, dan de spoorweg van Stanleyville naar Ponthierville.

De Vennootschap heeft aan het « Nationaal Kivu-Comité » een deel van deze concessie overgemaakt; zij heeft een ander gedeelte (zie kaart) voor de openbare mijnopsporing geopend en eene concessie verleend aan de « Compagnie Minière des Grands Lacs ». De « Compagnie du Chemin de fer des Grands Lacs » heeft zich het bekken van asphaltsteen voorbehouden, dat zij bij Stanleyville heeft ontdekt. De oppervlakte daarvan meet ongeveer 1,000,000 hectaren.

COMPAGNIE MINIÈRE DES GRANDS LACS AFRICAINS.

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit.	G. west.
Tayna I.	4,275 hect.	Goud, zilver, tin, titaan, monazite	19-7-1926	Lang-heu de Oostergrens van de Kolonie.
Tayna II.	6,574 »	» »	»	
Mohanga.	8,652 »	» »	»	
Lutunguru I.	7,380 »	» »	»	
Lutunguru II.	7,980 »	» »	»	
Lutunguru III.	5,858 »	» »	»	
Bilati I.	9,582 »	Goud, zilver, titaan, monazite.	23-8-1926	
Bilati II.	7,367 »	» »	»	
Bilati III.	8,979 »	» »	»	
Bilati IV.	8,030 »	» »	»	
Bilati V.	5,627 »	» »	»	
Tatako I.	8,615 »	» »	»	
Tatako II.	8,478 »	» »	»	
Tatako III.	6,616 »	» »	»	
Mambi I.	9,725 »	» »	»	
Mambi II.	7,674 »	» »	»	
Lubereri.	9,874 »	Goud, zilver, titaan, granaatsteen.	27-10-1926	
Lubebe.	9,204 »	» »	»	
Lu-onga.	7,676 »	» »	»	
Luofu.	9,354 »	» »	»	
Dobama.	9,788 »	» »	»	
Binga I.	9,536 »	» »	»	
Binga II.	9,645 »	» »	»	
Binga III.	9,945 »	» »	»	
Luholu I.	9,864 »	» »	»	
Luholu II.	8,542 »	Goud, zilver, titaan, granaatsteen, ijzer.	»	
Luholu III.	9,974 »	» »	»	
Dihira I.	8,848 »	Goud, zilver.	26-11-1926	
Dihira II.	7,326 »	» »	»	
Dihira III.	9,910 »	» »	»	
Talia I.	8,962 »	» »	»	
Talia II.	8,796 »	» »	»	
Talia III.	9,960 »	» »	»	
Talia IV.	9,033 »	» »	»	
Talia V.	7,909 »	» »	»	
Lac Edouard I.	6,407 »	» »	»	
Lac Edouard II.	7,381 »	» »	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Lae Edouard III.	7,288 hect.	Goud, zilver.	26-11-26	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Lae Edouard IV.	3,551 »	» »	»	
Monobo.	9,643 »	Goud, zilver, platina, ijzer.	14-1-27	
Makuku.	8,941 »	» »	»	
Kabiro I.	5,814 »	» »	»	
Kabiro II.	9,632 »	» »	»	
Lubero I.	9,835 »	Goud, zilver, platina.	»	
Lusasiku.	8,512 »	» »	»	
Lubero II.	9,318 »	» »	»	
Luate I.	7,540 »	» »	»	
Luate II.	9,525 »	» »	»	
Lulemo.	8,399 »	» »	»	
Luate III.	9,852 »	» »	»	
Lumua.	9,962 »	» »	»	
Lubero III.	9,697 »	» »	»	
Luwalia.	8,034 »	» »	»	
Lenda-Ouest I.	7,837 »	Goud en zilver.	23-2-27	
Lenda-Ouest II.	9,463 »	» »	»	
Lenda-Ouest III.	8,260 »	» »	»	
Lenda-Ouest IV.	8,757 »	» »	»	
Lenda-Ouest V.	8,417 »	» »	»	
Dobikoka.	9,570 »	» »	»	
Boka.	8,313 »	» »	»	
Malinkanga.	9,690 »	» »	»	
Inanu.	8,957 »	» »	»	
Oeko.	7,597 »	» »	»	
Makumbo.	8,383 »	» »	»	
Motokalea.	8,990 »	» »	»	
Biacongo I.	9,220 »	» »	»	
Biacongo II.	9,213 »	» »	»	
Mobissio I.	8,053 »	» »	»	
Bilolo.	9,643 »	» »	»	
Bulumu.	6,677 »	» »	»	
Mobissio II.	9,733 »	» »	»	
Ibina VII.	9,247 »	» »	13-4-27	
Maturada.	8,440 »	» »	»	
Mirandua.	9,837 »	» »	»	
Ibina VIII.	8,300 »	» »	»	
Biakalo.	9,153 »	» »	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Ibira IX.	7,933 »	Goud, zilver en ijzer.	13-4-1927	Langsheen de Oostergrens van de kolonie.
Ibira X.	9,807 »	» »	»	
Miambili.	9,440 »	» »	»	
Mangubo.	8,783 »	» »	»	
Tahi.	9,860 »	» »	»	
Mkaka.	8,157 »	» »	»	
Sisko.	5,973 »	» »	»	
Kingatu.	8,483 »	» »	»	
Mabasi.	9,427 »	» »	»	
Mangana.	9,437 »	» »	»	
Biabune I.	9,900 »	» »	»	
Biabune II.	9,927 »	» »	»	
Kotu.	7,437 »	» »	»	
Ekombo.	9,537 »	» »	»	
Eho I.	6,433 »	» »	»	
Eho II.	9,463 »	» »	»	
Birumba.	3,807 »	» »	»	
Souma I.	9,027 »	» »	»	
Souma II.	, 450 »	» »	»	
Mangadi.	9,370 »	» »	»	
Loshi.	9,290 hect.	» »	13-4-1927	
Ita.	9,353 »	» »	»	
Biakiti I.	8,110 »	» »	»	
Biakiti II.	7,247 »	» »	»	
Ibina XI.	8,987 »	» »	»	
Ibina XII.	4,553 »	» »	»	
Etembo I.	6,387 »	» »	»	
Etembo II.	8,137 »	» »	»	
Etembo III.	9,417 »	» »	»	
Etembo IV.	6,063 »	» »	»	
Lekar I.	9,030 »	» »	»	
Lekar II.	7,263 »	» »	»	
Dandua.	9,357 »	Goud en zilver.	17-9-1927	»
Langulu.	9,267 »	» »	»	
Alongolo.	9,567 »	» »	»	
Lianza.	9,547 »	» »	»	
Sésé.	9,587 »	Goud, zilver, platina.	»	
Tayna II'.	9,563 »	Goud en zilver.	»	»
Mangongo.	9,653 »	» »	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Tayna IV.	9,493 heet.	Goud, zilver.	17-9-1927	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Mukuku I.	9,373 »	» »	»	
Mukuku II.	6,043 »	» »	»	
Mukuku III.	5,057 »	» »	»	
Mwalni.	9,313 »	Goud, zilver en ijzer.	3-11-1927	
Kirwa.	9,737 »	» »	»	
Luiko I.	9,937 »	» »	»	
Luiko II.	9,363 »	» »	»	
Luiko III.	7,850 »	» »	»	
Mengeziba.	9,363 »	» »	»	
Malungoti.	5,060 »	» »	»	
Luiko IV.	8,620 »	» »	»	
Lomobwe I.	9,053 »	» »	»	
Lomobwe II.	8,283 »	» »	»	
Muswaga.	9,417 »	Goud, zilver.	»	
Eye I.	8,247 »	» »	»	
Eye II.	9,210 »	» »	»	
Eye III.	7,393 »	» »	»	
Elu I.	9,797 »	» »	»	
Elu II.	9,773 »	» »	»	
Kalumbi.	9,543 »	» »	»	
Masiki.	9,953 »	» »	»	
Pombui.	9,097 »	» »	»	
Mobussa.	9,527 »	» »	»	
Ehumu I.	8,833 »	» »	»	
Ehumu II.	9,840 »	» »	»	
Katcherewa.	9,710 »	» »	»	
Ehumu III.	9,340 »	» »	»	
Ehumu IV.	9,513 »	» »	»	
Ibulu I.	9,897 »	» »	»	
Ibulu II.	9,830 »	» »	»	
Lenda I.	9,483 »	» »	»	
Lenda II.	9,963 »	» »	»	
Lumo.	9,867 »	» »	»	
Biantalo.	8,940 »	» »	»	
Atelia.	9,920 »	» »	»	
Amandani.	8,800 »	» »	»	
Mohendo.	8,820 »	» »	»	
Matongo.	9,413 »	» »	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
Mahiki I.	7 500 heet.	Goud, zilver.	3-11-1927	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie
Mahiki II.	8 217 »	» »	»	
Mabiki ogo.	7 917 »	» »	»	
Langi.	9 070 »	» »	»	
Eonguate.	9 047 »	» »	»	
Egivoi.	9 297 »	» »	»	
Egote.	9 297 »	» »	»	
Budjukana.	9 483 »	» »	»	
Lenda III.	9 730 »	» »	»	
Lenda IV.	9 937 »	» »	»	
Lenda V.	9 800 »	» »	»	
Lenda VI.	7 430 »	» »	»	
Mulila.	8 880 »	Goud, zilver, granaatsteen.	29-10-1927	
Bangasiwa.	9 693 »	» »	»	
Mutambala.	8 587 »	» »	»	
Kabembe.	9 917 »	» »	»	
Mutambala II.	8 783 »	» »	»	
Mutambala III.	9 397 »	» »	»	
Ulindi I.	8 920 »	Goud, zilver, tin, titaan, corindon, zircon, granaatsteen.	10-11-1927	
Kokumba I.	9 730 »	» »	»	
Kokumba II.	8 907 »	» »	»	
Zugigi I.	9 677 »	» »	»	
Zugigi II.	9 630 »	» »	»	
Lutukulu I.	9 977 »	» »	»	
Lutukulu II.	9 733 »	» »	»	
Sasa I.	8 053 »	Goud, zilver, granaatsteen.	»	
Lushanja.	9 560 »	» »	»	
Sasa II.	7 057 »	» »	»	
Sasa III.	8 383 »	» »	»	
Gombo I.	9 023 »	» »	»	
Becho I.	7 773 »	» »	»	
Becho II.	9 167 »	Goud, zilver, granaatsteen, ijzer.	»	
Gombo II.	8 603 »	» »	»	
Gombo III.	9 367 »	Goud, zilver, granaatsteen.	»	
Tchibandaka.	9 437 »	» »	»	
Mohembo.	8 757 »	» »	»	
Tuembe.	9 907 »	» »	»	
Mufwi.	9 270 »	» »	»	
Limbake.	9 160 »	Goud, zilver, granaatsteen, ijzer.	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Kontak. besluit	Gewest.
Lubokwe.	8,337 heet.	Goud, zilver, granaatsteen.	10-11-27	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Lucheke.	9,763 »	Goud, zilver, granaatsteen, ijzer.	»	
Modubwe.	8,660 »	Goud, zilver, granaatsteen.	»	
Keongutwa I.	9,350 »	» »	»	
Keongutwa II.	7,000 »	Goud, zilver, granaatsteen, ijzer.	»	
Leongutwa III.	8,390 »	» »	»	
Nzoke I.	9,063 »	» »	»	
Nzoke II.	9,887 »	» »	»	
Ulindi II.	9,363 »	Goud, zilver, tin, titaan, corin- don, zircon, granaatsteen.	»	
Nakapunga.	8,850 »	» »	»	
Lu shigi I.	6,733 »	Goud, zilver, granaatsteen, ijzer.	»	
Lu shigi II.	9,243 »	» »	»	
Lu shigi III.	9,027 »	» »	»	
Lu shigi IV.	6,647 »	» »	»	
Lu shigi V.	9,530 »	» »	»	
Lu shigi VI.	9,800 »	» »	»	
Kaslolo.	9,917 »	» »	»	
Mukamba.	9,923 »	» »	»	
Musondja.	9,447 »	» »	»	
Kifumbo.	8,693 »	» »	»	
Molanga.	9,843 »	» »	»	
Lualatshi.	8,063 »	» »	»	
Meeke.	9,697 »	» »	»	
Lushigi VII.	8,473 »	» »	»	
Lushigi VIII.	9,480 »	» »	»	
Makasay.	9,863 »	Goud, zilver, tin, titaan, corin- don, zircon, granaatsteen.	»	
Belakeli.	9,603 »	» »	»	
Lulimuguu.	8,310 »	» »	»	
Ulindi III.	7,193 »	» »	»	
Milwuna.	9,353 »	» »	»	
Ulindi IV.	7,703 »	» »	»	
Kibilokwa.	9,753 »	» »	»	
Tchoka.	9,593 »	» »	»	
Malambuze I.	9,537 »	» »	»	
Malambuze II.	9,597 »	» »	»	
Kiloboze I.	9,893 »	» »	»	
Edambo I.	9,867 »	» »	»	
Edambo II.	8,233 »	» »	»	
Kiloboze II.	7,237 »	» »	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Ituri I	9,850 hec.	Goud en zilver.	10-11-1927	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Botaturi	9,767 »	» »	»	
Ituri II.	5,833 »	» »	»	
Ituri III	9,247 »	» »	»	
Ituri IV	9,677 »	» »	»	
Ituri V	8,780 »	» »	»	
Mulumo I	6,853 »	» »	»	
Mulumo II	8,760 »	» »	»	
Ituri VI	8,483 »	» »	»	
Ituri VII	5,013 »	» »	»	
Ituri VIII	2,647 »	» »	»	
Ituri IX	5,340 »	» »	»	
Luhule III	8,507 »	» »	»	
Tanisa I	5,623 »	» »	»	
Tanisa II	9,940 »	» »	»	
Bialube I	9,507 »	» »	»	
Bialube II	9,503 »	» »	»	
N'Doma	6,713 »	» »	19-11-1927	
Munonsi	6,617 »	» »	»	
Lubena	8,660 »	» »	»	
Matondo	9,717 »	» »	»	
Luhule II	2,873 »	» »	»	
Ingobo I	5,120 »	» »	»	
Ingobo II	9,290 »	» »	»	
Luhule I	4,507 »	» »	»	
Luhule IV	7,893 »	» »	»	
Talia Nord I	7,446 »	» »	21-11-1927	
Talia Nord II	7,523 »	» »	»	
Talia-M'Dako	5,387 »	» »	»	
Miserea	2,907 »	» »	»	
Muchira	9,750 »	» »	3-12-1927	
Luzinzi II	9,523 »	» »	»	
Luzinzi III.	7,240 »	» »	»	
Niakambira	4,063 »	» »	»	
Luzinzi I	3,420 »	» »	»	
Nyanza	3,387 »	Ijzer.	»	
Kitagaho	9,747 »	Goud, zilver, platina.	20-12-1927	
Ibina I	7,950 »	Goud, zilver.	»	
Kitaye	9,493 »	Goud, zilver, platina.	»	

Naam der mijnen	Oppervlakte.	Stof	Koninkl. besluit	Gewest.
Lubuse.	7,900 heet.	Goud, zilver.	20-12-1927	Lang-he n de Oostergrens van de Kolonie.
Lubaya I.	9,127 "	" "	"	
Karombo.	8,487 "	Goud, zilver, platina.	"	
Mutinga.	8,930 "	Goud, zilver.	"	
Lubugi I.	8,850 "	" "	"	
Lubugi II.	8,000 "	" "	"	
Ibinai II.	6,377 "	" "	"	
Masosa I.	9,588 "	" "	"	
Ubilo III.	9,477 "	" "	"	
Lindi VII.	9,693 "	" "	"	
N'Getu.	9,140 "	" "	"	
Wanassambo.	8,023 "	" "	"	
Mekano.	9,733 "	" "	"	
Okoletchi.	9,710 "	" "	"	
Etafa.	8,330 "	" "	"	
Etabone I.	7,677 "	" "	"	
Etabone II.	9,500 "	" "	"	
Etabone III.	8,800 "	" "	"	
Mandaye I.	9,440 "	" "	"	
Utatitu I.	9,067 "	" "	"	
Madolo.	7,800 "	" "	"	
Utatitu II.	9,850 "	" "	"	
Utatitu III.	9,517 "	" "	"	
Lubili I.	9,917 "	" "	"	
M'Panda.	9,500 "	" "	"	
Lubili II.	9,207 "	" "	"	
Lubili III.	9,160 "	" "	"	
Ukata.	9,873 "	" "	"	
Lubili IV.	9,450 "	" "	"	
Mandaye II.	8,347 "	" "	"	
Mandaye III.	9,427 "	" "	"	
Endeka.	6,187 "	" "	"	
Katonga.	6,647 "	" "	27-12-1927	
Mpake.	9,057 "	" "	"	
Bulombulo.	9,570 "	" "	"	
Bilati VI.	6,470 "	" "	"	
Bilati VII.	9,033 "	" "	"	
Luato.	9,077 "	" "	"	
Libati.	8,247 "	" "	"	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit.	Gewest.
Ruermo I.	9,903 heet.	Goud, zilver.	27-12-1927.	Langsheen de Oostergrens der Kolonie.
Ruermo II.	8,713 "	"	"	
Lulenga I.	9,223 "	"	"	
Lulenga II.	9,940 "	"	"	
Masosa II.	9,333 "	"	20-12-1	
Ibina III.	7,560 "	"	"	
Itubia.	9,470 "	"	"	
Losege II.	8,307 "	"	"	
Manga.	9,360 "	"	"	
Kikutu.	9,797 "	"	"	
Lukalia I.	9,953 "	"	"	
Liaklia II.	9,743 "	"	"	
Ikbango.	9,373 "	"	"	
Mapunda I.	9,083 "	"	"	
Mapunda II.	9,870 "	"	"	
Njila.	9,957 "	"	"	
Bwasasa.	7,603 "	"	"	
Lunjia I.	9,393 "	"	"	
Lunjia II.	8,530 "	"	"	
Ekulu.	7,033 "	"	"	
Ibina VI.	8,517 "	"	"	
Lungobo.	4,150 "	"	"	
Ibina IV.	5,720 "	"	"	
Ibina V.	4,692 "	"	"	
Lindi I.	7,060 "	"	"	
Lindi II.	6,740 "	"	"	
Lindi III.	8,007 "	"	"	
Lindi IV.	7,853 "	"	"	
Lindi V.	8,343 "	"	"	
Lofali I.	9,900 "	"	"	
Lofali II.	9,830 "	"	"	
Lindi VI.	9,697 "	"	"	
Luhu I.	8,693 "	"	"	
Luhu II.	8,763 "	"	"	
Lulinga.	8,220 "	"	"	
Ubilo I.	7,503 "	"	"	
Luiso I.	7,850 "	"	"	
Luiso II.	7,230 "	"	"	
Ubilo II.	8,637 "	"	"	

Naam der mijn.	O.verschikte.	Stof.	Koning. besluit	Gewest.
Matodo.	8,593 heet.	Goud, zilver.	27-12-27	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Kanda.	9,237 »	»	»	
Mangobo.	9,603 »	»	»	
Kitapu.	9,077 »	»	»	
Oso I.	9,110 »	»	»	
Mendiona.	9,210 »	»	»	
Kevu.	9,597 »	»	»	
Oso II.	9,650 »	»	»	
Oso III.	9,407 »	»	»	
Oso IV.	8,053 »	»	»	
Mukusu.	8,670 »	»	»	
Uku.	9,737 »	»	»	
Niawayu I.	9,587 »	»	»	
Niawayu II.	9,790 »	»	»	
Singi.	9,880 »	»	»	
Kilu.	9,963 »	»	»	
Beruce.	8,090 »	»	»	
Lubonga I.	9,233 »	»	»	
Tchaburi.	9,547 »	»	»	
Lubonga II.	9,373 »	»	»	
Kasuka.	9,930 »	»	»	
Banza.	9,380 »	»	»	
Mokassa.	9,933 »	»	»	
Mamba.	9,260 »	»	»	
Logue.	9,623 »	»	»	
Bitui.	8,543 »	»	»	
Ubilike.	9,900 »	»	»	
Minjange I.	9,400 »	»	»	
Minjange II.	9,893 »	»	»	
Tomaguru.	8,237 »	»	»	
Bilosa.	8,490 »	»	»	
Hunde.	5,087 »	»	»	
Oso V.	8,620 »	»	»	
Kalumia I.	8,650 »	»	»	
Kalumia II.	8,180 »	»	»	
Midzemba.	9,893 »	»	»	
Magembe I.	9,887 »	»	»	
Magembe II.	9,800 »	»	»	
Kahama IV.	7,750 »	»	»	

Naam d r mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Matlingi.	9,357 heet.	Goud, zilver, ijzer.	27-12-27	Langsheen de Oostergrens van de Kolonie.
Kahama V.	8,843 »	»	»	
Malumu.	9,893 »	»	»	
Kahama VI.	9,523 »	»	»	
Kiletsho I.	9,537 »	»	»	
Kiletsho II.	9,797 »	»	»	
Kandja I.	9,420 »	»	»	
Kandja II.	9,603 »	»	»	
Matengania.	9,237 »	»	»	
Djokwa.	9,593 »	»	»	
Kandja III.	7,823 »	»	»	
Lubondja.	9,220 »	»	»	
Katombia.	9,897 »	»	»	

Andere mijnen werden ontdekt en aan de Regeering bekend gemaakt binnen de bepaalde termijnen; eerlang zullen zij door Koninklijke besluiten worden geregeld.

De « Compagnie Minière des Grands Laes » houdt hare rechten van de « Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Laes Africain ». De officieele akten waarbij aan deze laatste eene mijnvergunning werd verleend, zijn: de overeenkomst van 4 Januari 1902 gesloten tussehen den Onafhankelijken Congo-Staat en de « Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Laes Africains ». (Zie bijlage van het verdrag der Congo-naasting); decreet van 30 Juni 1922 (A. B. 1922, bl. 697).

American Congo Company. — Decreet van 5 November 1906 en Decreten van 9 Juni 1921 en 10 Augustus 1926.

Deze vennootschap bezit het uitsluitend recht mijnopsporingen te doen over eene oppervlakte van 1,000,000 hectaren, welke zij in het gewest van den Sankuru heeft gekozen.

Ontdekt zij er mijnen, dan mag zij de lagen ontginnen over eene oppervlakte van 20,000 hectaren.

Société Minière du Kasai. — Ontgint eene concessie verleend aan de « Compagnie du Kasai » waarin de « Banque d'Outremer » vertegenwoordigd was. De « Société Générale » is thans vertegenwoordigd in den Beheerraad van de « Société Minière du Kasai ». (Concessie verleend bij decreten van 1 Februari 1920 en 31 December 1923).

De Vennootschap werd gemachtigd de volgende diamantmijnen te ontginnen :

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Mulamba	495 hect.	Diamant.	25-11-1920	Kasai
Tshokulela	925 »	»	6-4-1922	
Lutoka	1,240 »	»	22-1-1923	
Basanga	1,480 »	»	12-1-1923	
Kasoba	1,830 »	»	5-4-1923	
Lokulu	1,255 »	»	12-4-1923	
Basse-Luenda	8,850 »	»	14-4-1924	
Katubakale	1,825 »	»	29-7-1924	
Kakongula	9,210 »	»	21-4-1927	
Lunkolongo	4,540 »	»	14-8-1927	
Haut-Luenda	5,300 »	»	17-8-1927	
Mboy	3,525 »	»	17-9-1927	
Haute-Mishanga	6,770 »	»	17-9-1927	

De vennootschap heeft het recht nog de concessie van andere mijnen te verkrijgen.

De uitgestrektheid der mijnen welke de vennootschap in concessie bekomt, mag niet 100,000 hectaren overschrijden, de reeds geconcedeerde mijnen inbegrepen.

Société Minière de la Lueta. — Zij ontgint de mijnconcessies verleend aan onderscheidene concessiehouders, waaronder de « Compagnie du Kasai », waarin de « Société Générale » vertegenwoordigd was. Deze is vertegenwoordigd in den Beheerraad van de « Société Minière de la Lueta » (decreten van 1 Februari 1920 en van 8 December 1924).

De Kolonie heeft zich verbonden, machtiging te verleen tot ontginning van een mijnveld van 850,000 hectaren. Krachtens dit recht, heeft de vennootschap de concessie gevraagd van een mijnveld beslaande deze oppervlakte. Deze vragen worden onderzocht.

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri. — Deze vennootschap heeft eene concessie verworven, welke aan de « Compagnie du Kasai » werd verleen bij decreten van 25 Mei 1914 en van 1 Februari 1920.

Deze vennootschap werd gemachtigd de volgende mijnen te ontginnen :

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
Buka	3,250 heet.	Goud, zilver, diamant.	31-12-1925	Ten Noorden v. de Aruwimi (Noord-Oost van Stanleyville).
Gombodi	3,810 »	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	
Kolu	369 »	Goud, zilver, diamant.	»	
Zodi	481 »	» »	»	
Londo	553 »	» »	»	
Nebula	4,250 »	Diamant, goud, zilver, ijzer, bauxite.	18-7-1925	
Nebuda	8,715 »	Goud, zilver, diamant, ijzer.	31-12-1925	
Nangida	9,470 »	» »	»	
Mundopia	9,640 »	» »	»	
Amba-Kndjele	4,637 »	» »	»	
Curle-Guale	6,550 »	» »	»	
Monjinji	1,750 »	» »	»	
Botitangwe	1,970 »	» »	»	
Yambenda	1,700 »	» »	18-7-1925	
Haute-Ohbujungu	2,149 »	» »	31-12-1925	
Bogbuo	2,104 »	» »	2-2-1926	
Apoya	3,400 »	Goud, zilver, ijzer.	2-2-1926	
Kongo	2,400 »	» »	»	
Koli	3,900 »	» »	18-7-1925	
Maika-Mopwo	2,050 »	» »	»	
Haute-Gada	4,600 »	» »	»	
Mont Kondili	10,000 »	Goud, zilver, diamant, ijzer.	2-2-1926	
Gayu	6,650 »	» »	18-7-1925	
Mont Andatafa	7,000 »	» »	2-2-1926	
Yindi	5,350 »	» »	18-7-1925	
Ulima	4,360 »	» »	2-2-1926	
Giri	4,300 »	» »	»	
Ituri	7,350 »	Goud, zilver, diamant.	6-4-1926	
Mauba	3,490 »	Goud, zilver, diamant, ijzer.	»	
Angabu	3,400 »	» »	»	
Atzamanee	1,750 »	» »	»	
Eteru	3,600 »	» »	»	
Avurama	2,300 »	» »	»	
Tadji	8,800 »	» »	»	
Boro Mande	6,900 »	» »	»	
Haute-Belue	8,050 »	» »	18-7-1925	
Basse-Belue	6,500 »	» »	»	
Seguli	6,700 »	» »	»	

Naam van de mijnen.	Oppervl.	Stof.	Konink. besluit	Gewest.
Malingbwa . . .	5,700 heet.	Goud, zilver, diamant, ijzer.	18-7 1925	Ten Noorden van de Aru- wini (Noor- den-Oost van Stanleyville).
Mabara . . .	4,000 »	» »	»	
Tokoleko . . .	3,000 »	Goud, zilver, diamant.	»	
Efay Elidi . . .	8,700 »	Goud, zilver, diamant, ijzer.	6-4-1926	
Wowu . . .	1,300 »	» »	»	
Otoando . . .	3,300 »	» »	»	

Société Minière du Surongo. — Deze maatschappij heeft eene concessie verkregen die was toegestaan aan de *Société Intertropical Comfina*. De *Société Générale* is vertegenwoordigd in deze laatste, en de *Banque d'Outremer* in de *Minière du Surongo* (Zie decreet van 21 Augustus 1923).

De *Société Intertropical Comfina* heeft bovendien eene mijnconcessie verkregen in Ruanda-Urundi. (Decreet van 17 September 1927).

De *Société Minière du Surongo* heeft het uitsluitend recht mijnopzoeken te doen over gronden van 50 0,000 hectaren oppervlakte. Zij mag 100.000 hectaren mijngronden exploiteeren indien zij die ontdekt.

De *Compagnie du Katanga.* — Concessie verleend door de overeenkomsten van 18 Maart 1891 en van 9 Mei 1895.

Deze maatschappij verkreeg het uitsluitend recht mijnopzoeken te doen in het stroomgebied van de Lomami beneden Bena-Kamba. Zij mag tot in 1990 alle delfstoffen exploiteeren die zij ontdekt.

De concessie gaat over ongeveer 1,400,000 hectaren.

De *Compagnie du Lomami et du Lualaba.* — Exploiteert eene concessie verkregen van de *Compagnie du Katanga* (zie hooger)

Door de concessie verkregen van de *Compagnie du Katanga* is het aan de *Compagnie du Lomami et du Lualaba* toegelaten de rechten van opzoeking van de *Compagnie du Katanga* over heel de concessie van deze uit te oefenen.

Union Minière du Haut-Katanga. — Concessie verkregen van het Bijzonder Comité van Katanga (zie decreten van 20 October 1906, 14 Januari 1922 en 2 Juni 1923).

De maatschappij heeft van het Bijzonder Comité van Katanga het recht van exploitatie verkregen van kopermijnen, over eene oppervlakte van 345,770 hectaren; tinmijnen over een oppervlakte van 744 hectaren; radiummijnen over 9,975 hectaren; kolenmijnen over eene oppervlakte van 8,000 hectaren; goudmijnen over een oppervlakte van 4,300 hectaren; ijzer- en andere metaalmijnen over een oppervlakte van 2,500 hectaren.

De maatschappij bezit bovendien het uitsluitend recht opzoeken te doen over ongeveer 3,000,000 hectaren.

De *Société Générale de Belgique* heeft van het Bijzonder Comité van Katanga

eene mijnconcessie verkregen. (Zie decreten van 20 November 1919 en van 8 December 1924).

Krachtens deze concessie, heeft de maatschappij het recht diamantmijnen te exploiteeren over eene oppervlakte van 61,982 hectaren.

De Société Minière de la Tele. — Deze maatschappij heeft eene mijnconcessie verkregen in Ruanda-Urundi (zie decreet van 17 September 1927).

Deze concessie heeft aan de maatschappij het recht gegeven 250,000 hectaren voor te behouden voor hare opzoeking, en vervolgens 50,000 hectaren mijnen te exploiteeren indien zij die ontdekt.

De Société Intertropical Comfina. — Deze maatschappij heeft eene mijnconcessie verkregen in Ruanda-Urundi (zie decreet van 17 September 1927).

Deze concessie heeft aan de maatschappij het recht gegeven 250,000 hectaren voor te behouden voor hare opzoeking, en vervolgens 50,000 hectaren mijnen te exploiteeren indien zij die ontdekt.

« SOCIÉTÉ MINIÈRE DU LUEBO ».

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit.	Gewest.
Wedi.	495 hect.	Diamant.	4-12-1922	Kasai
Dibondo.	54 »	»	20-9-1923	
Kabelekesse.	44 »	»	»	
Bisele.	22 »	»	17-4-1924	
Tshapembe.	25 »	»	24-4-1924	
Kabissekelele.	24 »	»	26-4-1924	
Kampeshe.	217 »	»	3-5-1924	
Lugupa.	119 »	»	14-5-1924	
Lunkulayla.	716 »	»	29-7-1924	
Tskimina.	274 »	»	9-9-1924	
Lubudi.	1,724 »	»	12-12-1925	
Lulemba.	266 »	»	9-11-1926	
Lupemba.	70 »	»	6-7-1927	
Dicole.	392 »	»	»	
Komo.	182 »	»	»	
Kalundunda.	50 »	»	»	
Mulamba-Bilou.	6 »	»	»	
Tshamulumba.	5 »	»	»	
Kasangallala.	10 »	»	»	
Tshoka.	15 »	»	»	
Tshibote.	32 »	»	»	
Tshela.	171 »	»	»	
Lumballa.	306 »	»	»	
Basanga Lungoka.	631 »	»	14-10-1927	
Minonga.	959 »	»	»	
Sukunke.	85 »	»	»	
Milombo.	3,169 »	»	»	
Kasamba.	237 »	»	»	
Shindea.	136 »	»	»	
Tshibinda.	895 »	»	»	
Lufundi.	52 »	»	»	
Kaguishi.	147 »	»	»	
Kasunga.	281 »	»	»	
Kapinga.	22 »	»	»	
Lobumbula.	234 »	»	»	
Dungele.	181 »	»	»	
Tshimatabala.	170 »	»	»	
Kampeshe - Kasadi-Sadi.	40 »	»	»	
Kampeshi-Kasai.	348 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Konink. besluit.	Gewest.
Kasambula.	398 hect.	Diamant.	14-10-1927	Kasai.
Pimbi.	88 »	»	»	
N'damilomba.	17 »	»	»	
Kalomina.	21 »	»	»	
Kalembi I.	3 »	»	»	
Kalembi II.	32 »	»	»	
Tshitako.	6 »	»	»	
Kamakonda.	2 »	»	»	
Kambundji.	149 »	»	»	
Bualualakwilu.	1 »	»	»	
Kungo.	36 »	»	»	
Bangue-Bangue.	2 »	»	»	
Kasale.	4 »	»	»	
Kamisambai.	8 »	»	29-10-1927	
Kasaweji.	44 »	»	»	
Kasamu.	12 »	»	»	
M'Bundu.	2 »	»	»	
Budi.	8 »	»	»	
Lusulule.	26 »	»	»	
Bapapa.	11 »	»	»	
Tshikadji.	6 »	»	»	
Kamishi.	50 »	»	»	
Moandonkongolo.	35 »	»	»	
Kabishunga.	3 »	»	»	
Kasongolo.	23 »	»	»	
Shamankula.	388 »	»	»	
Luvula.	109 »	»	»	
Lubamba.	21 »	»	»	
Luhumbudi.	50 »	»	»	
Tshimania I.	1,477 »	»	»	
Tshimania II.	979 »	»	»	
Dengele.	55 »	»	»	
Sibakashi.	78 »	»	»	
Kabango.	64 »	»	»	
Katshina.	170 »	»	»	
Kamabua.	85 »	»	»	
Tshina.	610 »	»	»	
Kalengale.	15 »	»	»	
Mulanga.	3 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
Kamidu.	4 hect.	Diamant.	29-10-27	Langs heen de Oostergrens van de Kolonie.
Kabualolo.	61 »	»	»	
Munsunsa.	405 »	»	»	
Manji.	282 »	»	»	
Saseji.	53 »	»	»	
Tshasu.	121 »	»	»	
Tshampembe- Kasadi-Sadi.	41 »	»	»	
Kabikusa.	146 »	»	»	
Katula.	144 »	»	»	
Kentu Lungoka.	677 »	»	»	
Kamulunda.	7 »	»	3-11-27	
Dibumba.	6 »	»	»	
Kabusenu.	138 »	»	»	
Kasalla.	69 »	»	»	
Basanga-Lutshimo.	509 »	»	»	
Kalamashiba.	235 »	»	»	
Kasansa.	51 »	»	»	
Tshibila.	231 »	»	»	
Kamapanda I.	26 »	»	»	
Kanfofo.	32 »	»	»	
Bombo.	8 »	»	»	
Lutela.	705 »	»	»	
Kanku-Lutshimo.	192 »	»	»	
Kalulungu.	45 »	»	»	
Bumba.	407 »	»	»	
Kamabua-Lutshimo	85 »	»	20-11-27	
M'Botuta.	245 »	»	»	
Tshilembo.	204 »	»	»	
Bumpa I.	81 »	»	»	
Tshisejibo.	81 »	»	»	
Kangulungu.	91 »	»	»	
Kolobo.	134 »	»	»	
Kaloia.	15 »	»	»	
Kamindu.	17 »	»	»	
Bondo-Bondo.	13 »	»	»	
Tshisasabella.	48 »	»	»	
Chimba.	275 »	»	»	
Tshiballa.	97 »	»	»	
Kanieshi.	24 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
Kansango.	124 hect.	Diamant.	20-11-1927.	Kasai.
Bangu.	597 »	»	12-12-1927.	
Luenga.	295 »	»	»	
Moaba.	125 »	»	»	
Kabingo.	5 »	»	»	
M'Buluku.	7 »	»	»	
Kandubuka.	10 »	»	»	
M'Bulasengu.	14 »	»	»	
Katuba.	4 »	»	»	
Kamuele.	6 »	»	»	
Kalumoinika.	2 »	»	»	
Kabanshi.	9 »	»	»	
Tshitshibi.	3 »	»	»	
Kambinda.	8 »	»	»	
Bumpa II.	7 »	»	»	
Thiole.	18 »	»	»	
Tshibombo.	694 »	»	»	
Kamanga.	141 »	»	»	
Basanga-Lutshimo.	1,456 »	»	14-12-1927.	
Tshikoba.	257 »	»	»	
Katshadi.	1 »	»	»	
Muelele.	644 »	»	»	
Mupanda.	214 »	»	»	
Luiji.	618 »	»	27 12-1927.	
Mukulu.	206 »	»	»	
Lubauji.	181 »	»	»	
Luambamba.	294 »	»	»	
Mikesse.	707 »	»	»	
Tshitataon.	920 »	»	»	
Mulodi.	5,319 »	»	»	
Bembele.	27 »	»	»	
Kalambo.	16 »	»	»	
Musango.	16 »	»	»	
Kampokolo.	18 »	»	»	
Tshianda.	6 »	»	»	
Lupandu.	8 »	»	»	
Kalupandu.	11 »	»	»	
Luesaka.	666 »	»	»	
Kasengaye.	176 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit.	Gewest.
Kasango.	22 heet.	Diamant.	27-12-1927	Kasai.
Muladila.	64 »	»	»	
Kabuadi.	141 »	»	»	
Kalunganji.	40 »	»	»	
Kangashi.	14 »	»	»	
Missololo.	144 »	»	»	
Tshikody.	26 »	»	»	
Tshimatabala II.	77 »	»	»	
Kabisenga.	70 »	»	»	
Lumiama.	1,893 »	»	»	
Lutoka.	191 »	»	»	
Lubudi-Mufike.	134 »	»	»	
Salamba.	11 »	»	»	
Kabua.	13 »	»	»	
Muena-M'Bumba.	119 »	»	»	
Bifufua.	166 »	»	»	
Tshinbangu.	50 »	»	»	
Kamapanda II.	53 »	»	»	
Kakubilaschi.	37 »	»	»	
Kagnefu.	37 »	»	»	
Kadibumba.	10 »	»	»	
Matumba.	8 »	»	»	
Kawawa.	27 »	»	»	
N'Gala.	5 »	»	»	
Kampia.	6 »	»	»	
Sanga.	876 »	»	»	
Tshitotshi.	280 »	»	6-1-1928	
Mandalolo.	128 »	»	»	
Kamut hobo.	32 »	»	»	
Kamukunda.	45 »	»	»	
Muluka.	2,860 »	»	»	
Kongolo.	387 »	»	»	
Kadima.	6 »	»	»	
Kansunga.	27 »	»	»	
Kandambo.	16 »	»	»	
Kansumbi.	2 »	»	»	
Kamisaya.	2 »	»	»	
Lubi.	1,139 »	»	16-1-1928	
Mishegna.	11 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
Tshishimbipata.	21 hect.	Diamant.	16-1-1928	Kasai
Katubingu.	37 »	»	»	
Bukumai.	11 »	»	»	
Wedi II.	536 »	»	»	
Biza.	212 »	»	»	
Katokamai.	63 »	»	»	
Bimbe.	310 »	»	»	
Kagno.	110 »	»	»	
Kamisho.	91 »	»	»	
Kabambaie.	308 »	»	17-1-1928	
Kamoshindi.	41 »	»	»	
Kamituonkamba.	29 »	»	»	
Katondo.	125 »	»	»	
Komisoba.	53 »	»	»	
Shalongo.	62 »	»	»	
Dikadi.	384 »	»	»	
Lubambi.	475 »	»	»	
Kausenda.	303 »	»	»	
Subunga.	632 »	»	»	
Damoubila.	162 »	»	»	
Kapoko.	46 »	»	»	
Kampangu.	58 »	»	»	
Kapia-Ngashi.	35 »	»	»	
Kondimba.	82 »	»	»	
Tshimbaie.	9 »	»	»	
Kabilongu.	128 »	»	»	
Ditadi-Tadi.	19 »	»	»	
Tshibunene.	127 »	»	»	
Ngulungu.	235 »	»	»	
Yombe.	1,715 »	»	»	
Kabilulu.	8 »	»	»	
Komme.	184 »	»	»	
Paseji.	1,305 »	»	23-2-1928	
Koubadi.	272 »	»	»	
Isukuiji.	332 »	»	»	
Mugagote.	230 »	»	»	
Kakungu.	172 »	»	»	
Tombo.	115 »	»	»	
Mulamba-Mesadi.	338 »	»	»	

Naam der mijn.	Oppervlakte.	Stof.	Koninkl. besluit	Gewest.
M'Plika.	822 heet.	Diamant.	23-2-28	Kasai
Ilenji.	134 »	»	»	
Kanakangandu.	98 »	»	»	
Lusumu.	105 »	»	»	
Kaunga.	82 »	»	10-2-28	
Nisang.	58 »	»	»	
Tshimashiba.	130 »	»	»	
Mufang.	96 »	»	»	
Mbenze.	324 »	»	»	
Kasao.	32 »	»	»	
Tombua.	549 »	»	»	
Mushinji.	1,548 »	»	»	
Mulamba-	206 »	»	11-2-28	
Kamakondi.				
Musajeji.	2,127 »	»	»	

De « Société Minière du Luebo » heeft andere mijnen ontdekt; eerlang zal zij, bij Koninklijk besluit, worden gemachtigd, ze te ontginnen. Aldus zal zij in het geheel een mijnveld van 100,000 hectaren kunnen exploiteeren.

Deze concessie werd bij decreet van 1 Februari 1920 (B. O. 1920, bl. 224) verleend aan den heer Goldschmidt. Deze heeft ze afgestaan aan de « Société Minière du Luebo ».

VRAAG 16.

a) Oorzaak van de gele koorts.

Naar het schijnt zou het uitbreken van deze ziekte in de havens van Beneden-Congo toe te schrijven zijn aan schepen die, ofschoon zij besmette havens van naburige kolonies hadden aangedaan, niettemin voorzien waren van een gezondheidspatent en dienvolgens tot het vrije verkeer waren toegelaten.

b) Uitgestrektheid van de besmetting.

Te Boma. — Slechts drie gevallen deden zich voor, en wel bij de Europeanen, waaronder twee overlijdens. Bij de negers, niets.

Vanaf 17 Januari 1928, werd de haven zonder besmetting verklaard.

Een nieuw geval met doodelijken afloop kwam voor op 5 Maart l.l.

Te Matadi. — Vanaf einde December tot 6 Februari, waren er bij de Europeanen 19 gevallen waaronder 8 gevallen met doodelijken afloop. Bij de Negers 20 gevallen waaronder 15 met doodelijken afloop.

Te rekenen van 3 Februari 1928, kwam geen enkel geval meer voor, en de haven van Matadi werd zonder besmetting verklaard op 19 Februari 1928.

Een nieuw geval met doodelijken afloop kwam echter onder de Europeanen voor, op 23 Februari. Dit enkel geval is niet voldoende om Matadi terug onder toepassing te plaatsen van de strenge maatregelen der reglementeering.

Te Ango-Ango — Er was aldaar een Europeesche zieke die overleed op 9 Februari 1928.

Zoolang verklaard bleef dat de havens van Boma en Matadi aangetast waren, moesten de schepen op 400 meter ten minste van de oevers verwijderd blijven; de booten aangewend voor den dienst tusschen het land en de schepen werden vooraf met zwavelkoolstof behandeld en mochten alleen hunne aansluitings-tochten tusschen het opgaan en ondergaan van de zon.

Deze maatregelen gaven aanleiding tot groote vertraging bij het laden en ontladen der schepen.

Bovendien, weet het Departement dat, te Matadi, het vertrek der treinen voor Leo geschorst werd van af 25 December ongeveer tot 3 Januari. Den 8^{sten} werd eene nieuwe schorsing bevolen, met uitzondering voor de treinen der bevoorrading.

Daarenboven, werden de treinen die mochten vertrekken, onderworpen aan inspectie; de wagens werden met zwavelkoolstof behandeld; de locomotieven en het personeel der treinen werden vervangen aan de halte te Mzopo door personeel en materiel, uit Songololo aangevoerd.

De vermindering van het getal treinen naar Leo heeft de vertraging veroorzaakt van de verzendingen van Leopoldville naar Matadi.

Ten einde de belemmering van het verkeer in de havens van Beneden-Congo te vermijden, heeft de Gouverneur-Generaal, op 24 Januari, eene verordening uitgevaardigd waarbij het verboden is goederen met vrachtbooten aangevoerd, in de havens te ontladen en waarbij de pakketbooten alleen te toelating krijgen om levensmiddelen, geneesmiddelen en bevoorradingsvoorwerpen te lossen, die voor de openbare diensten bestemd zijn.

Deze bepalingen waren slechts toepasselijk op de vrachtbooten en pakketbooten die hunne uitvaarhaven verlaten hadden of geladen werden na 31 Januari. Ik behoud het recht afwijkingen van deze beschikkingen toe te laten.

Anderzijds, om den toevloed van de goederen in deze havens te vermijden, zoodra het normaal verkeer hersteld is, heeft de Koning op 14 Januari laatstl. een decreet uitgevaardigd waarbij de Minister van Koloniën gemachtigd wordt, tot de haven van Matadi, evenals tot de overige havens van Beneden-Congo, het stelsel der vergunningen uit te breiden, in 1926 ingevoerd voor de verzending naar Boven-Congo, van goederen, te Matadi ontscheept.

Bij Ministerieel besluit van 14 Februari heb ik dit stelsel uitgebreid tot de haven van Matadi zelf.

c) Maatregelen genomen tot bestrijding van de gele koorts en om te vermijden dat zij zich opnieuw zou voordoen.

Er bestaan geene therapeutische maatregelen noch maatregelen tot voorkoming of genezing van de ziekte. De hoop gesteund op het gebruik van het Noguchiserum is bedriegelijk.

De eenige methode tot voorkoming van de ziekte is die welke gesteund is op de vernietiging van de larven en van de stegomya-insecten en op de mechanische verdediging van den zieken of den gezonden mensch.

Het is door de toepassing van deze methode dat men er in gelukte Rio-de-Janeiro en andere belangrijke centrum van Amerika te bevrijden van de plaag der gele koorts.

Van af het opkomen der gele koorts heeft de plaatselijke overheid eene grondige reiniging van Boma en Matadi bevolen. Deze maatregelen werden nadien uitgebreid tot al de andere plaatsen, voornamelijk die welke gelegen zijn langs de spoorlijn van Beneden-Congo.

Terz ifdertijd schreef de plaatselijke Regeering beschikkingen voor, die bestemd waren om op eene meer afdoende wijze de uitvoering van de maatregelen tot voorkoming der ziekte te verzekeren.

Ik heb niet opgehouden mij bezig te houden met het nemen van de maatregelen die dienden genomen te worden om de besmetting te keer te gaan. Talrijke dringende telegrammen werden door mij gezonden naar den Gouverneur Generaal om hem aan te zetten de strengste maatregelen te nemen binnen de perken der noodzakelijkheden.

Vermits de verweermiddelen tegen de gele koorts goed gekend zijn, mogen wij hopen dat de strenge toepassing der gebruikte maatregelen de ziekte zal verwijderd houden en vooral de uitbreiding er van tot andere centra's zal verhinderen.

VRAAG 17.

Welk is de toestand der inlandsche arbeiders die in de nijverheidsstroken worden overgeplaatst, inzonderheid in de mijnen en bij de spoorwegwerken, ten aanzien van :

- a) De bevoorrading en de levensmiddelenverbouwingen ;
- b) De huisvesting (oprichting van negerdorpen met gronden en akkers)?

ANTWOORD.

In wettelijk opzicht, wordt de zaak geregeld, eensdeels, bij het decreet van 16 Maart 1922 (Wetboeken, Louwers, bl. 1725) over de dienstovereenkomst en, anderdeels, bij het decreet van 13 Februari 1921, over de veiligheid en de gezondheid der arbeiders.

Het decreet van 16 Maart 1922, in het hoofdstuk « Verplichtingen van den Meester », artikel 13, luidt : « behalve bij strijdige bepaling, behelst het contract van rechtswege, voor den meester de verplichting aan den werknemer te verschaffen, buiten het voorziene loon, eene gezonde en voldoende voeding, eene degelijke huisvesting en de vereischte slaapbenodigdheden ». Hetzelfde artikel 13 bepaalt dat « het voedsel in natura of de waarde in geld vooraf moet worden verstrekt. Het voedsel in natura minstens twee maal per week, met een tusschenruimte van niet meer dan vier dagen ; de waarde in geld wekelijks ».

Bij artikel 32 van hetzelfde decreet, worden dergelijke verplichtingen opgelegd aan den aanwerver, van af den dag waarop de arbeider de plaats verlaat, waar hij werd aangeworven tot den dag waarop hij voor het werk wordt aangenomen.

Deze zelfde artikelen laten aan den Gouverneur der provincie toe, de voorwaarden te bepalen die dienen in acht genomen te worden wat betreft de huisvesting en de voeding, opdat, ten opzichte van het burgerlijk contract, de meester kunne beschouwd worden als hebbende voldaan aan zijne verplichtingen op deze gebieden.

Anderzijds, geeft het decreet van 25 Juni 1921 (Wetboek, Louwers, bl. 1754) aan den Gouverneur Generaal en aan de Provinciegouverneurs waaraan hij zijne bevoegdheid heeft overgedragen, het recht, zelfs buiten alle contractbepaling om, de voorwaarden vast te stellen die moeten nageleefd worden voor de huisvesting en de voeding der arbeiders.

Talrijke verordeningen van de Provinciegouverneurs, genomen ter uitvoering van de decreten van 16 Maart 1922 en van 13 Juni 1921, hebben deze verschillende punten geregeld. De samenstelling van het voedsel rantsoen is inzonderheid duidelijk aangegeven voor elke provincie.

Om de bevoorrading van de nijverheidscentra's te vergemakkelijken werd

door het personeel belast met het bestuur der gebieden, eene drukke propaganda gevoerd onder de inlanders om hen er toe aan te zetten het verbouwen van levensmiddelen uit te breiden.

De jaarverslagen, aan de Kamers onderworpen door het Gouvernement der Kolonie zijn, in dit opzicht, van belang (zie namelijk het verslag van 1925, bl. 131, 147, 183, 216).

Het bleek tot hertoe nog niet mogelijk, op algemeene wijze, aan degenen die arbeiders gebruiken, de verplichting op te leggen voor hunne eigen rekening groente-verbouwing te doen en hunne arbeiders in inlandsche dorpen, met gronden en aanplantingen, onder te brengen. Toch werd in dien zin reeds iets ondernomen door een zeker getal belangrijke ondernemingen. Zoo exploiteeren ondernemingen als de *Union Minière*, de *Géomines*, de *Forminière*, de *Compagnie des Grands Lacs*, de *Huileries du Congo-Belge*, enz., groenteverbouwingen voor de voeding van hun werkvolk.

Sommige maatschappijen stellen ter beschikking van hunne arbeiders zaai-granen en landbouwgereedschap om hun toe te laten, buiten hunne arbeidsuren, groenteverbouwingen aan te leggen nabij de kampen.

Wat betreft het oprichten van inlandsche dorpen met gronden en aanplantingen, hebben eenige maatschappijen, zooals de *Huileries du Congo-Belge* en de *Géomines*, het initiatief genomen hunne arbeiders in dorpen onder te brengen, eer dan in kampen.

VRAAG 18.

De Commissie zou willen weten wat de Regeering gedaan heeft :

- a) onder opzicht van het bouwen van huizen voor ambtenaren ;
- b) voor het bewoonbaar maken van ongezone streken.

ANTWOORD.

a) Van 1921 tot 1927, werd aan het Gouvernement van de Kolonie, behalve de geldsommen van de gewone begroting, meer dan 64 miljoen toegekend voor de verbetering der voor de ambtenaren bestemde woningen.

Deze som is als volgt te verdeelen :

1921	4,118,561
1922	7,928,415
1923	4,965,425
1924	4,574,310
1925	13,661,525
1926	10,246,699
1927	21,853,550
TE ZAMEN	64,348,285

In het ontwerp van begroting voor 1928, dat binnenkort aan de Kamer zal worden voorgelegd, is bovendien een nieuw crediet van 14,045,692 frank uitgetrokken, hetgeen de som, verleend voor de woningen der koloniale ambtenaren, op meer dan 78 miljoen brengt.

De woningecrisis, die in de Kolonie heeft geheerscht, vooral in 1927, werd bestreden door het onmiddellijk zenden van 100 woningen met metalen geraamte.

b) De saneeringswerken zijn opgenomen onder de rubriek der gezondheidswerken, per jaar omstandig aangegeven in de Memorie van Toelichting van de gewone begrooting voor 1926.

Wij nemen die cijfers over :

	Hygiëne, Hospitalen, enz.	Water, Wegen-Riolen.
1921.	1,682,190	693,900
1922.	3,245,720	6,658,900
1923.	4,327,850	5,289,217
1924.	2 460,259	13,712,941
1925.	6,255,691	5,716,000
1926.	8,340,486	5,086,460
1927.	12,535 267	21,056,674
TE ZAMEN	40,648,555	54,214,097

Voor 1928, wordt er in de begrooting, die aan de Kamers moet voorgelegd worden, meer dan 25 miljoen voorzien voor de gezondheidswerken, waarvan 6,823,000 voor de hospitalen, 16 miljoen voor de saneeringswerken aan de wegen, en 5 miljoen voor het bestrijden der malaria.